

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°348**

**MARS 2014**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **TURQUIE : BON SCORE DU BDP AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES.**
- **SYRIE : ENCELRÉ PAR EIIL, LE PYD SE RAPPROCHE DE L'ASL ET ACCUSE LE BAATH.**
- **KURDISTAN D'IRAK : LA CRISE AVEC BAGDAD RAVIVE LA QUESTION DE L'INDÉPENDANCE.**
- **AMNESTY : L'IRAN ET L'IRAK PAYS « CHAMPIONS » DE LA PEINE DE MORT.**
- **SOUDAN : UNE COMMUNAUTÉ KURDE QUASI- OUBLIÉE EN QUÊTE DE SES ORIGINES**

---

## TURQUIE : BON SCORE DU BDP AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES

**L**a campagne électorale en Turquie a été marquée par des mesures spectaculaires de tentatives de contrôle d'Internet de la part du gouvernement AKP, qui a d'abord bloqué twitter début mars, à la suite d'un jugement rendu le 26 février, à seule fin d'empêcher la diffusion sur les réseaux sociaux d'enregistrements téléphoniques compromettant pour le Premier Ministre car entérinant les accusations de corruption qui s'accumulent contre lui et son cabinet depuis des mois.

Lors d'une interview télévisée en date du 6 mars, Recep Tayyip Erdoğan a même déclaré que l'interdiction pourrait s'étendre à Youtube et Facebook (ce qui eut effectivement lieu un peu plus tard pour Youtube).

L'Union européenne, les États-Unis, les ONG et une grande

partie de l'opinion internationale ont condamné ces mesures, par ailleurs peu efficaces, twitter et de nombreux sites et réseaux sociaux informant immédiatement des moyens techniques permettant aux internautes de Turquie d'avoir accès à sa plateforme, par des messages diffusés en anglais et en turc. Conséquence : le trafic sur twitter en provenance de Turquie a connu une hausse spectaculaire, atteignant près de 39% de connexion dans ses pics de fréquentation.

Plus dramatique, la mort du jeune Berkin Elvan, un jeune Kurde alévi de 15 ans est survenue le 11 mars et n'a fait qu'accroître les tensions : touché le 16 juin 2013 par une grenade lacrymogène, lors des manifestations de Gezi Park (auxquelles il ne participait pas) il était resté des mois dans un coma dont il

n'est jamais sorti. Ses funérailles à Istanbul, le 12 mars, suivies par un cortège imposant, et relayées par des manifestations dans beaucoup d'autres villes turques ou du Kurdistan, ont été entachées par des violences policières qui ont fini par dégénérer, à la nuit, en affrontements entre jeunes supporters d'Erdoğan et manifestants, faisant une autre victime à Istanbul, cette fois dans les rangs des supporters de l'AKP : Burak Can Karamanoğlu, âgé de 22 ans, a été tué à l'arme à feu dans des circonstances restant encore à déterminer, après l'arrestation d'un suspect dès le lendemain.

Mais la mort de Berkin Elvan n'a guère ému le Premier Ministre qui a tout bonnement qualifié le jeune garçon de « terroriste », l'accusant d'avoir le visage masqué lorsqu'il a été atteint par les forces de l'ordre, alors même que

tous les témoignages de sa famille et de ses proches font apparaître qu'il n'était sorti de chez lui que pour acheter du pain.

Dans les régions kurdes, les célébrations du 21 mars, jour de Newroz, furent surtout marquées par le meeting du BDP et la lecture, comme l'année dernière, d'un nouveau message d'Abdullah Öcalan, le leader emprisonné du PKK, devant près de 300 000 personnes à Diyarbakir. Ce message-là ne fut pas, cette fois, un événement « surprise », mais une directive donnée, celle de poursuivre « le processus de dialogue » qualifié « d'important » par Öcalan, même si aucun accord concret n'a été encore conclu entre le PKK et l'État turc.

Les « pratiques dilatoires du gouvernement, et l'exécution du processus d'une manière unilatérale, en évitant la mise en place d'une base juridique » ont été pointées par le président du PKK, ainsi que les menées d'une « conspiration internationale » pour faire échouer le processus (allusion à la confrérie Fethullah Gülen, à la fois fortement opposée à l'AKP et au PKK et à toute résolution de la question kurde).

Le 30 mars, les élections municipales ont eu lieu dans toute la Turquie et ce scrutin était vu d'emblée à la fois par le gouvernement AKP et par ses opposants comme un désaveu ou un soutien à Erdoğan et ses dérivés autoritaires. Si les violences n'ont jamais atteint le niveau extrême des années 1990, plusieurs bagarres ont éclaté entre supporters de partis rivaux, d'Ankara à Iğdir, faisant quelques morts et des blessés, et surtout les accusations de fraude ont tout de suite fleuri, de la part des partis d'opposition, le BDP comme le CHP, d'autant que des coupures d'électricité ont plongé dans l'obscurité plusieurs villes du pays, d'Istanbul aux régions

kurdes, et ce précisément à l'heure du décompte. Des bureaux de vote ont alors mystérieusement été mis à sac et des ballots de bulletin ont disparu. Ainsi, à Düzici, des sacs de bulletin ont été retrouvés dans les poubelles de six écoles de la province d'Osmaniye, où avait lieu les votes, selon le Turkish Daily News...

Dans la province de Siirt, district de Tillo, c'est même un candidat du Parti Saadet (SP), Behmen Aydın, qui a été assassiné à l'arme blanche quand des individus masqués, jaillissant d'un autre véhicule, ont assailli la voiture où il se trouvait avec 5 autres personnes, qui ont été blessées. C'est finalement le maire AKP, tout nouvellement réélu, Mehmet Mesut Memduhoglu qui a été arrêté en tant que suspect avec 15 autres personnes, une voiture de fonction municipales ayant été utilisée pour le crime.

Répliquant aux accusations de fraudes à la faveur de ces fortuites coupures d'électricité, le ministre de l'Énergie, Taner Yildiz, a provoqué l'hilarité des réseaux sociaux, ceux-là mêmes visés par la politique de black-out d'Erdoğan, en expliquant qu'un chat, introduit dans un transformateur, avait été la cause de toutes ces pannes, d'Istanbul à Mardin... Plus sérieusement, un article de Hürriyet, publiant la carte des coupures sur tout le territoire, établit clairement que les zones ayant connu ce fortuit black-out étaient celles alimentées en électricité par des compagnies gouvernementales.

Mais même entaché d'irrégularités et de bourrage d'urnes, la victoire d'Erdoğan semble acquise, malgré les manifestations de protestation, que ce soit à Ankara ou à Urfa. De toute l'opposition, le BDP kurde s'en sort bien, qui annonce avoir gagné onze villes par rapport aux municipales de 2009 (le parti prokurde s'appelait alors le DTP),

dont Mardin, Ağrı et Bitlis, prises à l'AKP, 68 districts et 23 sous-districts, même si tous les résultats ne sont pas encore définitifs en raison de toutes les plaintes déposées pour fraude. Au total, cela ferait 102 municipalités remportées par le BDP.

Dans les régions kurdes, l'espoir suscité par le processus de paix pouvait bénéficier à la fois à l'AKP et au BDP. C'est finalement le BDP qui a pris trois villes à l'AKP, hormis Urfa, qui reste au sein de la majorité, ainsi que d'autres régions et villes à population mixtes turco-kurde.

Par contre, le tout nouveau parti Huda Par, le « Hezbollah kurde », n'a obtenu qu'un faible score, restant toujours en deçà de 8% dans ses meilleurs résultats, et il serait intéressant de déterminer si c'est à l'AKP que ce parti de néo-islamistes prend des voix plutôt qu'au BDP.

Au niveau national, l'AKP fait (pour le moment) autour de 45, 44%, le CHP 27, 77%, le MHP 15, 27%, le BDP allié au HDP 6, 48%.

En plus de remporter Mardin, Ağrı et Bitlis, le BDP conserve Diyarbakir, Batman, Van, Dersim, Siirt, Hakkari, Şırnak et Iğdir.

Dernières estimations dans les régions kurdes ou à population mixte. (en 2009, le parti kurde était alors le DTP :

**Provinces remportées par le DTP en 2009 et qui restent BDP :**

– Batman, Dersim, Diyarbakir, Hakkari, Iğdir, Siirt, Şırnak, Van.

**Provinces prises à l'AKP par le BDP :**

– Ağrı, Bitlis, Mardin (avec Ahmet Türk en indépendant).

Provinces conservées par l'AKP :  
– Adiyaman, Bingöl, Elazığ, Gaziantep, Kahramanmaraş,



Malatya, Muş, Urfa (remportée par un indépendant en 2009).

**AKP** : Parti de la Justice et du développement de M. Erdoğan.

**BDP** : Parti de la paix et de la démocratie pro-kurde

**CHP** : Parti républicain du peuple de M. Kılıçdaroğlu.

**MHP** : Parti d'action nationaliste, extrême-droite nationale turque.

**ADIYAMAN :**

AKP : 56, 46 %  
CHP : 21, 8  
MHP : 12, 79  
BDP : 6,2  
(En 2009 : AKP : 49, 26 % ; SP : 24, 08 % ; CHP : 13, 36 %)

**AGRI :**

BDP : 45, 92%  
AKP : 45, 47%  
(2009 : AKP : 36, 91% ; DTP : 32, 37%)

**BATMAN :**

BDP : 56, 35%  
AKP : 30, 78%  
HUDA PAR : 7, 80%  
(2009 : DTP : 59, 67% ; AKP : 36, 65%)

**BINGOL :**

AKP : 58, 32 %  
BDP : 26, 92%  
MHP : 8.74 %  
(2009 : AKP : 42, 84% ; DTP : 33, 79% ; SP : 17, 16)

**BITLIS :**

BDP : 44, 05 %  
AKP : 39, 44%

HUDA PAR : 5, 58%  
(2009 : AKP : 43, 10% ; DTP : 34, 43%)

**DERSIM :**

BDP : 42, 46%  
CHP : 30, 80  
(2009 : DTP : 30 % ; indépendant : 24, 47 % ; AKP : 21, 63 ; CHP : 15, 07)

**DIYARBAKIR :**

BDP : 57, 78%  
AKP : 34, 31 %  
HUDA PAR : 4, 78%  
(2009 : DTP : 65, 43% ; AKP : 31, 57 %)

**ELAZIG :**

AKP : 55, 80  
MHP : 29, 12  
CHP : 7,3  
(2009 : AKP : 47, 76% ; MHP : 23, 29%)

**GAZIANTEPE :**

AKP : 54, 6%  
CHP : 21, 47  
MHP : 11, 88  
(2009 : AKP : 52, 53% ; CHP : 29, 97)

**HAKKARI :**

BDP : 66, 76 %  
AKP : 26, 12%  
(2009 : DTP : 78, 97% et AKP : 15, 93%)

**IGDIR :**

BDP : 43, 89%  
MHP : 42, 58 %  
AKP : 15, 49%  
(2009 : DTP : 36, 62% ; AKP : 30, 54 % ; MHP : 27, 08 %)

**KAHRAMAN MARAS :**

AKP : 58, 70

MHP : 30, 93  
(2009 : AKP : 65, 31% ; MHP : 21, 97)

**MALATYA**

AKP : 62, 88%  
CHP : 16, 74  
(2009 : AKP : 53, 08 % ; SP : 29, 05 %)

**MARDIN :**

Ahmet TURK : 52, 19  
AKP : 37, 39%  
(2009 : AKP 45, 4% ; DTP : 36, 32%)

**MUS :**

AKP : 48, 25%  
BDP : 41, 54%  
(2009 : AKP : 50, 55% ; DTP : 37, 23%)

**SIIRT :**

BDP : 49, 53%  
AKP : 41, 97  
(2009 : DTP : 49, 43% ; AKP : 45, 77%)

**SIRNAK :**

BDP : 59, 55 %  
AKP : 29, 9%  
(2009 : DTP : 53, 75% ; AKP : 42, 60 %)

**URFA :**

AKP : 60, 76%  
BDP : 30, 7  
(2009 : indépendant : 44, 03% ; AKP : 39, 30%, DTP : 10, 49%)

**VAN :**

BDP : 54, 14%  
AKP : 40, 84%  
(2009 : DTP : 53, 54% ; AKP : 39, 16%)

**SYRIE :**

**ENCERCLÉ PAR EIIL, LE PYD SE RAPPROCHE DE L'ASL ET ACCUSE LE BAATH**

**L**es attaques récurrentes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) contre le « Rojava », et la stratégie d'encerclement des trois enclaves kurdes déclarées cantons autonomes par le PYD, ont poussé finalement la branche syrienne du PKK à une

forme d'alliance de terrain avec l'Armée syrienne de libération, l'adversaire d'hier.

Le 19 mars, le commandement central des YPG a ainsi appelé tous les Kurdes à une « mobilisation générale » dans les trois cantons pour « protéger les valeurs

de la démocratie et de la liberté et soutenir les YPG ».

En plus des attaques contre les zones kurdes, le 21 mars, dans la province de Raqqa, où EIIL cherche à fonder son « État » et dont il occupe la capitale éponyme, près de 600 Kurdes ont fui

leurs villages (Tell Akhdar, Tell Fandar et Tell Abyad), selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, en raison d'un ultimatum d'EIIL.

Selon l'Observatoire, c'est près de 500 Kurdes qui seraient passés du côté de la frontière turque, ce qui fait penser à une volonté d'EIIL de nettoyer le terrain ethnique kurde autour de Kobanî ('Ayn Al Arab) afin de l'isoler d'avantage.

En déplacement à Oslo, le coprésident du PYD, Salih Muslim, lors du conférence de presse donnée le même jour, indiquait qu'EIIL n'avait cessé de lancer des attaques et des attentats suicide depuis trois semaines, contre Qamishlo ou Kobanî ('Ayn al Arab), afin de couper les voies d'accès reliant les deux régions et que la phase prochaine de leurs plans serait d'isoler Afrin de la même façon.

Rêdur Khalil, porte-parole des YPG, a confirmé le 24 mars que Kobanî était actuellement encerclé par l'EIIL, avec des troupes venues, entre autres, de Deir el Zor, Alep, Rakka et Lazkiye, et relaie les propos de Salih Muslim faisant mention de tanks déployés, avec lesquels les djihadistes ont lancé des attaques contre la partie orientale du canton. Les passeports des islamistes capturés ou tués indiquent des provenances géographiques diverses, Arabie saoudite, Yémen, Kurdistan d'Irak, Algérie, Tunisie, Libye, Canada, Danemark, France, Allemagne, Turquie et Tchétchénie.

Le même jour, le haut-commandement des YPG a appelé « tous les groupes kurdes à mettre de côté leurs différences » et à accomplir leur « devoir national » face aux attaques. Dans le communiqué, il est indiqué que le but d'EIIL est de prendre le

contrôle des champs pétrolifères de Rimelan en plus de rompre les communications entre les cantons. Il a réitéré l'appel des YPG à tous les Kurdes, même les non-Syriens, à rallier leurs forces pour défendre les cantons.

Cette fois, les « groupes kurdes » appelés à l'aide étaient nommément cités : la présidence du Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak (GRK) et ses trois grands partis, le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak de Massoud Barzani, (PDK) l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani (UPK), Gorran de Nawshirwan Mustafa ; l'exécutif du Groupe des communautés du Kurdistan (KCK-PKK), le Parti de la paix et de la démocratie (BDP) pour les Kurdes de Turquie, bref, tous les partis kurdes existants, sauf ceux d'Iran, mais sans préciser de quelle aide il s'agissait, en plus d'une aide humanitaire internationale, notamment du Croissant rouge en Turquie et l'ouverture des postes-frontière turcs.

Ce type de déclaration et d'appel à la mobilisation s'est multiplié tout le mois de la part des responsables locaux du PYD et des YPG, mais toujours sans détailler, dans le fond, la teneur de ce « devoir national ». Réagissant à cet « appel à l'unité », Abdulhakim Bashar, le président du Parti démocratique du Kurdistan de Syrie (Al-Parti), proche du PDK d'Irak, a répliqué qu'ils étaient tout à fait prêt à s'unir contre EIIL, et de mettre fin à un conflit fratricide :

« Nous sommes prêts à négocier avec le PYD. Il est vrai qu'il y a différentes opinions au sein des partis kurdes, mais protéger les régions kurdes des groupes terroristes est du devoir de tous...mais à condition que ce soit sous le drapeau du

Kurdistan et au nom du Kurdistan. » » (BasNews), c'est-à-dire non sous la bannière des YPG et pour le compte du PYD, et donc en acceptant de former un front politique unifié des partis kurdes, afin d'appliquer les accords d'Erbil de novembre 2012 qui prévoyaient la formation d'une force militaire unie, au commandement partagé avec le Conseil national kurde.

Faire entrer les troupes de peshmergas kurdes syriens entraînés au Kurdistan d'Irak n'est probablement pas dans les objectifs du PYD, mais jusqu'ici, se défendant d'avoir des liens « organiques » avec le PKK, il ne faisait pas appel (en tout cas pas officiellement) à des combattants kurdes non syriens. Or Murat Karayilan a récemment appelé la jeunesse kurde d'Urfa (limitrophe de Kobanî) à se joindre à la « résistance kurde », de même que le reste des jeunes Kurdes du Nord (Turquie), ce que Rêdur Khalil présente comme une réponse normale à l'internationale jihadiste démontrée avec l'énumération détaillée des passeports d'ennemis saisis par ses troupes.

Il n'y a pas eu, pour le moment de réactivation des accords d'Erbil, mais un des tournants politiques et stratégiques du PYD est l'alliance – au moins sur le terrain militaire – de l'Armée syrienne de libération et des YPG. Salih Muslim a en effet confirmé, dans une conférence de presse donnée en Suède, que « dans ce combat, l'Armée syrienne de libération nous soutient. La population est du côté des YPG. »

Il faut se souvenir que, depuis le début de la révolution syrienne, les relations du PYD entre l'opposition syrienne arabe, que ce soit la Coalition et, sur le terrain, l'ASL, ont été, soit inexis-

tantes, soit très mauvaises, se traduisant par de fréquents affrontements, notamment dans les régions mixtes kurdes et arabes, comme à Serê Kaniyê (Ras al 'Ayn), ou bien dans les zones situées entre Alep et Afrin. Et l'un des principaux reproches que le PYD faisait à l'encontre du Conseil national kurde était sa ligne politique qui passait par une entente ou une alliance avec la Coalition syrienne et l'ASL, accusées par tous les organes officiels du PYD ou ses media, d'être noyautées par les islamistes (par exemple Jabhat al Nusra) et de faire le jeu de la Turquie.

Mais Kobanî ('Ayn Al Arab) étant de plus en plus encerclé par l'EIL, le PYD et les YPG se heurtent aux limites pratiques de leur isolement politique et militaire, qui ne peut se résoudre de lui-même, étant donné la situation d'enclavement géographique et ethnique des trois régions kurdes.

Enfin, autre signe indiquant un glissement des alliances, la nouvelle charge du PYD contre le régime du Baath, cette fois, accusé de soutenir EIL en sous-main afin d'affaiblir les Kurdes et d'empêcher l'autonomie des zones kurdes et «leur nouvelle expérience démocratique», accusations qui, de même, visaient auparavant l'ASL, tandis que le reste des Kurdes syriens et l'opposition arabe n'ont cessé de dénoncer la collaboration sur le terrain entre le Baath et le PYD.

Dans un entretien accordé au journaliste néerlandais Wladimir Van Wilgenburg à Al Monitor, Redur Khalil se retourne ainsi ouvertement contre le gouvernement syrien :

« Le régime essaie d'affaiblir les Kurdes. Ils savent aussi que nous combattons EIL. Notre combat contre EIL sert le régime sans aucun doute. »

Redur Khalil accuse même l'Iran

d'être derrière ces manœuvres ce qui indiquerait, là encore, un changement dans les proximités politiques, voire une tentative de rapprochement avec la Turquie. Ainsi, en février dernier, Asia Abdullah, coprésidente du PYD, se trouvait à Istanbul et déclarait que son parti cherchait le soutien turc et ne souhaitait pas affronter Ankara.

De fait, une « réconciliation » avec le Kurdistan d'Irak qui verrait la réouverture du poste de Pêsh Khabûr ne servirait pas beaucoup à Kobanî qui, tout comme Afrin, n'ouvre que sur la frontière turque. Le seul moyen de relier les trois cantons seraient d'occuper des zones peuplées d'Arabes, de Turkmènes et de chrétiens. Mais il serait risqué de s'installer *manu militari* au milieu de populations qui ne sont pas toutes acquises au PYD ou à un Rojava autonome kurde, disséminées tout le long de la frontière turque entre les cantons du PYD.

---

## KURDISTAN D'IRAK : LA CRISE AVEC BAGDAD RAVIVE LA QUESTION DE L'INDÉPENDANCE

**L**a décision du Premier Ministre irakien Nouri Maliki, de couper les salaires des fonctionnaires de la Région du Kurdistan afin de faire céder le gouvernement kurde dans le conflit qui les oppose au sujet de la gestion des hydrocarbures au Kurdistan continue de susciter l'indignation de la classe politique kurde qui pointe son caractère anticonstitutionnel, en usant de sanctions discriminatoires à l'encontre de certains citoyens, et Massoud Barzani, le président du Kurdistan, a même qualifié la décision de geler les salaires de « déclaration de guerre ».

S'exprimant le 4 mars aux Deuxièmes Rencontres de l'Université américaine de

Suleïmanieh (où était aussi présent le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu), Nêçirvan Barzani a déclaré que cette idée de couper le budget du Kurdistan ne venait d'une seule personne » (sans la nommer). Il a averti que cette crise pouvait entraîner un « effondrement de l'Irak » et qu'Erbil ne « reviendrait pas sur ses droits constitutionnels », malgré les « menaces directes » qu'il affirme avoir entendues lui-même de la part de Bagdad.

La veille, le 3 mars, Nouri Maliki, s'exprimant à la télévision Al Iraqiyya, avait pourtant affirmé qu'il ne comprenait pas pourquoi ces problèmes avaient été autant exagérés : « Nous nous sentons responsables du

Kurdistan et des Kurdes, même si le GRK ne le sent pas de cette façon. » Le Premier Ministre irakien a répété que le versement du budget était simplement « retardé » et non « coupé », et que la raison en était les 400 000 barils de pétrole que les Kurdes devaient livrer à Bagdad chaque jour.

Le 11 mars, alors que la Région du Kurdistan célébrait l'anniversaire du soulèvement de 1991, Massoud Barzani, qui avait, il y a quelques jours, assisté aux funérailles de 93 des siens, assassinés secrètement en 1983 par Saddam Hussein et dont on a retrouvé les charniers, a rappelé, dans son discours, qu'une génération nouvelle avait grandi au Kurdistan et n'acceptait aucune forme de

dictature et d'occupation, cherchant, au contraire, à assurer la liberté et le progrès dans son pays, après que des générations entières se soient sacrifiées pour cet objectif au Kurdistan.

Le président kurde visait bien évidemment le Premier ministre irakien qui tente de faire céder Erbil dans les âpres négociations sur la gestion des revenus pétroliers en coupant le salaire des fonctionnaires au Kurdistan.

Le 20 mars, après une intense médiation américaine, le Premier ministre de la Région du Kurdistan annonçait, en « geste de bonne volonté », être prêt à exporter 100 000 barils par jours via l'oléoduc irakien, afin de relancer les négociations, toujours en cours, mais qui piétinent depuis des mois.

« Les négociations avec Bagdad sur l'exportation du pétrole et les questions budgétaires sont en cours. Ces négociations n'ont pas encore abouti à des accords acceptables. En tant que geste de bonne volonté, et afin de donner aux négociations le maximum de chances de succès, le Gouvernement régional du Kurdistan (KRG) a offert d'apporter sa contribution aux exportations des oléoducs irakiens ».

Mais à ce jour, les exportations n'ont toujours pas reprises, en raison de l'état de cet oléoduc reliant Kirkuk au port turc de Ceyhan, qui a été régulièrement saboté l'an passé par les insurgés sunnites et n'est toujours pas prêt, de l'aveu du ministre irakien du Pétrole, à assurer les transferts de brut.

Mais la situation créée par le gel des salaires pourrait devenir préoccupante, selon des économistes, en raison du grand nombre de fonctionnaires dans la Région kurde, et de certaines faiblesses inhérentes au système économique du Kurdistan d'Irak, comme ne se prive pas de le souligner le parti Gorran (principal

parti d'opposition toujours en pourparlers pour la formation d'un cabinet de coalition avec le PDK et l'UPK) qui se pose volontiers en réformateur des lignes politiques et des décisions économiques adoptées par ses rivaux depuis 2005.

Un rapport d'un parlementaire de Gorran, Ali Hama Ali, expose ainsi de façon détaillée dans le journal *Chawder News* (pro-UPK) les failles de la réussite et du développement économiques de la Région qui emploie à elle seule, 679.939 fonctionnaires ce qui correspond à 22,6 % des fonctionnaires irakiens. Selon lui, le budget annuel du GRK ne peut suffire à payer ne serait-ce qu'un mois de traitement de tous ses employés. Ainsi, selon ce rapport, le revenu estimé, pour 2013, des employés de ministères, s'élevait à 651 milliards de dinars, alors qu'un mois de traitement nécessite environ 750 milliards de dinars.

« Le GRK est endetté auprès de plus de 900 investisseurs et n'a pas d'argent à leur donner. Il n'y a pas de banque internationale pour leur prêter des fonds parce que le Kurdistan n'est pas un pays et aucun autre pays n'est prêt à devenir le garant du GRK. »

Selon le rapport, la crise financière qui menace n'est pas seulement due au conflit avec Bagdad. 70% du budget de la Région va à ses employés ; le GRK a aussi alloué 3 milliards de dollars US à des entreprises, et a aussi dépensé des fonds sur plusieurs projets non planifiés, tels que le prêt pour l'accès à la propriété ou au mariage ou à des programmes de développement dont certains offriraient, selon Ali Hama Ali, plus de désavantages que d'avantages. De plus, les dépenses et les frais des deux partis historiques, le PDK et l'UPK, sont toujours à la charge du gouvernement, ce qu'il serait peut-être temps de réformer.

En ce qui concerne les prêts aux sociétés locales de prospection et d'extraction pétrolière, le gouverne-

ment ne peut leur avancer de l'argent et les investisseurs internationaux rechignent à le faire en raison des 70% du budget réservés aux traitements des fonctionnaires, ainsi que du conflit avec Bagdad sur les revenus du pétrole et l'exportation des hydrocarbures.

Le contrôle des marchés, des importations et des exportations souffre aussi d'un manque d'organisation et de planification. Alors que d'importants privilèges sont octroyés à ces mêmes sociétés, étrangères comme locales, les frontières de la Région du Kurdistan sont ouvertes et laissent passer des produits, par exemple des milliers de véhicules, moyennant de faibles taxes et des contrôles techniques ou de qualité peu fiables et manquant de normes rigoureuses.

La présence de milliers de travailleurs étrangers, principalement dans le bâtiment ou les emplois de service contribue aussi à ce déséquilibre des échanges monétaires.

Interviewé par la chaîne KNN, le leader du parti Gorran, Nawsirwan Mustafa, critique aussi l'économie « consumériste » de la Région qui la fait dépendre, pour sa survie, des 17% du budget national irakien, et non de son agriculture, de ses élevages ou de ses industries, quasi inexistantes et dont le revenu ne couvrirait actuellement que 6% des dépenses du GRK. Les sureffectifs des fonctionnaires mettent ainsi Erbil à la merci du gouvernement central dans cette guerre économique.

Malgré ces analyses pessimistes sur la capacité de la Région kurde à s'en sortir sans assistanat financier irakien, la crise avec Bagdad a relancé, dans les media comme dans les milieux politiques, la question d'une éventuelle indépendance et certains, même au sein de Gorran, envisagent le moment où la séparation du Kurdistan d'avec l'État central deviendrait inévitable.

C'est ainsi que le même Nawshirwan Mustafa aurait déclaré à la Kurdistan Pas News Agency que le président Massoud Barzani lui avait confié envisager l'indépendance dans un délai de deux ans. Une autre source politique kurde, s'exprimant sous l'anonymat auprès du journal arabe Asharq al-Awsat, confirme que ces propos de Nawsirwan Mustafa ont été tenus lors d'un meeting de son parti, à Suleïmanieh, et qu'il avait dit, plus précisément, que l'indépendance du Kurdistan était « débattue comme une option ».

Selon cette même source, le mouvement Gorran, selon Nawshirwan Mustafa, « soutiendrait la déclaration d'un État [kurde indépendant] dès lors qu'il « y aura eu une préparation suffisante, y compris en termes d'économie et d'institutions », ce qui expliquerait les rapports et les analyses critiques en terme de viabilité économique du Kurdistan récemment publiées dans les media proches de ce parti ou exprimées dans la bouche de son

leader, qui aurait ajouté : « Nous ne voulons pas que le Kurdistan se retrouve dans une situation similaire à celle de Chypre Nord, dont l'existence repose principalement sur le soutien turc. Nous ne voulons pas perdre les gains obtenus à ce jour par la Région. »

Réagissant à ces propos, auprès du même journal Asharq al-Awsat, qui faisait un tour d'horizon des principaux blocs parlementaires irakiens, un député de la coalition État de droit, dirigé par Nouri Maliki a vivement critiqué Massoud Barzani, qui « agit comme s'il était plus important que l'État irakien » et dont les ambitions « pourraient rencontrer de nombreux problèmes, à commencer de la part des États-Unis ». Ali Al-Shallah a enfin rappelé que si le président Barzani « insiste pour proclamer un État, il le fera dans le cadre des frontières du 9 avril 2003 [date de la chute du Baath] ce qui exclut Kirkouk et les régions disputées ».

Un autre député irakien, cette fois

de la liste sunnite Iraqiya, Hassan Al-Zoubai, a eu un ton plus modéré, en estimant que : « L'Irak, aujourd'hui, est plus proche d'une confédération que d'un gouvernement fédéral ».

« Le problème est que la constitution irakienne donne la priorité aux régions et aux provinces sur le gouvernement central – et c'est ce qui a permis au Kurdistan irakien de se développer à tous les niveaux, de sorte qu'il est devenu plus important que le centre. L'Irak aujourd'hui est fait de régions, les Kurdes étant les plus puissants à tous les niveaux, y compris la force militaire des Peshmergas, l'économie et les investissements. »

Quant à Burhan Mohammed Faraj, député de la liste Kurdistan à Bagdad, il rappelle que « les Kurdes ont choisi volontairement de s'unir aux Arabes dans le cadre d'un Irak unifié. Le seul moyen d'assurer l'unité de l'Irak est de témoigner de son engagement envers la constitution irakienne et de l'appliquer pleinement. »

## AMNESTY :

### L'IRAN ET L'IRAK PAYS « CHAMPIONS » DE LA PEINE DE MORT

**L**e rapport annuel de l'ONG Amnesty International sur la peine de mort dans le monde établit que l'Irak et l'Iran sont les deux pays « à l'origine d'une forte augmentation du nombre d'exécutions dans le monde en 2013, allant à l'encontre de la tendance mondiale à l'abolition de la peine de mort. Le nombre alarmant d'exécutions dans un groupe restreint de pays – principalement ces deux pays du Moyen-Orient – s'est traduit par près d'une centaine d'exécutions supplémentaires dans le monde par rapport à 2012, soit une augmentation de presque 15 % ».

Salil Shetty, le secrétaire général d'Amnesty International, qualifie

« le rythme quasi frénétique des exécutions dans certains pays comme l'Irak et l'Irak » de « scandaleux ». En effet, mis à part la Chine, dont le nombre des exécutions est classé comme « secret d'État » et qui, depuis 2009, échappe ainsi aux statistiques, la hausse significative des exécutions entre 2012 et 2013 est à imputer largement à l'application en hausse de la peine de mort en Irak et en Iran. En ce qui concerne la Syrie, la situation ne permet plus, depuis 2012, d'enquêter sur les exécutions.

« Près de 80 % des exécutions recensées dans le monde ont eu lieu dans seulement trois pays : l'Arabie saoudite, l'Irak et l'Iran », alors que la tendance

générale, dans l'ensemble des pays, tend vers l'abolition.

En Irak, « les exécutions signalées ont augmenté de près de 30 % ; 169 personnes, peut-être davantage, ont été mises à mort. » Mais le chiffre réel est « probablement beaucoup plus élevé, car beaucoup de condamnations à mort ne sont pas rendues publiques ».

En 2013, 35 personnes ont été condamnées à mort, dont une femme. D'après un rapport du ministère irakien des Droits de l'homme, « les juridictions pénales ont prononcé plus de 2 600 condamnations à mort entre 2004 et 2012, plus de 280 par an en moyenne. »

En Iran, « au moins 369 exécutions ont été reconnues officiellement, mais plusieurs centaines d'autres ont été signalées par d'autres sources. » Le nombre des exécutions a augmenté de 18% mais « des éléments crédibles montrent qu'un grand nombre d'exécutions ont eu lieu en secret et, selon des sources fiables, au moins 335 autres exécutions ont eu lieu (concernant des femmes dans 18 cas au moins). Ceci porterait le nombre total d'exécutions à 704 au moins pour l'année 2013 ».

Avec l'Arabie saoudite (où ont eu lieu 79 exécutions en 2013), ces deux pays sont responsables « à eux seuls de 95 % des exécutions confirmées dans la région ».

Pour l'Irak comme pour l'Iran, le mode exécutoire est la pendaison. En Irak, « les exécutions sont souvent réalisées en série et dans des délais très courts après que l'intéressé a été averti. Réagissant à l'exécution de 21 hommes dans la même journée, en avril, la haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies a déclaré que le système judiciaire irakien comportait 'de trop graves lacunes pour permettre une application même limitée de la peine de mort, a fortiori pour des dizaines d'exécutions à la fois. Exécuter ainsi des gens par lots entiers est indécent. Cela s'apparente à de l'abattage de bétail ».

L'Iran a pratiqué plusieurs exécutions en public : « au moins 44 exécutions se sont déroulées en public, le plus souvent par le moyen d'une grue soulevant dans les airs le condamné auquel on avait passé une corde autour du cou, devant une foule de spectateurs. Il est possible que certains des condamnés aient été des mineurs (au moins 11 des prisonniers exécutés). Il est en tout cas établi qu'en Iran, des détenus se trouvant dans les cou-

loirs de la mort étaient mineurs au moment des faits qui leur sont reprochés.

L'Irak, comme l'Iran, ont recours à la torture pour extorquer des aveux, et dans les deux pays, ces « confessions » sont parfois retransmises à la télévision, « avant le procès, au mépris du droit à la présomption d'innocence.

Pour l'Irak, « il est fréquent que des « aveux » soient obtenus sous la torture ou d'autres mauvais traitements, dont, selon des informations fiables, les décharges électriques sur des endroits sensibles du corps, la suspension par des menottes, les coups de crosse de pistolet et de câble assénés sur la plante des pieds (falaqa) et l'utilisation de perceuses. »

En Iran, pays tout aussi tortionnaire, la peine de mort peut être un châtement obligatoire. Or, rappelle Amnesty international, « l'imposition obligatoire de cette peine n'est pas compatible avec la protection des droits humains puisqu'elle ne laisse aucune possibilité de tenir compte de la situation personnelle de l'accusé ou des circonstances du crime ». Par ailleurs, les « crimes » qui encourrent, parfois de façon automatique la peine de mort en Iran ne sont pas toujours des homicides, mais peuvent être des délits liés au trafic de stupéfiants, ou bien des viols.

Il y a aussi les crimes à caractère politico-religieux, comme l'« inimitié à l'égard de Dieu », la « trahison », les « atteintes à la sécurité nationale », la « collaboration » avec une entité étrangère et autres « crimes contre l'État ».

« La majorité des exécutions pratiquées en 2013 ont concerné des personnes condamnées pour meurtre, trafic de drogue, viol, espionnage, « inimitié à l'égard de

Dieu » ou « corruption sur terre », ces deux dernières infractions étant définies en des termes vagues. L'« inimitié à l'égard de Dieu » vise principalement l'insurrection armée. Dans la pratique, toutefois, ce chef est utilisé contre des personnes n'ayant pas pris les armes mais à qui l'on reproche des liens avec des organisations interdites en Iran. Le champ d'application de la peine de mort en Iran restait large et comportait, entre autres, le meurtre, l'« adultère par une personne mariée », l'« apostasie » et la « sodomie », autant d'actes qui n'entrent pas dans la catégorie des « crimes les plus graves » à laquelle font référence les normes internationales et qui ne devraient même pas être considérés comme des infractions. En mai, le président Ahmadinejad a promulgué une loi modifiant le Code pénal islamique. La peine de lapidation pour le « crime » d'« adultère » était maintenue dans les nouvelles dispositions. »

« En ce qui concerne les exécutions, des avocats signalent qu'ils ne sont pas toujours informés au préalable de l'exécution de leur client, malgré l'obligation légale de les avertir 48 heures à l'avance. Les familles n'ont pas toujours la possibilité de rendre une dernière visite à leur proche. Elles ne sont pas systématiquement informées de l'exécution à l'avance, ni même parfois après. Très souvent, le seul indice de l'imminence d'une exécution est le transfert d'un condamné à mort vers une cellule d'isolement, appelée la « salle d'attente de l'exécution ». Il arrive que le corps de la personne exécutée ne soit pas rendu à sa famille, et que celle-ci ne soit pas informée du lieu où il a été inhumé.

Ainsi, en octobre 2013, Le prisonnier politique kurde Habibollah Golparipour arrêté en 2009 et condamné à mort en 2010 lors d'un procès qui avait duré cinq

minutes, sur le chef d'« inimitié à l'égard de Dieu » lié à sa collaboration supposée avec le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), a été exécuté sans que sa famille ait été informée. Les autorités ont refusé de lui restituer le corps.

Amnesty International a rassemblé des informations sur de nombreux cas dans lesquels la peine de mort a semble-t-il été utilisée comme moyen de répression contre des représentants politiques ou culturels des minorités ethniques du pays – Arabes ahwazis, Baloutches et Kurdes notamment. »

Concernant l'Irak, comme pour

l'Iran, la peine capitale ne sanctionne pas toujours des homicides, mais « l'immense majorité des exécutions pratiquées ces dernières années concernent des personnes condamnées sur la base de l'article 4 de la Loi n° 13 de 2005 relative à la lutte contre le terrorisme, parmi lesquelles un certain nombre de ressortissants d'autres pays arabes. Cette loi sanctionne notamment des actes définis en des termes vagues comme le fait de provoquer, de planifier, de financer ou de commettre des actes terroristes, ou le fait d'encourager d'autres personnes à commettre de tels actes. La position du gouvernement est que la peine de mort est nécessaire dans un

contexte marqué par le nombre élevé d'attaques de groupes armés contre des civils. Or aucun élément ne permet d'affirmer que la peine de mort a un effet dissuasif sur la criminalité ou les attentats. La situation sécuritaire a d'ailleurs empiré dans le pays ces dernières années. [...] Dans de nombreux cas les condamnations à mort interviennent à l'issue de procédures contraires aux normes d'équité les plus élémentaires, au cours desquelles les prisonniers n'ont pas accès à une représentation juridique digne de ce nom. »

Par contre, « aucune exécution n'a eu lieu depuis 2008 dans la région du Kurdistan d'Irak. »

## SOUDAN :

### UNE COMMUNAUTÉ KURDE QUASI-OUBLIÉE EN QUÊTE DE SES ORIGINES

**U**n reportage publié dans le journal Basnews part à la rencontre des Kurdes du Soudan en interviewant Jalal Jawhar, qui est originaire de Khartoum, où il a suivi ses études et vit actuellement à Raniah, qui présente sa communauté et l'histoire assez ancienne de son implantation dans le pays.

La première mention connue de Kurdes arrivés au Soudan sont les troupes accompagnant le prince ayyoubide Touran Shah, frère de Saladin, venant prendre possession du pays en 1171, après la mort du dernier calife fatimide. Il est dit que Touran Shah y installa un gouverneur nommé Ibrahim al-Kurdî, qui mourut tôt mais dont les descendants restèrent sur place.

Il est aussi probable que des Kurdes vinrent plus tard, via l'Égypte, à l'époque de l'empire ottoman. Ainsi le leader historique Osman Digna (v. 1840-1881), qui fut une grande figure de la révolte mahdiste contre les Brianniques, avait pour père un

Kurde originaire de Diyarbakir, un marchand d'esclave qui épousa une femme de la tribu des Hadendowa (cette origine kurde du côté paternel est attestée par l'Encyclopédie britannique) :

« Il fut la première personne à vaincre l'armée britannique et ses techniques militaires furent plus tard enseignées dans les académies britanniques. Les Kurdes ont encore des positions importantes dans le gouvernement actuel. Par exemple, le Dr. Ali Mohammed Ali al-Kurdi est un militaire de haut rang et un homme politique qui a des fonctions au ministère de l'Intérieur. » explique Jalal Jhawher qui relie le nom de la province 'kordufan' aux Kurdes. Même si des linguistes y voient plutôt un terme nubien (kordu= homme), il y a en tout cas, dans la province, de nombreuses localités portant la nisbah Al-Kurdi : Shawwaf al-kurdi, Wadi Buheytrat al Kurdi, etc.

« Il y a environ 100 000 Kurdes qui vivent aujourd'hui au Soudan, prin-

cipalement à l'est du pays. Malheureusement, ils ont oublié leur culture kurde et la langue que plus personne ne parle aujourd'hui. Des années auparavant, nous avions l'habitude de célébrer le Newroz, mais cela a disparu. »

Ces Kurdes du Soudan sont particulièrement actifs dans le commerce et l'industrie. C'est ainsi qu'une fameuse fabrique de savon s'appelle Al-Kurdi et les Kurdes se vantent d'y avoir apporté nombre de techniques et d'outils agricoles.

Jalal Jawher a émis le souhait que le Gouvernement du Kurdistan d'Irak ouvre un centre culturel au Soudan pour que la langue kurde y soit à nouveau enseignée et que des émissions en arabe soient émises sur les chaînes kurdes afin que ces Kurdes d'Afrique puissent renouer avec leur culture, leur identité et leur tradition. Il a, entre temps, créé une page sur facebook, Kurds in Sudan, qui recense les biographies des Kurdes qui s'illustrèrent dans l'histoire soudanaise.



# Maliki's economic siege of Kurdistan shows that the only true friend of the region is the Kurds himself

By: Bashdar Pusho Ismaeel  
<http://www.kurdishglobe.net>

As the Erbil-Baghdad crisis reached new lows, Kurdistan President Massaud Barzani warned that the actions of Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki amounted to "a declaration of war against the people of Kurdistan."

With an increasingly independent oil infrastructure, all that remains between practical independence is control of oil revenues. Baghdad knows this very well and has displayed this leverage it still possess by refusing to pay share of Kurdistan national budget and even refusing to let two small airlines operate from Kurdistan, until Kurdistan agrees to Baghdad control of revenues.

This shows that while the rise of Kurdistan, particularly since 2003 has been phenomenal, until the Kurds can truly control their own destiny and become self-sufficient, they will always be at the mercy of Iraqi and regional rulers.

The famous Kurdish saying once reverberated that "Kurds have no friends but the mountains". While this saying doesn't hold true as before, after all there are dozens of consulates, hundreds of foreign

companies and several oil majors operating in a booming area with Kurdistan enjoying growing strategic importance, it does remind the Kurds to keep their guard up, not take anything for granted and hold the view that the first friend and guardian is the Kurd himself.

This is certainly true of ties with the US, who under Barack Obama has not only taken a step back but has hastily retreated from Iraq and the region. As events in 1975 and 1991 have shown the Kurds, US foreign policy (and indeed foreign policy in general) can be fickle and cruel.

Kurds sought strong ties with Washington and the US was all for working with the Kurds but with their focus on Iraqi sovereignty and not alienating or upsetting Baghdad. The US is no stranger to resolving many crises since 2003, many with the help of the Kurds, but has stayed out of recent disputes between Erbil and Baghdad even as the Maliki's economic siege on Kurdistan threatens the livelihood of Kurdish families and the region.

The Kurds believed that the strategic relationship with the US was there to stay but ironically



to reconcile with the Kurds and seek a resolution for the current crisis.

In return, Maliki is attempted to politically blackmail the Kurds into a third term. But the Kurds have to wisely avoid repeating the mistake of trusting Maliki or any other power in Baghdad.

The Kurds must show that they are not at the mercy of Baghdad, if Maliki wants to play hardball and hold the region to ransom, then the Kurds must have and play their own card and leverage.

Kurdistan can ill-afford to have their future tied to the goodwill of Baghdad but even that of Ankara and Tehran. The Kurds have had their rights and a freedom abused and withheld and 2014 is not the time, with the Kurdish national renaissance and newfound prominence, to be revisiting days of hold.

This is all the more reason for Kurdish leaders to finally form an elusive new cabinet, work in unity and put aside individual interest for the sake of the greater nation – after all, if the Kurds won't help themselves, then certainly external forces cannot be trusted to come to their rescue. ■

Washington hasn't even removed the KDP and PUK from their terror list. With an obsession of keeping a united Iraq, the US has grown uneasy at the new closeness between Erbil and Ankara – yet they initially encouraged stronger ties after years of tension and mistrust between the two sides.

As for Baghdad, the Kurds regretably endorsed a second term for Maliki in 2010 in spite of numerous failed promises. The fact that many of the 19 points of the Erbil Agreement that allowed Maliki to come to power remain unresolved tells its own story.

With the Iraqi elections just months away, Maliki wants new leverage among defiant Sunnis and disenfranchised Shiites and the show of strength against the Kurds is one tactic. But let it be no doubt that sooner or later, Maliki will need the Kurds and once he has finished his sabre-rattling, he has



## Kurdish refinery launches expansion plans

HOUSTON, March 3, 2014  
<http://www.ogj.com>

**Qaiwan Group, Dubai, has issued a call for bids related to the planned expansion of its 34,000-b/d Bazian refinery 25 km from Sulaymaniyah on the coastal belt of Iraq's Kurdistan region.**

The company has invited bids for engineering, procurement, and construction for Phase 3 of its Bazian refinery expansion project (BREP3), Qaiwan said.

Launch of the tender follows completion of BREP3's front-end engineering design, currently in progress by France's Technip SA, which also completed conceptual design for the project in late 2012, according to Qaiwan.

The BREP3 project, designed to increase Bazian's refining capacity to 84,000 b/d,

will add processing units at the refinery, including a 50,000-b/d crude distillation unit, a 33,500-b/d naphtha hydrotreating unit, a 22,500-b/d continuous catalytic reformer, a 10,500-b/d isomerization unit, and a 13,500-b/d kerosene kydrotreating unit, Qaiwan said.

An amine regeneration, sulfur recovery unit, and waste water treatment unit with supporting off-sites and utilities on a grass-roots site adjacent to the existing refinery also will be added as part of the project, according to the company.

Qaiwan expects the addition of the distillation unit and supporting utilities to be completed by fourth-quarter 2016, with the remaining additions due for completion by fourth-quarter 2017, the company said.

The company plans to award the EPC contract during this year's third quarter.

In coordination with the BREP3 project and to maximize efficiency at the plant, the company also is in the design stage of a 110-km, 18-in., 125,000 b/d pipeline that will link the refinery to regional oil production fields. Basic design for the pipeline by Technip Germany will be completed at the end of March, Qaiwan said.

The Bazian refinery—which currently produces gasoline, kerosene, and diesel for the consumer market, and naphtha and fuel oil for the industrial market—was originally established in 2009 with two identical 10,000-b/d CDUs designed to process crudes with 32–36° API gravity.

Qaiwan unit Bezhah Pet Co. was commissioned in 2009 to complete, rehabilitate, construct, develop, finance, and operate the 20,000-b/d refinery, which at that time had an actual capacity of 12,000 b/d while processing 47° API gravity crude. The first phase of expansion at Bazian was completed in September 2010, which through a series of upgrades, BPC increased to a 34,000-b/d capacity in August 2012, according to Qaiwan. ♦



# Premier Barzani: Kurdistan Will 'Not Back Down' Over Constitutional Oil Rights

rudaw.net

**SULAIMANI, Kurdistan Region** – The autonomous Kurdistan Region's Prime Minister Nechirvan Barzani said Tuesday that Erbil "will not back down" from its constitutional rights regarding Kurdistan's oil resources, adding that threats by Baghdad would not deter the Kurds.

"We have heard direct threats from Baghdad before," Barzani said in a speech at the Sulaimani Forum organized by the American University in Sulaimani, Kurdistan's second-largest city.

"We still continue to talk about solving the issues. But I reiterate -- and Baghdad must know -- that we will not back down from preserving our constitutional rights," he stressed.

Iraq's Shiite-led government is locked in a serious quarrel with the Kurdistan Region, which backs its intention to begin large exports to Turkey by citing the constitution. Baghdad insists that oil revenues from exports should be handled by its State Oil Marketing Organization; the Kurds want to handle export and revenues, with SOMO as an observer.

In order to put pressure on the Kurds, Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki has cut the enclave from the national budget. Kurdistan Region President Massoud Barzani has called that tantamount to "a declaration of war."

Baghdad alleges that the budget has been halted because of the Kurdish enclave's failure to



Speakers and attendees at the Sulaimani Forum in Kurdistan's second city. Photo: Rudaw

export 400,000 barrels of oil per day, which Maliki claims has led to a budget deficit. That allegation is rejected by Erbil.

In his speech at the forum, titled Navigating Challenges in the Middle East, Barzani said that there is serious concern about Iraq breaching the Kurdistan Region's constitutional rights.

Speaking of Iraq's insistence on keeping all authority in the capital, Barzani said: "The idea of central rule has ended for us."

Without naming Maliki, Barzani said that the decision to cut the Kurds from the budget, which has affected the Kurdistan Regional Government's (KRG's) ability to pay government salaries, "is the decision of just one person."

"We are concerned that Baghdad is using the livelihood of the Kurdistan Region as a trump card which is the decision of just one person. What we feared has in fact happened."

Ali Adib, Iraq's minister of

higher education, who is also taking part in the forum, said that Erbil and Baghdad should try to contain their differences.

"The disagreements cannot be solved overnight," said Adib. "But if each party stamps its feet inflexibly, we will never reach a solution."

Speaking of the deadlock over the budget, Adib said: "Iraq has a large budget and everyone must benefit from it."

Among the number of high-level politicians gathered for the forum was Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu.

He praised his government's efforts to make peace with the Kurds in Turkey, saying that Kurds and Turks are equal citizens of that country and that the ruling Justice and Development Party (AKP) has helped establish Kurdish radio and TV despite serious criticism from other Turkish parties.

Ankara and the Kurdistan Workers' Party (PKK) began a

peace process last year, which the Kurds criticize for moving too slowly.

Davutoglu said that trade and economic relations are important tools to build strong relations between the people of the region, and that Ankara insists on maintaining relations with Iraq and the Kurdistan Region.

He also spoke about the respect for ethnicities and regions: "We must accept that Muslims are Muslims, Christians are Christians and Jews are Jews." He added that, "We must accept the different people as they are."

Davutoglu said that the multi-ethnic identities and differences are about to disappear in Syria, "because of the regime of Bashar Assad."

The Kurdish prime minister, meanwhile, also spoke about the delay in forming the KRG's new cabinet. He said that the time it has taken to reach an agreement -- more than five months after the legislative elections -- was justified.

"We wanted all the parties who ran in the elections to take part in the government and bring about four years of peace and calm for the Kurdistan Region," he said.

The forum was opened by Barham Salih, former KRG prime minister, who said that the Kurdistan Region and the Middle East as a whole are facing serious challenges.

"We have many challenges, but we remain hopeful about solutions," said Salih. □

AFP

## Irak: le chef de la diplomatie turque ouvre une conférence en parlant kurde

SOULEIMANIYEH (Irak), 04 mars 2014 (AFP)

**LE CHEF** de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu, dont le gouvernement a connu un long conflit avec les rebelles kurdes, a reçu des ovations mardi lors d'une conférence au Kurdistan irakien pour l'avoir ouverte en langue kurde.

"Je suis heureux d'être à ce forum à Souleimaniyeh", a déclaré en kurde Ahmet Davutoglu à un rassemblement d'universitaires et de politiciens à l'Université américaine d'Irak dans cette deuxième ville de la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak.

Le fait qu'il se soit exprimé en kurde, une langue très rarement parlée par les hommes politiques turcs, a suscité des applaudissements et des acclamations de l'audience.

"Cela vient de mon coeur vers le vôtre", a indiqué le ministre, cette fois en anglais, en référence à ses propos en kurde.

M. Davutoglu a ajouté qu'il espérait que le président irakien Jalal Talabani, un Kurde, se remette rapidement de son attaque cérébrale, il y a plus d'un an, depuis laquelle il est hospitalisé en Allemagne.

Son homologue irakien Hoshyar Zebari, un Kurde, a pour sa part indiqué

→ plus tard que les mots en kurde de M. Davutoglu constituait un "grand, grand changement".

"Il y a trois décennies (...) Leyla Zana était emprisonnée (en Turquie) parce qu'elle voulait prêter serment en kurde", a rappelé M. Zebari.

Mme Zana, figure emblématique de la lutte pour les droits des Kurdes en Turquie, avait fait scandale en 1991 au Parlement en prononçant une seule phrase en kurde lors de la cérémonie de prestation de serment.

Elle avait été arrêtée trois ans plus tard puis libérée en 2004.

En 1984, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a déclenché une rébellion

sécessionniste dans le sud-est de la Turquie, région pauvre et sous-développée, peuplée majoritairement de Kurdes. Le conflit a fait plus de 45.000 morts depuis cette date, selon l'armée turque.

Le PKK a proclamé en mars 2013 un cessez-le-feu après des négociations secrètes avec les services de renseignement turcs.

Mais le processus de paix s'était enlisé en septembre, les rebelles kurdes accusant les autorités turques de n'avoir pas mis en oeuvre des réformes promises destinées à renforcer les droits de la minorité kurde. ●



MARCH 4, 2014

## Syria's 'third force' Kurds may emerge stronger from conflict

Syrian Kurds are attempting to assert greater autonomy from the chaos, but former ambassador to Syria Robert Ford says that the US would not back their bid, unlike in Iraq in the 1990s.

By Ariel Zirulnick  
<http://www.csmonitor.com>  
March 4, 2014

Medford, Mass.

News that hasn't hit the headlines – yet

**T**here's a third party to Syria's civil conflict, and it may be the only one to emerge somewhat victorious from the war.

As President Bashar al-Assad's grip has loosened, the roughly 2 million Kurds in Syria's northeast have made their strongest bid yet to break away from Damascus. Earlier this year, the Democratic Union Party (PYD), the Syrian Kurds' dominant political force, created a new regional government.

The Kurds' alliances are murky. Nor do they have a seat at the table at Syria's troubled peace talks. Their push for greater autonomy bears watching. However, unlike in Iraq under Saddam Hussein, the Kurds of Syria can't count on US support, as Robert Ford, the US ambassador to Syria until his resignation Friday, makes clear. Mr. Ford spoke Saturday at a panel held at Tufts University. Here are some takeaways.

### Whose side are the Kurds on?

The PYD isn't necessarily in opposition to Assad. Its forces have clashed with Islamist opposition factions; in some locales Kurdish forces coexist, albeit uneasily, with the regime. As a result, the opposition has accused the PYD of having an alliance of sorts with Assad, which the PYD denies.

So perhaps it's not surprising that the PYD



US ambassador to Syria Robert Ford speaks to Reuters during the International Humanitarian Pledging Conference for Syria at Bayan Palace on the outskirts of Kuwait City, January 30, 2013. Mr. Ford spoke Saturday, March 1, 2014, at a panel held at Tufts University.  
Stephanie McGehee/Reuters/File

isn't represented at Syrian peace talks in Switzerland. The US has "absolutely rejected" the idea of the PYD being a part of the opposition delegation, Ford said. Even its inclusion in talks is contentious – the issue almost caused an opposition walkout at the last round.

"Perhaps the PYD should be at the Geneva talks, but not with the opposition delegation," Ford said.

But it's equally hard to foresee the Kurds in the regime delegation, given its long history of discrimination against the Kurds, including the revocation of Syrian citizenship for hundreds of thousands of them in the 1960s.

### The US does not want another semi-autonomous Kurdish region.

Kurds established a semi-autonomous region in northern Iraq in 1991 after dri-

ving out Iraqi forces – with the help of the US. But the US has no intentions of supporting a similar endeavor in Syria, Ford said.

"It will be necessary for us to talk to the PYD, but it has to happen with the understanding that the US supports the unity of Syria... not supporting a breakaway western Kurdistan," he said, using a term for northeastern Syria frequently used by the Kurds.

### The Kurdish issue comes second.

Ford was emphatic that the US priority is a peace agreement between the regime and opposition, and that Kurdish issues ought to be resolved in a new postwar Syrian constitution. In other words: Wait it out.

### The US does not want to unsettle Turkey.

The PYD is the Syrian arm of the Kurdistan Workers' Party (PKK), a Kurdish guerilla movement in Turkey that has been labeled a terrorist organization by Turkey, the US and the European Union.

"When you're thinking about [talking to the PYD], you have to measure what do we gain if we have that conversation, and if we're going to gain something, how are we going to handle the negative Turkey reaction?" he said. "I'm not saying we can't do it. I'm saying that we want to make sure when we do it, the gain outweighs the negative blowback we get."

But if the PKK is considered a terrorist group, can the US talk to the PYD? Technically yes, since the PYD has never been listed as an official affiliate of the PKK. ♦

# Turkey local election holds key to Kurdish peace talks

www.baltimoresun.com

Daren Butler - Reuters - March 7, 2014

**DIYARBAKIR, Turkey** - The face of jailed Kurdish rebel chief Abdullah Ocalan briefly beamed down from billboards in southeast Turkey until police tore down the posters, a mark of official unease over his enduring influence among Kurds as local elections loom.

Ocalan's supporters see the vote as a make-or-break moment for stalled peace talks aimed at ending 30 years of conflict between Ocalan's separatist fighters and the Turkish state.

"There is a feeling that if ... we achieve a stronger (election) result, the peace process will advance," said Gultan Kisanak, mayoral candidate in Diyarbakir for the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) which governs the city.

"But if we relax and our votes decline, we Kurds fear that the peace process could collapse," she said as campaigning got under way in the largest city in the mainly Kurdish southeast.

The BDP has the same grassroots supporters and shares a similar goal of political autonomy for the largely Kurdish southeast region as Ocalan's banned Kurdistan Workers Party (PKK) militant group.

Turkey's top intelligence officials launched peace talks with Ocalan in 2012 that led to a ceasefire a year ago; but Prime Minister Tayyip Erdogan has put the peace process on the backburner in order to deal with a corruption scandal, one of the biggest crises of his 11-year rule.



*Pedestrians pass by a billboard with a picture of imprisoned Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan in Diyarbakir*

Against this background, photos of Ocalan emerged this year, taken recently in his island jail of Imrali near Istanbul, in another step in the gradual "legitimization" of a figure long reviled in Turkey as the "terrorist chief" behind a conflict which has killed more than 40,000 people.

The benign image of a grey-haired and mustachioed Ocalan smiling, arms folded and wearing a grey cardigan was a huge departure from past pictures of the man at large in combat fatigues, holding assault rifle. But was clearly still too much for Turkish state authorities in Diyarbakir.

Ocalan was seized by Turkish special forces in Kenya in 1999 and flown back to Turkey where he was tried and sentenced to hang. The sentence was reduced to life in prison after Ankara abolished capital punishment, but emotions in Turkey over the conflict remain raw.

Courts ordered the immediate removal of the posters and also outlawed a campaign for his release among Kurds, who make up some 20 percent of Turkey's 77 million popu-

lation and who suffered decades of discrimination.

"The state's mind is still confused," laughed Kisanak, recalling how state officials had taken the photo but then had become uneasy when people started parading it on the streets.

"This is a paradox that must be resolved. Mr Ocalan has a great potential to bring peace, he is a strong leader... The state must create the opportunity for him to serve peace."

## CEASEFIRE BENEFITS

The March 30 polls will test how the peace process has affected the standing of the BDP and its main rival, Erdogan's AK Party, which believes absence of bloodshed in the last year and its democratization reforms will work against the BDP.

"Serious reforms have been implemented, bans on (Kurdish) language and identity lifted. There is a peace process, people are not dying," AKP mayor candidate Galip Ensarioglu told Reuters, arguing that the BDP's past electoral successes had been fuelled by injustice towards Kurds.

"In a normalizing Turkey they will no longer be able to use those injustices," he said at his party's campaign center.

Erdogan showed considerable political courage in pressing reforms, albeit too limited for some Kurds, and taking up talks with the PKK, an act that in the not too distant past could have been denounced as treason. But conflict in the southeast, abutting Iraq, Iran and Syria, has exerted a drag on Turkey's economy.

Diyarbakir has enjoyed an economic revival as growing prosperity across Turkey filters down into the region in the shape of new shopping centers, housing projects and highways.

An improving economy, coupled with hopes of progress towards a peace deal, has been welcomed by many in the region. ○

## Iraqi Kurdish Islamic parties support independent Kurdistan state



March 9, 2014

www.ekurd.net

**SULĒMANÎ, Kurdistan region 'Iraq'** — The Kurdistan Islamic Union (KIU) and the Kurdistan Islamic Group (Komal) have announced their support for an independent Kurdish state, stating that they have their own projects and suggestions.

Abdul-Sattar Majid, a dominant leader of the KIU told Basnews that his party will announce how to tackle problems that may come up in an independent state.

"KIU presidency is setting up a committee for the project, once the project has been completed then it will be announced to the public," said Majid.

Majid explained that before its announcement, there is a need for a clear mechanism and thorough discussions, adding that it is a national issue and that all parties should take serious measures both domestically in and internationally.

According to Majid, President Barzani will consider everyone's opinion and has asked all the parties to obtain as many opinions as possible regarding this issue.

The former head of Kurdistan Islamic Union in the Kurdistan Parliament

posted a telling message on his Facebook: "preparation for 100th anniversary of the Sykes-Picot Agreement", calling all parties to leave their differences aside and unite in an independent Kurdish state.

"There are 26 months left to the 100th anniversary of the Sykes-Picot Agreement, I wish a common planning and united program in all part of Kurdistan for an independent state," wrote Abdul-Aziz.

The Sykes-Picot Agreement, was a secret agreement between the governments of the United Kingdom and France, which lead to what is known as Greater Kurdistan to be divided among four different countries in 1916, after Ottoman Empire defeated in World War I.

The recent increase in tensions between the KRG and Baghdad as a result of delayed payments and oil exportation, a number of officials have spoken of declaring an independent Kurdish state. ■



Kurdish Islamic leaders Faraj (L) and Bapir. Ekurd.net/



## TURQUIE

## ERDOGAN ET LES 40 VOLEURS

*Pour se hisser au pouvoir, le Premier ministre turc avait fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille. Il est aujourd'hui cerné par les scandales financiers...*

DE NOTRE CORRESPONDANTE LAURE MARCHAND

**Le Premier ministre turc a reçu un cadeau explosif** pour ses 60 ans. Mercredi 26 février, jour de son anniversaire, un document sonore présenté comme une conversation téléphonique entre lui et son fils Bilal a été posté sur internet anonymement. On y entend Recep Tayyip Erdogan dire à son fils de ne pas accepter 10 millions de dollars de la part d'un homme d'affaires car la somme convenue était plus importante : « *Ne les prends pas, il doit nous apporter ce qu'il nous a promis [...]. Les autres arrivent bien à nous apporter l'argent, pourquoi lui ne pourrait-il pas ?* » Quarante-huit heures auparavant, un premier enregistrement sauvage mis en ligne sur YouTube avait mis en scène les deux mêmes protagonistes. Il faut « *sortir tout ce qu'il y a de la maison* », en clair évacuer l'argent liquide planqué dans la villa familiale à Istanbul, lançait Erdogan à son fils, qui lui avouait quelques heures plus tard avoir des difficultés à se débarrasser du reliquat : « *Nous avons encore 30 millions d'euros que nous n'avons pas pu faire disparaître... Ça prend trop de place.* » Or c'est le 17 décembre dernier, c'est-à-dire le jour où un gigantesque raid anti-corruption venait d'être déclenché dans l'entourage du Premier ministre, que ces échanges auraient été surpris.

Ces accusations sont d'autant plus graves pour Erdogan que c'est sa promesse d'en finir avec la corruption qui avait conduit son Parti de la Justice et du Développement (AKP) à la victoire en 2002. Quant à sa défense – il a dénoncé un « *montage immoral et traître* » –, elle paraît bien faible tant l'importance du scandale financier donne le sentiment qu'il livre aujourd'hui un de ses combats les plus difficiles et les plus incertains. Mais le pire peut-être pour cet homme qui paraissait tenir jusque-là d'une main de maître les destinées de son pays, c'est que celui qui semble avoir programmé sa perte n'est pas pour lui un inconnu. Il a un visage et une adresse. Deux grands yeux perçants surmontés d'une calotte blanche de hadji (celui qui a effectué le pèlerinage à La Mecque) et une expression souffreteuse. Il s'agit de Fethullah Gülen, un prédicateur musulman, qui vit reclus dans sa résidence nichée au milieu des montagnes Poconos de Pennsylvanie, où il s'est exilé en 1999. Depuis sa retraite américaine aujourd'hui volontaire, cet imam de formation, né dans l'est de la Turquie en 1941, est à la tête d'une puissante confrérie. Qui compte des millions d'adeptes dans son pays d'origine et dans la diaspora turque, dispose d'une force de frappe médiatique, d'ONG, de 4 000 écoles en Turquie et

## EN DATES

**1923** Fondation de la République turque par Mustafa Kemal.  
**1960-1971-1980** Coups d'Etat militaires.  
**1997** L'armée renverse le gouvernement islamiste de Necmettin Erbakan.  
**2005** Ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne.  
**2008** L'AKP est condamné pour « activités anti-laïques ».  
**2011** L'AKP remporte les élections législatives pour la troisième fois consécutive depuis 2002.  
**30 mars 2014** Elections municipales.

dans le monde, d'un réseau bancaire et d'affaires... Et qui surtout cultive l'art du secret.

Cette sorte d'Opus Dei turc influencée par le soufisme d'Anatolie s'est fait une spécialité : l'entrisme dans les rouages de l'Etat turc, tout particulièrement au sein de la police et de la justice. Ce nouyutage lui a permis de lancer à la fin de l'année dernière une vague d'arrestations – dont trois fils de ministres – qui a déclenché une crise politique abyssale. Les deux hommes se livrent une guerre totale qui a pour champ de bataille l'appareil d'Etat et menace d'emporter le peu de démocratie qui reste en Turquie, désormais happé par un tourbillon autoritaire et des règlements de comptes sans foi ni loi. La violence des échanges verbaux entre Erdogan et Gülen en dit long sur l'animosité mutuelle qui les anime. Le premier promet de détruire un « *Etat parallèle* », un « *gang criminel* ». Le second a abandonné le ton affable qu'il affectionne : « *Ceux qui ne voient pas le voleur, mais s'en prennent à ceux qui cherchent à attraper le voleur, qui ne voient pas le criminel mais essaient de calomnier les autres en accusant des innocents, ceux-là, que Dieu incendie leur maison, ruine leur foyer, brise leur unité.* »

Avant de se vouer mutuellement aux gémonies, les deux hommes avaient pourtant été partenaires. La confrérie a fourni des cadres et des fonctionnaires au parti islamo-conservateur qui manquait d'une élite éduquée. Surtout, les magistrats gülenistes ont aidé le Parti de la Justice et du Développement à renvoyer l'armée dans ses casernes : des centaines de gradés, dont un ancien chef d'état-major, ont été condamnés ces dernières années pour tentative de renversement du gouvernement. Le Premier ministre reconnaît lui-même aujourd'hui que certaines preuves ont été fabriquées par ces procureurs partisans du credo « *la fin justifie les moyens* », afin d'en finir avec le pouvoir politique des généraux.

L'annonce par le gouvernement, l'automne dernier, de la fermeture des *dershane*, ces écoles privées qui préparent au concours d'entrée à l'université, a décidé la *Cemaat* (« communauté », nom donné à la confrérie par ses adeptes), à passer à l'action. Car cette mesure visait en fait directement le réseau musulman, pour lequel les frais d'inscription à ses écoles sont une source de revenus essentielle. Prise au nom de l'équité sociale, cette décision constituait en réalité pour Erdogan le meilleur moyen d'affaiblir une structure de plus en plus puissante dans les institutions. Le divorce est également idéologique. « *Absence de réformes démocratiques, problèmes de relations avec le*



Des manifestants s'apprêtent à brûler un portrait d'Erdogan, à Ankara le 25 février



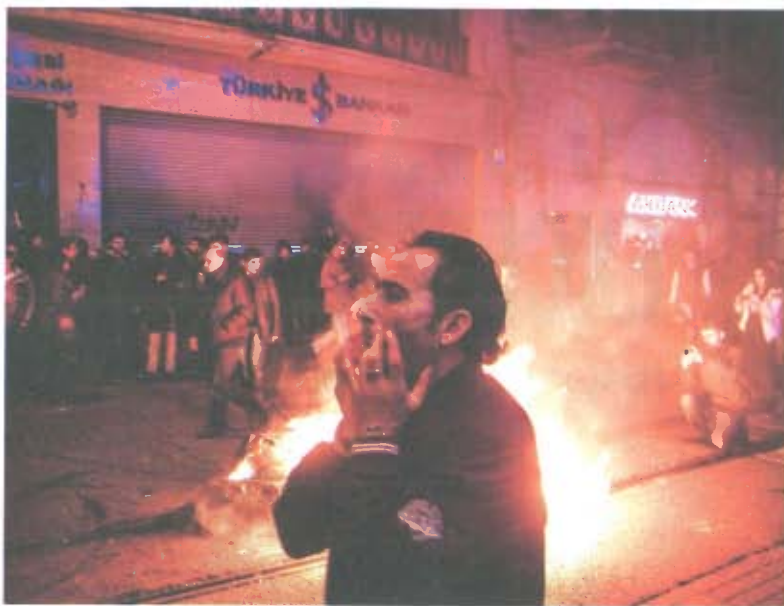


L'OBSERVATEUR DU MONDE

## Iran : les pièges de Rohani

PAR RENÉ BACKMANN

Dans moins de deux semaines, les délégations de l'Iran et du groupe des 5+1 (Etats-Unis, Chine, France, Royaume-Uni, Russie, Allemagne) ouvriront à Vienne les négociations destinées à régler le conflit sur le programme nucléaire iranien. Au rythme d'une réunion par mois, complétée par des rencontres d'experts, ce processus devrait permettre d'aboutir, au plus tard en juillet, à un accord final. Le défi est historique. Accusé par les Occidentaux de dissimuler derrière son programme nucléaire civil la mise au point d'une arme atomique, en violation du traité de non-prolifération ratifié en 1970, l'Iran est soumis depuis une dizaine d'années à un sévère régime de sanctions imposées par les Etats-Unis, les Nations unies et l'Union européenne. Avec Washington, les relations sont rompues depuis la prise en otage du personnel de l'ambassade américaine en 1979. Mais les Etats-Unis, aujourd'hui, ont d'autres priorités. Asiatiques. Et l'Iran, anémié, montre des dispositions nouvelles. La pression exercée par les sanctions, associée à l'élection, en juin dernier, d'un chef d'Etat modéré attentif aux aspirations de la société civile, Hassan Rohani, a conduit à une reprise des pourparlers avec les 5+1 et à l'adoption en novembre, à Genève, d'un plan intérimaire. Destiné à « bâtir la confiance », ce plan, en application depuis le 20 janvier, prévoit le ralentissement des activités nucléaires de l'Iran, sous le contrôle de l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA) et la suspension, en contrepartie, de certaines sanctions. D'une durée de six mois, il définit aussi les contours de l'accord permanent à négocier à Vienne. Pour les 5+1, cet accord devrait reconnaître à l'Iran une capacité d'enrichissement de l'uranium limitée et strictement contrôlée, pour les usages civils, avec des garanties précises sur l'absence d'activités de militarisation. En échange de quoi les sanctions seront levées. Mais à Téhéran, les durs du régime, qui reprochent à Rohani d'avoir déjà fait trop de concessions sur le plan intérimaire, ont assigné aux négociateurs iraniens des « lignes rouges » qui risquent d'être difficiles à accepter par les 5+1. Pour l'instant, le président iranien, architecte de l'ouverture, dispose toujours de l'aval du Guide suprême. Même s'il affirme que les négociations « ne mèneront nulle part », Ali Khamenei n'a pas désavoué Rohani, issu du suffrage universel. Mais la popularité du chef de l'Etat est fragile. S'il tarde à résorber le chômage, à réanimer l'économie et à répondre aux attentes de la société civile en matière de droits et de libertés, il sera trop vulnérable pour imposer sa stratégie d'ouverture aux conservateurs. R. B.



Manifestation antigouvernementale au centre d'Istanbul, le 22 février

monde occidental, augmentation très rapide de la corruption... des désaccords majeurs avec le gouvernement sont apparus», explique Rizanur Meral. Mais le président de Tuskon, la confédération güleniste qui regroupe 55 000 hommes d'affaires, botte en touche lorsqu'on lui demande pourquoi sa confrérie s'est si longtemps accommodée des dérives gouvernementales.

Ahmet Sik rit jaune à l'évocation des principes éthiques défendus par Gülen. Libéré en mars 2012 après 375 jours de détention, ce célèbre journaliste d'investigation risque toujours quinze ans de prison pour « appartenance à une organisation terroriste », malgré des accusations totalement loufoques. Pour lui, il ne fait aucun doute que c'est son ouvrage, « L'Armée de l'imam », dans lequel il décrit l'infiltration de l'appareil d'Etat par la confrérie, qui lui vaut ce traitement. « La "Cemaat" cherche à mettre entièrement la main sur l'administration, assure-t-il. Si elle ne trouve pas de faille pour écarter ceux qui la gênent, elle en invente. » Dans l'affrontement avec le gouvernement, « comme dans une guerre nucléaire, il n'y aura pas de vainqueur. Et surtout pas la démocratie », pronostique-t-il sombrement.

L'état de droit en Turquie est en effet la première victime de la contre-attaque lancée par le Premier ministre pour tenter de se sauver de la noyade. Première urgence, empêcher les enquêtes. Des milliers de policiers, des centaines de procureurs et de juges ont

donc été limogés ou mutés ces dernières semaines. Une loi votée dans l'urgence a mis sous tutelle de l'exécutif les magistrats, revenant sur une réforme indispensable pour s'aligner sur l'acquis communautaire européen. La deuxième étape avait pour but de verrouiller internet – les médias traditionnels étant déjà aux ordres. Les députés ont donc adopté le mois dernier un texte liberticide : l'Autorité de Régulation des Télécommunications a désormais le droit de bloquer tout site dont elle juge le contenu attentatoire à « la vie privée », « discriminatoire ou insultant ». Ankara cherche également à doter le MIT, les services de renseignement turcs, d'une vaste impunité. A moins d'un mois d'élections locales, qui seront déterminantes pour son avenir, Recep Tayyip Erdogan reste sourd à tous les rappels à l'ordre. Les avertissements de Bruxelles se perdent avant d'arriver à Ankara.

« Nous ne sommes même plus dans une crise de régime. Un gouvernement de civils met en place une sorte de régime d'exception, constate l'universitaire Ahmet Insel. Pour la première fois dans l'histoire de la République, l'Etat ne fonctionne plus. » Et cette figure intellectuelle s'inquiète même d'un retour des vieux démons d'un pays qui a vécu quatre putschs militaires : « Si le chaos se poursuit, tout peut arriver, et les conditions pour une reprise en main – même soft – par l'armée peuvent être réunies. » ■

# L'Irak, quatrième réserve pétrolière mondiale, et oubliée de l'actualité

Qui se soucie encore de l'Irak ? Depuis le retrait du dernier soldat américain, en décembre 2011, ce pays qui a occupé une bonne partie de la couverture journalistique américaine et mondiale de la décennie passée est devenu un trou noir. Tout au plus en émergent quelques échos lointains d'attentats qui font quotidiennement plusieurs dizaines de morts (9 000 en 2013). Des explosions meurtrières visant le plus souvent des quartiers chiïtes et systématiquement attribuées à Al-Qaïda en l'absence de revendication...

L'Irak ne se résume pas à ce décompte macabre et, surtout, il existe des explications au déchaînement de violence, qui n'est que la traduction de luttes de pouvoir acharnées dans le cadre de la recomposition totale d'un système socio-politique remontant à la fin de l'Empire ottoman, et auquel l'invasion américaine de 2003 a donné le coup de grâce.

Le numéro intégral consacré par la revue *Diplomatie* à l'Irak est un précieux vade-mecum pour ceux qui veulent comprendre ce qui se passe en Irak et où va ce pays. Aucun aspect contemporain n'est négligé, et le dossier débute même par un succinct rappel historique sur l'ancienne Mésopotamie. Comme le rappelle justement le chercheur Saïda Bédar, « l'Irak a connu dans l'histoire récente, au début du XX<sup>e</sup> siècle, dans le contexte de lutte de libération nationale, puis pendant une courte période des années 1940 jusqu'en 1970, des moments d'ouverture sociale, sans égale



**Diplomatie**  
Les grands dossiers n° 9  
**Géopolitique de l'Irak**

Sous la direction d'Alexis Bautzmann Areion,  
96 p., 10,95 €

*dans le Moyen-Orient en termes de foisonnement intellectuel, de recomposition du champ sociopolitique au-delà des clivages traditionnels».*

## Un modèle moribond

C'est à cela que l'invasion de 2003 a mis fin, même si le modèle était déjà moribond à cause de trois décennies de dictature totalitaire, de deux guerres (contre l'Iran de 1980 à 1988 puis à la suite de l'invasion du Koweït en 1990-1991), et d'une décennie d'embargo qui a broyé la société irakienne. L'occupation américaine ne fut pas qu'un fiasco. Elle a mené à l'instauration d'un pluralisme partisan inédit

auquel les Irakiens ne veulent pas renoncer, continuant de participer avec constance aux scrutins, pour le moment libres, organisés à intervalles réguliers. Elle a aussi permis d'expérimenter la solution fédérale, au plus grand profit des Kurdes, qui n'ont jamais connu une telle prospérité et une telle paix au XX<sup>e</sup> siècle. Hosham Dawod, anthropologue au CNRS, dresse un tableau nuancé de l'expérience kurde

et des menaces pesant sur leur quasi-Etat.

Au lourd passif de l'occupation américaine s'ajoutent l'instauration d'un système politique confessionnel et milicien, animé par des partis sans réelle base populaire et ayant conservé les pires habitudes du temps de la clandestinité, comme le note Saïda Bédar, une reconstruction fondée sur le clientélisme et une corruption endémique. Le leader ayant le mieux saisi ces dynamiques est le premier ministre

Nouri Al-Maliki, au pouvoir depuis 2006 grâce à un fascinant mélange de brutalité et de clientélisme. Autre « spécificité » irakienne : l'émergence d'une deuxième génération de militants d'Al-Qaïda, en train de mettre en place un quasi-Etat à cheval sur l'ouest de l'Irak et l'est de la Syrie.

Enfin, à la tête des quatrième réserves mondiales prouvées d'hydrocarbures, le pays est appelé à devenir un géant qui pourrait concurrencer l'Arabie saoudite, s'il lève les incertitudes sur le cadre législatif régissant la rente pétrolière et les conflits entre le centre et les provinces.

Seul regret, dans ce numéro très complet, la scène artistique, l'un des seuls lieux où les dynamiques échappent au terrible piège de la violence confessionnelle, est oubliée. ■

CHRISTOPHE AYAD



## Öcalan bien traité en prison mais trop isolé (Conseil de l'Europe)

STRASBOURG, 13 mars 2014 (AFP)

**LE CHEF rebelle kurde Abdullah Öcalan n'est pas maltraité dans sa prison d'Istanbul, mais il pourrait bénéficier de davantage de promenades à l'air libre et de contacts avec les autres détenus, selon des inspecteurs du Conseil de l'Europe qui lui ont rendu visite, et dont les conclusions ont été rendues publiques jeudi.**

Les deux experts du Comité anti-torture (CPT) de l'organisation paneuropéenne, venus en janvier 2013 rencontrer M. Öcalan dans sa prison proche d'Istanbul, "n'ont reçu aucune allégation et n'ont trouvé aucune autre preuve de mauvais traitements des détenus par le personnel de la prison", écrivent-ils dans ce rapport.

"Au contraire, les détenus ont en général parlé favorablement de la manière dont ils ont été traités", selon le CPT, qui évoque des "conditions matérielles" de détention "d'un bon niveau".

Depuis son arrestation en 1999 jusqu'en 2009, Abdullah Öcalan, aujourd'hui âgé de 64 ans, était le seul détenu sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul. Depuis

2009, cinq autres détenus l'y ont rejoint. Ce transfert "a eu, à n'en pas douter, un impact positif" sur la situation du leader kurde, mais à l'inverse les cinq autres détenus en ont pâti si l'on compare leur situation actuelle à leurs conditions de détention antérieures, selon le rapport.

En effet, les six prisonniers d'Imrali sont maintenus dans un relatif isolement les uns des autres, y compris dans la cour de promenade, une situation que "rien ne peut justifier", selon le Conseil de l'Europe.

Dans sa réponse annexée au rapport, le gouvernement turc fait valoir que les détenus d'Imrali, y compris M. Öcalan, sont autorisés à entretenir des contacts entre eux à raison de six heures par semaine.

Le CPT s'étonne par ailleurs qu'Abdullah Öcalan n'ait pas le droit de téléphoner à sa famille depuis sa prison, alors que les autres détenus ont droit à dix minutes de conversation toutes les deux semaines. Les autorités turques ont répondu que cette interdiction était justifiée dans le cas du leader kurde, car elle s'applique aux détenus qui "continuent à diriger des organisations armées illégales".

Les rapporteurs demandent également qu'Abdullah Öcalan soit autorisé à faire de l'exercice en plein air quatre heures par jour, comme les autres prisonniers, et non pas deux heures par jour comme constaté au moment de leur visite. Le gouvernement turc leur a répondu que c'était désormais le cas.

Enfin, le CPT juge "inacceptable" la sanction disciplinaire imposée en 2011 à Abdullah Öcalan, contraint selon lui de rester 240 jours sans interruption confiné dans sa cellule, alors qu'une telle sanction ne doit pas excéder 14 jours. Le gouvernement a répondu que cette accusation "ne correspondait pas à la vérité". ■



International New York Times

MARCH 10, 2014

# Appeals and social media slow Iran's gallows

TEHRAN

BY THOMAS ERDBRINK

Born into a poor family in one of Tehran's most desolate neighborhoods, Safar Anghouti had little to look forward to at age 17 beyond a lifetime in his father's business — rummaging through trash on the streets of the city for bottles, cans and anything else of value.

But one thing could always be said of Mr. Anghouti: he was talented with the knife. His friends said he could unfailingly hit a target at 30 feet. One day seven years ago, he lost his temper, and in a flash his knife flew through the air, inflicting a mortal wound in the neck of a rival.

Mr. Anghouti was quickly tried and convicted, and this being Iran, where murder carries the death penalty even for minors, he found himself on death row in one of the country's largest prisons.

For most Iranian convicts — more than 600 were executed last year — that would have been the end of the story, but not for Mr. Anghouti, who became the beneficiary of two evolving trends in Iranian society, a growing distaste for capital punishment and the spread of social media.

Under Iran's Islamic justice system, convicted criminals — even murderers — can buy their freedom from the victim's family. Thanks to an extraordinary social media campaign, Mr. Anghouti's impoverished family was able to take the next step and raise the \$50,000 demanded by the relatives of the victim. After escaping the noose three times with last-minute appeals, Mr. Anghouti, now 24, is due to be released any day, once bureaucratic loose ends are tied up.

"All these people, they felt the execution of someone who committed a mistake when he wasn't even old enough to get a driver's license was unjust," said Mr. Anghouti's sister, Zahra. "Instead of applauding revenge, they paid money to spare my brother's life."

Executions have been a primary form of punishment in Iran for decades, some of them public but most carried out behind prison walls. The United Nations estimates that Iran executed 500 to 625 convicts in 2013 — among them two juvenile offenders and 28 women — by far the most in the world after China.

Most of the sentences were handed down for drug smuggling and dealing, but executions were also carried out for murder, sodomy and "enmity against God," a religious accusation open to a multitude of interpretations.

But in recent years attitudes have shifted, social activists say. Public hangings



Volunteers with Imam Ali's Popular Students Society, which works to prevent the executions of juvenile offenders. Since 2006, the group has helped to prevent 15 hangings.

still attract hundreds of onlookers, but Iran's enormous middle class is turning against capital punishment.

The issue of juveniles and Islamic law in Iran is especially complex, mainly because of conflicting interpretations of adulthood. According to the official Iranian interpretation of Islam, a girl is mature at the age of 9 and a boy is regarded as a man at 15. But the legal age for obtaining a driver's license and owning property is 18, as is the threshold for men to fulfill Iran's obligatory military service.

In 2012, the Guardian Council, which decides whether new laws are constitutional, approved an amended penal code for juvenile offenders that removes capital punishment for "discretionary crimes" like drug-related offenses. But individual judges can still hand down death sentences to juvenile offenders in other cases if they determine the child understood the nature and consequences of the crime. As of late 2012, Human Rights Watch reported last year, more than 100 juvenile offenders were on death row.

One of those was Mr. Anghouti, who had let his knife fly after seeing his victim, Mehdi Rezai, talking with a girl the young trash collector considered his. Seven years after the killing, the final date for his execution was set for Jan. 20.

With only a month to go, Mr. Anghouti's family turned to Imam Ali's Popular Students Relief Society, one of the few tolerated groups trying to prevent the executions of juvenile offenders.

Since 2006, the group had managed to prevent 15 such executions.

The group's work is based on a major principle in Iran's interpretation of Islamic law that allows victims to seek retribution, avenging what has been done to them or their relatives — sometimes in eye-for-an-eye fashion — or to pardon offenders. In many cases, a pardon comes with cash compensation.

"We tell people that children are innocent," said Zahra Rahimi, who runs the society with her husband, Sharmin Meymandimejad.

For the past year, she and other volunteers visited the family of Mr. Rezai, the victim. Sipping tea, sometimes taking along famous actors and other victims who had pardoned their attackers, they worked patiently to break down a wall of resistance and convince the relatives that it would be merciful and compassionate to allow Mr. Anghouti to live.

"Most of their neighbors and friends tried to push the Rezai family to get Safar executed," said Ms. Rahimi, who speaks English. "Instead we appealed to their kindness, stressing that those who can forgive are rewarded in heaven."

Neither Iran's judiciary nor the so-called blood money court likes volunteers intervening in the legal process, saying it could undermine the Islamic right of victims to avenge what has been done to them. The society's permit was revoked under the former president

Mahmoud Ahmadinejad, but it was allowed to resume its work under the current president, Hassan Rouhani.

A week after the date was set for Mr. Anghouti's hanging, the Rezai family, who declined to be interviewed for this article, finally relented and agreed to grant him a pardon in exchange for \$50,000. That presented the problem of raising the money, since the Anghoutis are not a family of means. In the end, though, that proved to be the easy part. Within days, drawing in part on a campaign on Facebook — which is illegal in Iran but widely used with illegal software — the society raised 200 million to-

mans, about \$13,000 more than was needed.

"We had to tell people to stop sending money," said Ms. Rahimi. "They all wanted to be a part of stopping this execution."

Mr. Anghouti, who is to be released soon, wrote a short note from prison to those who donated money. "I love you," he wrote. "I promise to compensate what you did. I want to live a decent life."

As part of the agreement, the entire Anghouti family moved out of the neighborhood.

"Had my brother been sentenced to life, no one would have cared for him,"

said Ms. Anghouti. "This is a new beginning."

At the Imam Ali Relief Society headquarters recently, attention had already shifted to a new case, involving Shahriar Mozafari, 28, who was about to be executed for a murder he committed 10 years ago.

This time, though, the victim's family was unbending. "I'm preparing his family for his death," Mr. Meýmandinejad said of Mr. Mozafari.

Late last month, he was declared dead by hanging, half an hour after the victim's sister kicked a chair from under his feet.

Le Monde

Mardi 11 mars 2014

# En Iran, le gouvernement Rohani relâche la pression sur les milieux culturels

Plusieurs artistes sont désormais autorisés à travailler, mais la censure demeure

Téhéran

Envoyée spéciale

Assis dans sa librairie, au centre de Téhéran, Hassan Kiaian, le directeur de la prestigieuse maison d'édition Cheshmeh (« source », en persan), savoure enfin sa victoire. Le 12 février, il a appris que Cheshmeh, connue pour ses ouvrages littéraires et philosophiques d'auteurs iraniens ou étrangers, pourrait à nouveau reprendre ses activités après deux ans d'interdiction. A l'hiver 2012, le ministère de la culture et de l'orientation culturelle avait ordonné l'annulation de l'autorisation de Cheshmeh. En pleine présidence de Mahmoud Ahmadinejad, la presse et certains cercles ultraconservateurs avaient accusé la maison d'édition de « tenter de renverser de manière douce le régime » et de « vouloir mener une révolution en voleurs ». Une référence aux révolutions de couleur en Europe orientale et en Asie centrale et au mouvement de contestation né à la suite de la ré-

lection contestée de M. Ahmadinejad, en juin 2009.

Si Hassan Kiaian ne veut pas donner d'entretien pour ne pas provoquer les radicaux, il ne cache pas son soulagement face à la nouvelle approche du ministre de la culture, Ali Janati, qui a personnellement annoncé la réautorisation de Cheshmeh, et du président Hassan Rohani. Dans une lettre ouverte, l'éditeur a salué « la bienveillance » des autorités. « Pendant huit années de la présidence Ahmadinejad (2005-2013), surtout après les événements de 2009, l'édition et, de manière plus générale, la culture étaient passées sous l'autorité des agents du renseignement, explique Chahin.A., directeur adjoint d'une maison d'édition à Téhéran, qui préfère garder l'anonymat. L'approche des autorités était purement sécuritaire. »

Le 3 mars, Ali Janati a annoncé un accord conclu entre son ministère et celui du renseignement pour qu'aucun livre ne soit plus rejeté en raison de l'identité de son auteur : le précédent gouverne-

ment avait en effet dressé une liste noire. Le président Rohani a également déclaré, samedi 8 mars, devant les représentants des médias iraniens, que son gouvernement était favorable à « la liberté d'expression avec responsabilité ». « Si on bâillonne les gens et on brise les plumes, la confiance sera détruite », a-t-il lancé.

## A guichets fermés

A en croire Chahin, bien que le ministère de la culture « essaye d'écourter les délais pour délivrer les autorisations [de publication] » et que la censure soit « moins sévère », de nombreux ouvrages restent en attente. L'un des plus grands écrivains iraniens, Mahmoud Dowlatabadi, attend depuis cinq ans la réponse du ministère pour son roman *Le Colonel* (Buchen-Chastel, 2012), lauréat du Prix Jan Michalski en 2013 et jugé « antirévolutionnaire » par les conservateurs. L'annonce de la publication du *Colonel*, en février à Téhéran, a suscité un tel tollé du camp conservateur que les autorités ont dû démentir l'information.

A l'opposé, le metteur en scène Hassan Rahmanián, exilé au Canada depuis trois ans, a eu la belle surprise de recevoir une réponse positive du ministère pour sa pièce *Les Anciennes Chansons*, jouée pendant dix jours à Téhéran en septembre 2013. « Il m'était interdit de travailler depuis 2009. Je ne pouvais plus subvenir à mes besoins », explique cet écrivain aujourd'hui

installé en Iran. Depuis son retour, il a pu faire jouer sa deuxième pièce, *Arach Sade*, du 10 au 12 février, deux fois par jour, à guichet fermé, dans la grande salle Vahdat à Téhéran. « Je pensais que le public m'avait complètement oublié. J'avais tort », explique-t-il, ému.

Cette pièce est inspirée de l'œuvre de l'écrivain, scénariste et réalisateur, Bahram Beyzai. Lui aussi, exaspéré par les entraves à son travail, s'est exilé aux États-Unis en 2010. En hommage, Hassan Rahmanián lui a dédié chacune des représentations de sa pièce. « J'espère qu'il pourra revenir et travailler en Iran. Hélas, ce n'est pas encore possible », se désole-t-il.

Dans le domaine de la musique, rien n'a encore changé, à en croire Ramin Sedighi, directeur d'Hermes Records, une maison de production et de promotion de musique moderne et traditionnelle iranienne. « Nous devons encore attendre [les autorisations] pendant huit mois à un an. Les nouveaux responsables de la musique au sein du ministère de la culture n'ont pris leurs fonctions qu'il y a deux mois », souligne-t-il. Mais au moins, l'atmosphère a changé : « Lors de nos réunions, au temps d'Ahmadinejad, c'est eux qui parlaient sans écouter ce que nous avions à dire. Le nouveau directeur de la musique, Pirouz Arjmand, n'a fait qu'une courte allocution, puis, pendant deux heures, il nous a écoutés. C'est un bon début. » ■

GHAZAL GOLSHIRI

## Nucléaire : « Pas de garantie de succès », selon M<sup>me</sup> Ashton

A l'occasion de sa première visite à Téhéran, la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a mis en garde, dimanche 9 mars, l'Iran contre tout excès d'optimisme dans le règlement global du dossier nucléaire iranien. « Nous sommes engagés dans des négociations difficiles

avec des défis, et il n'y a pas de garantie de succès », a déclaré M<sup>me</sup> Ashton.

Le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, a affirmé pour sa part que l'Iran était « déterminé à aboutir à un accord » dans les quatre ou cinq prochains mois.



# 'Solution to the war in Syria is on the ground'

**DW spoke to the Syrian Kurds' most senior leader during his first visit ever to the Basque Country, where he was hearing about the Basque experience just after the Syrian Kurds declared their own autonomous region.**



*Salih Muslim is the co-leader of the Democratic Union Party, the dominant Kurdish political force in northeastern Syria.*

<http://www.dw.de>

By Karlos Zurutuza - Deutsche Welle - 11 march 2014

**DW: The Syrian Kurds have repeatedly claimed to be a "third side" in the Syrian conflict but you have not been invited to the Geneva peace talks. Why is that?**

**Salih Muslim:** There are many reasons behind it but the main one is the mindset that didn't accept the Kurds being in the 20th century, and it's seemingly applying to the 21st. We wouldn't even mind not being invited as long as the Kurdish issue was discussed but that's not been the case. Everybody is aware that any change in the status of the Kurds will affect the whole Middle East, which is against the interest of both local and foreign powers. That's why they continue to deny our right to exist.

**Despite your absence, could Geneva possibly unlock a conflict which has entered in its third year?**

Nothing will change as long as the Kurds, and the Syrian people as a whole, are not represented in Geneva. On the one side of the table we have the regime, backed by Iran and Russia; on the other side there are just some individuals who look to their own interests, or that of Qatar, Saudi Arabia, Turkey, USA, France, the UK... We don't see the light at the end of the tunnel in the Syrian war. The conflict may take one, two... 10 years to finally reach an end so we have decided not to wait to gain our legitimate rights. We have recently declared our own autonomous region and signed a social contract, a Constitution, in a clear move toward democracy.

**Could you draw the main lines of your autonomy project?**

We liberated our territory from regime forces in June 2012 but

we were immediately attacked by Salafist groups. We soon realised that we had to do something for our protection and also to meet our people's demands. We have set up a committee of 35 organizations, the majority of them being political parties as well as an assembly of 28 people who will take decisions. They decided to divide our area in three districts: Afrin, Kobani and Jazeera, and to conduct general elections within four months.

We are well aware that the Kurdish part of Syria also hosts people other than Kurds so we have recognized Kurdish, Arabic and Assyrian languages as co-official in Jazeera district - in the country's north east. We have election quotas for the different nationalities and also for an equal representation of men and women among the whole Syrian Kurdish administration. It's an inclusive project on behalf of the people regardless their nationality or creed, and not against anyone, not even Geneva. Ours is very much the clearest proof that the solution to the war in Syria is on the ground, not in Geneva or anywhere else.

**Could your project be extended to the rest of Syria?**

We're just 15 percent of the population so we cannot decide for the other 85 percent. In any case, it would doubtless be beneficial for them, and even for the whole Middle East, but that would need a dramatic change in their mentality as our Constitution is by far the most progressive one in the region.

**Nonetheless, Qamishlo - Syrian Kurdistan's main city - is still partly under Damascus' control. Is that an obstacle to your aspirations?**

Full control is possible but it needs time. The airport and the city center are still controlled by the regime so we are transferring our administration to the neighboring town of Amude, which will temporarily be the capital of Jazeera district.

**Many claim that the alleged shared control of Qamishlo is the clearest proof that you are siding with the regime. Are you?**

The regime is still present in Qamishlo and Hassaka, backed by a strong Arab tribe. It's a very sensitive issue so we are trying to avoid a Kurdish Arab war by any means necessary. I want to underline that the YPG (Popular Defence Committees - the ed.) has not shot a single bullet outside Kurdish areas because they're in a self-defence position.

Secondly, we are not looking to break up Syria. We're trying to live together. We're not against Alawites or anyone else and the regime won't attack us because they know we're different from those backed by Qatar, Saudi Arabia, Turkey... and that we have no help from the outside. Moreover, we rose up against Damascus back in 2004, during the incidents in Qamishlo. For us, the 2011 uprising is not the beginning but a continuation of our struggle toward a democratic system.

**A few months ago, Kurdish forces took over a border post in Iraq, near Mosul. Is that helping to cope with the embargo enforced by the Kurdish Regional Government of Iraq?**

A delegation from Jazeera district travelled to Baghdad where they met local officials. Baghdad is willing to open the gate but they get a lot of pressure from Damascus which rejects the idea of not being able to deploy its troops at the border and also not being able to fly their flag. Nonetheless, the border post at Til Kocer is open for humanitarian aid and some people from our side can cross thanks to our agreement with Baghdad.

**Le Monde**  
Mardi 11 février 2014



Lors de la conférence des ambassadeurs, le 27 août 2013, le chef de l'Etat affirme que l'attaque chimique syrienne « ne peut rester sans réponse ». KENZO TRIBOUILLARD/AFP

**BENJAMIN BARTHE,  
NATHALIE GUIBERT  
ET YVES-MICHEL RIOLS,  
AVEC CHRISTOPHE AYAD**

**I**l est 2 h 25, mercredi 21 août 2013, et la Ghouta suffoque. Une série d'explosions secoue cette banlieue agricole de Damas. Les champignons de fumée sont à peine retombés sur Zamalka, Douma, Daraya et Mouadamiya que des centaines d'habitants sont pris de terribles convulsions. Pupilles contractées, une mousse blanchâtre sortant de la bouche, beaucoup meurent sur-le-champ ou dans les minutes qui suivent. A des milliers de kilomètres de là, un diplomate du Quai d'Orsay se souvient du choc. « Les premières alertes sont arrivées vers 6 heures du matin. » Sur les réseaux sociaux, vidéos et photos des victimes agonisantes commencent à circuler. Une attaque à l'arme chimique ? Les premiers indices accréditent cette thèse.

En fin de matinée, une réunion s'improvise dans le bureau d'Alexandre Ziegler, tout juste nommé directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius. Un silence pesant plane au moment où Eric Chevallier, ancien ambassadeur de France en Syrie, fait défiler les images sur son iPad. Priorité : déterminer l'ampleur du massacre et son origine, « alors même que nous avons peu de doutes sur la responsabilité du régime », confie un proche du dossier.

## Laurent Fabius à l'offensive

Plus la journée avance, plus le scénario se précise. Laurent Fabius consulte son homologue américain, John Kerry et, à 18 heures, nouvelle réunion organisée par Alexandre Ziegler. « Nous avons le sentiment d'assister à un tournant car il s'agissait, selon toute vraisemblance, d'une attaque chimique et du plus grand massacre [1 500 morts] depuis le début de la guerre civile en Syrie » en 2011, se souvient-il.

Dans la soirée, les experts français livrent leurs premières analyses. Les symptômes observés sur les victimes sont cohérents avec une agression chimique. « Des enfants de 2 ans ne peuvent pas simuler l'agonie », insiste un haut fonctionnaire. Les diplomates français se mettent en quête de preuves pour éviter une récurrence de « fioles » censées contenir de l'anthrax, brandies en 2003 par Colin Powell, le secrétaire d'Etat de George W. Bush, comme « preuve » de l'existence d'armes de destruction massive dans l'Irak de Saddam Hussein.

Une opération est lancée pour exfiltrer des échantillons et des malades de la Ghouta. La première tentative échoue, le convoi est arrêté et doit faire demi-tour. Des malades finiront par atteindre la Jordanie voisine, pendant le week-end, où ils seront soignés par des médecins militaires français.

« Le massacre de la Ghouta sort du cadre : il ne s'agit plus du bruit de fond de la guerre. Il justifie et construit une position française de grande fermeté sur la Syrie et la non-prolifération en général », relève Camille Grand,

La France doit « punir » les responsables de l'attaque de la Ghouta, déclare François Hollande six jours après l'attaque chimique du 21 août 2013 dans la banlieue de Damas. Trois semaines plus tard, lâché par ses alliés britannique et américain, le président renonce à une intervention. Récit

directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). « Le 21 août, dit-il, conforte tous ceux dans l'exécutif français qui évoquent un "moment Srebrenica" », en référence au carnage de 1995 dans cette ville de Bosnie qui marqua un tournant dans la mobilisation internationale contre le régime serbe de Slobodan Milosevic.

Laurent Fabius prend une position offensive, comme en juin après les premières révélations sur l'usage d'armes chimiques par le régime syrien, rapportées notamment par *Le Monde*. Dès le lendemain, 22 août, alors que l'étendue exacte des événements de la Ghouta n'est pas encore établie, il évoque sur RMC la nécessité d'une « réaction de force », tout en excluant l'envoi de troupes au sol.

« Il fallait à tout prix éviter le piège du calendrier de l'ONU », garantie d'enlèvement, fait remarquer un conseiller. Dans la journée, la stratégie s'affûte lors de la réunion entre le Quai d'Orsay et la cellule diplomatique de l'Élysée, coiffée par Paul Jean-Ortiz. Ces rencontres seront dorénavant quotidiennes. Ce 22 août, le général Benoît Puga, chef d'état-major particulier du président, et Bernard Bajolet, patron de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), sont également présents. « Il n'y a pas eu de doute sur la conduite à tenir, rapporte un témoin. Ne pas agir, c'était adresser le message que chacun peut faire ce qu'il veut chez soi, en dépit du



droit international, sans aucune sanction, dès lors que l'ONU est bloquée.»

## L'espoir d'une intervention rapide

Les premiers contacts avec Washington et Londres confortent Paris. « On a l'impression que les Britanniques sont très déçus et qu'Obama, pour des raisons de crédibilité, après avoir énoncé une "ligne rouge" sur le chimique, ne peut pas laisser passer ce moment, dit-on dans l'entourage de Laurent Fabius. On sent que les Etats-Unis montent en puissance sur les frappes, John Kerry est chargé de coordonner le travail avec nous et les Britanniques. »

Tout s'enclenche pour aller vite. « Il ne faut pas que la sanction soit éloignée de la date du crime », insiste un diplomate. Des frappes avant le début du G20, le 5 septembre à Saint-Petersbourg, sont évoquées. « Mes interlocuteurs américains ont commencé à me demander si nous étions prêts à remplir le vide sur le terrain, dans l'hypothèse où ils passeraient à l'action et où le régime s'effondrerait », raconte Najib Gha-

## Les premiers contacts avec Washington et Londres confortent Paris. « On sent que les Etats-Unis montent en puissance sur les frappes », dit-on dans l'entourage de M. Fabius

dbian, l'ambassadeur à Washington de la Coalition nationale syrienne (CNS), la principale plate-forme de l'opposition. Le bureau politique de la Coalition, à Istanbul, échafaude des plans d'urgence. De son côté, le général Salim Idriss, chef de l'Armée syrienne libre, l'aile militaire de la CNS, donne l'ordre aux brigades sur le terrain de se tenir prêtes.

Mais avant de livrer bataille, il faut gagner celle de l'opinion. Partout, en Europe comme aux Etats-Unis, l'hostilité est



L'attaque du 21 août 2013 a fait 1500 morts. Au Quai d'Orsay, les diplomates sont convaincus de la responsabilité du régime. Le jour même, les experts affirment que les symptômes observés sont ceux d'une agression chimique.

BASSAM KHABIEH/REUTERS

forte face à une intervention en Syrie. « Comment faire comprendre que l'on a atteint un point de rupture alors que depuis deux ans, le conflit a déjà fait plus de cent mille morts? », s'interroge un conseiller au ministère de la défense.

Le président François Hollande sonne très vite la mobilisation. Et porte le débat sur le terrain de la morale. Dans son intervention, mardi 27 août, devant la conférence des ambassadeurs, le chef de l'Etat avertit que « le massacre chimique de Damas ne peut rester sans réponse. La France est prête à punir ceux qui ont pris la décision infâme de gazer des innocents ». Le terme « punir » fait aussitôt débat, tant il tranche avec les précautions d'usage.

Le même jour, le premier ministre britannique, David Cameron, joue la carte de l'urgence et convoque la Chambre des communes pour un vote, le jeudi, sur la participation du Royaume-Uni à une intervention militaire en Syrie. Tout s'accélère et accrédite la thèse de frappes imminentes.

La bataille de l'opinion passe par celle des preuves. Il faut « tout mettre sur la table », ordonne François Hollande. Dès lundi 2 septembre, le ministre de la défense, Jean-Yves LeDrian, accompagné du patron de la DGSE et du chef d'état-major des armées, donnera tout aux présidents de groupes parlementaires, même des informations classifiées.

## Le revers britannique

Mais les premières inquiétudes surgis-

sent une semaine après les bombardements de la Ghouta. Le vote des députés britanniques, jeudi 29 août, s'annonce plus serré que prévu. Le matin, Laurent Fabius appelle le dirigeant travailliste, Ed Miliband, dont le parti, traumatisé par l'engagement de Tony Blair en Irak, est profondément divisé sur la Syrie.

Ce coup de fil n'y changera rien. Le soir, après un débat véhément, la Chambre des communes refuse de donner son feu vert à une nouvelle opération militaire britannique au Moyen-Orient. A Paris, c'est la douche froide. « Personne n'avait anticipé la défaite de Cameron », rapporte un conseiller du Quai. L'interrogation est désormais sur toutes les lèvres : l'opération en Syrie est-elle morte?

Dans la soirée, Laurent Fabius téléphone à John Kerry. « Le vote de Londres change-t-il la donne pour Washington? », demande-t-il. Le secrétaire d'Etat américain rassure. « Malgré le revers britannique, on a toujours l'impression que les Américains veulent y aller », se souvient un Français. Au point, dit-il, que « tout le monde se dit que les frappes auront lieu dès le week-end ».

Un sentiment conforté le lendemain, vendredi 30 août, par le vibrant plaidoyer de John Kerry. Depuis la salle des traités du département d'Etat, le chef de la diplomatie américaine dénonce un « crime contre l'humanité », ouvrant la voie à des sanctions militaires contre le régime de Bachar Al-Assad.

Son intervention est suivie en direct au



28 août 2013 : la France prête à intervenir. Au lendemain du discours de François Hollande, tout laisse penser que les frappes sont imminentes. KENZO TRIBOUILLARD/AFP



29 août : le refus britannique. La Chambre des communes vote contre une participation du Royaume-Uni à une opération. C'est un camouflet. REUTERS



Quai d'Orsay par les proches collaborateurs de Laurent Fabius. « Kerry ne laissait aucun doute sur le fait que les Américains étaient prêts à intervenir », raconte un conseiller. Pour en avoir le cœur net, un autre membre de l'entourage de M. Fabius appelle Robert Ford, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Damas. « Qu'avez-vous décidé? », lui demande-t-il. « Nous y sommes presque, mais le président n'a pas encore formellement pris la décision. Et, tant qu'il n'a pas signé, ce n'est pas décidé. » Vendredi, en début de soirée, François Hollande s'entretient à nouveau avec Barack Obama, « qui laisse entendre que les frappes pourront débuter avant ou après le G20 de Saint-Petersbourg », relate un diplomate.

Le lendemain, samedi 31 août, toutes les équipes de l'Elysée, du Quai et de la défense sont sur le pont. « Dans l'après-midi, nous avons reçu plusieurs appels des

collaborateurs d'Obama nous disant de nous tenir prêts pour le début de l'intervention », raconte un haut fonctionnaire.

## Le premier camouflet américain

Lorsque François Hollande prend Barack Obama au téléphone, en fin d'après-midi, le 31 août, il s'attend à tout sauf à une volte-face. Le président américain lui explique longuement qu'il a finalement choisi de consulter le Congrès. Et donc de reporter les frappes. Le coup est cinglant pour François Hollande. Plus que tout autre chef d'Etat occidental, il avait plaidé pour une intervention en Syrie. Un observateur présent lors de cet échange raconte que Barack Obama a, en substance, justifié ce retournement spectaculaire en disant : « Il n'y a pas de coalition internationale pour une intervention en Syrie, pas de majorité au Conseil de sécurité [de l'ONU], pas de soutien dans l'opinion, il faut au moins que j'aie l'aval du Congrès car je ne suis pas George W. Bush. »

Le changement de pied de Barack Obama stupéfie l'opposition syrienne. Alimed Jarba, le chef de la CNS, l'apprend en regardant le discours à la télévision. « Une demi-heure avant son intervention, j'ai reçu un mail d'un haut responsable de l'opposition qui m'expliquait, sur un ton catégorique, qu'Obama allait annoncer des frappes », raconte Khaled Saleh, porte-parole de la formation d'opposition.

Ce tête-à-queue américain s'explique-t-il par les négociations secrètes que les Etats-Unis mènent depuis mars 2013 avec l'Iran? Washington a-t-il voulu ménager Téhéran en renonçant à frapper son allié syrien? Au Quai d'Orsay, on ne le croit pas. « Si cela avait été le cas, le revirement d'Obama, en l'espace d'une nuit, n'aurait pas été aussi brutal », dit un diplomate.

A Paris, l'état-major, un peu sonné, réorienté ses plans. Le ministre Jean-Yves Le Drian fait arrêter la montée en puissance du dispositif militaire – mais ne l'annule pas. Son entourage est partagé sur l'interprétation des propos américains. Pour



6 septembre : un G20 sous tension A Saint-Petersbourg, M. Hollande presse son homologue américain de fixer une date pour les frappes. Barack Obama reste flou.

JEWEL SAMAD/AFP

certain, Barack Obama ne frappera pas, quoi qu'il arrive. Pour d'autres, au premier rang desquels le conseiller spécial Jean-Claude Mallet, les mots du président américain – qui invoque « la mise en danger de la sécurité nationale » des Etats-Unis – signifient qu'il « lance vraiment sa machine » : « Il engage la bataille du Congrès, il va donc aller jusqu'au bout. »

Les premiers jours semblent conforter cette analyse. A Paris, on pense que Barack

Obama peut gagner : il obtient le soutien du républicain John McCain et d'autres figures du Sénat. « Dans les 72 heures qui suivent, on croit encore que cela va se faire », confie un proche de M. Le Drian. La défense demande aux Américains où en est la planification militaire et se rassure, là aussi. Les échanges sont permanents entre le centre d'opération de l'état-major à Paris et son équivalent de Tampa; de part et d'autre de l'Atlantique, le dispositif reste opérationnel. Les militaires français ont fourni des listes de cibles pour les missiles de croisière. Les Américains, fait exceptionnel, ont « tout donné » : leurs raids, leurs plans de frappes.

Dans les huit jours qui ont suivi le revirement américain du 31 août, MM. Obama et Hollande se sont parlé quatre fois. « Ils ne nous ont jamais enfumés, assure un conseiller de la présidence. Ils nous ont toujours dit : « On n'a pas décidé encore », « la réflexion générale va vers l'intervention ». »

Mercredi 4 septembre, le jour du débat prévu à l'Assemblée nationale, François Hollande convoque ses principaux ministres et collaborateurs pour un conseil restreint, à 11 h 30, à l'Elysée. « Le président insiste sur la nécessité d'apporter des informations d'origine française pour valider un argumentaire en quatre points, raconte un témoin : c'est une attaque chimique, massive, contre des civils, orchestrée par le régime de Bachar Al-Assad. » Est aussi précisée la nature de l'intervention : il s'agit d'une « opération limitée, ciblée sur le chimique », pas d'un changement de régime. « A aucun moment ne se pose la question de refaire la

Libye », note un diplomate.

Mais à Paris, on commence à craindre que le calendrier américain s'étire. Les informations de Washington montrent que M. Obama n'aura pas la majorité à la Chambre des représentants. Le président Hollande est dans une impasse. L'hostilité aux frappes semble l'emporter.

C'est dans ce contexte de plus en plus tendu que se tient le sommet du G20 à Saint-Petersbourg, jeudi 5 et vendredi 6 septembre. « On sent bien que l'hypothèse des frappes punitives s'éloigne, mais on souhaite les garder dans le paysage, comme moyen de pression, c'est ça l'objectif du G20 », confie un proche de M. Hollande. La crise syrienne électrise cette rencontre internationale sur les bords du golfe de Finlande. Vladimir Poutine est plus raide que jamais. Les Russes balayaient les accusations contre le régime de Damas, affirmant qu'il n'y a pas de « preuves » suffisantes pour incriminer Bachar Al-Assad dans l'attaque du 21 août.

Le sommet s'achève, le même jour, par un tête-à-tête entre Vladimir Poutine et Barack Obama, lequel s'entretient ensuite avec François Hollande. Pendant leur échange d'environ 45 minutes, le Français interroge l'Américain sur le rapport de force au Congrès. « C'est difficile », lui répond M. Obama. Et, à la question d'une date pour les frappes, le président américain désigne du doigt le général Benoît Puga : « Laissons nos chefs d'état-major travailler ensemble », lâche-t-il de façon sibylline.

En quittant Saint-Petersbourg, les Français savent que les Russes ont exposé aux Américains un plan de démantèlement des armes chimiques syriennes. « Mais à ce stade, dit-on à l'Elysée, c'était théorique. On ignorait si Bachar était d'accord ou pas, cela pouvait aussi être un énième écran de fumée. » D'autant que John Kerry continue le lendemain, samedi 7 septembre, lors d'une escale à Paris, à défendre une ligne dure contre Bachar. « Laisser faire un criminel, c'est l'inciter à récidiver », clame le secrétaire d'Etat dans un français par-



14 septembre : le « plan russe ». L'Américain John Kerry et le Russe Sergueï Lavrov annoncent un accord sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien. L. DOWNING/REUTERS



16 septembre : préparer la bataille de l'ONU. John Kerry et William Hague, ministre britannique des affaires étrangères, sont reçus par François Hollande à l'Élysée. PHILIPPE WOJAZER/REUTERS

fait, au Quai d'Orsay. Il dramatise son propos : « C'est vraiment notre Munich à nous ! C'est le moment de choisir la responsabilité plutôt que l'apaisement. »

## L'accord surprise Washington-Moscou

Le ton changera quarante-huit heures plus tard. La crise syrienne connaît un nouveau coup de théâtre, le deuxième en dix jours. Lundi 9 septembre, la Russie, jusque-là arc-boutée sur une défense inflexible du régime de Damas, propose de placer l'arsenal chimique syrien sous surveillance internationale, en vue de sa destruction.

La surprise est totale. « Le plan russe est tombé du ciel », lâche un Français. Il bouleverse la donne. Si l'arsenal chimique syrien peut être sécurisé, puis détruit, comme l'affirme la Russie, alors la justification d'une intervention militaire en Syrie s'effondre. Le soulagement est palpable à Washington, où l'on saisit la balle au bond, tant la perspective d'une implication dans le conflit syrien était impopulaire et risquée.

Les autorités françaises sont prises de court. Lâchées en plein vol, une deuxième fois, diront certains. François Hollande est plus isolé que jamais sur la scène internationale. « Bachar a sacrifié son dispositif chimique pour sauver son régime, se console-t-on à l'Élysée. Sans la menace de frappes, il n'aurait pas bougé. »

John Kerry et son homologue russe, Sergueï Lavrov, conviennent de se retrouver, jeudi 12 septembre, à Genève. L'accord sera bouclé en un temps record, samedi 14.

« La solution russe, quand elle sort, on la connaît. Mais Russes et Américains l'ont finalisée en bilatéral, sans nous en parler, et ce sont les Russes qui l'annoncent. C'était rageant », se souvient un connaisseur du dossier au ministère de la défense. Le régime de Damas passe ainsi du statut de paria international à celui d'interlocuteur incontournable pour la mise en œuvre d'un accord sur le démantèlement de son arsenal chimique, qui recevra l'onction du Conseil de sécurité le 26 septembre.

Pourtant, le niveau de planification militaire, comme la mobilisation des avions bombardiers, sera maintenu jusqu'à la déclaration Kerry-Lavrov de Genève. Personne, autour de François Hollande, n'a poussé l'option d'une frappe française en solo après le revirement américain. Cette possibilité était sur la table depuis le début, car techniquement réalisable, comme l'a confirmé l'armée de l'air. « Mais, dès le départ, on sait que le président ne veut pas y aller tout seul », dit-on à l'Élysée.

## Les autorités françaises sont prises de court par le « plan russe ». Lâchées en plein vol ; une deuxième fois, diront certains

« Jamais nous n'avons eu autre chose en tête que le démantèlement de la capacité syrienne à utiliser les armes chimiques, assure-t-on dans l'entourage de

M. Le Drian. Les plans de frappes le montrent. » La ligne présidentielle était celle d'une déconnexion entre les frappes aériennes et l'aide à l'opposition syrienne. Or « les frappes auraient changé les conditions du terrain », avoue aujourd'hui une source à l'Élysée. Leur annulation, reconnaît cet interlocuteur, fut « un coup très dur porté à l'opposition, qui avait besoin de montrer qu'elle bénéficiait d'un soutien extérieur ».

« Très, très dur, confirme Monzer Akbik, porte-parole de la CNS. Nos informateurs au sein du régime évoquaient un début de panique, un exode de cadres sécuritaires vers le Liban. On avait le sentiment que le régime n'aurait pas résisté à des frappes. On aurait pu économiser beaucoup de vies. »

« Nous n'avons pas compris pourquoi les Etats-Unis n'ont pas cherché à obtenir davantage de concessions de la part du régime, ajoute Najib Ghadbian, le représentant de la CNS à Washington. En plus du chimique, ils auraient pu aussi lui interdire de se servir de ses missiles Scud. Finalement, Bachar est sorti renforcé de toute cette affaire. C'est comme s'il avait dit à la communauté internationale, "prenez ce pistolet, il m'en reste plein à la maison". »

Pour l'exécutif français, la conclusion est amère. « A force de reculer, on est en train de laisser faire la destruction de la Syrie », lâche un proche de Jean-Yves Le Drian. ■



# Suicide bombers strike Kurdish town in north Syria

www.dailystar.com.lb  
By Albert Aji - March 11, 2014

**DAMASCUS:** Three suicide bombers detonated their explosives belts in a local administration building in a Kurdish town in northeastern Syria Tuesday, killing at least five people, the state-run news agency and a Kurdish official said.

SANA said the blasts in the Hadaya hotel killed five people, but a Kurdish official at the scene said at least seven people died, including four women.

The hotel in the center of the town of Qamishli has functioned as a municipality building, said Joan Mohammed, who spoke to The Associated Press by phone. The area has been the scene of heavy battles recently between Kurdish gunmen and members of the Al-Qaeda breakaway group, the Islamic State of Iraq and Greater Syria.

Mohammed said several people wearing explosive belts and firearms shot dead the guards outside the building, walked in and hurled grenades before blowing themselves up. One of them was caught before he detonated his belt and was being questioned.

He said the dead included two employees and two visitors. He added that 15 people were wounded.

"The building is in the center of the town and is usually very crowded," said Mohammad, adding that Kurdish fighters in the area were "on high alert" following the attack.

There was no immediate claim of respon-



Members of the Kurdish People's Protection Units (YPG) gather around a fire, where their kettle is heating, in the Kurdish town of Ifrin, in Aleppo's countryside October 13, 2013. . REUTERS

sibility, but suspicion immediately fell on the Islamic State of Iraq and the Levant. Militants from the group have been fighting Kurdish gunmen for months in northern Syria in battles that left hundreds of people dead.

Kurds have carved out their own territory in the country's northeast, declaring their own civil administration in areas under their control amid the chaos of the civil war. But Kurdish militias continue to battle Islamic militant fighters in an offensive against jihadis that has accelerated in recent months.

Mohammed said one of the attackers appeared to be a woman.

Kurds are the largest ethnic minority in Syria, making up more than 10 percent of the country's 23 million people.

Also on Tuesday, the Syrian government acknowledged it had freed women prisoners in exchange for 13 Greek Orthodox nuns who had been held by Al-Qaeda-linked rebels. But Information Minister Omran al-Zoubi said the government freed only 25 prisoners and not the 150 reported by foreign mediators.

"The real number of those who were freed in exchange for the release of the nuns, who were kidnapped by armed terrorist gangs, is 25 persons," he told Syrian state TV.

Qatari and Lebanese officials, who were mediating between Damascus and the rebels holding the nuns, said previously that 150 women prisoners were released early Monday.

Damascus typically does not comment on releases in exchange for people held by rebels. Al-Zoubi's remarks were a rare acknowledge-

ment that President Bashar Assad's government made any concessions to the rebels fighting to oust him from power.

The nuns were captured in December as opposition fighters overran a Christian village north of the capital.

The women were held by the Al-Qaeda-linked Nusra Front rebel group in Yabroud near the Syrian border with Lebanon. In recent weeks, the town has been the scene of fierce fighting as Syrian government troops, backed by Lebanon's Hezbollah militants, try to oust the rebels from the border area.

The Syrian conflict started as largely peaceful protests against Assad's rule in March 2011. Since then it has deteriorated into a civil war in which more than 140,000 people have been killed, activists say. Millions have fled their homes and sought shelter in safer parts of their homeland or in neighboring states.

According to a UNICEF report released on Tuesday, more than half of the 2 million Syrian refugees - about 1.2 million - are children. Nearly a half of those are under the age of five. Another 3 million children have been displaced inside Syria because of the fighting, the report said.

Children have been hit hard during the conflict, now entering its fourth year.

More than 10,000 children have been killed in the fighting, UNICEF said. Thousands have lost limbs, parents, teachers, schools, homes and virtually every aspect of their childhood, the report said.

○ ○ ○

TODAYS ZAMAN 11 March 2014

## Attacks against pro-Kurdish HDP continue in Fethiye

11 March 2014 / İSTANBUL,  
todayszaman.com

Attacks that started on Sunday against the opening of a pro-Kurdish People's Democracy Party (HDP) office in Fethiye continued through Monday and Tuesday in the latest in a series of attacks on the party's offices across Turkey.

Starting in the early evening, a group of ultranationalists threw rocks at the building,

breaking the windows. They then scaled the building and tried to take the party's sign down. In an effort to calm tensions, a police officer on an aerial platform removed the HDP sign and put a Turkish flag up in its place. After a night of attacks on the HDP office and businesses owned by its supporters, police took 28 people into custody.

The demonstrators spread to the streets, building barricades and setting them on fire late on Monday, despite security measures

put in place during the day. The police fired water cannon and tear gas canisters to disperse the crowd. Later, police units from Antalya, Burdur, Denizli, Isparta, Kütahya and Uşak were dispatched to Fethiye as reinforcements. A number of people were detained during the protest.

Meanwhile, a group of no-governmental organizations issued a joint statement calling on the government to take measures to halt the violent acts against the HDP. Among the groups were the Turkish Doctors Union (TTB), Turkish Union of Engineers and Architects' Chambers (TMMOB), the Confederation of Revolutionary Workers' Unions (DİSK) and the Confederation of Public Sector Trade Unions (KESK).◆

# UN: 5.5 million Syrian children affected by war



By RYAN LUCAS, Associated Press  
March 11, 2014

**B**EIRUT (AP) — The number of Syrian children affected by the civil war in their homeland has doubled in the past year to at least 5.5 million — more than half the country's children — with devastating effects on the health, education and psychological well-being of an entire generation, the United Nations children's agency said Tuesday.

The conflict, which enters its fourth year this month, has unleashed massive suffering across all segments of Syrian society, but the impact on children has been especially acute, according to a new report by UNICEF. Malnutrition and illness have stunted their growth; a lack of learning opportunities has derailed their education; and the bloody trauma of war has left deep psychological scars.

"After three years of conflict and turmoil, Syria is now one of the most dangerous places on earth to be a child," the agency said. "In their thousands, children have lost lives and limbs, along with virtually every aspect of their childhood. They have lost classrooms and teachers, brothers and sisters, friends, caregivers, homes and stability."

"Millions of young people risk becoming, in effect, a lost generation," UNICEF said.

Since the conflict began, thousands of videos and photographs of bloodied babies, lifeless children and bombed out schools in Syria have provided stark images of the war's impact on children. But in many ways, figures provide perhaps the clearest indication of how sweeping an effect the conflict has on their lives.

UNICEF said that more than 10,000 children have been killed in the violence, which would translate into the highest



casualty rates recorded in any recent conflict in the region. Of those who have survived, thousands have been wounded, lost their home and schools, and seen family members and friends killed. That trauma has left around 2 million children in need of psychological support or treatment, the agency said.

Almost 3 million children are displaced inside Syria, while another 1.2 million have fled the country and now live as refugees in camps and overwhelmed neighboring communities where clean water, food and other basic items are scarce.

On the education front, UNICEF said that nearly half of Syria's school-age children — 2.8 million and counting — cannot get an education because of the devastation and violence.

More than 2 million of those who should be in classes remain within Syria's borders, as education and health services collapse and classrooms are bombed or used as shelters and military barracks. Another 300,000 Syrian children are out of school in Lebanon, along with some 93,000 in Jordan, 78,000 in Turkey, 26,000 in Iraq and 4,000 in Egypt, agency officials said in Geneva.

Many are forced to grow up fast: One in 10 refugee children is now working, the agency estimates, while one in five Syrian girls in Jordan is forced into early

marriage. Inside Syria, boys as young as 12 have been recruited to help the rebels, some as fighters and others in a support role, the U.N. report said.

Syria's conflict began in March 2011 with largely peaceful protests against President Bashar Assad. Facing a brutal government crackdown, protesters eventually took up arms and the country descended into a civil war that has killed more than 140,000 people so far.

Two rounds of peace talks in Switzerland early this year between Assad's government and Syria's main Western-backed political opposition group broke up without making any progress, and there are no immediate plans for another session.

On the ground, meanwhile, the fighting has shown no sign of slowing down.

On Tuesday, three suicide bombers blew themselves up in a local administration building in the Kurdish town of Qamishli in northeast Syria, killing at least five people, state media and a Kurdish official said.

The state news agency said the blasts at the Hadaya Hotel killed five people, but a Kurdish official at the scene said at least seven people died, including four women.

The hotel in the center of Qamishli has functioned as a municipality building, said Joan Mohammed, who spoke to The Associated Press by phone. The area has been the scene of heavy fighting recently between Kurdish gunmen and members of the al-Qaida breakaway group, the Islamic State of Iraq and the Levant.

Mohammed said several people wearing explosive belts and firearms shot dead the guards outside the building, walked in and hurled grenades before blowing themselves up. One of them was caught before he detonated his belt and was being questioned.

He said the dead included two employees and two visitors. He added that 15 people were wounded.

"The building is in the center of the town and is usually very crowded," said Mohammed, adding that Kurdish fighters in the area were "on high alert" following the attack.

There was no immediate claim of responsibility, but suspicion immediately fell on the Islamic State of Iraq and the Levant. Militants from the group have been fighting Kurdish gunmen for months in northern Syria in battles that left hundreds of people dead.

Kurds have carved out their own territory in the country's northeast, declaring their own civil administration in areas under their control amid the chaos of the civil war. But Kurdish militias continue to battle Islamic militant fighters in an offensive that has accelerated in recent months.

Kurds are the largest ethnic minority in Syria, making up more than 10 percent of the country's 23 million people.

■ ■ ■





MARCH 12, 2014

# Kurdistan tourist towns last resort for Iraqi refugees



Sheqlawa, Iraq's Kurdistan region

<http://www.voanews.com>

By Isabel Coles / (Reuters)

**SHAQLAWA, IRAQ** – The holiday season has yet to begin, but hotels in the mountain resort towns of Iraq's Kurdistan region are already fully booked.

The patrons are not tourists but refugees, fleeing the conflict in the country's arid Sunni Arab heartland for the relative safety of its autonomous north, where Kurds run their own affairs.

Shaqlawa may seem an unlikely refuge, but the resort town's population has swollen by almost a half since the start of the year. On the main street of the town, crowded with construction sites, motels and guest houses, the newly opened Fallujah Kebab Restaurant is testimony to its new residents.

It is no small irony in a country with a historic enmity between Sunni Arabs and Kurds that residents of Anbar, a place synonymous with Arab nationalism, should now seek sanctuary with their onetime foe.

In this mix, there is mistrust and old animosity, but also instances of goodwill, as the refugees bring a touch of Anbar to Kurdistan and the two communities are pressed into an awkward co-existence.

"Shaqlawa has become like another Fallujah," said Khalil Yousif, who is paying \$400 a month for a dingy apartment in the Holiday Center. "We are all one, we are all brothers; we are all Iraqis."

For many here, however, Kurds and Arabs alike, that unity is under question.

Anbar's two main cities, Fallujah and Ramadi, have been under siege by the army since militants overran them on Jan. 1, precipitating Iraq's largest internal displacement since the sectarian civil strife of 2006-07.

Around 5,200 Anbar families have found refuge in Kurdistan, where many are now staying in hotels and holiday resorts. Many of the refugees hope parliamentary elections in April will somehow allow them to go home, but even that is just a hope.

They know they are lucky to enjoy the modest comforts of scenic mountain resorts while fighting rages in Anbar. Still, many describe themselves as uneasy about the profound differences between Iraqi

Kurdistan and the rest of the country.

"We feel as though it's a different state," said 30-year old Arkan, who left Fallujah with 27 members of his extended family and is now staying at the Happiness Hotel in Dokan, a lakeside holiday town full of restaurants serving freshly fished flame-grilled carp.

"It's nice here, but we can't appreciate it because we were forced from our homes, and the language is a problem: we don't know what they're saying".

## WELCOME

None of Anbar's refugees had expected to stay so long. They brought little more than the clothes they were wearing when mortars began to fall on their homes as they found themselves caught in the fight between the government and Sunni militant fighters. All of them wanted to return to Anbar as soon as it was safe, and said they were running out of money.

Surprisingly, for all the antagonism that exists, some Kurds expressed sympathy towards their plight and felt a sense of duty to assist them.

Some refugees in Shaqlawa said hotel owners had reduced room rates for them, and one family described how their landlord bought them an extra generator. Kurdish authorities are also distributing some free gasoline for the refugees.

"We too were once homeless, refugees, so we welcome them," said shopkeeper Ghazi, whose small supermarket in Shaqlawa has been doing an unseasonably good trade over the past two months. "As Kurds, we must help them".

## SCARS OF HISTORY

The scars of modern history are too painful to be erased anytime soon.

The Kurds were gassed and displaced under late Iraqi Sunni Arab president Saddam Hussein in a bid to stifle aspirations for greater independence. Only after the 1991 Gulf War did the West intervene to protect the Kurds with a no-fly zone that shielded them from Saddam.

Fortunes have since changed, and the Kurdistan region is now Iraq's most stable and prosperous. Meanwhile, many in the country's once-dominant Sunni minority complain of ill-treatment under the Shi'ite-led government that came to power after Saddam was vanquished in 2003. Separate

development has fueled tensions.

A feud over how to share Iraq's resources has intensified to the point that Baghdad cut funding to Kurdistan, retaliating against the region's moves to export oil independently through a new pipeline to Turkey. There is also a cultural drifting apart.

Many older Kurds speak at least some Arabic but the generation that grew up after the region gained autonomy generally does not. Today, Arab Iraqis cannot enter Kurdistan without a permit and need a local sponsor if they wish to stay long-term.

"The social ties and interconnectedness between Arabs and Kurds that sustained the idea that these are one people and part of one country are long gone," said Fanar Haddad, the author of *Sectarianism in Iraq: Antagonistic Visions of Unity*.

Kurdish suspicions have not eased regarding Iraqi Arabs' intentions.

"Frankly, we suffered at their hands," said a 50-year-old taxi driver in Arbil who was imprisoned during Saddam's time for refusing to do military service. "We don't hate the Arabs, but let them have their country, and we'll have ours."

## FAULTLINE

Shihab Ahmed Kufaysh, 22, was less fortunate than some of his fellow Anbaris.

Clutching his Iraqi passport, Kufaysh stood angry and dejected outside a checkpoint on the border with Kurdistan after being denied passage across one of the country's deepest ethnic and political fault lines.

"They won't let me in," he said, with his belongings lying at his feet and a national identity card in hand. "I am Iraqi: isn't this part of Iraq?"

Already vigilant on their internal border with the rest of the country, Kurdish authorities have put Arab Iraqis under further scrutiny after a rare bombing in the regional capital Arbil last year, which was claimed by Sunni militant group the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL).

Officials in Kurdistan said the perpetrators of the attack were all Arab.

"They think we're all terrorists. This is racism," said Kufaysh before abandoning hope. He turned his back on the border and began his long journey back to Fallujah. □



March 13, 2014

## Protests in Iraqi Kurdistan against delays in salary and forming Kurdish government

Ekurd.net  
March 13, 2014

**S**LÊMANÎ, Kurdistan region 'Iraq',— Dozens of young Kurdish musicians gathered on Thursday, in front of the office building of Kurdistan Parliament in Slêmanî [Sulaimaniyah] by playing music in protest against the delay in forming the new Kurdistan regional government.

"Musicians felt that they should express their protest on the delay in forming the government by playing music for 4 straight hours in front of the office building of the Parliament of Kurdistan in Sulaimaniyah," One of the young musicians, Avan Zirek said, Shafaaq News reported.

"they are a group of independent youth who do not belong to any party, noting that it is the duty of artists and musicians to make their voices reach others to protest the delay in forming the government, which greatly harmed the interests of the citizens". Zirek added.

Zirak pointed out that this vigil also came to protest the delayed payment of February salaries for the majority of staff and other segments of society, pointing out the approaching of Newroz (Kurdish New Year) holiday.

Also People with disabilities, members of the Handicapped Association of Kurdistan, took to the streets in Slêmanî demanding the officials of the KRG to provide their salaries and expressing their dissatisfaction with the failed policies of the Kurdistan Regional Government KRG in handling their situations and lives.

They say that 72 days have passed and they have not received their salaries, and are experiencing hardship, and cannot accept this degrading circumstance any longer, KNNC website reported.

The Ministry of Finance of KRG deceives its employees. On March 8, 2014, Dlêr Tariq, spokesperson of Finance Ministry, said that Ministry of Finances employees and the three Presidents namely Prime Minister, Kurdistan Region President, and the Speaker of Kurdistan Parliament will not be given their salaries until all the ministries salaries are given. But today Ministry of Finance employees and the three presidents received their salaries

Kurdistan Region is suffering from financial scarcity that causes stop in paying salaries to employees, while officials in the regional government accused Baghdad of being deliberate in not paying the region's financial allocations to pressure it in order to achieve political and economic



People with disabilities, members of the Handicapped Association of Kurdistan, took to the streets in Slêmanî demanding the officials of the KRG to provide their salaries. Photo: KNNC

gains.

Kurds say that Baghdad is applying the economic blockade policy and obscure their money to pressure them to abandon plans to export oil from its fields.

Teachers and staff at the Directorate of Education in Raniya, North of Slêmanî, on Saturday, March 8, boycotted class for the second day in response to delays in their salaries. The teachers said that they cannot continue like this and that the delay has profoundly affected their lives. On February 11, a march has been organized by the Communist party of Kurdistan and Kurdistan Toilers party in Sulêmanî, to submit a memorandum to the office of Kurdistan parliament about the formation of the government crisis and the delay of salaries and other issues.

The staff and workers of electricity and water departments in Sulêmanî city in Iraqi Kurdistan region protested on February 10, in front of their departments against the delay in the payment of their salaries for January, causing the closure of one of the main streets in the province.

The KRG Ministry of Finance released a statement on Monday and announced," the reason for the delay of February's salary of KRG employees is that the Iraqi Ministry of Finance has not send the budget of January yet."

Rich people of Sulêmanî finance Iraqi Kurdistan government-owned banks, Kurdistan Investors Union put 100 billion Iraq dinars in the Central Bank of Kurdistan Region-Sulêmanî on February 12, which they collected from the region's investors and businessman, so that KRG can distribute the employees delay salaries. □



## Over 1 million barrels of Kurdish oil stored in Turkey

16 March 2014

<http://www.aa.com.tr>

**Disputes between Baghdad and Irbil sees 1.35 million barrels of crude oil marooned in Turkey's Ceyhan facility.**

**KAYSERI, Turkey** - Over a million barrels of crude oil from the Kurdish zone of northern Iraq is stranded in Turkey because of a dispute between Baghdad and its northern region.

About 1.35 million barrels of crude oil have flown to Turkey's Mediterranean export hub in Ceyhan, the country's energy minister, Taner Yildiz, said Sunday.

The oil, however, remains in containers and has yet to leave Turkish

shores, Yildiz told reporters in his hometown, Kayseri.

Yildiz pointed to ongoing disagreements between Iraq's central government and the Kurdish north as the reason for the deadlock.

"I hope that Baghdad and Irbil will settle their disputes and meet on the same point," he said.

Yildiz added that oil from northern Iraq and Baghdad were being stored in separate containers.

"The Kurdish Regional Government in northern Iraq is having a hard time economically because it could not get enough shares from the income generated from petrol and the central budget," he said.

"Baghdad will surely find a solution to this, for Iraq is a union."

Yildiz added that Turkey was working on increasing the capacity of the Kirkuk-Ceyhan Oil Pipeline, which is Iraq's largest crude oil export route.





## Syrie: 7 morts dans un attentat suicide à Qamichli

DAMAS, 11 mars 2014 (AFP)

**AU MOINS SEPT PERSONNES ont été tuées mardi dans un triple attentat suicide mené par des jihadistes contre un hôtel dans la ville kurde de Qamichli, dans le nord-est de la Syrie, a indiqué une ONG.**

Trois hommes ont fait détoner leurs ceintures d'explosifs dans l'hôtel Hadaya à Qamichli, tuant sept personnes, dont quatre femmes, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), qui avait fourni auparavant un bilan de cinq morts.

Les auteurs de l'attentat sont des membres de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), le groupe jihadiste le plus radical de Syrie.

L'agence officielle Sana a fait état de cinq morts dans l'attaque.

Un militant kurde sur place a indiqué à l'AFP que l'hôtel était une base des forces de sécurité kurdes "Asayish", mais qu'il ignorait si les victimes étaient des membres de ces forces.

Qamichli est la plus grande ville à majorité kurde tenue par le régime et les milices kurdes. Elle est relativement épargnée par les combats qui font rage sur d'autres fronts de Syrie dévastée par trois ans de guerre.

Les Kurdes syriens ont tenté au début de ne pas s'impliquer dans le conflit entre le régime et la rébellion jusqu'à ce qu'ils soient attaqués par les jihadistes qui se disputent le même territoire à la lisière de l'Irak.

La guerre en Syrie a fait plus de 140.000 morts depuis mars 2011, selon l'OSDH. ●



11 mars 2014

# Le pétrole, richesse et talon d'Achille de l'Irak

Par Laurent Ribadeau Dumas  
<http://geopolis.francetvinfo.fr>

**E**n février 2014, les exportations de pétrole irakien ont atteint 2,8 millions de barils par jour. Un chiffre jamais égalé depuis plus de 20 ans, selon Bagdad. Ce qui ne veut pas forcément dire qu'une décennie après la chute de Saddam Hussein, l'Irak puisse compter à plein sur son énorme potentiel d'or noir. D'autant que la province autonome kurde entend exploiter elle-même ses propres réserves.

Les chiffres de février sont les plus hauts depuis l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en 1990. Cette opération avait déclenché un embargo et des sanctions internationales. Puis en 2003, les Etats-Unis avaient envahi l'Irak et renversé le régime baasiste. Autant d'opérations qui ont considérablement handicapé le secteur énergétique irakien. Un secteur d'autant plus vital pour Bagdad qu'il assure 95% de ses ressources.

En principe, le pays ne devrait pas se faire d'inquiétude en la matière. Selon les estimations, il disposerait des «quatrième réserves prouvées du monde, avec 11% du total». Dans le même temps, il est le troisième exportateur d'or noir, rappelle l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Selon cette source, la production pourrait atteindre 6,1 millions de barils en 2020. Et 8,3 millions en 2035.

Mais pour certains spécialistes, le pays «n'est pas – encore – l'eldorado du pétrole attendu». Motif : «le poids de l'Etat dans l'industrie pétrolière, qui décourage tout



Champ pétrolier Kirkouk nord l'Irak  
© AFP - Marwan Ibrahim

investissement lourd, la médiocre qualité des infrastructures de transport ou de raffinage, l'insécurité politique endémique, liée notamment à la persistance des violences interconfessionnelles» et les tensions au Moyen-Orient, constate le quotidien économique Les Echos.

Un autre obstacle, et non des moindres, empêche pour l'instant l'Irak d'envisager son avenir pétrolier avec un franc optimisme : les relations tendues entre l'Etat central et la région autonome du Kurdistan, elle-même assise sur un tas d'or noir. Les réserves de cette dernière sont estimées à 45 milliards de barils. Des réserves découvertes depuis les années 2000 par les «majors» du secteur : les américains Exxon, Mobil et Chevron, le russe Gazprom, le français Total. Sans parler du gaz : 3000 à 6000 milliards de m3 de gaz dormiraient dans le sous-sol kurde.

Depuis plusieurs mois, les deux parties n'arrivent pas à s'entendre sur la question du partage des ressources. A Bagdad, on estime que celles produites dans les régions appartiennent au pays tout entier. Tandis que la seconde traite directement avec les firmes étrangères au motif que le pétrole produit sur son sol est sa propriété. «Le défi le plus

important est que nous n'avons pas trouvé d'accord national sur l'extraction et la commercialisation du pétrole dans l'ensemble des territoires irakiens», a déclaré le 1er février 2014 le vice-premier ministre irakien en charge de l'énergie, Hussein Chahristani.

### VERS L'INDÉPENDANCE ?

Cela n'empêche pas le gouvernement régional du Kurdistan d'exploiter ses réserves d'hydrocarbures. Et de les commercialiser, au grand dam de Bagdad. «Depuis pas mal de temps déjà, une noria de camions citernes turcs achemine le pétrole kurde vers la Turquie», expliquait en décembre 2013 un (excellent) article du Monde. Désormais, un oléoduc relie directement Erbil, capitale de la province kurde (nord de l'Irak) à Habur sur la frontière turque. De plus, «Ankara et Erbil ont conclu un accord d'approvisionnement à long terme», selon la même source.

En janvier, le gouvernement irakien avait menacé de boycotter les entreprises turques et d'annuler des contrats si du pétrole kurde était exporté à l'étranger via la Turquie sans son aval. Pour autant, le problème n'est toujours pas réglé.

Il l'est d'autant moins qu'un autre conflit oppose l'Etat central et le gouvernement régional du Kurdistan à propos de la province de Kirkouk (nord), qui elle aussi regorge... d'or noir. Les deux questions sont sans doute loin, très loin d'être tranchées. Car sous protection aérienne américaine depuis 2001, le Kurdistan (6 millions d'habitants) jouit d'une importante autonomie et dispose de son propre gouvernement, de ses propres forces de sécurité et de son propre drapeau. Désormais, avec ses hydrocarbures, il a désormais les moyens financiers de s'affranchir de la tutelle de Bagdad. Et d'assurer son indépendance politique.



# Les retombées régionales du conflit en Syrie

Hicham Mourad

<http://hebdo.ahram.org.eg>

La poursuite de la guerre civile en Syrie, sans issue en vue, accroît ses retombées et ses dangers dans le monde arabe et rend ses stigmates durables et plus difficiles à éradiquer. Le pays est de facto divisé entre les régions contrôlées par le régime de Bachar Al-Assad et celles dominées par les différentes forces de l'opposition armée, souvent en désaccord et parfois en conflit entre elles. Cet état accroît le risque de désintégration de l'Etat, suivant des lignes de démarcations religieuses, sectaires et ethniques, en cas de poursuite prolongée du conflit.

Les tensions et les conflits sectaires qui accompagnent la guerre en Syrie ont exacerbé le même type de tensions dans les pays voisins, aux équilibres confessionnels et politiques fragiles. En première ligne se trouve le Liban, qui accueille presque 1 million de réfugiés syriens. Les rapports historiques entre le pays du Cèdre et la Syrie ne sont pas à démontrer, et l'influence qu'exerce Damas sur la politique intérieure libanaise est bien connue. L'implication du Hezbollah chiite libanais, à hauteur de plusieurs milliers de combattants dans la guerre en Syrie, en est l'exemple le plus patent, avec comme conséquence le débordement du conflit sur le territoire libanais, sous forme d'attentats contre la milice chiite ou d'affrontements confessionnels.

Le même danger, quoique sur une échelle moins importante, menace deux autres pays voisins : la Jordanie, qui accueille quelque 600 000 réfugiés syriens, et l'Iraq, qui en accueille 217 000. La menace de contagion est cependant plus présente dans ce dernier pays du fait de son équilib-

bre politico-ethnique précaire. Le pouvoir y est détenu par la majorité chiite (entre 60 et 65 % de la population) qui observe une politique favorable au régime de Damas, tenu par la minorité alaouite (12 % de la population), une branche du chiisme. La crainte d'une insurrection sunnite en Iraq, à l'instar de celle menée contre Bachar Al-Assad, explique en grande partie la politique de Bagdad vis-à-vis du conflit syrien. Ceci est d'autant plus vrai que l'une des factions de l'opposition armée syrienne, parmi les plus dangereuses, opère simultanément sur les territoires des deux pays voisins. Il s'agit de l'Etat islamique en Iraq et au Levant, un groupe djihadiste ultra-radical aux actions militaires transfrontalières.

La dimension confessionnelle et sectaire de la guerre en Syrie se double d'un axe ethnique relatif à la minorité kurde en ce pays (entre 10 et 15 % de la population). Les Kurdes, concentrés au nord, à la frontière avec la Turquie, et au nord-est, dans la région adossée au Kurdistan iraquien, ont acquis un statut d'autonomie de facto, à la suite du retrait des forces gouvernementales de leurs régions et la conséquente conclusion, en juin 2012, d'un accord parrainé par le chef du Kurdistan Iraquien, Massoud Barzani, entre leurs deux formations politiques, le parti de l'Union démocratique kurde (PYD) et le Conseil National Kurde (CNK). Cet accord, ayant rencontré des difficultés d'application, a été suivi par un autre, le mois suivant, qui a créé une autorité, le Comité suprême kurde, pour gérer les territoires sous le contrôle du PYD et du CNK. Au fil des combats, l'ensemble des régions peuplées majoritairement de kurdes sont tombées aux mains de leurs milices, les Unités de protection populaires. Seules deux grandes villes kurdes, Al-Hasaka et Al-Qamichli, restent sous contrôle

gouvernemental.

Il n'est pas un secret que le conflit en Syrie donne des ailes aux revendications autonomistes, voire indépendantistes, kurdes et renforce les velléités séparatistes du Kurdistan iraquien et les revendications nationalistes des Kurdes en Turquie. Les Kurdes caressent de plus en plus l'espoir de la création d'un Etat kurde. Un rêve qui est toutefois loin de pouvoir se concrétiser, étant donné les énormes obstacles qui se dressent sur son chemin. En tout cas, les Kurdes post-conflit seront une force politique avec qui il faut compter.

Une des conséquences géopolitiques majeures du conflit syrien est la confirmation de la montée en puissance du poids politique des principaux acteurs arabes de la région du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et le Qatar. Ce phénomène était déjà en gestation du fait de l'instabilité politique et sécuritaire et du recul économique dans les pays arabes où des soulèvements populaires ont renversé les régimes en place. Il s'agit surtout du poids lourd du système régional arabe, l'Egypte, puis la Syrie. Toutes deux, avec l'Arabie saoudite, constituaient ces dernières années un triumvirat dirigeant dans le monde arabe. Les turbulences politique, sécuritaire, économique et sociale que traverse l'Egypte depuis plus de trois ans ont provoqué son net recul sur la scène régionale. Plus encore, Le Caire compte désormais sur des monarchies pétrolières du Golfe comme l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le Koweït, pour relancer son économie, saignée à blanc depuis le soulèvement populaire du 25 janvier 2011.

La Syrie, elle, après avoir été devenue, en raison de la guerre civile, une proie à toutes sortes d'intervention politique et mili-

taire étrangère, arabe, régionale et internationale. L'Arabie saoudite et le Qatar sont notamment les principaux pourvoyeurs de fonds à l'opposition armée qui cherche à renverser le régime de Damas. Ainsi, le centre de gravité arabe s'est déplacé du « Machreq » méditerranéen vers la région du Golfe, relativement épargnée des soubresauts du « Printemps arabe » à coups de réformes sociales introduites grâce à la richesse pétrolière.

Les Etats du Golfe ne sont cependant pas totalement à l'abri des effets du « Printemps arabe » et du conflit syrien. Bahreïn notamment a fait l'objet en mars 2011 d'une insurrection menée par la majorité chiite (70 % de la population) contre le régime royal dominé par les sunnites. La révolte a été matée grâce à l'intervention militaire de l'Arabie saoudite et des Emirats, venus à la rescousse de Manama. Mais le problème reste posé et la tension vive.

L'opposition islamiste armée contre Bachar Al-Assad, qui tend à dominer la scène de la révolte en Syrie et est financée par Riyad et Doha, risque aussi d'avoir un effet boomerang sur les Etats du Golfe. Plusieurs djihadistes radicaux qui combattent en Syrie sont originaires de pays arabes, dont la région du Golfe. Leur retour à leur pays d'origine avant ou après la fin du conflit risque d'alimenter une vague d'attentats terroristes et d'instabilité politique. Cette perspective explique la décision de Riyad, le 7 mars, de déclarer terroristes deux groupes armés en Syrie qui s'inspirent d'Al-Qaëda, l'Etat islamique en Iraq et au Levant et le front Al-Nosra. Ce dernier, l'une des principales forces d'opposition armée en Syrie et dont plusieurs commandants sont de nationalité saoudienne, avait bénéficié ces dernières années des largesses de Riyad.

□□□



REUTERS

## L'armée syrienne devant Yabroud, attentat suicide à Kamichli

BEYROUTH- 11 mars 2014 (Reuters)

L'ARMÉE SYRIENNE renforcée par les combattants du Hezbollah libanais a pris le contrôle mardi des terres agricoles au nord de Yabroud, dernière grande place forte rebelle près de la frontière libanaise au nord de Damas, apprend-on de source militaire.

Selon ces personnes, qui sont en contact avec les combattants sur le terrain, l'armée syrienne a tué des dizaines de rebelles lors de la prise de cette zone, appelée les Fermes de Rima.

"L'armée fait désormais face à Yabroud", a dit un militaire à Reuters.

La prise de Yabroud permettrait au président Bachar al Assad de sécuriser la voie reliant son fief alaouite sur la côte méditerranéenne à la capitale Damas tout en coupant la voie d'approvisionnement des rebelles à partir du Liban.

Le mois dernier, après un bombardement préalable à l'offensive sur le terrain, des milliers de personnes ont fui Yabroud, ainsi que les zones adjacentes.

Petite ville de 40.000 à 50.000 personnes située à une soixantaine de kilomètres au nord de Damas, Yabroud est proche de l'autoroute Damas-Alep et de la côte méditerranéenne

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG proche de l'opposition basée à Londres, l'aviation syrienne a largué des barils d'explosifs sur les Fermes de Rima et sur certains quartiers de Yabroud. Aucun bilan n'a été avancé.

### KAMIKAZES

De l'autre côté de la frontière, au Liban, des roquettes tirées sur le village

de Nabi Chit à partir de zones syriennes tenues par les rebelles ont fait un blessé, apprend-on auprès des services de sécurité. Des armes appartenant au Hezbollah seraient entreposées à Nabi Chit.

Ces derniers mois, le gouvernement syrien a progressé le long de l'autoroute ainsi qu'autour de Damas et d'Alep, reprenant l'initiative dans le conflit syrien qui entrera dans sa quatrième année la semaine prochaine.

Selon l'OSDH, trois membres de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) ont actionné leur ceinture d'explosifs dans un hôtel de la ville kurde de Kamichli abritant un conseil local dirigé par le Parti de l'union démocratique (PYD), principale formation politique kurde de Syrie.

Dans cette attaque, sept civils, dont quatre femmes, ont trouvé la mort et une vingtaine de personnes ont été blessées. Ce bilan a été confirmé à Reuters par une porte-parole du PYD.

Selon l'OSDH, un des kamikazes était une femme.

Longtemps opprimés par Damas, les Kurdes syriens ont été en quelque sorte livrés à eux-mêmes avec le déclenchement du conflit syrien, le gouvernement de Bachar al Assad étant occupé à combattre les rebelles dans d'autres régions. De ce fait, certains ont accusé les Kurdes d'avoir noué une alliance de fait avec Bachar al Assad.

Les Kurdes, qui sont environ deux millions, ont gagné du terrain vers le nord-est depuis le début du soulèvement. Ils ont mis en place un gouvernement local autour des villes de Hassaka et de Kamichli le 21 janvier dernier. ○

LesEchos

11 mars 2014

## Syrie : trois ans de guerre, un bilan humain effrayant

www.leschos.fr

Plus de 140.000 tués, dont près de 50.000 civils, de graves abus commis contre les enfants, 2,5 millions de réfugiés, une situation humanitaire catastrophique... Le bilan humain des trois années de guerre en Syrie est dramatique. Le 15 mars 2011 démarrait un soulèvement pacifique pour une «Syrie sans tyrannie». Trois ans plus tard, la révolte s'est muée en une guerre civile dévastatrice au bilan humain effrayant.

### - PLUS DE 140.000 VICTIMES

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH, 15 février 2014), qui s'appuie sur un large réseau de sources médicales et de militants, au moins 140.041 personnes, dont 49.951 civils (7.626 enfants et 5.064 femmes) ont été tués dans ce conflit opposant régime et rebelles mais devenu complexe avec des combats également entre rebelles et jihadistes en majorité étrangers.



Plus d'un demi-million de personnes ont été blessées depuis le début de la guerre en Syrie - AFP/MOHAMMED AL-KHATIEB

Dans le même temps, au moins un demi-million de personnes ont été blessées, selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

L'OSDH évoque 17.000 disparus dont le sort reste inconnu et des «dizaines de mil-

liers» de détenus dans les prisons du régime. Des ONG font état de tortures et d'exécutions sommaires dans les prisons.

Un rapport de l'ONU sur les enfants a accusé le régime et l'opposition armée d'avoir commis contre eux de graves abus. Le document détaille une série d'actions, dont des tortures et des viols dans les centres de détention de l'armée, l'utilisation d'enfants comme boucliers humains ou le recrutement d'adolescents par l'Armée syrienne libre et des groupes armés kurdes. (A lire : Une enfant dans la guerre : la vidéo qui fait réfléchir )

Selon une étude du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme, de nombreuses femmes ont été violées en prison, utilisées comme boucliers humains et enlevées pour faire pression et humilier leur famille.

### - 2,5 MILLIONS D'EXILES

Selon le Haut-Commissaire de l'ONU aux réfugiés (HCR) Antonio Guterres, les Syriens «sont en passe de devenir les réfugiés les plus nombreux dans le monde, dépassant les Afghans».

Près de 2,5 millions de Syriens, dont 1,2 million d'enfants, se sont exilés, principalement dans les pays voisins : 935.000 au Liban, 574.000 en Jordanie, 613.000 en Turquie, 223.000 en Irak et 134.000 en Egypte, selon le HCR (25 février 2014) =>

⇒ 6,5 millions ont été déplacés à l'intérieur de la Syrie.

**- UNE SITUATION HUMANITAIRE « CATASTROPHIQUE »**

Les Nations unies et nombre d'ONG tirent régulièrement la sonnette d'alarme sur la situation humanitaire qualifiée de « catastrophique » par le CICR, qui exhorte les autorités à laisser passer l'aide humanitaire.

Selon l'ONU, la situation a atteint un niveau « critique »: « 40% des hôpitaux ont été détruits et 20% d'autres ne fonctionnent pas convenablement ».

La Commission d'enquête de l'ONU sur les violations des droits de l'Homme a

dénoncé le recours aux sièges des villes et à la famine comme méthode de guerre par le gouvernement dans la dernière mise à jour de son rapport publiée le 5 mars. « Plus de 250.000 personnes sont soumises à un siège (...), régulièrement bombardées par l'artillerie et l'aviation. Elles sont privées d'aide humanitaire, de nourriture, de soins médicaux et doivent choisir entre la famine et la reddition ».

Selon le Programme alimentaire mondial (10 mars 2014), quelque 500.000 personnes, vivant dans des zones inaccessibles, ne reçoivent toujours pas l'aide alimentaire dont elles ont besoin.

La coordinatrice des affaires humanitaires de l'ONU, qui a visité Damas début jan-

vier, a indiqué que les destructions d'infrastructures avaient affecté les services de base, dont l'approvisionnement en eau, réduit de moitié. « Presque chaque Syrien est affecté par la crise, avec une chute de 45% du PIB et une monnaie qui a perdu 80% de sa valeur ».

Le 16 février, le ministre syrien du Pétrole a affirmé que la production pétrolière s'était effondrée de 96% depuis le début du conflit, alors que le pays est frappé par des sanctions internationales et que la majorité des puits sont aux mains des rebelles. ♦

LE FIGARO

12 mars 2014

# Turquie : Erdogan relâche des officiers comploteurs

Par Laure Marchand

En deux jours, 26 personnes, qui avaient écopé en 2013 de très lourdes peines pour tentative de renversement du gouvernement islamo-conservateur, ont été remis en liberté.

La prison de «Silivri se vide» se félicitait, mardi, à sa une le quotidien progouvernemental Yeni Safak. Les remises en liberté de condamnés, dans le procès du réseau Ergenekon, incarcérés dans la lointaine banlieue d'Istanbul se succèdent. Depuis deux jours, 26 personnes, qui avaient écopé en 2013 de très lourdes peines pour tentative de renversement du gouvernement islamo-conservateur, ont ainsi quitté la prison.

Ces libérations sont la conséquence directe de la guerre entre le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, et la confrérie religieuse de Fethullah Gülen, à l'intérieur de l'appareil d'État. Le chef du gouvernement accuse son ancien allié, sur lequel il s'était appuyé pour démanteler le pouvoir de l'armée, d'orchestrer le scandale politico-financier qui le vise. Pour l'affaiblir, décision a été prise le mois dernier de sup-

primer les cours spéciales, réputées acquises au puissant réseau musulman, qui ont jugé des centaines de militaires dans des procès fleuves, dont celui d'Ergenekon. Ce démantèlement s'est accompagné d'une baisse de dix à cinq ans de la durée maximum de détention provisoire entre une arrestation et un jugement définitif.

**Un suspect dans l'assassinat de Hrant Dink libéré**

Le noyau dur d'Ergenekon, constitué de hauts gradés, d'Ibrahim Sahin, ancien chef des forces spéciales qui ont conduit la sale guerre contre les Kurdes dans les années 1990 à Kemal Kerinçsiz, avocat ultranationaliste et instigateur de la campagne anti-arménienne qui a culminé avec l'assassinat du journaliste Hrant Dink en 2007, a ainsi bénéficié de cette dernière mesure. Ils ont été précédés par Ilker Basbug, ancien chef d'état-major, libéré vendredi et qui avait été condamné à perpétuité, pour appartenance à cette structure militaro-mafieuse. Cinq suspects dans l'assassinat de trois chrétiens, égorgés il y a sept ans, un autre dans celui de Hrant Dink sont aussi dehors depuis la



semaine dernière.

**Raids anticorruption dans l'entourage du premier ministre**

Les périodes de détention qui s'éternisent et la manipulation du procès Ergenekon à des fins politiques, ayant conduit à la condamnation de certains innocents, sont régulièrement dénoncées. Les islamo-conservateurs au pouvoir s'en sont longtemps accommodés. Mais depuis les raids anticorruption dans l'entourage du premier ministre en décembre, ils n'ont pas fait mystère de leur volonté de revenir sur les jugements. En somme d'utiliser les ennemis d'hier pour contrer ceux d'aujourd'hui, jugent leurs détracteurs.

Pour Yavuz Baydar, chroniqueur du quotidien Today's Zaman, Recep Tayyip Erdogan, engagé

dans une «entreprise désespérée pour sa survie», exploite «les faiblesses d'un système judiciaire dépassé»: «Nous entrons dans une période délicate (...) dont les conséquences peuvent être effroyables.» À sa sortie de prison, Dogu Perinçek, président du Parti des travailleurs a exhorté ses partisans: «Nous sommes comme une épée dégainée et sommes prêts à combattre.»

Le décès de Berkin Elvan, 15 ans, ajoute à ce chaos politique et a ravivé la révolte antigouvernementale de juin dernier. Le garçon est mort mardi matin après 269 jours dans le coma: il avait été atteint à la tête par une grenade lacrymogène alors qu'il était sorti acheter du pain pendant une manifestation, à Istanbul. Des milliers de Turcs se sont rassemblés dans la soirée à travers le pays pour dénoncer l'impunité de la police. Les forces de l'ordre, qui avaient aspergé de gaz les proches réunis dans la matinée devant l'entrée de l'hôpital d'Istanbul où se trouvait la dépouille de l'adolescent, sont intervenues violemment contre les manifestants. ●

# Iraqi Kurdistan inundated as refugees flee fighting in Anbar province

Area has become refuge for hundreds of thousands of Syrian Kurds and Iraqis fleeing fighting in western region of country

Orlando Crowcroft in Irbil  
theguardian.com

In a teahouse deep in the heart of Irbil bazaar, forlorn men gather around metal tables and speak animatedly.

Walid, 55, and Rabiya, 60, (not their real names) are two of more than 30,000 Iraqi Arabs who have fled violence in Anbar province for Iraqi Kurdistan in the face of renewed fighting between the Iraqi government and the al-Qaida-affiliated Islamic State of Iraq and the Levant.

The childhood friends are currently holed up in a \$17 (£10) a night hotel in Irbil, each sharing a room with up to six family members and steadily working their way through their savings – but, they happily admit, they are among the lucky ones.

"We were able to drive to Iraqi Kurdistan with our families and something in our pockets. We are lucky," said Rabiya.

A total of 300,000 Iraqis – more than 50,000 families – have been displaced by the conflict in Anbar, according to the UN high commissioner for refugees (UNHCR).

Many of those have moved to other towns and villages within Iraq, but thousands have headed to Iraqi Kurdistan, which has been spared the violence in the south and become a refuge for hundreds of thousands of Syrian Kurds housed in sprawling camps on the outskirts of Irbil, Dohuk and Sulaimaniya.

The extra burden on Iraqi Kurdistan has made an already serious problem even more acute, says Falah Mustafa, head of the Kurdistan regional government's department of foreign affairs.

With the stream of refugees only likely



Anbar Refugees in Kalar.

to increase, Mustafa is urging not only the international community to come forward, but also the government in Baghdad.

"We have over 250,000 [Syrian] refugees. We also have 250,000 Iraqis that have fled the violence in the last couple of years and 2,000 [members] of the Christian community who have fled to the region because of violence. Then there are 30,000 who have fled in Anbar province," Mustafa said.

"The KRG does not have the capability to deal with all these needs at the same time. This is a rough winter season. We need the federal government to move forward and we need to have the attention of the international community through agencies and NGOs and donor countries."

Peter Kessler, working with UNHCR in Irbil, told the Guardian that more than 6,000 Iraqis were staying in hotels, motels and rented summer houses in Iraqi Kurdistan – and most of them would have to leave once the resorts began to fill for the summer season.

"A UNHCR team visited a small motel in Nawrouz, which has capacity to host seven families, but was overcrowded with more

than 450 people and three to four families sharing one apartment," he said.

"[They] reported that their resources had already been exhausted and they would not be able to pay next month's rent."

The UN has refurbished a former camp for Syrian refugees in Baharka but the government has not yet given the order to open the site, he added. The UNHCR also said that housing Iraqi refugees in camps was "not the preferred option, as it may prolong displacement".

Meanwhile, hostilities in Anbar province have increased.

In nearby Suleiman Pek, insurgents were said to have occupied the town and burned its town hall to the ground.

Walid, for his part, does not expect to be going home any time soon. The former teacher will soon begin looking for work and, besides, he has heard from neighbours that his house in Falluja has been destroyed.

"We have abandoned everything due to the violence. I have no idea about the future. We have no hope. Falluja is finished," he said. ♦

bas news

18 / March / 2014

## Nawshirwan Mustafa: Barzani trying to establish Kurdish state

Hemin Salih / BasNews, Erbil  
www.basnews.com

The General Coordinator of the Change Movement (Gorran) has told his party's officials that Kurdistan Region President Massoud Barzani is making efforts to announce an independent Kurdish state.

According to information obtained by BasNews, Mustafa, a longtime rival of Barzani, told Gorran officials that Barzani is

trying to declare a Kurdish state and that he will announce it in the next two years. The conversation happened in a private meeting last week.

One of the participants of the meeting told BasNews, on condition of anonymity, that an independent Kurdish state had been one of the meeting's topics.

"Mustafa told us that in the next two years Barzani will declare a Kurdish state and he is already making preparations for



it," the source said.

In 2012, Gorran officially expressed its support for an independent state, but on the condition a Kurdish state have the elements of a state already in place, rather than function as a semi-state. ○



# ISIS suicide attacks target Syrian Kurdish capital

The Islamic State of Iraq and al-Sham (ISIS) is increasing its terror campaign against Kurds in northern Syria.



Wladimir van Wilgenburg  
March 13, 2014  
<http://www.al-monitor.com>

**ERBIL, Iraqi Kurdistan** — The Islamic State of Iraq and al-Sham (ISIS) has claimed responsibility for the March 11 suicide bombings that killed nine civilians in the city of Qamishli, the unofficial capital of the Kurdish regions of Syria. The al-Qaeda offshoot asserted in a statement released March 12, "The Islamic State announces its responsibility for the commando raid operation that targeted one of the PKK [Kurdistan Workers Party] apostates' bases in the town of Qamishli in northern al-Baraka province."

The suicide bombings targeted the Al-Hadaya hotel, which was used for municipal services. Unconfirmed reports suggested that a meeting between high-ranking officials of the PKK-affiliated Democratic Union Party (PYD) had been held in the hotel. The dead were buried March 12 with thousands of Kurds in attendance in Qamishli.

According to ISIS, "The commando raiders of the al-Baraka operation targeted the Al-Hadaya hotel, on Al-Wahda street, which was used as a PKK apostates' leadership base after they seized it. Two lions of the Islamic State carried out the commando raid of the al-Baraka operation: Abu Mohammed al-Ansari [a Syrian] and Jarij al-Jazrawi [a Saudi], may God Almighty accept them. The two commando raiders assaulted the base, carried out a sweeping operation of its two floors, and then detonated their belts to kill all those on the base."

In addition, the ISIS accused the PKK of hiding the deaths of military personnel among the nine people killed to "lessen the pressure of the misfortune on their supporters." Contradicting ISIS, Faysal Naso, a Qamishli resident and member of the Kurdish Democratic Party of Syria (KDP-S), a PYD rival, told Al-Monitor that only civilians had been killed in the attack. He also offered, "Dec. 12 is the tenth anniversary of the Kurdish uprising against the Syrian government. That's the reason they attacked."

Meanwhile, Asayish, the Kurdish security police, announced in a March 11 news conference that the bombings had been carried out by a group of seven individuals from Egypt, Tunisia and Saudi Arabia and that three of them had been arrested. Asayish member Etan Futat said during the conference, "A brutal terrorist attack killed four suicide bombers and cost seven civilians their lives, mostly women, and wounded a number of other civilians," as quoted by Hawar News.

The PKK leadership blamed Turkey for the attacks and declared that the Syrian Kurds would respond to them by "establishing their own system of democratic self-rule and defending the Free Kurdistan at all costs." The PKK also proclaimed, "Our people and our movement in the four parts of Kurdistan will support the Rojava revolution [of Syrian Kurds]. Our peoples in Rojava are not alone."

The Hadaya suicide attacks were not an isolated incident. The ISIS statement mentions that the group had carried out operations east of Tel Ebyad and against a "PKK military base" two days prior in al-Qahtaniya, east of Qamishli. The group claimed, "Up to this time, the Islamic State has carried out nine martyrdom operations in Qamishli area since August 29, 2013, eight of them targeting PKK apostates."

Heavy fighting had erupted between the People's Protection Units



A member of the Asayish (Kurdish Security Forces) carries his weapon as he secures an area hit by a suicide bombing at the Asayish center in the Suez Canal neighborhood in Qamishli, Nov. 25, 2013. The al-Qaeda linked Islamic State of Iraq and al-Sham claimed responsibility for the bombing. (photo by REUTERS/Rodi Said)

(YPG), the largest armed Kurdish group in Syria, and the jihadist groups and the Free Syrian Army (FSA) in Hassakeh, Raqqa and Aleppo provinces after the PYD announced plans in mid-2013 to form an interim administration.

After fighting that broke out between the ISIS and other Islamist groups in northern Syria in January, the ISIS gained the upper hand against the PKK in Hassakeh, and there were signs that Kurdish armed groups had begun to cooperate with ISIS rivals in Aleppo to push it from the region.

Aymenn Jawad al-Tamimi, a UK-based expert on Syrian jihadist groups, told Al-Monitor, "They [ISIS] have been leading the rebel offensives on these areas since last year, and since January they are pretty much the only tangible driving force [in Hassakeh]. Other rebel groups were either subjugated and forced to give bay'ah [pledge of loyalty] (e.g., Jabhat al-Nusra and Ahrar al-Sham) or support ISIS anyway (e.g., Liwa Ansar al-Khilafa)."

Clashes erupted on Dec. 26 between the YPG and ISIS over control of the Arab-populated areas of Tel Hamis and Tel Brak. The ISIS had accused the YPG of mistreating the local Arab populations. On Feb. 17, an ISIS video from Tel Hamis announced the mobilization of Arab al-Tay and Jibour tribes against the PKK and the Shammar tribe in the Qamishli area.

"We swear by God Almighty that we — the sons of the Arab tribe — will form one line before the PKK," a tribal member said in the presence of two ISIS fighters on the video. An ISIS member stated, "The oath is to protect all Muslims. Support for God's religion. Descendants of Omar, descendants of Khalid." Moreover, the ISIS members announced that they would strike the PKK in Qamishli. "PKK, oh Jews, the army of Muhammad will return," ISIS supporters shouted.

On Feb. 27, the ISIS briefly captured the Kurdish village of Tel Maruf and blew up a religious shrine of the Kurdish cleric Mashuq Khaznawi. The YPG retook the village the following day.

Mustafa Cummaa, leader of the Kurdish Freedom Party, told Al-Monitor that the ISIS wants to show the PYD that it can easily enter Qamishli city. He explained, "They want to convince people it's not safe there." He also said that the Kurdish parties respect the Arabs and their beliefs, "But the ISIS wants to ruin the situation and abuses the name of Islam. They are against the Syrian and Kurdish revolution, and we suspect that they work for Assad."

It is likely that the fighting between the ISIS and Kurdish combatants will continue because their ideological goals are incompatible. While ISIS seeks to build a global Islamic caliphate, the Kurdish parties are hoping to build autonomous administrations in three Kurdish enclaves in northern Syria. ♦

Wladimir van Wilgenburg is a columnist for Al-Monitor and a political analyst specializing in Kurdish politics. He has written extensively for Jamestown Foundation publications and other journals, such as the Near East Quarterly and the World Affairs Journal. On Twitter: @vvanwilgenburg

# Is Baghdad Pushing the Kurds to Independence?

By Yerevan Saeed  
rudaw.net

The centerpiece of negotiations between the Kurdistan Regional Government (KRG) and Baghdad over an oil dispute has evolved: It has gone from Kurdish oil contracts being deemed illegal and unconstitutional by Baghdad, to who should have authority over oil sales from the Kurdish fields, the State Oil Marketing Organization (SOMO) or the Kurdistan Oil Marketing Organization (KOMO)?

In the beginning, the debates were centered on who should pay the dues of the international oil companies (IOCs) operating in Kurdistan.

KRG's argument was that Erbil would produce oil and contribute to the national budget, and in return Baghdad had to be responsible for paying the dues of the IOCs. This, Baghdad initially rejected and later agreed to, according to Kurdish officials and evidenced by several million dollars Baghdad paid in the beginning when the KRG exported some 100,000 oil barrels through the Iraqi-Turkish pipeline controlled by the federal government.

What led the KRG to stop exporting oil was the hesitation of the federal government in paying the rest of the fees of IOCs in Kurdistan. In protest, KRG halted oil exports in both 2011 and 2012, because Baghdad returned to its earlier position that KRG should pay the dues from the 17 share of the national budget it receives from the central government.

Recognizing Baghdad's gambit, the KRG strategically sought to convert a gas pipeline, intended to feed a power station in Duhok province, into an oil pipeline to Turkey. The direction of the thinking was clear: We can't trust Baghdad, and there is a need to get rid of the whims of federal officials.

Many viewed KRG's plan of constructing its own pipeline as wishful thinking, because of the high political and security risks as well as potential technical



*Realizing that threats of blacklisting oil operators in Kurdistan would not dissuade them from backing down, Baghdad resorted to the next step in its fight to subjugate the KRG: An "economic siege," implemented by cutting off Kurdistan's budget. Photo: Rudaw*

issues. But its completion in December last year convinced Baghdad to deal with this new reality.

From the previous oil battles and horse-trading between Erbil and Baghdad, one can see who has won until now, and who has better leverage against the other!

However, the hard fight has certainly yet to come.

In 2011 and 2012, Baghdad missed a historic opportunity to reassert its control over the Kurdish oilfields through agreeing to pay the fees of the IOCs. Probably when enough confidence is built, in cooperation with KRG, Baghdad could renegotiate the terms of oil concessions the KRG has granted -- an issue Iraq constantly brought up.

Back then, many argued that the recognition of KRG oil contracts would constitute paving the way for an independent Kurdistan and a Kurdish original plan behind its oil policy. But one should wonder how the Kurds, the main contributors and players of rebuilding Iraq politically and militarily in 2003, would seek independence from it?

Kurdish leaders made Baghdad their home for years and Kurdish forces alongside the Americans helped crush al-Qaeda militants in the country.

When Iraq became relatively

stable in 2009, Baghdad struck back by reducing Kurdish presence in the Iraqi army and intelligence. Effectively since 2007, it has refused to pay the Kurdish Peshmarga forces, who are recognized as "Regional Guards" in the Iraqi constitution. This policy that is not strange for the current Kurdish leaders, since they experienced the same dilemma in the last decades.

In retrospect, Baghdad's policy towards KRG's oil seems to have been shortsighted and non-visionary.

For example, in addition to millions of dollars Iraq loses daily due to the stoppage of KRG's oil exports, it has also lost millions from an inability to export oil continuously through the Iraqi-Turkish Pipeline (ITP), due to frequent blasts hitting the pipeline. In 2013, more than 50 explosions hit the pipeline and halted oil exports to international markets.

Instead of constant threats to blacklist foreign companies, the Iraqi government could have assisted KRG in constructing the pipeline, which obviously goes through the safest and most stable part of the country. Together, they could have built a bigger pipeline, and probably have completed it earlier. Then, technically it was possible to reroute some of Kirkuk's oil through KRG's pipeline during times

when ITP's operations stopped because of security reasons. This could have saved Iraq billions of dollars annually, while better connecting Kurdistan to the rest of Iraq.

Realizing that threats of blacklisting oil operators in Kurdistan would not dissuade them from backing down, Baghdad resorted to the next step in its fight to subjugate the KRG: An "economic siege," implemented by cutting off Kurdistan's budget.

Baghdad's calculation seems to go like this: Once people's salaries are not paid, they would turn against their leadership. But this did not happen, and probably never will. On the contrary, Baghdad's policies have driven the Kurds further away from the center. Now, Kurds feel much less attached to Iraq, and have lost trust in any future they may have in the country. Certainly, this feeling is not new. But the recent policy employed by Baghdad reinforces a historical Kurdish fear in Iraq: Once Baghdad is strong, it is less likely to play nice.

In TV and radio programs and in interviews, most people ask: "If Baghdad would want to starve us, what's the point of staying with that country?"

To lessen the impact of Baghdad's economic blockade and to give confidence to people, Kurdish businessmen have so far offered over \$180 million in loans to KRG to pay employees. This is not enough, but psychologically it is powerful.

Because of the internal and external pressures, Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki seems to have no option but to calm the tensions, not just between the federal and regional governments, but also among Iraqis in general, because his policies have further polarized the country.

For example, people in Kirkuk staged rallies and condemned Baghdad's move against Kurdistan. In the meantime, protestors have threatened to halt oil exports through sit-in protests. The economic siege also drew the ire of Iraqi intellectuals and writers in Baghdad, where they protested against cutting the salaries of people in Kurdistan.

In contrast, Basra, the nerve center of Iraq's economy, has threatened to cut oil exports ⇒



⇒ if Baghdad restarts budget payments to the KRG.

While Maliki's policy gained some support in the southern Shiite areas, he soon found himself polarizing the country and fueling Kurdish and Arab nationalism against one another, with potential risk of an ethnic war.

The disheartened Sunnis also have refused to attend parliament sessions to pass the budget, which requires the KRG to export 400,000 oil barrels a day in return for the 17 percent budget portion.

Furthermore, the Iraqi speaker of parliament Osama Nujaifi, a Sunni, strongly rejected that the budget should be used against Kurdistan as a political tool. He called it unconstitutional and unacceptable.

Nujaifi visited Erbil and met with Kurdistan Region President Massoud Barzani. They vowed to work together to put limitations on authoritarianism in Iraq, and according to reports they talked about a Sunni-Kurd alliance to counter Maliki.

Maliki also recognizes the

economic cooperation between the KRG and the Mutahidun led by Nujaifi in Nineveh province, which borders Kurdistan. Last month, Nineveh's Provincial Council awarded Erbil-based Kurdish Kar Group a contract for a mega-refinery with a 90,000 bpd capacity.

Externally, Baghdad is faced with another blunder: Signing a multi-million dollar arms deal with Iran, as reported by Reuters, which clearly violates UN, US and EU sanctions, imposed on Tehran for its nuclear program.

As a final point, Baghdad's economic siege seems to have backfired and has failed to accomplish its intended consequences. If Baghdad had fulfilled its obligation in paying the dues of the oil companies in Kurdistan in 2011 and 2012, that would have been the first foundation stone of trust between Kurdistan and Iraq, with no need for the situation arriving at the current state of affairs. ●

Telegraph.co.uk March 13, 2014

## Sunni revolt in Syria has given al-Qa'ida more power in Iraq

Patrick Cockburn looks at the growing influence of Isis, formerly al-Qa'ida's force in Iraq, which dominates Sunni areas and is wreaking havoc among the Shia majority

BY Patrick Cockburn  
20 March 2014  
www.belfasttelegraph.co.uk

Events in Iraq are not always what they seem: take two occurrences over the past year illustrating the difference between appearance and the reality in Iraq.

The first event took place outside Fallujah after the Islamic State of Iraq and the Levant (Isis), formerly known as al-Qa'ida in Iraq, aided by tribal militias, took over the city in January. This was a body blow to the Iraqi government since Fallujah is only 40 miles west of Baghdad and was famously stormed by US Marines in a bloody battle in 2004.

But soon after Isis had retaken it three months ago, a reassuring video was circulated on Twitter and Facebook by government supporters. It had some narrative in Iraqi Arabic, was shot from the air and showed insurgents being targeted and eliminated by air-launched missiles. This was morale-raising stuff for the Iraqi government and to those loyal to it, but unfortunately it proved to be a fabrication and after a few hours someone noticed that the video had been shot in Afghanistan and it is of American drones or helicopters firing mis-

siles at Taliban fighters. It is doubtful if Iraqi airpower is capable of carrying out such attacks.

But such deceptions are not all on the government side. In December 2012 the arrest of the bodyguards of the moderate Sunni Finance Minister, Rafi al-Issawi, by the government led to widespread but peaceful protests in Sunni provinces in northern and central Iraq, Sunni Arabs making up about a fifth of Iraq's 33 million population. At first, the demonstrations were well-attended, with protesters demanding an end to political, civil and economic discrimination against the Sunni community. But soon they realised that Prime Minister Nouri al-Maliki was offering only cosmetic changes and many stopped attending the weekly demonstrations.

In the Sunni city of Tikrit, capital of Salah Ad-Din province, 10,000 people had come to rallies at first, but then the number sank to 1,000. A local observer says: "It was decided that all mosques should be shut on Fridays except for one, forcing all the faithful to go to the same mosque for Friday prayers. Cameras eagerly filmed and photographed the crowd to make it look like they were all protesters and would beam the images back to the Gulf, where



Horrific images appeared to show the radical Islamist group Isis (Islamic State of Iraq and Syria) carrying out the punishment in the Aleppo province. The Twitter feed 'Jihad News' claimed the alleged thief had requested the punishment according to strict religious codes

their paymasters were fooled (or maybe they weren't) into thinking that the protests were still attracting large numbers." The eyewitness in Tikrit cynically suggests that the money supposedly spent on feeding and transporting non-existent demonstrators was pocketed by protest leaders.

The two stories illustrate an important political truth about contemporary Iraq. Neither the government nor any of the constitutional political

movements are as strong as they pretend. Power is divided and these divisions have helped al-Qa'ida in Iraq to re-emerge far stronger and more speedily than anybody expected. Its jihadist militants are still in Fallujah where they reportedly have 300 to 500 men armed with high-powered sniper rifles on its outskirts. The political winds are still blowing in their favour and peaceful protests are languishing.

"Belittled, demonised and ➤

➤ increasingly subject to a central government crackdown, the popular movement is slowly mutating into an armed struggle,” reports the International Crisis Group. “Many Sunni Arabs have concluded that their only realistic option is a violent conflict increasingly framed in confessional terms.”

The government might have got away with its confrontational approach before 2011, after which the Arab Spring took the form in Syria of a revolt by the Sunni majority. With the Syrian rebels backed by Saudi Arabia and the Sunni monarchies of the Gulf and Turkey, the sectarian balance of power in the region is changing.

Previously, the Iraqi Sunni had been resentful but largely resigned to the Shia-Kurdish domination of Iraq established since the overthrow of Saddam Hussein in 2003. They were fearful of a renewed onslaught by Shia militias and Shia-controlled security forces which had driven Sunni out of much of Baghdad in the sectarian civil war of 2006-7.

A US embassy cable in September 2007 said: “More than half of all Baghdad neighbourhoods now contain a clear Shia majority. Sunnis have largely fled to outlying areas or have been concentrated into small enclaves surrounded by Shia neighbourhoods.” To a great extent, this remains true to this day.

Many Iraqi Sunni felt they had no alternative but to revert to armed struggle and they were encouraged by two regional developments: the Sunni-Shia conflict is intensifying as is the hot and cold war between Saudi Arabia and the Gulf monarchies backed by the US, in confrontation with Iran, Syria and Hezbollah in Lebanon, who in turn are backed by Russia.

Iraq has long suspected the hidden hand of Wahhabism, the variant of Islam espoused by Saudi Arabia, as being behind many of its troubles. But it was only this month that Mr Maliki, in an interview with France 24 television, put the blame squarely on Saudi Arabia and Qatar, saying that “these two countries are primarily responsible for the sectarian, terrorist and security cri-

sis in Iraq”.

He added that allegations that he was marginalising Sunnis was broadcast by “sectarians with ties to foreign agendas, with Saudi and Qatari incitement”. His accusations were angrier and more direct than before, alleging that Riyadh and Doha are providing support for the militants, including “buying weapons for the benefit of these terrorist organisations”.

How much truth is there in Mr Maliki’s accusations? A proportion of aid from the Gulf destined for the armed opposition in Syria undoubtedly goes to Iraq. Turkey allows weapons and jihadist volunteers, many of them potential suicide bombers, to cross its 500 mile-long border into Syria and inevitably some of the guns, fighters and bombers will go to Iraq. This is hardly surprising given that Isis operates in both countries as if they were one. Since mid-2012, violence has increased sharply, with 9,571 Iraqi civilians killed in 2013 and 2,006 in the first two months of this year, according to Iraq Body Count. A senior US administration official, speaking last August and quoted by Jessica D Lewis of the Institute for the Study of War, said: “In the [past] two years, we’ve had an average of about five to 10 suicide bombers a month, in 2011 and 2012... We’ve seen over the [past] 90 days the suicide bomber numbers approach about 30 a month, and we still suspect that most of them are coming in from Syria.”

A blind spot for the US and the Western powers has been their failure to see that by supporting the armed uprising in Syria, they would inevitably destabilise Iraq and provoke a new round of its sectarian civil war. Al-Qa’ida in Iraq, as it was then known, was at its lowest ebb in 2010. It had been vigorously pursued by the Americans, was under attack from the Sahwa or “Awakening” groups of anti-al-Qa’ida fighters, mostly drawn from the Sunni tribes. It had lost many of its veterans, who were dead or in prison, and survivors were unpopular among ordinary Sunnis because of their general bloodthirstiness, killing even minor government employees who might be Sunni. Above all, they had failed and up to 2012 many Sunnis were hopeful of

extracting at least some concessions from the government without going back to war.

The spectacular resurgence of al-Qa’ida in Iraq came through a well-planned campaign, an important element of which was systematic attacks on the prisons. Known as the “Breaking the Walls” campaign, it involved eight separate attacks to free prisoners, culminating in a successful assault on Abu Ghraib and Taji prisons in July 2013 in which at least 500 captives, many of them experienced fighters, escaped. The attackers poured 100 mortar bombs into the jails and used suicide bombers to clear the way as inmates rioted and started fires to confuse the guards.

There were escalating attacks on Iraqi security forces by Isis all over Iraq last year. An assault by government forces on a peace camp at Hawijah, south-west of Kirkuk, on 23 April killed 50 people and injured 110, alienating many Sunni, including powerful tribes. Ill-planned government counter-offensives, which often mean detaining and mistreating all Sunni men of military age, are counter-effective. Sporadic shelling of Fallujah and Ramadi by government forces in Anbar forced some 500,000 people out of 1.6 million in the province to flee to safer places where they often live rough or whole families are crammed into a single room.

Along the upper Euphrates Ariver, food is scarce and expensive and many schools have closed. The most important Sunni religious leader in Anbar, Abdul Malak al-Saadi, who had previously counselled moderation, says the April parliamentary elections are illegitimate. Election posters are torn down as soon as they are put up.

There is some uncertainty about the degree of control Isis has over Sunni areas, depending on whether or not it wants to advertise its presence. Its grip over Iraq’s third-largest city, Mosul, is probably more important than its position in Fallujah but gets little publicity because of an assassination campaign against local media appears to be aimed at concealing this: five journalists have been killed since October and 40 have fled to Kurdistan and Turkey.

Mukhtars, the most important of the government’s representatives, who are also community leaders, are being killed off, forced to flee or to co-operate with Isis. Minorities such as the Yazidis and Christians are being targeted to drive them out of Mosul. Isis has enough authority to levy taxes on everybody from people selling food on the street to construction and mobile-phone companies.

The surge in Isis’s control in Sunni Iraq has happened at speed over the past year, but there is no sign of an effective government counter-attack. The slaughter of Shia civilians continues, with a suicide bomber in a minivan packed with explosives killing 45 and wounding 157 people at the security checkpoint at the entrance to the largely Shia town of Hilla, south-west of Baghdad, on 8 March. Government security is incapable of finding and eliminating the hideouts where these devastating vehicle-borne bombs are rigged.

Speaking early last year, Dr Mahmoud Othman, the veteran MP, said that “about half the +country is not really controlled by the government”. Asked why Iraq’s 900,000-strong armed forces are so ineffective against Isis, another politician, who did not want to be named, said: “This is the harvest of total corruption. People pay money to get into the army [so they are paid] – but they are investors not soldiers.”

This may be a little harsh, but there is no doubt that Isis is stronger than ever before, controls much of Sunni Iraq and can carry out its murderous operations anywhere in the rest of the country.



SYRIE

# LE MOUROI DE YARMOUK

*Les Palestiniens ont, eux aussi, pris les armes contre Bachar al-Assad. Retranchés dans leur camp de réfugiés, au sud de Damas, divisés en groupes armés, ils subissent un siège depuis plus d'un an*

PAR SARA DANIEL

**U**ne jeune femme brandit en criant le petit corps sans vie de son enfant de 5 mois devant la porte principale de Yarmouk. Elle supplie les soldats de Bachar al-Assad qui assiègent le camp palestinien de la laisser sortir. Elle n'avait plus de lait à donner à son bébé, alors, pour calmer sa faim, elle a broyé du cactus et des feuilles de lentille avec de l'eau, et il est tombé malade. Afin de pouvoir le conduire à l'hôpital, elle a traversé ce faubourg en ruine, transformé en champ de mort. A chaque checkpoint improvisé par les huit groupes armés qui contrôlent aujourd'hui Yarmouk (quatre pour le régime, autant pour la rébellion), elle a dû supplier, négocier un bref cessez-le-feu, prier les snipers tchéchènes, ceux qui ne manquent jamais leur coup, de ne pas tirer, s'effacer devant le minivan « prioritaire » affrété par des combattants d'Al-Nosra, rempli de femmes voilées de la tête aux pieds venues du quartier de Hajar al-Assouad pour chercher de la nourriture. Elle a progressé à pas comptés dans ce dédale de décombres où à chaque rue se dressent les barricades d'un nouveau roitelet en treillis, auquel il faut faire allégeance. Et surtout elle a prié

pour ne pas rencontrer Bayan Mazal et son escouade de violeurs et de meurtriers. Fils d'un opposant, Mazal est un officier syrien qui a déserté et intégré les brigades Al-Jolan de l'Armée syrienne libre (ASL). Il s'est livré à tant d'exactions au nom de la liberté que le conseil militaire rebelle, basé en Turquie, lui a infligé un blâme. Il a fini par changer à nouveau de camp et prendre la tête, à Yarmouk, des *chahiba*, la milice pro-régime. A ce rythme, la jeune mère a mis plus de six heures pour traverser le camp. Son fils est mort au pied des guérites de ces soldats qui la tiennent en joue.

Dans un des dispensaires de la ville, où l'on ne trouve plus de médicaments ni de médecins depuis longtemps, un infirmier, touché au bras par un sniper alors qu'il emportait un



sac de lentilles trouvé dans les décombres d'un magasin, supervise lui-même son amputation sans anesthésie. Dans la pièce voisine, une petite fille couverte de bleus et de brûlures de cigarettes agonise, maltraitée par sa mère que l'enfermement et le bruit des explosions ont rendue folle. Autant de récits insoutenables recueillis



auprès de réfugiés au Liban voisin.

A Yarmouk, 1 kilo de riz vaut 50 euros ; une cigarette, 40. Et même un cadavre a un prix. C'est Ahmed, un travailleur humanitaire du camp, qui nous rapporte cette anecdote macabre. Avec les membres de l'Armée libre, il organisait la distribution des pains qu'il avait apportés, lorsqu'un homme

**Les réfugiés palestiniens attendent la distribution d'aide alimentaire, le 31 janvier**

habillé d'un pantalon de treillis lui a murmuré à l'oreille : « Je peux te donner deux cadavres d'Alaouites, si tu veux... Cela fera six cigarettes. » Sur une pile de débris, Ahmed a découvert les deux corps, dont l'un avait déjà perdu le nez, mangé par un rat. Avec un ami, il les a transportés sur ses épaules vers la sortie sud de Yarmouk. Mais un membre de

l'Armée libre l'a arrêté : « Tu n'es pas fou, ce sont des Alaouites, ça vaut beaucoup plus que tes petits pains et du lait... » Il a rebroussé chemin et appelé une de ses connaissances au sein de Beit al-Maqdis, un groupe proche du Hamas. « Viens à pied jusqu'ici. Tu les feras sortir de chez nous », lui a dit ce dernier. Mais la route était coupée. Ahmed a dû



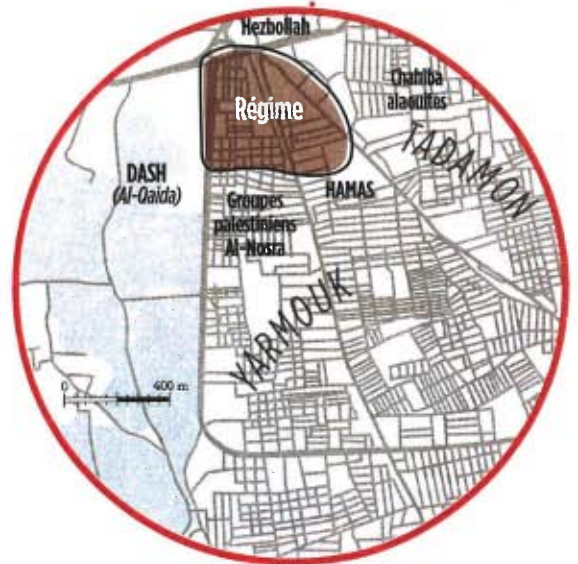
## LA RUPTURE ENTRE AL-ASSAD ET LE HAMAS



Khaled Mechaal et Bachar

— Au début de la révolution, Bachar al-Assad demande à Khaled Mechaal, par l'intermédiaire d'un ami commun, le général Manaf Tlass, de se rendre dans la ville insurgée de Deraa pour y calmer la révolte en usant de son influence. Mechaal accepte et trouve un terrain d'entente avec les révolutionnaires de Deraa, qui est, avec Homs, une des villes qui financent le plus le Hamas en Syrie. Mais, bientôt, Mechaal s'inquiète de voir que le régime n'a pas libéré les prisonniers comme il s'y était engagé. Lorsqu'il demande des explica-

tions à Bachar, ce dernier refuse de le recevoir. Manaf Tlass ne répond pas davantage à ses appels. Le contact finit par être rétabli, et le Palestinien accepte de se rendre avec Tlass dans la banlieue soulevée de Douma, le 5 mai 2011. Puis c'est la rupture. Le Hamas comprend qu'il va perdre sa popularité s'il continue à soutenir le régime syrien. La direction politique et militaire quitte le pays clandestinement, fin 2011. Tout le monde pense alors que les Frères musulmans sont les grands gagnants du « printemps arabe », que le Qatar sera la puissance clé de la région. Mechaal rejoint Doha, non sans s'être arrêté à Téhéran. Mais l'Iran suspend son soutien (22 millions de dollars par mois) ainsi que ses livraisons d'armes au Hamas. Depuis Gaza, Mechaal lance un appel « en faveur du peuple syrien et de ses aspirations démocratiques ». En novembre 2012, les bureaux damascènes du Hamas sont fermés, officiellement cette fois. Aujourd'hui, Khaled Mechaal est considéré par le régime comme un homme à abattre, au même titre que le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan. Le Hamas, qui sent le vent tourner, essaie de renouer des contacts avec l'Iran et le Hezbollah. En janvier, il a exhorté ses militants armés à quitter Yarmouk pour sauver les résidents d'un bain de sang. Et pourtant, à l'intérieur du camp, la confrérie a un bureau d'aide sociale et continue à soutenir officieusement un groupe armé, Beït al-Maqdis. S. D.



contourner des barbelés, marcher dans les tranchées remplies de boue, franchir un no man's land hérissé de guérites. Epuisé, il a laissé tomber ses cadavres. C'est alors qu'un sniper s'est mis à tirer en lui ordonnant de se dépêcher. « Avec l'odeur, j'avais l'impression que c'était moi qui étais mort et que je valais trois cigarettes. »

Toutes ces images se télescopent comme dans un cauchemar dans la tête d'Ibrahim, un jeune Palestinien de Yarmouk venu reprendre des forces à la frontière libanaise. Il décrit d'un ton blasé le faubourg privé d'électricité depuis des mois, l'eau insalubre, les enfants squelettiques qui souffrent de rachitisme (selon l'UNRWA, l'agence des Nations unies chargée des réfugiés palestiniens au Proche-Orient, la famine a fait une centaine de morts en janvier) et une population qui rase les murs depuis que le régime lui a interdit



La famine décime la population de Yarmouk (ci-dessus et ci-contre)

de circuler. Yarmouk est un baigne à ciel ouvert où la mort peut vous surprendre à chaque rue. Il le dit calmement : « Personne ne s'inquiète de savoir quel camp va gagner. Tous ont violé nos espoirs. Notre seul rêve, c'est d'avoir du pain. » Sur les murs encore debout, une ins-

cription témoigne du désarroi de la population civile : « Pensez à nous quand vous faites VOTRE guerre ! »

Comme tous ceux qui en avaient les moyens, Ibrahim a quitté Yarmouk en décembre 2012, pour rejoindre Damas, quand l'aviation syrienne pilonnait le camp. Pour les 100 000 Palestiniens contraints à nouveau à l'exil, c'est une autre Nakba, une « catastrophe » (nakba) qui rappelle celle de 1948. Entassés dans des camps de misère à Beyrouth, dont ils n'ont le plus souvent pas le droit de sortir, ou réfugiés en Suède ou au Danemark, ils s'échangent des images de la tragédie sur leurs portables. Ibrahim aurait voulu, lui aussi, rester neutre, au moins au début du conflit. Il explique comme il faisait bon vivre dans ce faubourg commerçant de 250 000 personnes, dont 150 000 réfugiés palestiniens, qui comprenait trois hôpitaux et cinq banques. Cet ingé-



nier, dont le père, originaire de Jénine, a combattu en Jordanie au cours du Septembre noir, dit : « *L'histoire m'a appris que les Palestiniens n'ont rien à gagner à se mêler des affaires des autres.* » Mais la dictature, comme la guerre, ne tolère pas la neutralité. Verrou stratégique sur le chemin de Damas, Yarmouk était l'objet des convoitises des partisans de Bachar comme des rebelles. Certaines factions dissidentes de l'OLP, comme le Front populaire de Libération de la Palestine – commandement général d'Ahmed Jibril – et le Fatah al-Intifada, alliés traditionnels du régime, se sont mis à combattre aux côtés de l'armée régulière, tandis que de jeunes Palestiniens comme Ibrahim, scandalisés par les bombardements subis par leurs voisins du quartier de Tadamon, en juillet 2012, rejoignaient les *katiba* de l'Armée libre ou celles du Hamas. Une fois encore les Palestiniens étaient entraînés dans une guerre qui n'était pas la leur.

Depuis le début du siège, en janvier 2013, Ibrahim essaie régulièrement d'acheminer un peu de nourriture et des médicaments à l'intérieur du camp pour aider les quelque 30 000 personnes qui y vivent encore. Le sort réservé à Yarmouk est assez exemplaire de la nouvelle stratégie du régime : au lieu de bombarder les villes, il les encercler, les affamer et laisse les insurgés vivre aux dépens d'une population qui finit par les rejeter. Ibrahim décrit une enclave quadrillée par les groupes armés. Il dénonce les profiteurs qui s'enrichissent dans une ville où 1 200 enfants sont nés depuis le début du blocus et où le litre de lait peut atteindre 100 euros. Bien plus que le coût horaire de la location d'une de ces mitrailleuses qui circulent au gré des batailles. Car, au sein de l'insurrection armée, tout se négocie, tout s'échange, même les meilleurs tireurs isolés. Les chefs de guerre de Yarmouk sont souvent d'anciens commerçants. Vendeur d'essence comme Abou Aroun, le leader de la brigade Soukour al-Jolan, ou marchand de biens comme Abou Hachem Zarmoud, le principal chef de l'ASL locale. Au gré des alliances qui se font et se défont aussitôt, les combattants, mercenaires de quartier, transportent leurs armes et leurs fidélités jusqu'au pâté de maisons suivant.

Ibrahimi, qui semble être proche du Hamas, a de bons rapports avec tous les



**L'ONG Croissant-Rouge organise l'évacuation d'enfants du camp, le 1<sup>er</sup> février**

#### EN CHIFFRES

Selon l'UNRWA, sur les 540 000 réfugiés palestiniens enregistrés en Syrie, 270 000 personnes sont déplacées dans le pays. Près de 80 000 ont fui la Syrie : 50 000 se trouvent au Liban, 11 000 en Jordanie, 5 000 en Egypte et quelques-uns à Gaza et en Europe du Nord.

insurgés, même avec ceux d'Al-Nosra, le groupe affilié à Al-Qaida. « *C'est peut-être un calcul politique, mais ils sont conciliants pour l'instant. Ils sont même venus nous demander poliment de cesser de boire de l'arak!* » apprécie le jeune homme. A la différence des membres de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), l'autre groupe affilié à Al-Qaida, qui ont élu domicile dans le quartier voisin de Hajar al-Assouad. « *Eux, ils tuent et discutent après.* » Assis à côté de lui dans un café du quartier d'Al-Hamra, à Beyrouth, où il semble y avoir désormais bien plus de Syriens que de Libanais, Driss vient lui aussi d'arriver de Yarmouk. Ce dignitaire palestinien est un proche du régime de Bachar et a participé aux pourparlers qui ont lieu en ce moment dans le camp. Quelques jours avant la conférence de Genève 2, Lakhdar Brahimi, le représentant de l'ONU, et John Kerry, le secrétaire d'Etat américain, avaient présenté ces cessez-le-feu locaux comme une avan-

cée positive vers le chemin de la paix. Mais les notables de Yarmouk, qu'ils fassent partie de l'opposition où qu'ils soutiennent le régime, présentent ces arrêts des combats comme temporaires. Driss, qui a rencontré tous les chefs rebelles de Yarmouk pour leur proposer de combattre aux côtés de l'armée régulière, moyennant un salaire, affirme que plusieurs d'entre eux ont accepté sa proposition. Selon lui, Abou Hachem Zarmoud serait sur le point de rendre les armes à condition qu'on lui laisse quitter le pays avec les 7 millions de dollars qu'il a amassés avant et pendant la révolution. « *Ils sentent que le vent a tourné et que l'Occident n'interviendra pas, alors ils acceptent de changer de camp jusqu'à ce que le rapport de forces s'inverse à nouveau* », confirme Ibrahim, qui a accompagné une délégation des cinquante notables les plus en vue de Yarmouk pour organiser des cessez-le-feu, le temps de pouvoir acheminer un peu d'aide alimentaire. Tous les chefs militaires les ont écoutés, sauf Abou Moujahed, le chef d'Al-Nosra, qui les a reçus avec une ceinture d'explosifs autour de la taille : « *Lui n'a rien voulu entendre. Donc je lui ai dit : "J'espère que Dieu t'accordera d'être un martyr!"* »

Mais les deux Palestiniens de Yarmouk ont beau avoir été entraînés dans des camps opposés de la guerre syrienne, ils s'entendent pour prédire l'échec de ces accords de paix locaux : « *C'est de la poudre aux yeux. Tant que les puissances étrangères continueront de financer les parties en présence dans le conflit syrien, le calvaire des Palestiniens de Yarmouk et des Syriens continuera.* » ■





# Syria's victory in border town is expected to deepen opposition's despair

BEIRUT, LEBANON

BY ANNE BARNARD

When Syrian government forces swept into most of Yabrud, a town long held by rebels near the Lebanese border, it was a symbolic turning point Sunday for insurgents and government supporters alike in a conflict heading into its fourth year.

Yabrud was a rallying point for the Syrian government and its allies in the Lebanese militia Hezbollah, who were instrumental in the fight, just as they were when they helped take another crucial border town, Qusayr, last spring. Thirteen Syrian nuns had been held hostage by insurgents in Yabrud until last week, and the government had long said that the town harbored a factory that was making the car bombs that have killed scores in southern Beirut.

For Syrian rebels and opposition activists, Yabrud had been a model of what they had hoped for from the uprising that began with peaceful protests in March 2011, a dream that seems to be receding. Before foreign fighters and Syrians with a more radical bent arrived in greater numbers late last year, it was a place where civilians, not fighters, held sway. Residents had governed themselves: collecting trash, keeping order and sheltering thousands of displaced Syrians. Christians and Muslims still lived together, and a negotiated understanding with government forces kept the town relatively unscathed.

But now the news from Yabrud is likely to deepen the despair of Syria's opposition. Taking their toll were a month of heavy bombardment by the military, a shift in the government stance, an influx of jihadists and the failure of the opposition in exile to provide alternate support.

More broadly, insurgents are fighting each other, the humanitarian crisis is growing unabated, and the government is making slow advances on several fronts. Perhaps most significantly, it is succeeding in sowing division among its opponents by offering local truces to areas it has long blockaded and bombarded. Opponents of the truces call those who accept them traitors.

On Sunday, speculation was rife among opposition fugitives from Yabrud that a related deal had been made there. A fighter from Yabrud who fled to Lebanon on Saturday said he had been ordered to retreat. He said fighters then told him that the deal last week to release the nuns — negotiated by pro-insurgent Qatar, the Syrian government and a Yabrud businessman with reported ties to pro-government Russia — included a provision that the Nusra Front, the radical jihadist group that held the



LOUAI BESHARA/AGENCE FRANCE-PRESSE

**A nun in Damascus who was part of a group held by Islamist rebels in Syria.**

nuns, would retreat in return for safe passage.

"If that's right," said the fighter, who gave only a *nom de guerre*, Abu Omar, "that means I'm stupid and it's all about money — or food."

Casting some doubt on that theory, Abu Azzam al-Kuwaiti, a Nusra commander who freed the nuns in return for the release of government prisoners including his wife and children, was killed in fighting on Saturday.

Still, in Beirut, the wife of a rebel fighter from Yabrud burst into tears Sunday after losing contact with her husband, saying the town's fall had been oddly quick after government progress had long been slow.

"There is something missing in the picture," she said. "I don't get how it happened."

But while the insurgents had mountainous terrain on their side, they were powerfully outgunned by Hezbollah fighters and government warplanes, which the woman's husband, who asked to be identified only as Abu al-Majd, said on Saturday had dropped 10 barrel bombs on that day alone.

He complained bitterly of the exile opposition coalition, which had recently pledged to send cash for military support, local governance and the construction of a bakery. It never arrived, he said, adding, "Bunch of liars and hypocrites."

Abu al-Majd's story typifies the strengths and weaknesses of Yabrud's opposition, perhaps one of the most moderate and diverse branches of the movement against President Bashar al-Assad.

Abu al-Majd headed a local group of insurgents, many of them, like him, speakers of Syriac, a language spoken by Christians and by Muslims whose ancestors converted from Christianity. A civilian council ran the town, and pro-government residents, like the local businessman involved in the nuns' release, mediated with officials to protect

their property interests. Though Islamist insurgents tried to make inroads, they were largely rebuffed or ignored, and Christian women and some Muslims, like Abu al-Majd's wife, continued to wear their hair uncovered.

Abu al-Majd carried a gun, but as recently as last fall, his wife said, "he hasn't had to kill anyone." His group was no match for the changes that began last fall. The local government commander, who had helped maintain quiet, was replaced, making the rebels worry that the government was planning an assault. Around the same time, insurgents from elsewhere, Syrians and foreigners, attacked the nearby Christian town of Maaloula, over the objections of local groups like Abu al-Majd's, sharpening tensions in the area.

The locals' response was ambivalent. They needed the more battle-hardened and better-armed fighters in case of a government attack, and ultimately they had no choice, lacking the power to repel them.

Then came the assault. By last week, Abu al-Majd's mood was swinging wildly. One day he would pronounce himself confident, the next he would weep with despair.

On Saturday, rebels said many had been killed on both sides. They described seeing friends tossed into the air by shells. Hezbollah casualties rose to levels not seen since the Qusayr battle, with numerous fighters' funerals in the Bekaa Valley of Lebanon.

On Sunday, Hezbollah's television channel, Al Manar, broadcast an interview with Syrian fighters in a central square of Yabrud. A pro-government militia member boasted that the fight had been easy. Syrian state television broadcast congratulations to "our victorious heroes" for defeating "terrorists." Khaled, an Islamist fighter, said that many insurgents had fled Yabrud but that some Nusra fighters had remained and seeded the town with booby traps.

With its victory, the government has denied insurgents a haven and supply route. It can shore up its control of the corridor from Damascus to the government-held coast and divert resources to other fronts, like Aleppo in the north or Dara'a in the south.

But the Yabrud battle is unlikely to tie up the military situation with a bow and carries the risk of new instability in Lebanon. Waleed Sukariyeh, a member of Hezbollah's parliamentary bloc, told the Lebanese channel Al Jadeed that taking Yabrud was a mistake because rebels would most likely flee into Lebanon.

*Hwaida Saad and Mohammad Ghanam contributed reporting.*

# McCarthyism comes to Turkey

**Mustafa Akyol**  
Contributing Writer

**ISTANBUL** For several months, Turkey has been in the throes of a political war. The latest controversy emerged after a series of wiretapped phone conversations between Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and members of his inner circle were exposed systematically on the Internet. These audio files immediately went viral and confirmed to millions of Turks that many of the rumors they'd been hearing about government interference in the media and judiciary were quite real.

In one of the recorded conversations, Mr. Erdogan called Fatih Sarac, a top executive at Haberturk, a popular news channel, to reprimand him for airing the critical views of an opposition leader. Mr. Sarac, a confidant of Mr. Erdogan who suddenly became a top executive at Haberturk in 2012, apologized to the prime minister, telling him: "Yes sir, I will have it cut in just two minutes, sir." He then made a hasty call to tell his subordinates to take it off the air. In another phone call, Mr. Erdogan questioned Mr. Sarac about a story on Haberturk that criticized the government's health reforms. The reporters and editor responsible for the story were soon fired.

In yet another wiretapped conversation, Mr. Erdogan was heard asking his justice minister to ensure a heavy sentence against Aydin Dogan, a disobedient media boss who was facing charges of tax evasion. The justice minister responded by saying that the judge in the case could unfortunately not be con-

trolled because he was an Alevi — a religious minority that is often politically at odds with Mr. Erdogan's Sunni-dominated government.

What's most shocking is that Mr. Erdogan has openly confirmed the authenticity of many of the conversations. (He did deny one alleged call between him and his son about colossal sums of cash stashed in the latter's apartment.)

In a press conference, Mr. Erdogan admitted that he called the Haberturk executives to tell them to refrain from publishing "insults" against him. "We have to teach them," he explained, referring

**If the economy is fine, Turkish voters don't seem to mind corruption and political purges.**

All this has confirmed that, after a dozen years in power, the system Mr. Erdogan established is a textbook case of illiberal democracy — a system whereby the ruler comes to power through elections but is not bound by the rule of law and shows little respect for civil liberties. It is much more similar to Vladimir V. Putin's Russia than the liberal democracies of Western Europe that Turkey hopes to emulate.

And yet all this does not seem to be a problem for many Turkish voters. Surprises are always possible, but polls suggest that Mr. Erdogan is still popular and his Justice and Development Party, known as the A.K.P., will not suf-

fer dramatic losses in the local elections on March 30. Although this is a municipal vote, Mr. Erdogan has defined it as a test for his own popularity.

The main reason for Mr. Erdogan's impressive political endurance in the face of protests and investigations is that most Turkish voters do not care much about his authoritarianism and his party's corruption as long as the economy is fine. Moreover, most religious conservatives support him reflexively simply because they share his worldview and ideology. Finally, Mr. Erdogan has also been successful in galvanizing his base with a best-defense-is-a-good-offense strategy. He argues that all the wiretapped conversations, and a preceding corruption probe that targeted some of his ministers and his son, are in fact a "coup plot" against his elected government.

"Coup" is an overstatement, but Mr. Erdogan has a point: The very existence of the recordings confirms that there is an effort to embarrass the government. Somebody has been wiretapping the prime minister and his inner circle (along with thousands of others), archiving these audio files and releas-

ing them on the Internet for public consumption. With regards to his attempted interference in the Dogan case, Mr. Erdogan was again unapologetic, saying: "What could be more natural than that? I had to ask this in the name of my country and nation."

ing them on the Internet for public consumption.

For Mr. Erdogan, and many others in Turkey, this somebody is also quite obvious: The "parallel state" allegedly created within the police and other key branches of the bureaucracy by the religious followers of Fethullah Gulen, a moderate Islamic preacher based in Pennsylvania.

That is why Mr. Erdogan has spent the past couple of months condemning the "parallel state," reassigning thou-

sands of policemen and stalling the work of prosecutors who initiated the corruption probe against him. He has also depicted the "parallel state" not as a domestic rival, but a fifth column of "foreign powers" that supposedly want to weaken Turkey. (The pro-Erdogan media refer to these foreign powers as the "interest rate lobby," the "neo-coris" and "Zionism.")

He has gone so far as to seek the support of the military, an institution that his government has systematically sidelined over the last decade. Mr. Erdogan's advisers recently declared that the extensive purges of the military had been executed by the treacherous "parallel state," and Parliament passed a law which freed dozens of inmates, including the former chief of the general staff, Gen. Ilker Basbug, who were in jail for forming alleged military juntas.

On March 30, Mr. Erdogan hopes to win yet another strong mandate and initiate an extensive purge of his political opponents, which may well turn into a McCarthyist witch-hunt.

He has declared that his war against the "parallel state" is actually Turkey's "second war of liberation" — after the first one that Mustafa Kemal Ataturk fought 90 years ago against foreign occupying armies. Unfortunately, if too many voters buy the prime minister's claim that Turkey is in the midst of such a "historic battle," liberals' complaints about the lack of rule of law or civil liberties will simply be dismissed as trivia or condemned as unpatriotic.

MUSTAFA AKYOL is the author of "Islam Without Extremes: A Muslim Case for Liberty."





<http://www.ekurd.net>

## News in brief :

### **KURDISH YPG RESPONDS TO ISIS ATTACKS, 16 ISLAMIC-JIHADISTS KILLED IN KOBANÊ**

**March 16, 2014**

**Kobanê:** Armed Islamic-Jihadist groups affiliated to the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) launched an attack against the village of Cub, 25 km from the Kobanê province in Syrian Kurdistan, Saturday night. According to the information obtained from the spokesperson of the Kobanê region, jihadists attacked the village, which is inhabited by Kurds and Arabs, from three separate points late at night. Clashes broke out as forces of the Kurdish People's Defense Units (YPG) responded to the attacks, leaving 16 gang members dead in clashes in the village. Armed groups of ISIS launched another attack targeting the Milêh El-Qemer village of Tel Abyad last night. One member of the groups was killed in clashes that broke out after YPG forces' response to the Islamists. On the other hand, a separate group affiliated to the ISIS attacked the Girê Sor town of Kobanê where they were ambushed by YPG fighters, according to the reports provided by the YPG spokesperson. Seven members of the gang group were killed and two others wounded in clashes. ISIS groups were also ambushed by YPG forces as they attempted to move towards the Kurdish-inhabited Mitras village in the Sirin town of Kobanê. Clashes in the village left seven gag members dead while YPG fighters also destroyed a military vehicle carrying an antiaircraft weapon. [firatnews.com](http://firatnews.com)

### **AMERICA VOWS NOT TO REPEAT HALABJA "MASSACRE" IN IRAQ**

**March 17, 2014**

**Baghdad:** United States renewed its commitment to ensure non-recurrence of what it called as massacre in Halabja, vowing to stand by the Iraqi and Kurdish people in their quest to build a democratic, federal, pluralistic country, according to the constitution. This came in a statement by the U.S. Embassy in Baghdad marking the twenty-sixth anniversary of what it called as terrible massacre committed by the regime of Saddam Hussein that claimed the lives of more than five thousand innocent civilians as a result of an attack with chemical weapons on Halabja city in Kurdistan Region of Iraq". The statement pledged to stand by all Iraqis and Kurdish people in their strive towards building a democratic, federal, pluralist and unified Iraq according to items stipulated in the constitution. The statement renewed Washington's commitment to ensure that no "atrocities" would take place again on the ground in Iraq. The former Saddam regime had bombed in 16 of March 1988 Halabja city with chemical weapons, killing more than 5,500 Iraqi Kurds and wounded 7000-10000 mostly civilians, thousands of residents of the town had been killed in the following year due to health complications, diseases and birth defects. [shafaaq.com](http://shafaaq.com)

### **KURDISTAN GOVERNMENT TO BE FORMED AFTER IRAQI ELECTION, APRIL 30.**

**March 18, 2014**

**Sîemanî/Erbil:** The formation of the new Kurdish government will be delayed after April 30, when Kurdistan province and Iraqi Parliament elections are due to take place. According to Change (Gorran) Member of Parliament Omar Enayat, the movement has suggested to the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) that it is willing to give up an Interior Ministry post in return for one of the posts of

Peshmarga Minister, Natural Resource Minister, or the head of KRG Security Council. But KDP has not yet responded to Gorran. According to a source inside KDP, the ruling party has paused talks on government formation, likely until after Iraqi and Kurdistan province elections conclude. The same source revealed that KDP is willing to put the Natural Resources post on the negotiation table. "Gorran has the right to choose any ministry post it wants after KDP, because we came second in the last election," said Enayat. His party believes government formation talks should be integrated with election process. Enayat also thinks the main factor behind the delayed formation of a new government is due to the KDP not wanting to give less power to longtime regional ally PUK, even though that party came third in the last election, after KDP and Gorran. [basnews.com](http://basnews.com)

### **IRAQ OWES \$12 BILLION TO KURDISTAN MINISTRY OF PESHMERGA**

**March 19, 2014**

**Baghdad:** An Iraqi MP has announced that the Iraqi Government owes 14 trillion IQD (\$12 billion) to the Kurdistan Regional Government (KRG) for arms and military equipment. The funds were promised to the KRG Ministry of Peshmerga eight years ago and are yet to be delivered. MP Najiba Najib, from the Kurdistan Coalition List, said that, "according to the Iraqi Constitution, the federal government must deliver all military necessities to the KRG Peshmerga Ministry." The Iraqi MP explained that during a meeting of Kurdish representatives in the Iraqi Parliament with Kurdistan President Masoud Barzani earlier this week, it was agreed that the federal government must arrange for the provision of the overdue funds in the 2014 Iraqi budget. [basnews.com](http://basnews.com)

### **KURDISH YPG FORCES LIBERATE TEL HENZIR FROM ISLAMIC ISIS JIHADISTS**

**March 19, 2014**

**Serekaniye:** The Kurdish YPG Press Centre has announced that a retaliatory operation has been carried out on the village of Tel Henzir, 25 kilometres to the west of Serekaniye (Ras al-Ayn), which is an important base used by Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) jihadists linked to al-Qaeda terrorist organization. According to a statement on the official YPG website, the operation was launched in support of the resistance in Kobane, targeting three centres in the village, resulting in the liberation of the villages of Tel Henzir, Tel Xezal Miço, Ferisa Şerabiyan, Ferisa Sofiyan, Ferisa Dişo, Tel Boğan and Tel Meha. 32 Islamists were killed and large quantities of armaments were captured during the operation. The YPG press centre has issued a statement confirming that the village of Tell Henzir had been entirely cleansed of ISIS elements. [firatnews.com](http://firatnews.com)

### **THOUSANDS OF IRANIAN TOURISTS ENTER IRAQ'S KURDISTAN REGION FOR NEWROZ CELEBRATIONS**

**March 20, 2014**

**D**ue to the Kurdish New Year-Newroz celebration, thousands of tourists from Iran have entered the Iraqi Kurdistan Region through the international border crossing at Haji Omaran. The number of tourists is expected to increase further within the days of Newroz. The head of Haji Omaran border crossing, Massoud Bateli, said that only in the last six days, more than 33,000 tourists have arrived and departed through Haji Omaran. Sixteen thousand of them have gone to Iran, while 17,000 Iranian tourists have entered the Kurdistan Region. "On a daily basis, three thousand tourists from Iran have entered the region to celebrate Nawroz and enjoy their time in the Kurdistan Region," said Bateli. He also noted that in comparison to last year's Newroz, the number of arrivals and departures has increased by 40%, and it is expected that the number of Iranian tourists will increase further during the days of Newroz...[basnews.com](http://basnews.com)



# Syria crisis: Kurds fight to keep out encroaching jihadists

By Jim Muir

15 March 2014 / Hassakeh province, north-eastern Syria

<http://www.bbc.com>

**T**he Islamic State in Iraq and the Levant (ISIS) came to Tal Maarouf in the early hours of the morning, a surprise attack that took the lightly guarded village by surprise.

"They came to our house, and kicked in the door," said a woman who was among a small group of villagers taken away. She did not want to be named.

"We were terrified," she added. "It was dark, and the children were crying and screaming. They pointed their guns at us and said: 'Get moving, and if you talk to the kids in Kurdish, we'll shoot you.' We shut up and walked."

They were taken to a nearby village, Tal Hamis, which is still under the control of ISIS, a jihadist rebel group whose practices are so extreme that it has even been disavowed by al-Qaeda.

The women were questioned and later released with the children. Some of the men are still being held.

## TRAIL OF DESTRUCTION

ISIS occupied Tal Maarouf for less than 24 hours.

The Popular Protection Units (YPG) - the mainly Kurdish militia that controls this "canton", known as al-Jazira, along the Turkish and Iraqi borders in remote north-eastern Syria - rallied for a counter-attack, and the ISIS fighters pulled out.

They left behind an extraordinary trail of devastation in a village now virtually deserted except for chickens, cats, stray dogs and YPG fighters.

Any building associated with the YPG was



*Kurdish and rebel fighters have fought over control of several towns in northern Syria*

ransacked and torched.

But by far the greatest damage was done to the village's two mosques, which were systematically demolished - not the collateral damage of war, but deliberate destruction.

There was even a pile of ashes and charred pages where a collection of Korans had been burnt, the verses of some of its Surahs still clearly identifiable on the delicately carbonised leaves.

For most Muslims, these would be the ultimate acts of desecration because they consider the Koran the sacred word of God.

But the mosques and the adjacent seminary and residences, which were also torched, belonged to the Naqshabandis, members of a liberal Sufi sect of Sunni Islam who would be regarded as heretics by hardline fundamentalists such as ISIS.

That, presumably, would also explain the burning of the Korans, on the grounds that they had been contaminated and defiled by being handled by such "heretics".

The most recent eminence of the sect, Sheikh Mohammed Mashouq al-Khaznawi, was abducted and killed, allegedly by the Syrian government, in 2005.

He had famously said: "I am Kurdish first, and Muslim second."

## FOREIGN FIGHTERS

But the struggle here is not simply one between Syrian Kurds and Arabs.

At a cemetery in a muddy field near the village of Ain al-Khadra, we attended the highly emotional funeral of Tahsin al-Mushawwa, from the big Arab tribe of al-Tayy.

Although an Arab, he was a fighter - going by the nom de guerre Zagros - with the mainly-Kurdish YPG. He was fatally wounded when a suicide bomber from ISIS blew himself up near a YPG checkpoint.

Thousands of Kurds flocked to the cemetery and joined his Arab relatives weeping and grieving for the young man.

"We have no problems among ourselves," said Tahsin's angry cousin Jamal al-Kharouf.

"The trouble is these terrorist takfiri gangs sent by Saudi Arabia, Qatar and Turkey," he added, referring to extremists who believe Muslim society has reverted to a state of non-belief, legitimising attacks on other Muslims.

"And behind them, the West is sending us their terrorists, the scum of Europe. They grow beards, but they have nothing to do with Islam. What kind of Muslim would destroy a mosque and desecrate the grave of a sheikh who taught generations of students?"

ISIS itself said that two of its fighters killed at Tal Maarouf were from the United Arab Emirates.

We were given access to a jail where the mainly Kurdish security force, Asayesh, is



*The cemetery at Ain al-Khadra is filled with the graves of those killed in the clashes with Islamist militants*

holding Islamist rebel prisoners we were told had been captured by the YPG during clashes, or intercepted on failed suicide- or car-bombing operations.

The handful of prisoners paraded for us were all said to be Syrians, both Arabs and Kurds, though we were not allowed to speak to them.

But we were shown the passports and identity papers that the YPG said were found on the bodies of nine fighters from ISIS or the al-Nusra Front - the only official al-Qaeda affiliate in Syria - killed in recent clashes.

They were three Turks, three Iraqis, and one each from Tunisia, Libya and Bahrain. Stamps on their passports showed that the Arabs had transited through Turkey.

A separate register bearing the insignia of al-Nusra logged the details of another 35 fighters, many of them clearly from outside Syria.

## DRIVEN OUT

Another nearby village, Gerhok, was occupied by al-Nusra's Eagle Brigade for

**“ The regime is one thing, and the state is another... You can be at odds with the regime and want to change it, but not the geography of Syria ”**

*Aldar Khalil  
Democratic Union  
Party (PYD)*

☛ six months last year.

Although the village - lying close to the oil fields at Rumaylan - has an Arab majority, the entire population fled and only returned after the YPG had driven out al-Nusra.

"Al-Nusra was interested in the oil," said Ali al-Salih, head of the local farmers' association.

"Now that they've gone, things are stable and we can enjoy our homes again. But the oil is still a problem - there's a kind of anarchy."

"Gangs fight over it at night, and people are refining it by hand at the roadside. It's ruining our crops and our health, and we're getting nothing out of it."

Hospital officials say the most common ailment in the area now is pulmonary problems caused by the pollution from hundreds of primitive mini-refineries pumping acid black smoke into the air.

"Even so, there's no way we would want al-Nusra or the other terrorist groups back," Mr Salih added.

"Now, I can receive you as my guest. If they were around, you wouldn't last five minutes. They'd probably kill you in my house."

Officials of the YPG militia and its political affiliate, the Democratic Union Party (PYD), say they have lost more than 500 fighters repelling ISIS, al-Nusra and allied Islamist groups.

"We may have political differences with the rest of the Syrian opposition, but our basic problem is with the groups like ISIS and al-Nusra, which are linked to al-Qaeda," said Aldar Khalil, a senior PYD figure.



*The Asayesh Kurdish police force operate openly in areas where state security personnel are also stationed*

"They are trying to penetrate here and make Syria a centre and base for themselves, so we have to confront them and fight them."

"It seems ISIS have taken a strategic decision to make war on us, and not just us - they want to control the area, and they'll fight any force that stands in their way."

#### 'STILL SYRIA'

The PYD and its affiliates announced in January the establishment of "democratic self-administration" in the three Kurdish-dominated cantons - al-Jazira in the north-east, Ain al-Arab (Kobani in Kurdish) in the central sector, and around Ifrin in the far



*People have begun refining oil by hand at the roadside near the village of Gerhok*

north-west.

Despite the move, they have denied accusations that they want to join them up and pursue a path of autonomy verging on virtual independence, as the Kurds next door in Iraq have done.

"We are part of Syria, regardless of the ruling regime," said Mr Khalil.

"The regime is one thing, and the state is another. You can be at odds with the regime and want to change it, but not the geography of Syria. These cantons remain tied to Syria and subject to the central state."

That ambivalence, which has drawn accusations of collusion with the regime, is evident as you move around Qamishli, the biggest town in the al-Jazira canton.

A huge portrait of the Syrian President Bashar al-Assad adorns the entrance to the busy post office. Syrian troops man positions around a base in the centre of town, and control the nearby airport.

A statue of the president's father and predecessor, Hafez al-Assad, stands untouched in a busy square, one of the few to survive the uprising around the country.

Syrian secret police officers in their trademark black leather jackets saunter casually past Kurdish Asayesh police stations.

There are many other signs of de facto co-existence between the state and the Kurdish forces.

That is hardly surprising. The PYD is strongly linked to the Turkish rebel Kurdistan Workers' Party (PKK). Pictures of the imprisoned PKK leader, Abdullah Ocalan, adorn offices throughout the Syrian Kurdish areas.

Syria backed the PKK in the 1980s and 1990s and harboured Ocalan until a Turkish military mobilisation forced Damascus to expel him in 1998, enabling his subsequent capture and detention in Kenya the next year. So ties between the regime and the PKK and its affiliates go back a long way.

#### COLLUDING WITH AL-QAEDA?

It is taken as axiomatic among many residents of the Kurdish-majority cantons that there must be invisible high-level co-ordination between the regime and the PYD, even if at the grassroots nothing is known.

But there is another, contradictory yet

widely held, perception: that the regime is also in cahoots with ISIS and other Islamist groups that the Kurds are fighting.

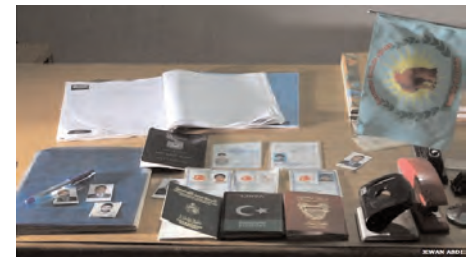
Again, the roots of alleged regime complicity with radical Islamist networks go back 10 years to the war in Iraq, when Damascus

**“ The regime seems to have a hand in everything, and we don't know who is friend or foe ”**

*Kurdish resident of al-Jazira canton*

was bitterly accused by Iraqi officials, the Americans and others, of facilitating and encouraging jihadists to cross the border to join the insurgency.

Now, Kurds and others point to circumstantial evidence of collusion between the



*The YPG presented a collection of the foreign passports it said had been found on the bodies of ISIS fighters*

government and the jihadists.

There are many stories of government forces refraining from bombarding ISIS positions, but targeting them if other rebel groups take them over.

"The regime seems to have a hand in everything, and we don't know who is friend or foe," said one puzzled Kurd.

The "self-administration" announced by the PYD and its allies remains largely theoretical or vestigial for the moment.

Throughout the al-Jazira canton, teachers, hospital staff, municipal workers and others continue to be paid by the Syrian state, and official paperwork has to be done through government offices in the provincial capital, Hassakeh.

The course that the PYD is charting is not universally approved in the cantons, and is strongly criticised by rival political factions which accuse it of imposing itself through the guns of the YPG.

Although sounding public opinion is difficult, many Kurds seem to agree that the Kurdistan Democratic Party (KDP), which predominates in neighbouring northern Iraqi Kurdistan, is more popular than the PYD despite the latter's control on the ground in Syria ●



# Assad et Al Qaïda, les deux ennemis des révolutionnaires syriens

par Samia Nakhoul (Reuters)

**KILIS, FRONTIÈRE TURCO-SYRIENNE** Les réfugiés syriens de Kilis, en Turquie, ont été ravis d'apprendre qu'Azaz, leur ville située de l'autre côté de la frontière, avait été libérée - non pas de l'emprise des forces gouvernementales mais du joug des miliciens d'Al Qaïda qui les soumettaient à un régime de terreur.

Pour ceux qui se sont soulevés il y a trois ans contre Bachar al Assad, vivre sous la coupe des djihadistes sunnites les plus radicaux, ceux de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), était peut-être encore pire que de subir la loi d'Assad.

Après trois ans de conflit et 140.000 morts, le sentiment dominant parmi les opposants à l'étranger est que la guerre de Syrie a désormais un double objectif: battre les djihadistes est devenu aussi important que se débarrasser d'Assad.

Très schématiquement, le gouvernement d'Assad contrôle la majeure partie du territoire situé entre Damas et la côte méditerranéenne. Plus au nord, les rebelles sunnites modérés tiennent les zones proches de la frontière turque tandis que les kurdes ont formé à l'est un gouvernement autonome similaire à celui du Kurdistan irakien.

L'EIL, lui, tient une longue bande de territoire le long de l'Euphrate, qui lui permet de faire la jonction avec Al Qaïda en Irak. Sa priorité affichée, comme le confirme à Reuters un de ses combattants, est d'établir un califat au Moyen-Orient et aux portes de l'Europe, plutôt que de lutter contre Bachar al Assad.

## "ILS ONT DÉFIGURÉ LA RELIGION"

Abdallah Khalil, un militant de 25 ans rencontré à Kilis, étudiant en loi coranique, se souvient de sa joie lorsque les forces loyalistes ont été défaites à Azaz en 2011.

"La vie était OK puis ces djihadistes ont commencé à arriver. Ils ont établi un camp d'entraînement militaire, dirigé par un djihadiste venu d'Egypte, du nom d'Abou Obeida al Mouhajer. D'abord il nous a dit qu'il était interdit d'applaudir ou de chanter dans les manifestations, puis ils ont tué le mentor de la révolution, cheikh Youssef, un musulman modéré."

"Ils nous ont dit: 'Vous êtes des infidèles attirés par le péché, vous ne voulez pas appliquer la charia', poursuit Khalil avant d'ajouter: 'L'islam est fortement présent en Syrie mais pas ce genre d'islam. Ils ont défiguré la religion et la révolution.'"

Les qaédistes en Syrie se divisent en deux groupes antagonistes, l'EIL dirigé par l'Irakien Abou Bakr al Baghdadi, et le Front al Nosra, dirigé par Abou Mohamed al Golani et soutenu officiellement par la direction d'Al Qaïda.



**Membres de l'Armée syrienne libre à Azaz, ville proche de la frontière turque, après le départ des miliciens de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL). Les habitants de cette ville, réfugiés de l'autre côté de la frontière à Kilis, en Turquie, ont été ravis d'apprendre qu'Azaz avait été libérée - non pas de l'emprise des forces gouvernementales mais du joug des miliciens d'Al Qaïda qui les soumettaient à un régime de terreur. /Photo prise le 11 mars 2014/REUTERS/Hamid Khatib**

Malgré la difficulté de recueillir avec précision des informations sur la présence d'Al Qaïda en Syrie, un expert estime ses effectifs à 25.000 combattants, dont 10.000 étrangers, parmi lesquels 2.000 venus d'Europe.

A Azaz, les combattants syriens sont au départ restés fidèles à Nosra mais l'EIL a pris ensuite le contrôle de la ville et y a imposé ses règles.

"Ils sont allés dans une maternelle pour séparer les filles des garçons", se souvient Mahmoud Osman, 27 ans, un militant originaire d'Alep.

"Ils ont commencé à aller dans les écoles pour vérifier que les filles portaient le tchador noir qui recouvre le corps de la tête aux pieds et ont commencé à demander aux filles de se marier avec eux. Les parents ont arrêté d'envoyer leurs filles à l'école."

## "CHAQUE JOUR, JE SOUHAITAIS MOURIR"

L'EIL a interdit le tabac, la musique, les rapprochements entre hommes et femmes en public. Les chrétiens ont été contraints de payer des taxes pour leur protection, des combattants de l'Armée syrienne libre (ASL) ont été exécutés en place publique.

"On avait entendu parler d'eux ou on les avait vus sur des vidéos, mais là, on les voyait en vrai", ajoute Osman.

Ce n'est que lorsque les imams locaux ont jugé légitime de combattre l'EIL, précisaient les réfugiés d'Azaz, que le groupe s'est

replié vers son bastion de Rakka dans l'Est.

Pendant qu'il tenait la ville, celle-ci était préservée des bombardements des forces loyalistes, qui ont repris dès que l'EIL est parti, preuve selon les habitants qu'Assad cherche à favoriser les plus radicaux des opposants afin de mieux présenter la guerre comme une bataille contre le "terrorisme".

Khaled Ibrahim, 30 ans, venu de Rakka, publicitaire avant la guerre, raconte que dans ce fief de l'EIL, des exécutions ont lieu tous les vendredis: elles visent des militants, des membres de l'ASL, des voleurs ou pillards. Quiconque travaille pour une ONG ou un média est considéré comme un "agent des infidèles".

Abou Thaer, un étudiant en sciences informatiques âgé de 25 ans, a été capturé par l'EIL avec des combattants de l'ASL et des employés d'ONG. "Chaque jour qui passait, je souhaitais mourir", dit-il. "Ils venaient dans notre cellule avec un sabre, ils nous disaient: 'vous êtes des infidèles, on va vous égorger.' Ils ont commencé à torturer des combattants de l'ASL. Un jour, ils coupaient un doigt, un autre ils coupaient un bout d'oreille et la laissaient saigner."

## "TOUT APOSTAT DOIT ÊTRE DÉCAPITÉ"

Abou Alaa, lui, a combattu dans les rangs de l'EIL. Agé de 25 ans, cet ancien membre de l'ASL s'est battu pendant six mois avec les qaédistes avant de faire défection. "Ils torturaient leurs prisonniers, ils en ont liquidé beaucoup sous prétexte qu'ils étaient alliés avec les Occidentaux."

Abou Khaled, un ancien soldat syrien désormais officier de l'EIL, ne cherche pas à contredire ces témoignages.

Joint par Skype dans le nord de la Syrie, il évoque un réseau de contacts à l'étranger, en France et en Grande-Bretagne notamment, opérant via les mosquées ou les réseaux sociaux.

On n'a pas de problèmes pour recruter des combattants. On reçoit des djihadistes du monde entier, de Tchétchénie, d'Irak, d'Afghanistan, d'Arabie saoudite, de Libye, du Koweït, de Jordanie, d'Egypte, du Yémen, de Turquie, de Grande-Bretagne et de France. L'EIL a environ 6.000 combattants", dit-il.

Les rangs de l'EIL ont été renforcés par l'évasion de 500 djihadistes de la prison irakienne d'Abou Ghraïb, de 700 autres de celle de Sednaïa, près de Damas.

"L'objectif de l'EIL est de mettre en place un califat qui attirera les musulmans du monde entier. Notre but est de combattre les infidèles, que ce soit Bachar al Assad ou l'Armée syrienne libre", poursuit Abou Khaled.

"Tout apostat doit être décapité et les femmes doivent respecter la charia." ○

## COMMENTAIRE

Saleh Muslim MUHAMMAD

www.lorientlejour.com

La guerre civile qui ravage la Syrie est née d'une aspiration de sa population pour un changement politique. Mais la guerre n'est pas inévitable : depuis le début des manifestations contre le régime du président Bachar el-Assad en 2011 - et depuis bien longtemps avant -, un groupe de Syriens, la communauté kurde, a constamment œuvré en faveur d'un changement pacifique et du respect des droits de chacun.

Pour les Kurdes de Syrie, la lutte contre la dictature baassiste de la famille Assad, qui pèse sur le pays depuis plus de quarante ans, est devenue particulièrement dure après 2004, date du meurtre de dizaines de manifestants non armés dans la ville de Qamishli, au nord-est de la Syrie. Cet événement fut l'étincelle qui déclencha la revendication de réformes démocratiques. À cet égard, nous avons été encouragés par le fait que les Kurdes irakiens avaient pu établir une autonomie politique dans le nord du pays, ouvrant ainsi la voie à l'instauration d'une démocratie dynamique.

Lorsque le mouvement de contestation s'est étendu à l'ensemble de la Syrie en 2011, les Kurdes étaient au premier rang. Malheureusement, des combattants issus du monde arabe et de l'ensemble des rangs musulmans se sont joints à la mêlée, certains soutenant le régime, d'autres l'opposition. Pour les Kurdes, l'élargissement du conflit a signifié, d'une part, combattre une dictature brutale, de l'autre, être confrontés à des militants d'el-Qaëda rêvant d'établir un émirat islamiste au Moyen-Orient.

Les Kurdes n'ont jamais cherché à faire aboutir des objectifs démocratiques en ayant recours à la violence. Nous ne voulons en rien faire partie d'une révolution qui massacre des enfants, chasse les familles de leur foyer et plonge des millions de personnes dans le dénuement le plus extrême. Nous avons pris les armes uniquement pour protéger nos familles et nos biens d'une menace islamiste extrême et immédiate qui ne tolérerait aucune contestation.

Nous avons été pris pour cibles par les islamistes radicaux parce que notre peuple a en général un point de vue laïc sur les questions politiques et sociales et que les femmes, par exemple, jouent un rôle de premier plan, que ce soit dans la sphère publique ou professionnellement. Les islamistes nous détestent également parce que nous deman-

# Les Kurdes : un espoir pour la Syrie



dens l'autodétermination alors qu'ils souhaitent mettre en place un émirat amorphe qui regroupe tous les musulmans sans tenir compte des différences historiques et culturelles. En fait, leur but est de réprimer, voire supprimer, ces différences.

Tout en nous défendant, nous avons également établi notre propre gouvernement dans les régions kurdes de Syrie, les seuls endroits où règnent encore l'ordre et la démocratie. Les rues de Qamishli, d'Amuda et de Malikiyya sont calmes et sûres. Les gangs armés qui patrouillent à leur guise dans les villes contrôlées par les rebelles comme Alep n'existent pas dans les zones kurdes. Lorsque les habitants vont au marché, ils n'ont pas peur d'être tués ou kidnappés, quelle que soit leur appartenance ethnique ou religieuse. Les Kurdes sont depuis longtemps fiers de leur tolérance. Les chrétiens ayant fui les zones contrôlées par l'opposition vivent en paix et avec les mêmes droits que tous dans les régions kurdes. En fait, ces régions sont devenues des havres de paix pour tous les groupes ethniques et religieux fuyant les combats.

Nous savons également que la violence ne résoudra pas le conflit. C'est la raison pour laquelle les représentants politiques kurdes de Syrie sont favorables à une solution négociée et sont prêts à s'asseoir à la table des négociations avec toutes les parties - régime ou opposition - prêtes à trouver un accord de paix. D'autres factions rebelles demandent le départ d'Assad, contrairement aux Kurdes qui n'en font pas une condition préalable.

Nous ne recherchons même pas la création d'un État kurde indépendant - seulement la garantie que les droits des

Kurdes seront respectés dans une Syrie unie. La centralisation du pouvoir a conduit à la suppression de la diversité du pays et à des abus révoltants. Notre principal objectif est de mettre fin à la persécution et à la discrimination, notamment l'interdiction de la langue kurde et de l'exercice de certaines professions, et nous pensons que cet objectif a les meilleures chances de se concrétiser par le biais d'un système politique décentralisé qui délègue le pouvoir aux provinces.

Pourtant, malgré ses déclarations réitérées en faveur de la démocratie, la communauté internationale est restée sourde à nos appels. Les États-Unis, l'Union européenne et d'autres gouvernements occidentaux refusent de négocier avec nous alors même que les pays voisins, l'Irak et la Turquie, l'ont fait de leur plein gré. Les nouvelles réalités géopolitiques de la région appellent de nouveaux arrangements politiques. Les Kurdes de Syrie sont prêts à construire un pays plus démocratique. Mais nous avons besoin du soutien et de l'expertise des pays occidentaux pour consolider la société libre à laquelle chacun aspire. En nous ignorant, les gouvernements occidentaux négligent les valeurs laïques et démocratiques qu'ils prétendent défendre. Pire, notre fragile démocratie risque d'être la proie des extrémistes qui représentent un danger mortel non seulement pour la Syrie, mais pour l'ensemble du Moyen-Orient et du monde en général. ♦

Traduit de l'anglais par Julia Gallin. © Project Syndicate, 2014.

*\*Saleh Muslim Muhammad est le président du Parti de l'union démocratique de Syrie.*



# L'armée syrienne et le Hezbollah reprennent Yabroud

La ville, située près de la frontière libanaise, était stratégique pour le ravitaillement des rebelles

**Beyrouth**  
Correspondance

C'est par des parades improvisées dans la banlieue sud de Beyrouth que de jeunes partisans du Hezbollah ont célébré, dimanche 16 mars, la prise de la ville syrienne de Yabroud. Au terme d'une offensive de quarante-huit heures, les troupes loyalistes et les combattants du Parti de Dieu ont affirmé avoir repris le contrôle de cette localité stratégique située entre Damas et le Liban.

Qualifiée de « *nouvel exploit* » par un porte-parole de l'armée syrienne, la reconquête de Yabroud, principale ville au cœur du massif du Qalamoun, signe une défaite cinglante pour les rebelles : cette base arrière permettait aux combattants du Front Al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, et de l'Armée syrienne libre, qui ont longtemps tenu la région escarpée, de se ravitailler en armes ou en vivres depuis la ville frontalière libanaise d'Ersal, entièrement acquise à la rébellion, et de lancer des attaques dans l'arrière-pays de Damas.

## Attentat au Liban

Le sort de Yabroud, ville située à proximité de l'axe reliant Homs à Damas, était au cœur de combats acharnés dans les montagnes environnantes, depuis le début février, entre insurgés et forces pro-régime. Les troupes loyalistes n'avaient que lentement resserré leur étau, en ratissant les villages alentour. Selon des militants anti-

Assad, les bombardements, parfois au moyen de barils d'explosifs, s'étaient accrus au cours des derniers jours. Mais c'est surtout un retrait massif des rebelles qui aurait accéléré la chute de Yabroud.

Dimanche, la télévision syrienne a montré des militaires s'avancant dans les rues désertes de la ville, dont la majorité des habitants, sunnites ou chrétiens, avait fui dès l'intensification des hostilités dans le Qalamoun. Mettant l'accent sur

le poids des combattants extrémistes, la chaîne a aussi filmé des soldats jetant à terre l'étendard noir islamiste hissé en haut de poteaux. Damas entend désormais poursuivre son offensive vers Rankous, plus au sud, où se seraient repliés de nombreux rebelles.

La prise de Yabroud marque une victoire propice pour l'armée syrienne, trois ans après le début du soulèvement contre Bachar Al-Assad. « *C'est parce que la rébellion s'est affaiblie que Damas et ses alliés ont pu être plus offensifs*, estime une source proche du Hezbollah. *La situation au Qalamoun, où le Front Al-Nosra était massivement déployé, fragilisait le régime. Désormais, il pourra dégager ses forces pour d'autres batailles majeures, à Alep ou à Deraa.* »

Comme à Quossair, petite ville syrienne frontalière du nord-est du Liban reprise en juin 2013 par Damas et le Hezbollah, les miliciens chiites libanais, accoutumés à la guérilla, semblent avoir joué un



Le ministre syrien de la défense (au centre), Fahd Jassem Al-Frej, à Yabroud, le 16 mars. AGENCE OFFICIEL SANA/REUTERS

rôle-clé dans la bataille de Yabroud, en menant les combats terrestres. Pour le Hezbollah, cette conquête était d'autant plus cruciale que c'est à Yabroud, selon ses responsables, qu'ont été chargés d'explosifs les véhicules utilisés dans les attentats contre des localités chiites au Liban au cours des derniers mois.

Beyrouth, où la bataille de Yabroud a été suivie de très près, appréhende les contrecoups de cette offensive. Dimanche soir, un kamikaze s'est fait exploser à Nabi

Osmane, un village chiite de la plaine de la Bekaa situé en contrebas d'Ersal, faisant au moins deux morts. Le repli de rebelles syriens dans les environs de cette bourgade, s'il est confirmé, risque aussi d'aggraver les tensions entre sunnites et chiites, exacerbées par le conflit syrien. Dimanche, visant des insurgés, Damas a mené plusieurs raids aériens contre la zone montagneuse séparant le Qalamoun d'Ersal. ■

LAURI STEPHAN

AFP

## Syrie: fuite de centaines de Kurdes après des menaces de jihadistes

BEYROUTH, 20 mars 2014 (AFP)

PRÈS DE 600 KURDES syriens originaires de la province septentrionale de Raqa, ont fui leurs maisons après un ultimatum lancé par l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIL), le groupe jihadiste le plus radical du pays, a affirmé jeudi une ONG.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a indiqué qu'au moins 600 Kurdes des localités de Tell Akhdar, Tell Fandar et Tell Abyad avaient abandonné leurs maisons après les menaces de l'EIL.

Selon l'OSDH, l'EIL a même libéré des Kurdes qu'ils détenaient à condition qu'ils

quittent cette province où l'EIL est fortement implanté. L'ONG précise que plus de 500 Kurdes ont trouvé refuge en Turquie et les autres à Ain al-Arab, une localité syrienne.

De violents combats ont opposé l'EIL aux Kurdes syriens qui étaient restés dans leur grande majorité en dehors du conflit, se concentrant sur l'établissement d'une région autonome.

L'EIL les considère comme des apostats et veut s'emparer des ressources pétrolières qui se trouvent dans leur région.

La ville de Raqa est la principale place forte en Syrie de ce groupe ultra-violent, accusé par les rebelles de nombreuses exactions. ■



AFP

## Irak: les Kurdes proposent d'exporter 100.000 b/j via les oléoducs de Bagdad

BAGDAD, 20 mars 2014 (AFP)

**LA PROVINCE autonome du Kurdistan irakien s'est engagée jeudi à exporter 100.000 barils de pétrole par jour à travers les oléoducs contrôlés par le gouvernement central pour tenter de résoudre l'impasse avec Bagdad.**

Les autorités kurdes et le gouvernement irakien se livrent depuis plusieurs mois à une bataille sur le contrôle des exportations de brut: Bagdad estime que le pétrole appartient au pays tout entier, tandis qu'Erbil veut traiter directement avec des compagnies pétrolières.

"Dans un geste de bonne volonté, le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a proposé de contribuer aux exportations de pétrole irakien par oléoduc afin de donner aux négociations (entre Bagdad et Erbil) les meilleures chances de succès", a annoncé cette autorité régionale dans un communiqué publié sur son site internet.

"La contribution du GRK aux exportations de pétrole sera de 100.000 barils par jour" à partir d'avril, et ce "tant que les négociations avancent dans la bonne direction", a ajouté le communiqué.

En 2013, l'Irak a produit en moyenne 3 millions de barils par jour, selon l'Agence internationale de l'Energie (AIE), dont l'Etat a tiré 95% de ses revenus.

En janvier, le gouvernement irakien avait menacé de boycotter les entreprises turques et d'annuler des contrats si du pétrole kurde était exporté à l'étranger via la Turquie sans son aval, après l'annonce d'un début d'acheminement de brut du Kurdistan irakien vers ce pays.

Un projet de contrat entre Ankara et le Kurdistan irakien prévoit la construction d'un nouvel oléoduc d'une capacité de 300.000 barils par jour. Mais pour l'instant, le pétrole acheminé vers la Turquie n'a pas été vendu sur les

marchés internationaux.

Et pour accentuer la pression, Bagdad a nettement diminué les fonds fédéraux à destination du Kurdistan, où certains fonctionnaires n'ont pas pu être payés dans les temps.

Les deux parties semblent cependant s'accorder sur les grandes lignes d'un accord permanent, selon un haut responsable américain s'exprimant sous le couvert de l'anonymat.

Un tel accord nécessiterait la mise en place d'une commission chargée de réguler le secteur des hydrocarbures et composée de représentants du ministère du Pétrole, du Kurdistan et d'autres régions productrices, ainsi qu'une automatisation des paiements de Bagdad à Erbil, selon le responsable américain.

En retour, Bagdad veut des garanties que les exportations kurdes vont continuer à alimenter le budget fédéral à hauteur de leur capacité technique, "sans interférences politiques", ce qui devrait être particulièrement "délicat", a-t-il ajouté.

"Cela reste extrêmement, extrêmement difficile. Le paysage politique est très tendu alors que les élections (législatives du 30 avril) approchent (...) et que le pays fait face à d'autres défis", a insisté le responsable américain.

Outre le différent sur le pétrole, un conflit territorial oppose le gouvernement central au Kurdistan irakien, qui jouit d'une importante autonomie et dispose de ses propres forces de sécurité, gouvernement et drapeau.

Selon des diplomates et des responsables, le conflit entre Bagdad et Erbil représente à long terme la menace la plus importante pour la stabilité de l'Irak, un pays pourtant déjà plongé dans une nouvelle vague de violences ayant fait au moins 2.000 morts cette année. ●

AFP

## Turquie: un an après le cessez-le-feu, Öcalan veut relancer le processus de paix kurde

DIYARBAKIR (Turquie), 21 mars 2014 (AFP)

**LE CHEF REBELLE KURDE emprisonné Abdullah Öcalan a plaidé vendredi, à l'occasion du Nouvel an kurde, pour une relance des discussions de paix avec Ankara, un an après le cessez-le-feu décrété par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).**

"Le processus de dialogue est important mais il n'a toujours pas réussi à permettre un accord. C'est la raison pour laquelle il n'existe toujours pas de garantie d'une paix durable (...) en l'état actuel des choses, un cadre légal est devenu inévitable pour le processus de paix", a déclaré M. Öcalan dans un message lu devant plus de 200.000 personnes rassemblées à Diyarbakir (sud-est).

"Le processus de dialogue qui continue aujourd'hui était important. Il a permis aux deux parties d'éprouver leur bonne volonté et leur aptitude. Les deux parties ont réussi cette épreuve avec détermination, même si le gouvernement a cherché à gagner du temps", a poursuivi le chef historique du PKK.

Il y a un an exactement, dans un message lu à Diyarbakir, M. Öcalan avait annoncé un cessez-le-feu unilatéral de son mouvement, après plusieurs mois de négociations secrètes avec le chef des services de renseignement turcs (MIT).

Mais le processus de paix s'est enlisé en septembre lorsque les rebelles kurdes ont annoncé une suspension du retrait de leurs combattants du territoire turc vers leurs bases situées dans le nord de l'Irak, accusant Ankara de n'avoir pas mis en oeuvre les réformes promises.

Malgré ce blocage et ses critiques, Abdullah Öcalan a réaffirmé vendredi son engagement à faire la paix avec le gouvernement turc.

"La paix est plus difficile que la guerre, mais dans chaque guerre il y a la paix", a-t-il dit dans son message, lu par le député kurde Sirri Sureyya Önder. "Nous

n'avons pas peur en résistant, nous n'aurons pas peur non plus en faisant la paix", a-t-il ajouté.

"Nous sommes satisfaits que plus aucun policier ni aucun combattant ne meurt", s'est pour sa part réjoui l'actuel maire de Diyarbakir, Osman Baydemir, "J'espère que personne ne laissera plus des frères (Turcs et Kurdes) se battre en Turquie".

Comme l'an dernier, plus de 200.000 personnes se sont rassemblées dans la grande métropole kurde du sud-est de la Turquie pour écouter le message de M. Öcalan. "Longue vie à Apo (le surnom du chef du PKK)", "Nous ne serions pas en vie sans Apo", proclamaient certaines de leurs banderoles.

Mais le processus de paix s'est enlisé en septembre lorsque les rebelles kurdes ont annoncé une suspension du retrait de leurs combattants du territoire turc vers leurs bases situées dans le nord de l'Irak, accusant Ankara de n'avoir pas mis en oeuvre les réformes promises.

En décembre, le gouvernement islam-conservateur du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a fait voter une série de réformes destinées à renforcer les droits des minorités, autorisant notamment l'éducation en kurde dans les écoles privées.

Mais les Kurdes estiment ces réformes insuffisantes et exigent notamment la libération des prisonniers kurdes, dont M. Öcalan, et des militants politiques, ainsi que le droit à l'enseignement en langue kurde dans les établissements publics et l'abaissement du seuil de 10% des voix nécessaires pour entrer au parlement.

Arrêté en 1999 au Kenya, M. Öcalan a été condamné à la peine de mort mais sa peine a été commuée en détention à perpétuité à l'abolition de la peine capitale en Turquie. ●

# Iraqi Kurds fear fallout from Erdogan-Gulen conflict

Some Iraqi Kurds are worried that the potential fall of Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan might result in a reversal of good relations between Erbil and Ankara.



Wladimir van Wilgenburg  
March 17, 2014  
<http://www.al-monitor.com>

**ERBIL, Iraq** — The Kurdistan Regional Government of Iraq (KRG) has had a blossoming political and economic relationship with Turkey since 2009. After the Arab Spring, KRG President Massoud Barzani became one of the few friends Turkey has left in the region. With rising internal problems in Turkey amid upcoming elections, Iraqi Kurds wonder about the future of Turkey's Prime Minister Recep Tayyip Erdogan.

The open war between former allies — Erdogan's Justice and Development Party (AKP) and the Fethullah Gulen community — is also affecting the Kurdistan region. The Gulen community operates 18 schools in Iraqi Kurdistan with approximately 5,000 students, many coming from the Kurdish elites.

Pro-AKP media accused the Gulen movement of running spying centers in Iraqi Kurdistan that tapped the phones of pro-AKP Turkish businessmen who insulted Kurds while signing business deals with the KRG for \$1 billion, according to Peace and Democracy Party (BDP) MP Altan Tan in the Turkish parliament. "And Massoud Barzani, if you let these two ignoble people to win those contracts, shame on Kurdistan and shame on you!" he said.

The KRG quickly denied the existence of Gulen spying cells in Kurdistan and denied reports by Gulen media that Erdogan asked KRG Prime Minister Nechirvan Barzani to close their schools. "We haven't received such a request," said Falah Mustafa Bakir, KRG's foreign minister, to Al-Monitor.

Relations between the Erdogan government and the KRG have improved dramatically in recent years. "In the past, our relationship with Turkey was not official. Before it was with the [Turkish] intelligence service or the military. But now it's officially on a political and an economic level," Jafaar Eminki, spokesman for Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP), told Al-Monitor.

In 2009, Turkey's Foreign Minister Ahmet Davutoglu paid the first official visit to Erbil, with the Turks opening a consulate in the city. Now, almost half of registered foreign companies in Iraqi Kurdistan are from Turkey.

**E**nergy-poor Turkey wants to benefit from Iraqi Kurdistan's proximity to Turkish borders and make itself less dependent on Iranian and Russian gas in the future. The KRG began piping oil to Turkey without the approval of Baghdad this year. But so far, the 1 million barrels of crude being held in tanks in the oil hub of Ceyhan have yet to be sold. "We are waiting for an agreement with Baghdad," Bakir said.

According to the International Crisis Group, Barzani's party hopes that Turkey's thirst for oil and gas will align with their own thirst for Kurdish statehood. The KDP wants to make the Kurdish region economically independent from Baghdad. But not all Kurdish parties in Iraq support this, in particular those with close ties to Iran.

"The relationship between neighboring countries has not been organized through institutions, it's a partisan relationship between the KDP and Turkey," said Amanj Abdullah, a member of the Kurdish



Turkey's Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and President of Iraqi Kurdistan Massoud Barzani (R) attend a ceremony with Erdogan's wife, Emine Erdogan, in Diyarbakir, Nov. 16, 2013. (photo by REUTERS)

opposition party, Change, in Erbil to Al-Monitor.

Also, members of Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) see the relationship as too dependent on Turkey, and want a better dialogue with Baghdad. "We have to be careful not to be misled by Turkey, which might eventually come to terms with Baghdad and make us lose what we already have," Adil Murad, co-founder of the PUK, told the Sulaimaniyah News Network.

The KDP's spokesman Jafaar Eminki disputed that it only has ties to the AKP, insisting it works with all Turkish parties. "We have relations with all Turkish parties, apart from those who are nationalist and who follow race as a basis for their negotiations."

Both Iraqi and Turkish Kurdish parties do not enjoy good ties with the AKP's rivals. The secular Republican People's Party (CHP) has warmed up to the Gulen movement, which opposes the peace process. The ultranationalist Nationalist Movement Party (MHP) is vehemently opposed to any form of Kurdish autonomy in the region. Both the MHP and the CHP have been critical of Turkey's ties to the KRG at the expense of greater ties with Baghdad.

**T**he PKK is not a fan of the Turkish ruling party, but also sees no alternative to it. Acting PKK leader Cemil Bayik told the Turkish newspaper Vatan that the CHP can only come to power if it takes radical steps in the Kurdish problem and Turkey's democratization. "In its present state, it is far from coming to power or solving the power problem. Can the MHP solve the power problem? It is clearly far from that."

But former Turkish ambassador to Iraq, Murat Ozelik, said that although certain parties criticize KRG-Turkey relations, this would not change Turkey's foreign policy toward the KRG even if the government changed.

"This policy of Turkey enhancing its relations with the KRG will not change. It's irreversible. And mind you, don't get discouraged by the coming debates in Turkey. We are now in an election period," he said in a conference in Sulaimaniyah on March 5, attended by Al-Monitor's Turkey Pulse.

The KDP is still confident the AKP will win the elections despite corruption allegations against the ruling party. Some observers in Erbil believe the graft probe hasn't had a major impact on public support for the AKP.

"According to some friends and new polls, the AKP is not going to lose," Hemin Hawrami, the head of the KDP's foreign relations, told Al-Monitor.

On March 15, Davutoglu and Nechirvan Barzani announced plans to build a new bridge between Turkey and the KRG and open five more border gates, further testimony to the growing relationship.

"We hope we will have the same relationship with whatever party comes to power," Eminki said. ♦

*Wladimir van Wilgenburg is a columnist for Al-Monitor and a political analyst specializing in Kurdish politics. He has written extensively for Jamestown Foundation publications and other journals, such as the Near East Quarterly and the World Affairs Journal. On Twitter: @vvanwilgenburg*

# Baghdad money squeeze tests limits of Iraqi Kurdistan's autonomy

ARBIL, Iraq, March 17, 2014 - By Isabel Coles - (Reuters)

- **Baghdad funding cuts spark salary crisis in Kurdistan**
- **Budget row revolves around long-running oil dispute**
- **Compromise elusive ahead of Iraq elections**
- **Kurdistan seeks alternative sources of finance**

RIZGAR pulled one of his wife's bracelets from his pocket and laid it on a gold merchant's counter in Iraq's Kurdistan region at the weekend, reluctantly selling it to cover his bills.

The electricity ministry in Kurdistan had not paid Rizgar for two months because the Baghdad government has withheld funds to punish the Kurds for trying to export oil via a new pipeline.

"I have to sell it, or else I'll go into debt," said Rizgar, 39. "If my salary doesn't come soon, I don't know what I'll do."

A day after he sold the gold bangle, his ministry was among several that finally met the February payroll after the federal government belatedly sent some money at the weekend, but officials in Baghdad insist they will pay no more.

The region says it will pay its own way in March, but the financial squeeze shows how reliant Kurdistan remains on Baghdad for a slice of the OPEC producer's multi-billion dollar budget, so long as it cannot export oil in large volumes itself.

Kurdish officials often hint they could file for divorce from Iraq - and their differences with the central government in Baghdad seem more irreconcilable than ever.

However this confrontation ends, the region is likely to push even harder for economic independence, raising the stakes in a dangerous game of political brinkmanship.

The funding crunch hitting the Kurdish economy, which has boomed since the 2003 U.S.-led Iraq war, has been felt acutely in the gold bazaar, which serves as an informal banking system.

"If I can't sell, I can't buy," said a gold trader in the regional capital Arbil, opening an empty cash register after turning away yet another customer who wanted to sell.

"How can you talk about an independent state when you can't pay your own employees?"

## BLOATED PAYROLL

More than a fifth of Kurdistan's five million people are on a government payroll that has swollen to 840 billion dinars (\$722 million) a month - 70 percent of public spending in 2013.

Formally, Baghdad is supposed to give Kurdistan 17 percent of the national budget after sovereign expenses, flown in cash from the central bank to Arbil, though how much is actually paid is disputed.

Now the Iraqi government says payment should be contingent on the region exporting oil solely under state auspices, which Kurdistan objects to.

In January, it paid 566 billion dinars, less than half last year's monthly payments. It transferred another 548 billion for February at the weekend.

"The equation is simple: you take 17 percent of the wealth, you hand over the oil you have," Prime Minister Nuri al-Maliki told France-24 television last week, summarising the dispute.

Political brinkmanship has in the past brought Iraqi troops face to

face with Kurdish "peshmerga" forces in the oil-rich band of territory along their contested internal frontier.

The Kurds have strengthened their hand by signing contracts with oil majors and building a pipeline to Turkey in defiance of Baghdad. One million barrels of oil have already flowed along it into storage tanks at a Turkish port, but Ankara wants Baghdad's blessing before exports go ahead. No compromise is yet in sight.

"We've been working on this for some time and it's come a long way," said a U.S. diplomat of the quest for a deal between Baghdad and Arbil. "Election season makes it harder, however."

Parliamentary elections are set for April 30 and neither side wants to be seen as weak for making concessions. But with his own Shi'ite constituency divided and minority Sunnis hostile, Maliki might need Kurdish backing to form a new government.

## TRUMP CARD

"Maliki may be creating bargaining chips to play with the Kurds if he aims to gain their support for his third term," said Ramzy Mardini, a nonresident fellow at the Atlantic Council.

"All this is pre-election jockeying. Once the dust settles and the government formation dynamics are under way, it will be clearer who has the advantage."

Ayham Kamel, director of Middle East and North Africa at political risk consultancy Eurasia Group, said the Kurdistan government was not without leverage, but was still dependent on funds from the centre. "Baghdad's ability to cut or curtail such financing is a trump card in the relationship," he said.

Wrongfooted by the budget cut, the Kurds are weighing their options. A cartoon in the Iraqi press shows a fiendish-looking Kurdish President Masoud Barzani standing astride a dam, illustrating fears the Kurds could cut off water to the rest of Iraq.

"We are still hoping Baghdad will act responsibly," the Kurdish Regional Government's Planning Minister Ali Sindi told Reuters. "Definitely there are cards that the KRG can also play, but we don't want to talk about them now."

For now, the battle is unfolding in parliament, which mustered a narrow quorum for the first reading of Iraq's draft 2014 budget on Sunday, despite a boycott by Kurdish lawmakers.

If it passes, the budget will make Kurdistan's allocation conditional on its exporting 400,000 bpd of crude via Iraq's State Oil Marketing Organisation. Any shortfall would be deducted from the region's 17 percent entitlement.

"This is punishment," said Abdulkhaliq Rafiq, a KRG Finance Ministry adviser, brandishing a copy of the draft budget with the offending articles highlighted in pink.

It is not clear how much income Kurdistan generates itself, but Planning Minister Sindi said it does not cover government salaries, let alone other operational costs and some 2,900 investment projects in progress.

The region is seeking ways to raise more revenue and cut spending, as well as alternative sources of financing abroad.

"We have started looking at different finance models such as loans and public private partnerships," said Sindi, adding that the KRG had been in talks with foreign banks even before Baghdad slashed the budget.

## SAVING OR STEALING?

In the meanwhile, Kurdish tycoons have chipped in to help improve liquidity. Among others, the founder of mobile operator Asiacell lent 15 billion dinars to banks in Suleimaniyah city.

Some hope the crisis will spur the KRG to change its spending →



⇒ habits and reform employment practices.

Barzani's Kurdish Democratic Party and its rival, the Patriotic Union of Kurdistan, have dominated power since the region won autonomy in 1991, hiring thousands of people into an increasingly bloated public sector to tighten their grip.

Bilal Wahab, research fellow at the American University of Iraq, Sulaimani, said the status quo was unsustainable. "Unless the KRG diversifies its economy and employment, it could face economic instability and public unrest".

Kurdish nationalism fuelled by past mass killings under Saddam Hussein remains a potent rallying cry, as was evident at the reburial this month of 93 Kurds unearthed in a mass grave in the desert in southern Iraq last year. Most had been killed by firing squad as part of Saddam's campaign to quell the Kurds.

"The Kurdish people did not make all these sacrifices in order to be subjected to oppression and despotic rule once again," Barzani said

at the ceremony, declaring that the time had come to reconsider relations with Iraq.

"If the authorities in Baghdad continue to treat us in this way... we will take a stance no one can anticipate."

A small crowd gathered outside the Kurdish region's parliament last week shouting "Maliki is a dictator".

But many Kurds say their own leaders are partly to blame for the budget crisis, which has re-focused attention on opaque dealings and corruption in Kurdistan, described as "widespread and pervasive" in a recent U.S. State Department report.

"Where is the money? Nobody knows," said a gold trader in Arbil, who asked not to be named. "Either they are saving it for independence day, or they are stealing it". ○

(\$1 = 1164.0000 Iraqi dinars)

## ISIS vows offensive against 'Kobani' Kurdish region

March 24, 2014  
The Daily Star  
www.dailystar.com.lb

**BEIRUT:** Militants from the Al-Qaeda splinter group ISIS have announced an offensive against the autonomous "Kobani" Kurdish region in northern Syria along the border with Turkey, while pressing ahead with their gruesome series of public executions in their stronghold, the province of Raqqa.

The Britain-based Syrian Observatory for Human Rights said Sunday that ISIS carried out the severing of a man's hand in the city of Raqqa, on the grounds that he was guilty of theft.

It followed the news that ISIS militants executed a young man accused of premeditated murder, also in Raqqa over the weekend, by crucifying him in a public square, shooting him in the head, and leaving the body for public display.

Photos of the man's corpse quickly spread on social media, as the group placed above his head a small placard stating: "This man's crime: He killed a Muslim deliberately [to take his money]."

In recent months, the ultraconservative version of Islam espoused by ISIS has sparked a violent reaction to its actions. Since the beginning of the year, the group has clashed with its Al-Qaeda rival, the Nusra Front, a range of Islamist militias, and the mainstream rebel Free Syrian Army, in a half a dozen provinces of Syria.

Meanwhile, the Kurdish PYD party has declared three areas of self-rule across northern Syria – the Observatory said ISIS used the occasion of Friday prayers in a number of towns in rural Raqqa to declare



**File - Once a vibrant, mixed city considered a bastion of support for Assad, Raqqa under ISIS control is now a shell of its former self.**

that it was mounting a campaign against Kobani, the western-most region, centered on the town of Ain Arab on the Turkish border and stretching across both rural Aleppo and Raqqa.

It said ISIS announced its intention to "annex" Kobani to the territory under its control.

The Observatory reported fierce clashes between PYD fighters and ISIS in a number of villages west of Tal Abyad, a town in Raqqa province on the border with Turkey. The fighting sent hundreds of residents fleeing in the direction of Turkey and neighboring areas, it added.

PYD media outlets have said around 60 ISIS militants were killed in clashes in recent days in Tal Abyad.

Ten ISIS fighters were taken prisoner, while Kurdish fighters also destroyed a tank used by ISIS, the media reports said, adding that nine Kurdish fighters were killed in the

clashes. The Observatory also reported that a tank used by ISIS had been disabled by the Kurdish fighters.

Some analysts have described the campaign pitting ISIS versus the Kurdish fighters as a virtual stalemate, as each side tries to win the trust of wary populations in the areas it controls – some Arab residents have preferred to side with their fellow Arabs against the Kurds, while others have preferred the Kurds to the ultraconservative ISIS.

The Observatory said that in Hassakeh province, the YPG, the militia affiliated with the PYD, denied reports that its fighters had burned the homes of residents in several villages it recently seized – the YPG invited the media to tour the area and disprove the claims.

The political side of the military campaigns emerged in the middle of February, when the YPG said it was halting its military operations because of a wave of alleged human rights violations against Kurdish fighters.

The YPG said it wanted to avoid stoking tensions between Kurds and Arabs, which were heightened when the Kurdish fighters seized the town of Tal Brak in Hassakeh province from ISIS last month.

It said it killed 30 ISIS members and took 40 others prisoner, but was accused of sweeping up innocents in the campaign.

Separately, the Observatory said that a seemingly trivial act was partly responsible for a massacre by ISIS militants of 25 people, among them 14 rebel fighters and two minors, earlier this month in the Shuyukh region of rural Aleppo.

It said that among the dead, according to Kurdish sources, were members of a family who opened up water supplies for the town of Ain Arab, contrary to the instructions of ISIS, which had severed the water supplies.



## Ex-Kurdish MP in Iran: Rouhani's Promises Remain Unfulfilled

By FUAD HAQIQI  
rudaw.net

**ERBIL, Kurdistan Region** – Iranian President Hassan Rouhani has failed to honor campaign promises of granting greater minority rights and his appointee for minority affairs lacks authority, charged a former Kurdish MP in the Iranian parliament.

“Rouhani has not delivered his election promises yet,” declared Mohammad Mohammad Rezaee, ex-MP from the city of Bijar in Iran’s Kurdistan province.

Rezaee also criticized activists in Iran’s Kurdish regions for losing the post of governor in Sanandaj (Sina in Kurdish) due to disagreements.

Before his election in June, Rouhani had promised a 10-point program that included improvements in the rights of religious and ethnic minorities, including the Kurds. He had also pledged to appoint a deputy for minority



*Iranian president Hassan Rouhani meeting with people in the western province of Kurdistan during his 2013 election campaign. Photo: MEHR*

affairs, but after election named Ali Younesi as an “advisor,” whose authority is seen to be considerably less.

Younesi “has only made promises; his actions are not acceptable,” Rezaee said. He added that appointing a Kurd as deputy interior minister would be a step in the right direction, but not enough to address minority complaints.

The idea of appointing a deputy for minority affairs was first proposed by Hasil Dasa, an MP from Sardasht and Piranshar in the previous parliament. When Younesi was appointed, Dasa told

Rudaw: “An assistant does not have the power of a deputy and most probably he won’t be successful in his job and will not be as powerful as a deputy.”

Younesi has blamed a small clan of hard-liners for hindering minority rights on security grounds, but has called on minorities not to lose hope.

He said the hard-liners were a “small group” with loud voices, who usually act on their own and ignore the guidelines and principles of the Islamic Republic. He has also blamed the execution of three jailed Kurdish activists late

last year on hard-line groups.

When Rouhani appointed Younesi, his position was described as equal to that of a vice president.

Recently, several current and former MPs of the Iranian parliament, who met to assess the performance of Rouhani’s government, concluded that the president had failed to deliver on his promises.

They noted that his performance in the Sunni Sistan-Baluchistan province was better because he had appointed three women and several Sunni representatives to administrative provincial posts.

At the meeting, representatives from Urumiyeh province announced that the governor is planning to grant administrative posts to several women and Sunnis.

Rouhani’s pre-election 10-point plan had promised education in mother tongue for minorities, handing responsibilities to local authorities and developing underdeveloped provinces, such as the country’s Kurdish regions.

“Rouhani’s government is currently busy with dismissing and appointing officials. If we can’t take our rights now, we will face problems later,” Rezaee warned. ■



## Putin Announces His Support for a Unified Kurdish State



By DAVID ROMANO  
rudaw.net

Now that I have readers’ attention, I have to admit that Vladimir Putin did not in fact announce his support for a unified Kurdish state. Our world remains too full of double standards for that. What Putin actually said was that after the collapse of the Soviet Union, “The Russian nation became one of the biggest, if not the biggest ethnic group in the world to be divided by borders.”

With some 27 million Russians living outside of Russia, which includes places as far away as the Americas and Western Europe, Putin is right that the Russian nation in 1991 became “one of the biggest to be divided by borders.” If we’re talking about the number of people cut off from a state of their own by the vicissitudes of borders, however,

they’re not the biggest one. With some thirty to forty million people and no state of their own anywhere, the Kurds hold that dubious honor. After the Ukraine secured its independence in 1991, the Kurds became the world’s largest stateless nation.

Given the snap referendum in Crimea and this week’s even quicker annexation of Crimea by Russia, Mr. Putin appears to be a fervent believer in the right to national self-determination. The majority ethnic Russian population of Crimea yearned to become part of a Russian state, you see, and Mr. Putin felt obliged to fulfill the Crimeans’ wishes. Attaching Crimea to the Ukraine in 1954 was a historical mistake, according to the Russians, and it seems such mistakes should be rectified.

I know most Kurds like seeing this kind of thing play out internationally. They reason that the less sacred the world’s established bor-

ders become, the better. The more people talk about rights of national self-determination, the greater the chance that the international community will finally recognize as much for the Kurds, they believe. The injustice of the post-World War One drawing of political borders can also be rectified, they hope. Crimea, South Sudan, East Timor, Kosovo – it’s all music to Kurdish ears.

There’s a discordant note in the music, however: it’s the cacophony of double standards and hypocrisy the world over. When it comes to Syria, for instance, Mr. Putin holds state sovereignty and non-interference sacred. The Syrian Kurds can hold all the referendums and local elections they like, and not one of the world powers – including Russian lovers of self-determination – will so much as recognize their efforts. The United States and its Western European allies were all for Kosovars’ self-determination and



the creation of the Republic of Kosovo, and it couldn’t have mattered less to them that the whole enterprise violated Serbian law. They even bombed Serbia while its main patron and ally – Russia – was still too weak to do much about it. Now that it’s one of their friends losing territory, however, suddenly arguments like “this is totally in violation of Ukrainian law!” are supposed to matter.

If any part of Kurdistan ever finds itself poised to declare its independence, therefore, they had best not rely too much on norms, principles or precedents. Only nations with powerful friends or enough power of their own benefit from these hypocrisies. ■

*David Romano has been a Rudaw columnist since August 2010. He is the Thomas G. Strong Professor of Middle East Politics at Missouri State University and author of The Kurdish Nationalist Movement (2006, Cambridge University Press).*



# Avion abattu en Turquie : Erdogan et la Syrie échangent des menaces

www.leparisien.fr

Le ton monte entre la Turquie et la Syrie : ce dimanche, un avion militaire syrien a été abattu par la défense antiaérienne turque alors qu'il bombardait des rebelles essayant de prendre le contrôle d'un poste-frontière dans le nord-ouest du pays. «L'appareil a pris feu avant de s'écraser en territoire syrien», a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Le pilote a pu s'éjecter et sauter avec son parachute, a précisé une source militaire syrienne.

Selon des médias turcs, l'armée locale a lancé des avertissements à deux avions de chasse syriens qui approchaient de la frontière et a fait décoller l'un de ses F-16 lorsque un des appareils a refusé d'obtempérer.

## Erdogan félicite la Turquie

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a immédiatement applaudi ses troupes : «Je félicite le chef d'état-major des forces armées et les valeureux pilotes... Je félicite nos forces aériennes»



Celui qui a bloqué l'accès à Twitter dans son pays n'a pas exclu d'autres interventions musclées contre la Syrie : «Notre réponse sera forte si vous violez notre espace aérien», a-t-il déclaré lors d'un meeting électoral.

## La Syrie dénonce une agression

La Syrie a, de son côté, dénoncé une «agression flagrante qui met en évidence l'implication (NDLR. du Premier ministre turc Recep Tayyip) Erdogan dans le sou-



Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a averti dimanche que la riposte de la Turquie serait musclée en cas de violation de son espace aérien par la Syrie. | Adem Altan

tien aux groupes terroristes, la défense anti-aérienne turque a abattu un avion militaire syrien qui pourchassait les groupes terroristes à l'intérieur du territoire syrien à Kassab», a dénoncé une source militaire syrienne.

Auparavant, le ministère syrien des Affaires étrangères avait dénoncé dans un communiqué une «ingérence» de la Turquie ces deux derniers jours dans la région de Kassab, où les combats entre forces gouvernementales et rebelles se poursuivaient depuis trois jours. Le ministère syrien a demandé au gouvernement d'Erdogan de «cesser son agression et son soutien au terrorisme», et de cesser d'«impliquer l'armée turque dans des aventures vaines contre la Syrie (...) qui souhaite la poursuite de bonnes relations bilatérales» avec la Turquie.

La Turquie a modifié ses règles d'engagement après qu'un de ses avions de combat eut été abattu par les forces aériennes syriennes en juin 2012. ♦

## LES 19 POSTES-FRONTIÈRES OFFICIELS DE LA SYRIE AVEC SES VOISINS

Kassab, dans la province occidentale de Lattaquié, où se déroulent actuellement de violents combats avec les rebelles, est l'un des postes-frontières avec la Turquie encore aux mains des forces gouvernementales syriennes. La Syrie compte 19 points de passages officiels avec le Liban, la Jordanie, l'Irak et la Turquie: neuf sont contrôlés par le régime, 4 par les autonomistes kurdes, deux par les jihadistes radicaux de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) et quatre par les rebelles.



24 mars 2014

# Turquie: la menace syrienne, argument électoral d'Erdogan

www.rfi.fr  
Avec notre correspondant à Istanbul, Jérôme Bastion

ALORS que les élections municipales du 30 mars approchent, l'armée turque a annoncé dimanche avoir abattu un chasseur syrien qui aurait pénétré de plus d'un kilomètre en territoire turc, ignorant les avertissements ; un autre avion avait lui, fait demi-tour. Cet incident a immédiatement été utilisé parmi les arguments de la campagne, le chef de l'opposition social démocrate déplorant les tentatives de « récupération politique ».

L'occasion était trop belle pour Recep Tayyip Erdogan d'annoncer en direct à ses partisans réunis en meeting électoral le succès des pilotes turcs : « Si vous violez notre espace aérien, notre punition sera encore plus lourde », a-t-il lancé en direction de l'armée syrienne. A une semaine d'un scrutin local crucial, cet avertissement militaire est décidément bien venu pour rappeler que « la Turquie est forte », comme le disait le Premier ministre il y a quelques jours en

parlant... de la fermeture du site Twitter. D'autant qu'une attaque terroriste syrienne sur une autoroute frontalière a fait 3 morts jeudi parmi les forces de sécurité turques, et qu'une faction jihadiste menace de prendre possession du tombeau de Suleyman Shah, gardé par des soldats turcs en territoire syrien.

## CRÉDIBILITÉ

La défense du drapeau national est d'ailleurs le thème du clip de campagne du parti de la Justice et du Développement. Mais en Turquie plusieurs voix se sont élevées pour douter de la crédibilité de cette prétendue violation de la souveraineté turque, si opportune en période électorale. Le pilote rescapé du Mig-23 syrien abattu a en tout cas affirmé avoir été descendu alors qu'il se trouvait à 7 kilomètres à l'intérieur de l'espace aérien syrien. □



# Révélation en cascade sur le système Erdogan

A une semaine des municipales, les Turcs découvrent chaque jour de nouveaux enregistrements compromettants pour le premier ministre

Istanbul  
Correspondance

Quelles seront les prochaines révélations de « l'escroc en chef » et des « fils de pécheurs » ? Chaque jour, depuis des semaines, la Turquie est suspendue à ces deux comptes anonymes qui distillent, sur le réseau social Twitter ou sur le site YouTube, des enregistrements sonores compromettants pour le premier ministre Recep Tayyip Erdogan et son entourage. La dernière « bombe », publiée mardi 18 mars, accuse la compagnie aérienne nationale, Turkish Airlines, de transporter des armes vers le Nigeria, où des violences font rage entre l'armée et les combattants islamistes de Boko Haram. Sur la bande sonore qui reproduit une conversation présumée, un responsable de la compagnie, Mehmet Karatas, confie son malaise à un conseiller de M. Erdogan, Moustapha Varank. « Je ne sais même pas si ces armes vont servir à tuer des chré-

« Nous allons éradiquer Twitter. Je me moque des réactions de la communauté internationale »  
Recep Tayyip Erdogan

tiens ou des musulmans. Je me sens fautif », déclare-t-il. Le collaborateur du premier ministre tente de le rassurer et lui promet de vérifier la question avec Hakan Fidan, le tout-puissant patron des services de renseignement (MIT). La compagnie, qui joue un rôle diplomatique important, a affirmé ne jamais transporter d'armes en direction de pays instables ou en proie à des guerres civiles.

Cette affaire embarrassante pour le gouvernement islamo-conservateur du Parti de la justice et du développement (AKP) n'est que le dernier épisode d'une longue série. Depuis la fin du mois de

février, une cinquantaine de documents a ainsi été publiée sur les réseaux sociaux, accusant chacun à son tour le premier ministre et ses proches de corruption, de marchés publics truqués, de pressions exercées sur la justice ou sur les médias... Le tout à une semaine des élections municipales.

« La Turquie est complètement assommée. L'horizon politique est fixé à douze heures, le temps de la prochaine révélation », observe l'historien Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'EHESS.

C'est dans ce contexte que le premier ministre turc s'en est pris à Twitter, qui compte 12 millions d'abonnés turcs et dont l'accès a été bloqué, mercredi soir, par l'autorité administrative des télécoms, provoquant une vague d'indignation à travers le monde.

« Nous allons éradiquer Twitter. Je me moque des réactions de la communauté internationale », avait lancé M. Erdogan au cours d'un meeting électoral, quelques heures avant de mettre sa menace à exécution. Le président du Parlement européen, Martin Schultz, a accusé le premier ministre turc de « mener une campagne contre tous les médias qu'il ne peut directement influencer ou contrôler ». A Washington, la Maison Blanche a pressé la Turquie de « respecter la liberté de la presse ». Même le président de la République, Abdullah Gül, a estimé, dans un tweet, que « l'on ne peut pas approuver le blocage des réseaux sociaux ».

Cette offensive apparaît avant tout comme une tentative désespérée d'empêcher la diffusion de ces enregistrements compromettants pour le pouvoir, éclaboussé par un gigantesque scandale de corruption. Le premier document sonore, révélé fin février, reproduisait les conversations téléphoniques présumées entre M. Erdogan et son fils Bilal, le 17 décembre 2013, jour du déclenchement des opérations judiciaires contre plusieurs de leurs proches. Quatre

ministres au moins sont impliqués dans cette enquête.

Le premier ministre demandait à son cadet de « tout faire disparaître », évoquant avec lui des sommes d'argent de plusieurs dizaines de millions de dollars, déposées dans un coffre au domicile familial et chez son oncle. Le principal intéressé a dénoncé un « montage » fabriqué par les partisans de l'imam Fethullah Gülen, un prédicateur turc influent exilé aux Etats-Unis, même s'il a reconnu la validité d'une partie des enregistrements. « Ils ont même placé les téléphones cryptés de l'Etat sur écoute », a-t-il lancé.

La publication d'autres bandes a encore aggravé les soupçons. Sur l'une, la fille de M. Erdogan, Sümeyye, négocierait la longueur de la piscine dans une villa que la famille vient d'acquérir frauduleusement. Sur une autre, Bilal évoquerait des pots-de-vin versés par le biais d'une fondation écran placée sous son contrôle. Sur une autre encore, M. Erdogan intervient lui-même auprès d'un homme d'affaires, Metin Kalkavan, pour manipuler un appel d'offres portant sur la construction de navires militaires. Le contrat sera finalement attribué à cet entrepreneur pour environ 2,3 milliards d'euros. Les écoutes révèlent également l'interventionnisme du premier ministre dans les médias. Ses appels passés au responsable de Habertürk pour lui faire corriger un bandeau ou supprimer un sujet ont été confirmés par la chaîne de télévision.

Mais le pire est peut-être à venir, d'ici aux élections. Les médias gülenistes tels que le journal *Zaman* se font chaque jour l'écho de nouvelles rumeurs. Elles pourraient apporter des éléments sur la mort, en 2009, d'une figure de l'extrême droite turque, Muh-sin Yazicioglu, tué, officiellement, dans un accident d'hélicoptère. Des « cassettes » embarrassantes pourraient aussi attaquer la moralité des responsables de l'AKP. De hauts responsables du parti auraient ainsi multiplié les escapades en Iran avec leurs maîtresses pour y conclure des « mariages de plaisir » à durée déterminée, autorisés par l'islam chiite. Vendredi, une présentatrice télévisée a démenti les allégations d'une aventure avec M. Erdogan. ■



Protestation contre le blocage de Twitter par le pouvoir, vendredi 21 mars, à Ankara. BURHAN OZBILICI/AP

GUILLAUME FERRIER

# Us et coutumes : Les Kurdes célèbrent leur Nouvel an

www.elwatan.com

**Cette fête a été placée sous le signe de la paix et de la concorde.**

C'est devenu une véritable coutume : depuis 2002, chaque 21 mars, les Kurdes habitant l'Algérie célèbrent leur Nouvel an à Oran. En effet, les ressortissants de différentes régions kurdes habitant l'Algérie se donnent rendez-vous, depuis maintenant 12 ans, à Oran, pour célébrer comme il se doit leur réveillon. L'année dernière, la fête a été annulée en signe de «deuil» par rapport aux événements tragiques qui se déroulaient en Syrie. Pour cette année, la célébration s'est déroulée dans la salle des fêtes «Les Pyramides», située à Fernandville, à l'est d'Oran. «Cette année, on n'a pas annulé



Une troupe kurde exécutant une danse folklorique.  
© El Watan

la célébration ; néanmoins, on a tenu à dédier la fête à la paix et à la concorde pour tout le peuple syrien», nous dira un ressortissant kurde.

Ils étaient, vendredi dernier, presque un millier de Kurdes à prendre part à ce rendez-vous annuel, où on a compté également beaucoup d'Algériens qui, par courtoisie et amitié, ont

répondu présent à la fête. «Depuis 2006, je prends part régulièrement à cette célébration, nous dit Cherifa, une Oranaise. Ce sont des amis kurdes avec qui j'étais dans la même université qui m'ont fait découvrir cette fête et cette tradition. J'aime bien leur ambiance bon enfant, ainsi que leur célèbre danse, appelée debka». Le nouvel an kurde s'appelle «newroz». Il est fêté de

l'Irak jusqu'à la Turquie, en passant par la Syrie, ainsi que dans beaucoup de pays du Moyen-Orient. «La fête démarre dès le 20 mars, où on se rend dans les montagnes pour danser autour du feu jusqu'au petit matin. Ici, en Algérie, on s'est juste contentés d'allumer des bougies», nous expliquera un participant à la fête.

Saïdou Hamou, un étudiant syrien, organisateur de l'événement, nous explique pour sa part que la fête du Nouvel an kurde a une double dimension : «Elle est à la fois sociale et politique : sociale dans le sens de la fête et de l'avènement du printemps, mais politique aussi car en 612 avant J-C l'empire kurde a triomphé des Assyriens. Depuis, cette date est devenue notre Nouvel an». Ils seraient au total 4000 Kurdes qui habitent l'Algérie. La plupart sont des étudiants venus de Syrie, d'Irak et de Turquie, qui poursuivent leurs études dans les universités d'Alger, d'Oran, de Sidi Bel Abbès, ou encore de Chlef. ♦

Akram El Kébir

# Peine de mort : le visage sombre de l'Iran

**D'après Amnesty, 704 Iraniens ont été pendus en 2013, ce qui placerait l'Iran à la première place mondiale si l'on ramène ce chiffre à la population totale.**

Le Point.fr  
Par Armin Arefi

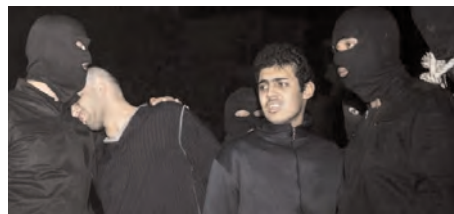
La République islamique d'Iran a beau afficher un nouveau visage à l'étranger, elle ne change pas ses habitudes. En témoigne la hausse du nombre d'exécutions dans le pays en 2013. D'après Amnesty International, au moins 369 personnes ont été exécutées en 2013 en Iran, soit une augmentation de 18 % par rapport à 2012. Avec ce chiffre, l'Iran arrive à la deuxième place du classement mondial du nombre d'exécutions, derrière la République populaire de Chine (plusieurs milliers d'exécutions).

Toutefois, si l'on ramène ces chiffres à la population totale de chaque pays, c'est bien la République islamique qui arrive en tête,

d'autant plus que le régime iranien garde secret un grand nombre d'exécutions. Ainsi, selon Amnesty, au moins 704 personnes auraient réellement été pendues en Iran l'année dernière. Sur les 369 exécutions officiellement reconnues par Téhéran, 44 se sont déroulées en public, le plus souvent au moyen d'une grue soulevant dans les airs le condamné à mort.

## "Corruption sur terre"

Qui sont les victimes ? La majorité des cas sont officiellement liés au trafic de stupéfiants. Mais les prisonniers sont généralement jugés à huis clos par des tribunaux révolutionnaires, connus pour leurs verdicts expéditifs. En outre, les accusés ne bénéficient pas d'une véritable possibilité de



Alireza Mafiha (à gauche) et Mohammad Ali Sarvari (à droite) s'apprêtent à être pendus à Téhéran, en janvier 2013, pour "inimitié à l'égard de Dieu", après s'être rendus coupables de vol et d'agression. © Amir Pourmand / AP/SIPA

recours. Les autres exécutions couvrent des cas de meurtre, de viol, d'espionnage, de "corruption sur terre" ou d'"inimitié à l'égard de Dieu". Si ce dernier chef d'accusation vise principalement l'insurrection armée, il est en réalité appliqué à des personnes accusées de cultiver des liens avec des organisations interdites en Iran (Organisation des moudjahidines du peuple iranien, Parti pour une vie libre au Kurdistan...), même si elles n'ont pas pris les armes. □



Comme le souligne Amnesty International, la peine de mort aurait servi à de nombreuses reprises à réprimer des représentants politiques ou culturels des minorités ethniques d'Iran, notamment les populations arabes (sud), baloutches (sud-est) et kurdes (ouest). D'autant plus que, rappelle l'ONG, la peine capitale est généralement prononcée en Iran à l'issue de procédures bafouant les normes d'équité, telles que la

détention au secret ou l'obtention d'"aveux" par la torture.

En Iran, la pendaison est également appliquée pour "apostasie", "sodomie" ou "adultère par une personne mariée". En dépit du tollé international qu'a provoqué l'annonce de la condamnation à la lapidation de l'Iranienne Sakineh Mohammadi Ashtiani en 2010 (l'exécution est toujours

suspendue), cette peine a été maintenue en 2013 dans le Code pénal iranien. Et l'année 2014 ne laisse rien augurer de bon pour l'Iran, qui est bien parti pour battre sa "performance" de 2013. En effet, depuis le 1er janvier, au moins 170 personnes ont été pendues à travers le pays. ○

LE FIGARO

25 mars 2014

# La Syrie s'invite dans les élections turques

En campagne pour les municipales, le parti turc au pouvoir, englué dans les scandales, adopte des postures guerrières face au régime de Damas.

LAURE MARCHAND  
ISTANBUL

**SCRUTIN** La guerre en Syrie s'invite brutalement dans la campagne électorale turque. Elle se matérialise par une longue traînée de fumée noire dans le ciel qui tombe en piqué vers le sol. Il s'agit des dernières secondes d'un MIG23 syrien abattu dimanche par un avion militaire turc. Depuis cette chute filmée en direct par une chaîne de télévision, la tension est montée entre les deux pays et le timing de l'incident nourrit la polémique sur de possibles arrière-pensées ayant motivé ce tir de missile. Il s'est produit à une semaine des élections locales prévues le 30 mars et les opposants du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, qui est englué dans un scandale de corruption, l'accusent d'une manœuvre de diversion pour faire oublier ses difficultés sur la scène nationale.

Malgré quatre avertissements, le chasseur syrien a pénétré dans l'espace aérien turc « sur environ un kilomètre, puis a pris la direction de l'ouest et a continué sur 1,5 kilomètre », selon un communiqué des forces armées turques, justifiant l'entrée en action d'un F16 qui venait de décoller. L'avion ciblé s'est écrasé peu après 13 heures. En ce début d'après-midi, Recep Tayyip Erdogan était en plein meeting de campagne pour les municipales. Devant des milliers de partisans gonflés par les élan belliqueux de leur chef, il a félicité les « valeureux pilotes » et assuré « d'une réplique musclée » en cas de violation de l'espace aérien national.

De son côté, Damas conteste la version de son voisin et a dénoncé « une

agression flagrante ». Le pilote, qui a pu s'éjecter, assure que son avion a été visé alors qu'il était en train de pourchasser des rebelles aux alentours de Kassab, à 7 kilomètres à l'intérieur de la Syrie. Les insurgés islamistes ont pris le contrôle de ce village lundi. La veille, ils s'étaient emparés du poste frontière, un passage stratégique car cette région du nord-ouest de la Syrie, berceau de la famille Assad, est alaouite.

## Une enclave ottomane dans la région d'Alep

Au-delà de ces explications divergentes, Kadri Gürsel, éditorialiste spécialiste de politique étrangère, s'interroge sur la réponse turque : « La question légitime est de savoir si cet avion a posé une menace grave pour la sécurité nationale, ce n'est pas du tout convaincant, le survol n'a duré que quelques secondes. Le gouvernement en difficulté exploite cette histoire. » La fermeture de Twitter la semaine dernière, pour empêcher la divulgation d'enregistrements sonores compromettant pour le premier ministre, place ce dernier sous le feu des critiques. Pour le Parti républicain du peuple, principale formation d'opposition, le gouvernement, qui « est écrasé par les pots-de-vin, les vols et la corruption, pourrait se lancer dans de dangereuses aventures pour modifier l'agenda ». « Les tentatives du dictateur pour commencer une guerre (...) sont désespérées », accuse Haluk Koç, son porte-parole.

L'actualité syrienne est devenue celle de la Turquie depuis une semaine. Jeudi dernier, trois hommes, deux Albanais et un Kosovar présentés comme des djihadistes venant de Syrie, ont ouvert le feu lors d'un contrôle routier en Anatolie,



Recep Tayyip Erdogan (ici dimanche à Istanbul) a été accusé par ses opposants de faire diversion pour masquer ses difficultés. EMRAH GUREL/AP

tuant un policier et un gendarme. Selon le ministre de l'Intérieur, Efkân Ala, le trio avait pour mission de rallier Istanbul pour y semer le chaos avant les élections. Enfin, les autorités turques agitent une possible intervention en Syrie pour défendre le tombeau de Suleyman Shah, le grand-père du fondateur de la dynastie ottomane. Il est situé dans une enclave turque de la région d'Alep, qui a été cédée à la Turquie par les Français lors du traité d'Ankara en 1921. Vingt-cinq soldats turcs y stationnent. Et le groupe islamiste EILL menace de le détruire s'ils ne s'en retirent pas. « Il s'agit de notre seul territoire à l'extérieur de notre patrie, a déclaré Abdullah Gül, le président de la République. Il sera défendu de la même façon que notre nation. » ■



Le Monde  
28 mars 2014

# Turquie Coups bas d'Etat

GUILLAUME PERRIER

Istanbul  
Correspondance

Sur le grand écran lumineux du « centre de crise », des points verts, bleus et rouges clignotent sur le planisphère. Ce sont les situations de catastrophes naturelles et les missions déployées par l'ONG turque Kimse Yok mu? (« N'y a-t-il personne? ») à travers le monde. Ses volontaires, montre la jeune femme voilée qui supervise cette cellule d'urgence, sont sur tous les terrains, souvent en avance. « Au Japon, nous étions dans la région de Fukushima dès le lendemain de la catastrophe, à tel point que les autorités étaient surprises de nous voir. Aux Philippines, nous étions les tout premiers dans la région touchée par le typhon », souligne-t-elle.

« C'est dans les crises que l'on compte ses amis », ironise Ismail Cingöz, le président de cette organisation turque, l'œil pétillant derrière de fines lunettes. La crise qu'il évoque à demi-mots ne figure pas sur sa mappemonde et n'a rien d'humanitaire. Elle oppose depuis trois mois le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, mis en cause dans un vaste scandale de corruption et de malversations, à la confrérie religieuse de l'imam Fethullah Gülen, son ancien allié qu'il accuse de « trahison » et qu'il soupçonne d'avoir orchestré « un complot judiciaire ».

**Plus de 6 000 policiers ont été limogés, ainsi que des centaines de magistrats.**

**Tous soupçonnés par le pouvoir d'être fidèles à Gülen**

L'ONG humanitaire, dont le siège est installé à la périphérie d'Istanbul, est l'une des vitrines de la confrérie Gülen. « M. Erdogan cherche à produire un faux ennemi pour détourner l'attention. Jusqu'à aujourd'hui, il applaudissait notre travail en disant que les classes moyennes anatoliennes prenaient leur place dans l'Etat. Aujourd'hui, il nous accuse de l'avoir infiltré », fait remarquer Ismail Cingöz. « Les graines que nous avons semées ont commencé à produire des fruits. »



L'imam Fethullah Gülen, exilé en Pennsylvanie.

La confrérie Gülen, inspirée par le soufisme anatolien et qui revendique plusieurs millions de fidèles à travers le monde, n'autorise que quelques cadres importants à s'exprimer au nom du mouvement. Ismail Cingöz en fait partie. « Cela fait trente ans que je suis dedans, depuis mes années d'étudiant », explique-t-il. Sa carrière s'est faite au sein de la galaxie güleniste, le Hizmet (service), pour ses sympathisants : d'abord dans les affaires, tourné vers l'international avec des séjours en Russie et en Autriche. Puis dans l'humanitaire. Sa femme enseigne depuis vingt ans dans les écoles privées qui forment le cœur du mouvement et incarnent sa présence « dans 160 pays ». Et chaque matin, le journal *Zaman* est sa première lecture. Dans ses colonnes, le quotidien dirigé par les proches de Fethullah Gülen ne mâche plus ses mots pour qualifier la dérive autoritaire et affairiste du premier ministre Erdogan.

Le ton est tout aussi défiant du côté de la Tuskon, la fédération patronale liée à la mouvance Gülen, qui regroupe

Depuis trois mois, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, cerné par les affaires, s'oppose au mouvement Gülen, ancien allié et véritable Etat dans l'Etat. Avant les municipales du 30 mars, les accusations fusent

55 000 entrepreneurs turcs. Lors de son congrès annuel, samedi 1<sup>er</sup> mars, son président, Rizanur Meral, s'en est pris publiquement à Recep Tayyip Erdogan et au système de corruption qui, selon lui, l'entoure : « La politique est faite pour servir, pas pour s'enrichir. » Dans son bureau, décoré de bibelots rapportés de ses dizaines de voyages sur les cinq continents, ce petit homme se ceste plus lapidaire encore. « Tout le monde savait que la corruption était répandue ces dernières années. Elle était pratiquée ouvertement dans les appels d'offres. » La Tuskon, elle, se veut la représentante d'un capitalisme vertueux, libéral et éthique. « Le profit n'est pas le but ultime, nous avons des responsabilités envers l'humanité. Et M. Gülen est notre source d'inspiration », précise Rizanur Meral.

Forte d'un réseau dynamique à l'exportation qui a dépêché 400 délégations de par le monde en 2012, la Tuskon a, pendant des années, été chargée d'organiser les visites à l'étranger du premier ministre comme du président, Abdullah Gül. Aujourd'hui, ses membres sont écartés des marchés publics ou pris pour cible par des contrôleurs fiscaux. « Il n'y a plus de retour possible », lâche leur patron.

Le divorce est prononcé entre l'AKP (Parti de la justice et du développement) et la confrérie qui le soutenait depuis sa fondation. Depuis 2010, la tension s'est accrue entre les deux parties, le mouvement Gülen, pro-occidental, s'opposant de plus en plus fermement à la radicalisation de M. Erdogan.

Aujourd'hui, les deux camps s'accusent mutuellement de tentative de putsch. « Nous l'avons soutenu jusqu'en 2011 parce que nous avions l'espoir d'une nouvelle Constitution, mais il n'a pas été capable de réformer l'Etat. Un parti qui a frustré et humilié les Turcs ne peut plus avoir le sou-

tien du Hizmet», avertit Mustafa Yesil, président de la Fondation des journalistes et des écrivains (GYV), qui fait office de porte-parole du réseau en Turquie.

Cerné par les affaires, Recep Tayyip Erdogan a décrété une « guerre d'indépendance » contre « le gang », « l'Etat parallèle » qui conteste sa toute-puissance. « Celui que vous appelez "le hodja" [maître] et ceux que vous appelez "les grands frères" [les cadres de la confrérie] sont clairement en train de vous trahir et de trahir leur pays », a lancé le premier ministre, le 16 février. A l'approche des élections municipales du 30 mars, tous les coups sont permis : enquêtes judiciaires, redressements fiscaux, manipulations par médias interposés, écoutes, fuites et purges se succèdent à un rythme quotidien. Attaquée, la mouvance Gülen ne peut plus se cacher. Son influence politique, difficile à évaluer précisément, est aujourd'hui capable de faire vaciller le pouvoir.

Chose rare, l'imam Gülen, âgé de 72 ans, a multiplié les interventions médiatiques depuis sa résidence en Pennsylvanie où il vit en exil depuis 1999. Il a adressé fin décembre 2013 une lettre au président

Gül, ce qui a provoqué la fureur de Recep Tayyip Erdogan. Dans un prêche reproduit sur l'un de ses nombreux sites Internet et suivi dans le monde entier par ses adeptes, il a promis « le feu de l'enfer » pour « la maison des corrupteurs ».

Huit députés ont démissionné de l'AKP, sans jamais évoquer leur proximité avec la confrérie. Muhammed Cetin a ainsi quitté le parti avec fracas, le 31 janvier, avant d'être traduit devant le conseil de discipline. Il avait évoqué les « boîtes à chaussures » remplies de billets, symbole du récent scandale de corruption. Mais cet élu représente avant tout la confrérie qu'il sert depuis trente ans, du Turkménistan, où il a dirigé une université, au Texas, où il était à la tête d'un institut de dialogue interreli-

gieux. « Malheureusement, l'AKP est désormais sali. Il est devenu l'architecte d'un processus dans lequel les affaires de corruption sont étouffées, les voleurs sont protégés et l'illégal devient la loi », a-t-il déclaré en rendant sa carte, précisant que « d'autres amis députés » pourraient le suivre.

**D**epuis le début de la crise, ce sont plus de 6 000 officiers de police qui ont été limogés à travers tout le pays, ainsi que des centaines de magistrats. Tous soupçonnés par l'Etat d'être des fonctionnaires de « type F », fidèles à Fethullah Gülen. Officiellement, la « communauté » (Cemaat) nie toute stratégie d'entrisme au sein des institutions turques. Selon Mustafa Yesil, elle ne serait qu'un « mouvement civique, apolitique, global, fondé sur la foi et le sacrifice de soi ». Ses nombreux relais d'opinion dans la presse et dans les milieux universitaires se chargent de lisser une image parfois sulfureuse et insistent sur la dimension moderne et pro-occidentale du mouvement Gülen. Moins sur ses réflexes nationalistes et sécuritaires, notamment sur la question kurde – il est opposé à toute négociation avec le PKK.

Pour le journaliste Rusen Cakir, spécialiste de l'islam politique, la confrérie s'apparenterait plutôt à une sorte d'« Opus Dei » turc. Elle est soupçonnée d'avoir noyauté la police et les cours spéciales de justice, chargées, depuis 2007, de la tenue de grands procès politiques décriés, contre des centaines de militaires accusés de complot, contre des journalistes ou des militants de gauche, apparentés à des terroristes. Une stratégie confirmée par un membre de la Tuskon qui fait du commerce avec l'Afrique de l'Est : « Oui, M. Gülen nous a demandé d'infiltrer toute la bureaucratie. Et pas seulement la police ! » La grande inconnue concerne le poids de la confrérie au sein des forces armées.

Les journalistes d'investigation Nedim Sener et Ahmet Sik, qui ont passé plus d'une année en prison pour des liens sup-

## « Des policiers gülenistes sont venus m'arrêter pour me présenter à un procureur güleniste qui m'a déféré devant un juge güleniste »

Ahmet Sik

journaliste d'investigation

posés avec une obscure organisation terroriste, affirment eux aussi avoir fait l'expérience de la puissance et de l'intolérance de la confrérie Gülen. « Qui touche à la Cemaat s'y brûle », avait lancé Ahmet Sik, emmené menotté vers la prison. « Des policiers gülenistes sont venus m'arrêter pour me présenter à un procureur güleniste qui m'a ensuite déféré devant un juge güleniste. Et tout cela était couvert par des journaux et des télé gülenistes », explique-t-il aujourd'hui. Le livre qu'il préparait sur « l'armée de l'imam » au sein de la police a été saisi avant même sa publication.

Nedim Sener, qui écrit dans le quotidien *Posta* et dont le bureau est recouvert de documents sur la confrérie, estime que les membres du réseau Gülen ont « gagné un tel pouvoir qu'ils peuvent renverser un gouvernement. Tous ceux qui ont enquêté là-dessus ont été éliminés. Ils ne peuvent plus dire qu'ils sont juste une ONG ». Pour lui, l'alliance AKP-Gülen était avant tout motivée par la nécessité de repousser les assauts des militaires qui, jusqu'en 2007, projetaient d'intervenir par la force dans la vie politique. « Il fallait au gouvernement un partenaire puissant pour contrer les tentatives », souligne-t-il.

Aujourd'hui, cette menace est écartée mais la machine se retourne contre le premier ministre Erdogan. L'Etat dans l'Etat est devenu « incontrôlable », estime un politologue turc sous couvert d'anonymat. « C'est le monstre de Frankenstein. » ■



## Irak: un officier kurde va être jugé pour le meurtre d'un journaliste

BAGDAD, 26 mars 2014 (AFP)

**UN MEMBRE DES PESHMERGAS, les forces kurdes, va être jugé pour le meurtre d'un journaliste irakien connu, tué samedi à Bagdad, a indiqué mercredi un porte-parole de la Justice.**

Mohammed Bidaiwi, chef du bureau de Bagdad de Radio Free Iraq, se rendait samedi à son bureau lorsqu'il a été abattu lors d'une dispute avec un officier des peshmergas près du complexe présidentiel.

« Il a été décidé de déférer le prévenu à la cour criminelle centrale d'Irak, sur la base de l'article 406 du code pénal », a indiqué dans un communiqué le porte-parole de la Justice Abdelsattar Bayraqdar. La date du procès n'a pas encore été fixée.

Les meurtres de journalistes restent souvent impunis en Irak, le Comité de protection des journalistes (CPJ), une ONG basée à New York ayant classé ce pays en première place de sa liste de l'indice de l'impunité.

Un journaliste de Radio Free Iraq avait indiqué samedi sous le couvert de l'anonymat que l'officier avait tué Bidaiwi « après l'avoir empêché de pénétrer dans le complexe » présidentiel.

Ce site, également appelé « complexe Talabani », du nom du président kurde Jalal Talabani, abrite des résidences présidentielles, des bureaux et des habitations privées, ainsi que les locaux de Radio Free Iraq, une branche de Radio Free Europe/Radio Liberty, financée par les Etats-Unis.

Jusqu'à samedi, ce complexe était gardé par des membres des peshmergas. A la suite de la mort du journaliste cependant, la sécurité du site est passée sous la responsabilité de la police irakienne.

Journaliste depuis 1993, M. Bidaiwi était devenu en 2006 le chef du bureau de Bagdad de Radio Free Iraq.

Cet incident, impliquant un officier des forces kurdes tuant un journaliste arabe, a provoqué un tollé dans le pays. ●



REUTERS

# Iraq: President's guard kills journalist, attacks kill 16

The shooting of a journalist and a series of fatal attacks Saturday showcase civil unrest.

March 22, 2014 - By SAMEER N. YACOUB - The Associated Press

**BAGHDAD** • An officer in the Iraqi president's guard shot dead a well-known radio journalist during a quarrel Saturday near the leader's east Baghdad residence, police said.

The shooting of Radio Free Iraq's Baghdad bureau chief Mohammed Bdaawi drew condemnation from Iraqi politicians and highlights the resentment many residents of the capital feel toward the often aggressive bodyguards of Iraq's VIPs.

Elsewhere in Iraq, a series of attacks killed 16 members of the security forces and civilians, officials said.

Bdaawi was allegedly shot by a junior officer working for Iraqi President Jalal Talabani at a checkpoint near his residence, police said. Talabani is an ethnic Kurd and his bodyguards are also Kurdish.

After the shooting, Iraqi security forces besieged the residency compound and the alleged killer was handed over to them, police and state TV said.

Talabani suffered a stroke last year and is being treated in Germany. Few details have been released about his health since then.

His office issued a statement expressing deep sorrow over the "murder" of Bdaawi. "This act runs against all the values of the Presidential Brigade ... We stress that the perpetrator will stand trial and receive his fair punishment," it said.

State-run TV showed Prime Minister Nouri al-Maliki arriving at the crime scene near the presidential palace. "All the people behind this should stand trial. Blood for blood and this is a violation of the law," he said.

Meanwhile, a series of blasts struck across the country. Police officials said the wave began with a roadside bomb in a commercial street in the northern city of Tikrit. Minutes later, a car bomb struck policemen who had arrived to inspect the site of the first blast.

The officials say five policemen and two civilians were killed and 18 people were wounded in the bombings. Tikrit is 130 kilometers (80 miles) north of Baghdad. ■

RUDAW

25 / March / 2014

## Kurdistan Presidency: Baghdad's Attitude to Journalist's Death Sectarian, Dangerous

rudaw.net  
25/March/2014

**ERBIL, Kurdistan Region** – The Kurdistan Region Presidency has warned of attempts by Iraqi leaders, among them Prime Minister Nuri al-Maliki to take the death of journalist Muhammad Bidaiwi out of its judicial context and using it to settle political scores with the Kurds.

"It's regrettable that the Iraqi prime minister used the strange and ugly phrase of "blood for blood" after the incident," said the office of President Massoud Barzani in a statement. "This is outside the law, governance and the culture of co-existence and democracy."

The statement expressed condolences to the family of Bidaiwi, an Iraqi academic and journalist who was shot dead by a Kurdish presidential guard in Baghdad on Saturday.

"We offer our condolence to the family and all journalists," read the statement. "We hope that a just court takes legal procedures to investigate the incident and settles the case."

In the meantime, President Barzani's office described the reaction of Iraqi authorities as

unfortunate and that it may lead to ethnic tensions in the country.

"After the incident, the statements of some Iraqi politicians have worried the Iraqi public and are considered as a threat to peace and co-existence," said the statement. "They further intensify the complicated (situation) and cause turmoil between the citizens."

The Kurdish presidential statement echoed the public view in Kurdistan that Iraqi leaders are using Bidaiwi's case to incriminate the Kurds as a whole and as a means to settle political scores with the autonomous region.

It mentioned in particular other journalists and academics killed in Baghdad in recent years whose cases have been ignored by the Iraqi legal authorities.

"In recent years, 400 university professors have been killed, but nobody felt responsible for their blood and Baghdad authorities did not make any attempt to find the perpetrators," read the statement.

The official statement stressed the Kurdish-Arab 'brotherhood' and coexistence among Iraq's different ethnic and religious groups and that the over-



People in Erbil gathered on Monday to condemn Nuri al-Maliki's call to avenge journalist's death "with blood". Photo: Rudaw

reaction of some Iraqi leaders could drive a wedge between these groups.

"Because a Kurdish citizen was involved in this unfortunate incident, they (Iraqi leaders) want to exploit it politically and turn it into a dangerous matter and an attempt to cause division among the ethnic components of Iraq."

The statement criticized Prime Minister Maliki's use of the word "blood for blood" in solving Bidaiwi's death.

"If the Iraqi authorities view the events through this logic, then the question is, who would pay for the blood of 5000 martyrs in Halabja, 182,000 Anfal

victims, 8,000 Barzanis and 12,000 Faylis?" read the statement, referring to the genocide campaign carried out against the Kurds by the Iraqi regime in the 1980s. "Despite this sacrifice of the Kurdish people, the Kurds were never willing to say: "blood for blood."

The presidential statement went on to say that the Kurds had voluntarily decided to be part of Iraq and "live in peace and as brothers," but that "if the authorities in Baghdad do not want this brotherhood we could sit down with them and end this problematic relationship once and for all." ■

# Scandal destabilizes Turkey on eve of elections



Author Cengiz Çandar  
March 28, 2014  
www.al-monitor.com

First, Stefan Fule reacted. On his Twitter account, he asked, "Where does this end #Turkey?" A few minutes later, he sent another tweet.

Fule identifies himself on Twitter, stating, "I am Commissioner responsible for the enlargement of the EU and for the policy towards our neighbours. This account is serviced by me and my team. Brussels, European Commission."

Neelie Kross was quick to get on board at Twitter, as well. Here, interestingly, is how she introduces herself: "I am Vice President of the @EU\_Commission leading @DigitalAgendaEU and #ConnectedContinent plans. I am fighting like hell for a EU you can believe in. Global (based in Brussels)."

She then followed up the above tweet with a statement: "Another desperate and depressing move in #Turkey. I support all supporters of real freedom & democracy."

Yes. In less than a week, Turkey once again stirred concerns in the Western democratic world with a ban on YouTube following the Twitter ban. There were, however, a few good signs. The Ankara Administrative Court issued a stay against the ban, and there was hope that the ban might actually be lifted.

Turkey's Twitter ban had reached the point where it was going to cause major headaches for Turkey in the international arena. The United States called on the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE) to adopt a position against Turkey because of this ban.

Daniel B. Baer, the permanent US representative to the OSCE, expressed the United States' concerns over Ankara's ban on access to such social media sites as Twitter at a March 27 meeting of ambassadors of OSCE member states. As the OSCE, on the basis of a US initiative, was discussing Turkey's Twitter ban, news of the move against YouTube reached Turkey's Western allies. The word is that Facebook is next.

Although the US reaction might have appeared to be a bit late, because of the time difference, Washington nevertheless reacted swiftly to the new ban. Samantha Power, US permanent representative to the United Nations and a close friend and former adviser of President Barack Obama, was the first to react. She tweeted:

The White House issued a statement delivered by National Security Council spokeswoman Laura Lucas Magnuson: "The United States is deeply concerned that the Turkish government has now twice in recent days blocked its citizens' access to basic communication tools. As we have said, we oppose these restrictions on the Turkish people's access to information and support the people of Turkey in their calls to restore full access to blocked technologies."

Naturally, the Turks who last week managed to find ways to bypass the Twitter ban quickly got around the YouTube ban as well. One of the oldest newspapers in the country, the anti-government daily Cumhuriyet, openly declared on its website that it would not be abiding by the ban. The daily Karsi, which began publishing three weeks ago and opposes the government, declared its intention to print the text of the recording that led to the ban.

The YouTube ban followed a scandal rarely seen in Turkey's history. The Twitter ban was imposed because the site was used to spread alleged information about corruption allegations against members of the government. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, despite his best effort, has been unable to impede the revelations.

The YouTube ban followed the disclosure of the contents of a meeting in the office of Foreign Minister Ahmet Davutoglu in which he along with Foreign Ministry Undersecretary Feridun Sinirlioglu, the deputy chief of the General Staff, Gen. Yasar Guler, and the head of Turkish national intelligence (MIT), Hakan Fidan — considered Erdogan's right-hand man and the real "number two" in the regime — discussed finding a pretext to intervene militarily in Syria.

The meeting was convened after threats by the Islamic State of Iraq and

al-Sham (ISIS) to lay siege to the Tomb of Suleiman Shah, the grandfather of Osman, the founder of the Ottoman Empire. ISIS had demanded the withdrawal of some two dozen soldiers guarding this enclave, which flies the Turkish flag, outside Turkey near Raqqa. The Tomb of Suleiman Shah was designated Turkish territory in a treaty with France, which at the time controlled Syria, when demarcating today's Turkey-Syria border. A detachment of 20 to 28 Turkish soldiers is permanently stationed there as guards.

The leaked recording of the four officials discussing this highly sensitive issue contains a number of statements that will embarrass Turkey. Among the more interesting ones was the intelligence czar Fidan asserting that he could send four men into Syria and have them fire eight missiles into an empty field in Turkey to create a pretext. He could also stage an attack against the Tomb of Suleiman Shah toward the same end. Davutoglu said that the prime minister had told them that they could exploit the current situation.

The meeting participants were so shocked by the revelation of their discussion via YouTube that they did not bother to claim that it was fabricated. Davutoglu attempted to deflect, stating, "The objective here is to show Turkey as weak. This is a declaration of war against Turkey." He called the recordings "treason against homeland."

Erdogan, who learned of the leak while campaigning in southeast Turkey, was enraged. He referred to it in Diyarbakir, declaring, "This is immoral. This is lewdness. This is contemptible. We will enter their lairs." Subsequently, in addition to the YouTube ban, the media were banned from reporting on the contents of the recordings.

Although, the YouTube ban was easily bypassed, the situation was nonetheless bizarre. The entire world — intelligence services worldwide, Turkish expatriates and anyone else interested — could easily learn what was discussed at the high-level meeting on Syria, but Turks in their own country were being denied local access to developments that concerned them more than anyone else.

The bugging of the meeting is no doubt humiliating for Turkey, but as usual, those responsible for the humiliation will not be held accountable. Instead, the Turkish people are being treated as if they were guilty of something.

The UN High Commissioner for Human Rights based in Geneva had called on Turkey on March 25 to lift the ban on Twitter, noting that it was incompatible with Turkey's obligations to international human rights. Farhan Haq, the deputy spokesman of the UN secretary-general, issued a statement on March 27 in New York in which he said that the UN position on Syria is clear, its diplomatic efforts on Syria are well-known and it opposes further militarization of the conflict. He added that the UN encourages all countries, especially those in the region, to help stop the fighting and try to bring the government and opposition to the negotiation table. Reminded that Turkey had banned YouTube and Twitter, Haq said the statement issued in Geneva was valid and that he would not comment further.

The foreign media gave extensive coverage to the bans. In Germany, the dailies Bild and Die Zeit and the magazine Der Spiegel all covered related developments in-depth. The Financial Times ran a banner headline, "YouTube blocked in Turkish crackdown."

Erdogan and associates continued with their established practice of blaming the Gulen movement for its troubles, accusing it of bugging the "Syria war planning" meeting and for its disclosure via the Internet. They labeled the incident as an "espionage offensive," signaling the possibility of a witch hunt after the March 30 municipal elections. The Twitter and YouTube bans are seen as harbingers of this coming hunt. According to rumors, at least 2,000 people will be detained. Fethullah Gulen and his followers, in this case, are seen as too easy a scapegoat.

Turkey — rocked by a string of unprecedented scandals and saddled with a prime minister on a march toward authoritarianism — is being destabilized. Given the turn of events, the March elections might not be a remedy to Turkey's ailments. ♦

*Cengiz Candar is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. A journalist since 1976, he is the author of seven books in the Turkish language, mainly on Middle East issues, including the best-seller Mesopotamia Express: A Journey in History.*



# Syrian Kurds blame Iran, Turkey for ISIS attacks

Syria's main Kurdish force, the Democratic Union Party, says that the ISIS battle with Syrian Kurdish groups is benefiting the Syrian government.



Author Wladimir van Wilgenburg  
March 30, 2014  
www.al-monitor.com

**QAMISHLI, Syria** — Redur Xelil, spokesman for the Kurdish People's Protection Units (YPG), spoke to Al-Monitor about the intensified clashes between the al-Qaeda splinter group, the Islamic State of Iraq and al-Sham (ISIS) and the Kurds in northern Syria. For the first time, the YPG openly called on Kurds from outside of Syria to join the movement.

ISIS, formerly an al-Qaeda affiliate, has been assaulting the Kurdish inhabited city of Kobani in the province of Aleppo from three sides since March 15. This area is one of the three regions where the Kurds announced autonomous canton administrations close to the border with Turkey.

Kobani holds a symbolic role as the first town that was captured by Kurdish forces on July 19, 2012, as part of a campaign to control Kurdish areas. The creation of the YPG was also first announced in the city in 2012. "Kobani was the first city that was liberated from the regime in Rojava [the western part of Kurdistan in Syria]," said Xelil.

According to Xelil, there are two main rationales behind the attacks on Kobani. First, he said ISIS' agenda is to expand to other regions. Second, he said the regime is having a hard time with the Kurds, and may be engaged in a campaign to weaken them "and remove the new democratic experiment of the Kurds."

It is not just the YPG and Kurdish parties affiliated with the Kurdistan Workers Party (PKK) such as the Democratic Union Party (PYD) that think the regime is behind the attacks. The rival Kurdish coalition, the Kurdish National Council (KNC) backed by Massoud Barzani, president of the Kurdistan Regional Government in Iraq, concurs that the regime might be playing a role.

Ismail Heme, a member of a KNC party, told Al-Monitor, "Perhaps the regime is playing this game to weaken both ISIS and the PYD."

On March 12, Syrian government forces killed a YPG fighter in Qamishli after ISIS suicide attacks took the lives of several civilians in the same city. "The regime is trying to weaken the Kurds. They also know we are in a fight with the ISIS. Our fight with ISIS is serving the regime no doubt," Xelil said.

Kurdish politicians such as PYD leader Salih Muslim also blame Iran and Turkey for the ISIS attacks. "I think there is an Iranian hand in this. This is how we can explain this attack of the ISIS in Kobani," Xelil added.

The YPG hopes that with the support of other Kurds, they can open the road from Hassakeh province to the isolated enclave of Kobani. "If they support us, we can open the way from Jazeera [Hassakeh province] to Kobani," Xelil said.

On March 24, the YPG called on all Kurdish parties in Iran, Iraq, Turkey and Syria to unite against the jihadist threats against the Kurdish regions in Syria.

"The aim of the attack is the Kurdish existence in general. We don't think the attacks will be limited to Kobani. They threaten all Kurdish people. The statement was for the Kurds to unite against the ISIS," Xelil said.

So far, the YPG has received no practical support from other Kurdish parties in the region on the ground. Only the PKK, which helped create the YPG, said it would back the group; there are rumors that PKK guerrilla fighters from the rugged mountainous regions in Kandil in Iraq have headed to Kobani.

"Especially youth from Riha (in the Turkish province of Urfa) should join the YPG. Youth from Bakur (Kurdish populated areas in Turkey) should turn to Kobani and join the resistance," said PKK military commander



Kurdish People's Protection Units (YPG).

Murat Karayilan in a rare statement.

On March 19, YPG fighter Ibrahim Kivik, a Kurd from the province Urfa in Turkey, died fighting in clashes with ISIS in Kobani.

Urfa has a strategic and symbolic importance for the Kurdish movement since it borders the Kobani administration and is also the birthplace of PKK leader Abdullah Ocalan. The pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) wants to win the province in the March 30 local elections.

The YPG argues that it's legitimate that Kurds from other countries join their fight for more Kurdish autonomy. "Especially since ISIS has fighters from all over the world fighting against Kurds. It's also our right to ask people all over Kurdistan to join us," said Xelil.

In the past, there were individual cases of Kurdish fighters from other countries joining the YPG. But the YPG did not generally recruit non-Syrian Kurds. "But now we are all open for all Kurds to join, because this is a war that threatens the existence of the Kurdish people," he said.

Abdulahkim Bashar, the leader of the rival Kurdish Democratic Party of Syria (KDP-S) and part of the Barzani-backed KNC, said they will not fight under the YPG flag in Syria, only under the flag of Kurdistan.

The KNC parties argue that the Syrian Kurds should form a united army based on a November 2012 agreement between the Barzani-backed KNC and PKK-backed PYD in Erbil.

A YPG female fighter, Heval Mizgin, told Al-Monitor that it is unlikely that Barzani would support the YPG since he blocked the border between the Kurdish areas of Iraq and Syria. "They [Kurdish government officials] don't accept the revolution in Rojava (Kurdish areas in Syria), so how can they help the revolution in Rojava?"

Aid to the Kurds in Kobani is also complicated because the Kobani enclave is surrounded by ISIS on three sides and because Turkey still blocks the border in Kobani despite a visit from the Kobani administration to Turkey seeking the border's opening.

Furthermore, the Kurdish areas in Syria do not form a homogenous bloc and are interspersed by mixed areas — where Kurds, Arabs and Turkmens live — that are mostly controlled by ISIS.

"We want to clean all roads [of ISIS] to Afrin and Kobani," Mizgin said.

All Syrian Kurdish parties see most of the Syrian-Turkish border cities as part of the Kurdish historical homeland. They argue that areas such as Azaz, Manbij, Al Bab, Jarabulus and Tel Abyad were Arabized by the Syrian state.

"There is a historical truth that they are Kurdish areas, especially those that are close to the Turkish border from Afrin to Derik. But as a result of the Baath regime, these lands were taken from the Kurds and the population of Arabs increased," Xelil said.

If the YPG tries to take these areas, there might be accusations that the YPG is occupying areas inhabited by Arabs and Turkmens.

This happened before when the YPG captured the Arab-inhabited town of Tell Brak on Feb. 22 and was accused of committing human rights violations against Arabs. The town was used by ISIS to carry out attacks against the Kurds. The YPG withdrew from the ancient settlement of Tell Brak, handed over security to local Arab tribes and halted its military operations in Afrin, Kobani, Hassakeh, Aleppo and Raqqa.

"Because of these sensitivities, we need a political solution, but, for example, Kobani is under siege. So if need be, we might use force, although it might cause problems with the inhabitants," Xelil added.

Sounding a warning to ISIS, Xelil said that if "these attacks continue against the Kurds, we will not withdraw from this struggle." ♦

*Wladimir van Wilgenburg is a columnist for Al-Monitor and a political analyst specializing in Kurdish politics. He has written extensively for Jamestown Foundation publications and other journals, such as the Near East Quarterly and the World Affairs Journal. On Twitter: @vvanwilgenburg*

# Sunday vote could decide leader's fate in Turkey

ISTANBUL

## Impact of local ballot amplified as scandal builds around Erdogan

BY TIM ARANGO  
AND CEYLAN YEGINSU

Normally, local elections are minor affairs, hinging on parochial concerns like zoning laws, garbage collection and safe streets. But these are anything but normal times in Turkey.

The nationwide municipal elections on Sunday will be the first time Turks have voted since last summer's violent antigovernment demonstrations, and the balloting is seen as a referendum on the tenure of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and as a measure of his support as he struggles to survive a building corruption scandal.

Until recently, Turkey, a NATO member, had been embraced by many in the West, including President Obama, as an exemplar of stability, prosperity and democratic advancement in a tumultuous region. It also had been seen as a strategic partner in managing challenges like the civil war in Syria and Iran's nuclear program.

But Turkey's reliability has been called into question as it becomes preoccupied with its own internal political turmoil, including continued street unrest, the scandal surrounding Mr. Erdogan and the increasingly authoritarian steps he has taken to counter it, such as banning social media networks.

The outcome of the elections, analysts say, could determine Mr. Erdogan's political future and the direction of the country of 76 million people after more than a decade of rule under his Justice and Development Party, or A.K.P.

While many analysts, as well as polling data, predict that the party will win a plurality nationwide, the percentage is most important. A weak showing — anything substantially less than the roughly 40 percent the party won in the last local elections in 2009 — could intensify dissatisfaction within his party and ultimately lead to Mr. Erdogan's exit from politics.

A strong showing, on the other hand, could embolden Mr. Erdogan to run for the presidency in an election later this year or, alternatively, try to alter his party's term limit rules and seek a fourth term as prime minister.

As a measure of the election's importance, Mr. Erdogan, who will not be on any ballot Sunday, has campaigned as if he were, crisscrossing the country in recent weeks and holding rallies. As the elections approached, his government sought to ban Twitter. Though a court rejected the move on Wednesday, the next day the government sought to block access to YouTube, too.

Both social networks have been used by Mr. Erdogan's opponents to spread some of the most damaging disclosures related to the scandal and to influence the campaign.

The leaks have included recordings that were said to be of telephone conversations showing widespread corruption among government officials and people close to Mr. Erdogan, including his son. Mr. Erdogan said his adversaries had fabricated the recordings.

Istanbul is also where the money is: The city has long been hugely important to the financing of political parties in Turkey. The party that controls the city is able to distribute lucrative contracts to construction firms, and in exchange, money from those firms flows in to party coffers, experts say. It is a form of

**"He is honest, hardworking, affectionate and has won the hearts of the nation. We love him here."**

corruption that has flourished under the A.K.P., say analysts, and is at the heart of a graft inquiry that has targeted Mr. Erdogan and his inner circle.

"Istanbul is to the A.K.P. what oil is to Saudi Arabia," said Henri J. Barkey, a Turkey expert who is a professor at Lehigh University in Pennsylvania.

Mr. Erdogan still commands deep loyalty among the religiously conservative masses that form his base of support. Those voters, who represent a class oppressed by the secular elite before the A.K.P.'s ascendance, will weigh the corruption allegations against the improvements in their own lives over the past decade, measured in rising incomes and improvements in services and health care.

The corruption scandal has exposed a widening rift between Mr. Erdogan and his onetime ally, Fetullah Gulen, a preacher whose followers populate the judiciary and police and are said to be the force behind the corruption investigation.

Mr. Gulen lives in self-imposed exile in Pennsylvania, and his millions of supporters in Turkey are likely to vote for opposition candidates on Sunday, including Mr. Sarigul in Istanbul.

In a written response to questions, Mr. Gulen denied that his followers were targeting the government, saying, "neither my friends nor I have been or ever will be part of a plan or conspiracy against those who govern us."

Still, he left no doubt that his followers have withdrawn support for the A.K.P., saying, "the power consolidated in the hands of the ruling party's elite is unprecedented in Turkish history?"

But for many, Mr. Erdogan's charisma, and his status as hero to the underclass, trumps any allegations of corruption. In the town of Rize, near the Black Sea coast, where Mr. Erdogan spent much of his childhood, the prime minister's face appears on banners draped over buildings. Recently, several campaign vans, emblazoned with Mr. Erdogan's face and the slogan, "Always the People, Always Service," traversed the city like a convoy.

While many residents of Rize say they have not seen a marked improvement in services or economic development, their support for Mr. Erdogan is unquestioned. "He is honest, hardworking, affectionate and has won the hearts of the nation," said Omer Koroglu, a childhood friend and classmate. "We love him

here. It is not right to cast judgment over him based on plain hearsay and gossip."

Another resident, Havva Kaya, a 42-year-old tea industry worker, said, "No one here believes Erdogan is corrupt."

An enormous A.K.P. rally in Istanbul held recently felt like a religious revival, underscoring the vast support Mr. Erdogan enjoys in the city he once led and the challenges his opponents face.

"Look around you, there are millions of people here because they want to show their gratitude for the man that made them rich," said Tayfun Engin, who works as a contractor.

Another rally participant, Mine Kamsis, a tailor who comes from Fatih, a conservative neighborhood that is an A.K.P. stronghold, echoed sentiments felt by many pious Turks. "The A.K.P. has been the first party to serve us," he said. "They built roads, houses and transportation systems, making us first-class citizens. How could we support anyone else?"

While polls showed the A.K.P. still leading in Istanbul, the gap was narrowing, giving Mr. Sarigul a fighting chance. The incumbent mayor, Kadir Topbas of the A.K.P., has kept a low profile. Mr. Erdogan, though, has campaigned so aggressively that by Thursday afternoon his voice had weakened to a high-pitched squeak, and by Friday he had canceled further appearances to regain his voice.

Back on the campaign bus, Mr. Sarigul said simply, "My opponent is Erdogan."

*Sebnem Arsu contributed reporting from Istanbul and Brian Knowlton from Washington.*





www.ekurd.net

## News in brief :

### **KURDISTAN ALLIANCE: BAGHDAD-ERBIL CRISIS NEEDS U.S. INTERVENTION**

March 20, 2014

**B**aghdad: Kurdistan Alliance said on Wednesday, that Kurdistan Regional Government (KRG) and the federal government have no other option but the United States' intervention as a solution to the oil crisis between the two sides. The National Alliance has agreed on the inclusion of the law of the financial budget for the current year on the agenda of the parliamentary session scheduled for today to read it a second reading and accelerate voting on it. A member of the bloc, Qassim Mohammed said that "Several external parties have entered into the line of the oil crisis between Baghdad and Erbil, including the United States, so there no option but to reach an agreement between the two governments to end the problem...shafaaq.com

### **CHANGE (GORRAN) OFFICIAL : MASSOUD BARZANI SHOULD STAND AGAINST MALIKI**

March 24, 2014

**B**aghdad: A member of Change (Gorran) Movement, main opposition party in Kurdistan Region, in Iraqi Parliament Hakim Sheikh Latif said Kurdistan President Massoud Barzani should stand against what he called Iraqi PM Nouri al-Maliki's actions against Kurds. Iraq is moving towards a crisis and Maliki is trying to seeking to decrease the power of the Kurds in Baghdad and Barzani is needed to unite all Kurdish lines and stand against Maliki's actions. He added the Iraqi PM is trying to misuse the killing of a journalist to restrict the power of Kurds in Baghdad and use the case in the upcoming election. Sheikh Latif also warned Maliki's re-election in the upcoming election will make him more dictator than toppled President Saddam Hussein. Tensions between Erbil and Baghdad got even worse after a member of the Iraqi Kurdish President Jalal Talabani's guards shot dead a journalist in Baghdad. 'Blood for blood,' was Maliki's reaction to the killing as he visited the place of the event. kurdpress.ir

### **AN IRAQI BLOC CALLS ON KURDISH PESHMERGA FORCES TO LEAVE BAGHDAD**

March 24, 2014

**B**aghdad: An Iraqi bloc from the Parliament has called on Iraqi authorities to remove Kurdish Peshmerga forces from Baghdad following the killing of an Iraqi journalist by a member of the Kurdish presidential guards. The head of the 'White al-Iraqiya' Bloc Jamal Batikh Shammari has called on the Iraqi government to remove all Peshmerga forces from Baghdad and kill the guard in the same location that he killed the journalist Muhammad Bidaiwi Shammari. Iraq's Prime Minister Nouri al-Maliki has ordered the Interior Ministry forces to protect the Presidential palace and remove the forces that guard President Jalal Talabani's palace, which consist of Peshmerga. This has been viewed by some as a move by Maliki to marginalize the Kurds and turn the incident into a propaganda tool for the upcoming elections. According to local reports, Shammari was shot and killed on Friday after he refused to stop at a checkpoint. basnews.com

### **KURDISH YPG WARNS OF DANGER ON ROADS**

March 25, 2014

**T**he military forces in Syrian (West) Kurdistan, the Kurdish YPG (People's Defence forces), has called on residents and transport companies to avoid using roads that are under the control of Islamic-jihadists from the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS). The YPG warned that ISIS uses civilians as human shields. Following increasing attacks

in recent weeks, the YPG Press Centre issued a press release, in which it said "Gangs, ISIS members and their collaborators are imposing an embargo on the cantons of Rojava [Syrian Kurdistan]. Their aim is to isolate the cantons and cut them off from other regions. As these groups take over areas close to Rojava there is a risk of this embargo becoming stronger." The YPG recalled that Kurdish travellers had been abducted and killed in areas controlled by gangs, adding: "These gangs use civilians as human shields and sometimes as bargaining chips in order to gain the release of gang members arrested by the YPG." "As these gangs have suffered heavy blows they have stepped up their brutal attacks on Rojava, particularly on Kobanê Canton. These gangs use all manner of savagery against our people." The YPG statement concluded by calling on transport companies not to endanger passengers and to avoid using roads controlled by ISIS, and warned residents of West Kurdistan not to use them. firatnews.com

### **A HIGH-LEVEL KURDISH DELEGATION PARTICIPATES BEDAIWI'S FUNERAL**

March 25, 2014

**B**aghdad: A high-level Kurdish delegation participated in journalist Mohammed Bedaiwi al-Shammari's funeral on Monday evening, who was killed by one of the protections member of the Presidency in the capital Baghdad. The delegation which consisted of the Ministers of Trade, Khairallah Babiker, Minister of Health, Majeed Hamad Amin and security officials expressed their sorrow for the incident. Bedaiwi, a journalist and university professor who runs the Office of American Free Iraq Radio in Baghdad was killed on Saturday in unclear circumstances by a Kurdish officer in the presidential regiment in Jadriya fortified area in Baghdad. In an unprecedented reaction, Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki attended personally by to the place of the incident where Bedaiwi was killed and vowed within tribal custom that "blood for blood"...shafaaq.com

### **PKK LEADER ASKS TURKEY KURDS TO GO SYRIAN KURDISTAN TO DEFEND KOBANI AGAINST ISIS JIHADISTS**

March 25, 2014

**Q**andil: The military commander of the Kurdistan Workers' Party (PKK) Murat Karayilan asked Turkey Kurds in the Kurdish cities of Suruc and Urfa to go to Syrian Kurdistan (Rojava) and fight against the Islamic-jihadist forces of the Islamic State of Iraq and Sham (ISIS) linked to al-Qaeda, Hawar News said. According to the report the PKK official said recent ISIS attacks on Syrian Kurdistan region are attacks against the all Kurds and Kurds from the two cities are needed to go to Syria Kurds regions and fight against the extremist militants. Clashes are continuing between the pro-Kurdish People Defense Units (YPG) and the ISIS Islamists after the jihadists killed nine Kurdish forces in clashes on Saturday. kurdpress.ir | Ekurd.net

### **ISIS ISLAMIC-JIHADISTS KILL 5 KURDISH YPG FORCES**

March 25, 2014

**T**he Islamic-jihadist forces of the Islamic State of Iraq and Sham (ISIS) linked to al-Qaeda killed five members of the pro-Kurdish People Defense Units (YPG) in a region near Kobani, one of the Kurdish cities in Syrian Kurdistan and under the control of the Kurdish forces, Hawar News said. According the report the Kurdish forces have been stuck in an ambush of the extremist forces and the jihadists killed all the five members. The ISIS fighters had killed days ago nine members of the Kurdish forces in another region in Kobani. Clashes between the two sides are continuing and the YPG stated its forces will take revenge the killings. kurdpress.ir | Ekurd.net

### **SOME KURDISH FAMILIES IN BAGHDAD RECEIVE DEATH THREATS, AFTER IRAQI JOURNALIST KILLING IN BAGHDAD BY A**

→

## ⇒ KURDISH PRESIDENCY GUARD

March 26, 2014

**B**aghdad: In some quarters of Baghdad, Kurdish families have received death threats telling them to leave the city. According to witnesses in Baghdad's Jadidia Quarter and Amin district, a large number of local Kurdish families have received handwritten letters demanding that they leave Baghdad. The same sources mentioned that the threatened Kurdish families have visited the office of the Shiite leader Muqtada al-Sadr to ask for protection. Muqtada al-Sadr's office has contacted the religious leaders of Najaf, saying that such threats will not be tolerated. They have also published the following statement from Muqtada al-Sadr himself: "I am responsible for the protection of Kurdish families." Following the murder of an Iraqi journalist in Baghdad by a Kurdish officer of the Presidency Guard, Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki visited the scene of the crime and declared that the murder would be avenged "blood for blood"...basnews.com

## AL-HARAK AL-SHA'BI ASKS KURDISH PESHMERGA PROTECTION

March 27, 2014

**I**raq: Al-Harak Al-Sha'bi, as representatives of the 6 provinces which have recently revolted, issued their cities' security case in an announcement asking the central government to handover the security of their cities to Kurdistan's Peshmerga forces. It has been stated in the announcement that the group has always supported the people of Anbar. They accused Al-Maliki's government for the instabilities, saying that he has to pay the price of all the blood-shed in Anbar, Baghdad and Diyala. "The violations against Sunni Arabs in Diyala are crimes against humanity," the announcement stated. Al-Harak Al-Sha'bi asks for foundation of a special force of Sunni Soldiers in the unstable areas of Sunnis to protect themselves against sectarian militias. As well as, they are demanding establishment of a separate Sunni region. [pukmedia.com](#)

## KURDISTAN, UNHCR WORKING ON HOUSING FOR IRAQ'S ANBAR REFUGEES

March 27, 2014

**E**rbil: Authorities in Iraqi Kurdistan are working to prepare special camps for the refugees that fled from Anbar province to Kurdistan. Tourists coming in during the Kurdish New Year will send them out of their present accommodation. Fighting in Fallujah and Ramadi has displaced as many as 140,000 people, according to figures by the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR). They spread themselves over Iraq, some staying elsewhere in Anbar, others fleeing to Baghdad, Karbala, Salahaddin, Nineveh and Iraqi Kurdistan. The over 14,000 who came to Iraqi Kurdistan have moved mainly into motels and holiday housing in Kurdish holiday towns like Shaqlawa, often living three-families to one small apartment. When March comes and tourists flock to the holiday places for Newroz, there will be a big problem, predicts Inge Colijn, who heads UNHCR operations in Iraqi Kurdistan. With the holidaymakers coming in, the prices of accommodations will most definitely rise...rudaw.net

## BARZANI'S KDP MEET TO RESOLVE THE KURDISH GOVERNMENT FORMATION

March 31, 2014

**E**rbil: Kurdistan Democratic Party KDP met in Erbil city to resolve the composition of the government in Kurdistan region. A Kurdish source said that "The meeting was held under the supervision of party's leader, Massoud Barzani". He added that the meeting will discuss the formation of a government led by KDP or entrusting the Ministry of Interior for Change movement. The position of the Ministry of Interior is one of the biggest obstacles in the formation of the Kurdish government, as Kurdistan Patriotic Union refuses to entrust Change movement which is the main rival in its strongholds with this position while the latter insists on this position as a condition

for participation in the formation of the government. The Kurdish source pointed out that KDP wants all blocs to be involved in the government formation...shafaq.com

## KRG SPOKESMAN: NO OIL AGREEMENT BETWEEN ERBIL AND BAGHDAD

March 30, 2014

**E**rbil: Kurdistan Regional Government (KRG) spokesperson Safeen Dizayee announced that starting in April 100,000 barrels of Kurdish oil will be exported on a daily basis through Iraqi oil marketing Co. (SOMO) but denied reports that there have been agreements to export more than this. Dizayee told Anadolu Agency: "The first days of April the KRG will start to export 100,000 oil barrels per day through the Iraqi oil marketing Co. SOMO." The exportation of 100,000 oil barrels per day was decided upon two weeks ago. Dizayee said that the number of barrels is proof of Kurdistan's will to solve the oil-related problems between Erbil and Baghdad following Erbil's decision to export its oil to Turkey. The tension spiked after the KRG constructed an oil pipeline to Turkey and exported oil independently without referring back to SOMO, Iraq's oil marketing company. This has led to Baghdad threatening Kurds with cutting their 17% of the Iraqi budget and also delayed the monthly government budget and government employees' salaries. Dizayee denied report that the Kurdish Government had an agreement with Baghdad to export 400,000 oil barrels per day. [basnews.com](#)

## 12 ISIS ISLAMIC-JIHADISTS AFFILIATED AZERBAIJANI NATIONALS KILLED IN CLASHES WITH KURDISH YPG

March 30, 2014

**K**obani: In clashes between the Kurdish People's Defense Units (YPG) and Islamic-jihadists members of the Islamic State of Iraq and Sham (ISIS) linked to al-Qaeda terrorists more than 22 forces of the Islamists were killed with 12 of them Azerbaijani nationals, Hawar News said in a report. Azeri APA media has confirmed the killing of the nationals, adding that one of the slain nationals have been a body building famous sportsman. It is worth mentioning that the YPG had earlier confirmed the capture of some bomb attackers from Libya, Sudan, Denmark and Tunisia. The YPG added clashes between the fighting sides are continuing in the regions. [kurdpress.ir](#) | [Ekurd.net](#)

## 25 ISIS ISLAMIC-JIHADISTS KILLED IN CLASHES IN KOBANÊ

March 30, 2014

**K**obane: 25 Islamic-jihadists of the ISIS (Islamic State of Iraq and al-Sham) groups were killed in fierce clashes with Western (Syrian) Kurdistan's People's Defence Units (YPG) in eastern and western regions of the Kobanê city in Syrian Kurdistan on Wednesday evening. According to the reports obtained from YPG sources, ISIS Islamists launched an attack against the Xirab Eto village in west Kobanê late Wednesday evening. Clashes broke out as YPG forces responded to the attack, killing at least 9 ISIS militants and also seizing a vehicle of theirs carrying an anti-aircraft weapon. Clashes around the village have been reported to be continuing this morning as well. Separate clashes broke out as ISIS Islamists fired mortars targeting villages in the west of the Kobanê city where clashes broke out following YPG's response to the attacks. 12 jihadists were killed in an operation YPG launched against a cultural center used as a base by ISIS groups. ISIS groups also attempted to enter the Kendal village in the east of the Kobanê city Wednesday. The ISIS groups whose 4 members were killed in the village had to retreat from the region following fierce clashes with YPG forces. On the other hand, local sources report that the villages of Zor Mexar, Evdiko, Kendal, Girê Sor, Vinoteh and Bir Kitik in eastern Kobanê were also targeted by artillery shootings of the Islamists whose attacks have caused a great damage in the region. [firatnews.com](#) □



# A la veille des élections, Ankara bloque YouTube

## Des bandes audio diffusées sur le site montrent que le premier ministre turc aurait instrumentalisé le conflit syrien

Istanbul  
Correspondance

Après Twitter, auquel l'accès reste interdit depuis le 20 mars, c'est au tour de YouTube d'être censuré depuis jeudi soir en Turquie. Le site Internet de partage de vidéos a été bloqué par l'autorité nationale des télécommunications, sur ordre du gouvernement, à trois jours des élections municipales de dimanche 30 mars, un scrutin capital pour la survie politique du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan.

Le verrouillage du site, qui n'a pas nécessité de décision de justice – conformément à la récente réforme de la loi sur le contrôle d'Internet –, a été décidé « par précaution », selon Fikri Isik, le ministre turc des technologies, pour empêcher la divulgation de « secrets d'Etat » mettant en cause la sécurité nationale.

Une nouvelle bande audio, révélée jeudi et qui aurait été enregistrée clandestinement le 13 mars à Ankara, montrerait comment le régime turc aurait instrumentalisé le conflit en Syrie, en pleine campagne électorale. Sur le document, resté en ligne quelques heures et dont l'authenticité n'a pas été contestée par les déclarations officielles, le ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, le chef des services de renseignement (MIT), Hakan Fidan, et le chef adjoint de l'état-major des armées discutent d'une possible intervention en Syrie contre les djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL). Le but : détourner l'attention de l'opinion des affaires de corruption qui mettent en cause le premier ministre et son entourage.

« Ils ont même révélé le contenu d'un sommet sur la sécurité nationale. C'est un acte ignoble, lâche et immoral », a lâché M. Erdogan, jeudi, la voix cassée, au cours d'un meeting à Diyarbakir, dans l'est du pays, avant de promettre qu'il allait « poursuivre jusque dans leur cave » les responsables de cette nouvelle humiliation. Visée, la confrérie de l'imam Fethullah Gülen, en conflit ouvert avec

M. Erdogan et implantée jusqu'au sommet de l'Etat turc, est jugée responsable de la diffusion, depuis début février, de dizaines d'enregistrements compromettants de hauts responsables turcs.

Le ministère des affaires étrangères, dans les locaux duquel aurait été posé le micro, a qualifié les révélations d'« acte d'espionnage » et de « crime grave contre la sécurité nationale de la Turquie ». « Les réseaux traîtres qui ont commis cette attaque sont les ennemis de notre Etat et de notre nation », accuse le communiqué.

L'enregistrement censuré met en cause le gouvernement turc et le chef du renseignement, soupçonnés d'avoir envisagé de provoquer une escalade armée en territoire syrien à des fins électoralistes. Le sommet du 13 mars était consacré à la protection du tombeau de Suleiman Chah, le grand-père du premier sultan ottoman, Osman I<sup>er</sup>. Cette sépulture, placée sous souveraineté turque en vertu du traité d'Ankara signé en 1921 par la Turquie et la France, et qui dessine les frontières nord de la Syrie, forme une minuscule enclave turque, à trente kilomètres à l'intérieur du territoire syrien.

Malgré la guerre qui fait rage dans cette région, le mausolée de

Suleiman Chah, sur lequel flotte un drapeau turc, est toujours gardé par un contingent de 25 soldats. Mais les combattants djihadistes de l'EIL ont repris début mars à l'Armée syrienne libre (ASL) cette région, à l'est d'Alep, et ont menacé la Turquie de s'en prendre au mau-

### Ces révélations sèment le trouble sur la politique menée par la Turquie en Syrie depuis trois ans.

solée. Une menace que M. Erdogan aurait perçue comme « une opportunité », rapporte M. Davutoglu dans l'enregistrement. « Si c'est cela qu'il faut, j'enverrai quatre hommes en Syrie. Je causerai un casus belli en faisant tirer un missile sur la Turquie », lui répond M. Fidan. Le 14 mars, le ministre des affaires étrangères a rappelé que la tombe ottomane « est un territoire turc, le seul hors de nos frontières. Toute attaque engendrera des représailles comme s'il s'agissait de n'importe quelle autre partie de la Turquie ». Depuis, Ankara a

multiplié les déclarations va-t-en-guerre et a renforcé son dispositif militaire le long de la frontière, dans la province de Hatay.

Ces révélations sèment le trouble sur la politique syrienne menée par la Turquie depuis trois ans et sur les incidents qui se sont succédé ces derniers jours. Le 20 mars, trois Turcs, un gendarme, un policier et un chauffeur de camion ont été tués dans une fusillade, à un barrage routier, dans la province méridionale turque de Nigde. Les trois jeunes assaillants, des djihadistes de l'EIL aux passeports européens, selon Ankara, ont été arrêtés.

Dimanche 23 mars, la Turquie a abattu un avion de chasse syrien qui avait, selon elle, violé sa frontière, dans la zone du poste-frontière de Kassab. Le pilote a pu s'éjecter, pour retomber en Syrie. Damas dément et dénonce une agression sur son territoire alors que l'avion pourchassait des combattants djihadistes. Ankara est accusée d'avoir favorisé les entrées par le nord de la province de Lattaquié.

Pour le journaliste Kadri Gürsel, éditorialiste au quotidien *Milliyet* (« la nationalité »), cette violation limitée de la frontière turque ne suffit pas à expliquer pourquoi l'armée a abattu l'avion. Le calendrier politique turc serait plutôt, pour



A l'approche du scrutin municipal du 30 mars, une affiche du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, dégradée par des opposants, à Istanbul. EMRAH GUREL/AP

lui, à l'origine de ce passage à l'acte. « Il faut être naïf pour penser qu'un chef à tendance autoritaire, se sentant coincé au point de devoir interdire Twitter, ne serait pas prêt à se lancer dans une aventure au-delà des frontières pour modifier l'agenda national et pour enrayner l'hémor-

ragie de son électorat nationaliste et conservateur sunnite, et ainsi, récupérer les votes perdus. »

Ankara aurait ainsi pu prendre le risque d'un embrasement. Des échanges de tirs entre les positions d'artillerie de part et d'autre de la frontière ont été confirmés jeudi,

sans faire de victimes. Deux policiers ont été blessés en début de semaine dans une fusillade impliquant prétendument des membres de l'EIIL, à Istanbul. Et les services turcs font état d'une menace terroriste accrue dans les grandes villes et dans les provinces limitro-

phes de la Syrie. En mai 2013, au moins 51 personnes avaient déjà péri dans un double attentat à la bombe à Reyhanli. A quelques jours d'élections décisives, tous les coups semblent permis. ■

GU. P.

Le Monde

Samedi 29 mars 2014

## Discrètement aidés par l'armée turque, les rebelles syriens font une incursion sur la côte

C'EST LA VERSION SYRIENNE du pot de fer contre le pot de terre. En début de semaine, prenant à contre-pied le régime Assad, qui concentrait ses efforts sur la reprise en main de la zone frontalière avec le Liban, des brigades rebelles ont avancé dans le djebel turkmène, au sud de la frontière avec la Turquie. Avec la couverture tacite de l'armée turque, qui a abattu un chasseur syrien et les a laissés passer par son territoire, les insurgés ont, pour la première fois, atteint le rivage méditerranéen. Mais cette percée, qui rompt avec une série de revers préoccupants pour l'opposition, semble déjà marquer le pas, en raison de la puissance de feu largement supérieure du camp loyaliste.

Jeudi 27 mars, fidèle à l'une de ses tactiques contre-insurrectionnelles préférées, l'aviation syrienne a lâché des barils d'explosifs sur l'Observatoire 45, une colline stratégique, proche de la localité de Kastal Maaf. Selon une source militaire syrienne, citée par l'Agence France-Presse (AFP), les bombarde-

l'homme, Damas a mobilisé des milliers de soldats et de miliciens, en puisant dans la communauté alaouite, la confession du clan Assad, dominante dans la région de Lattaquié. Le pouvoir syrien, qui grignote peu à peu les positions rebelles depuis la chute de Qoussair, en juin 2013, ne peut laisser ses adversaires prendre pied dans son sanctuaire, sans réagir vite et fort. D'autant qu'unements ont forcé les rebelles à abandonner ce point haut, qui surplombe la province de Lattaquié, la terre ancestrale du clan Assad. Parallèlement, l'armée régulière pilonnait les environs de Kassab, un village arménien, à un jet de pierre de la



Turquie, dont les insurgés se sont emparé dimanche, en même temps qu'un poste-frontière.

Selon Rami Abdel Rahmane, de l'Observatoire syrien des droits de parent de Bachar Al-Assad, Hilal Al-Assad, chef des comités de défense nationale, un groupe paramilitaire alaouite, a été tué dans les combats de Kassab.

« Le régime est furieux, dit Rania Kisar, une militante anti-Assad, de passage à Paris. Il a dépêché de nombreux renforts sur la côte. Cela va diminuer la pression sur les autres fronts. Le moral des révolutionnaires a été regonflé par cette offensive surprise. » Le politologue Radwan Ziadeh, membre du gouvernement intérimaire mis en place par l'opposition, est nettement moins enthousiaste. « Il y a une pression populaire très forte pour porter le combat sur les terres d'Assad. Mais comme le régime a la maîtrise du ciel, l'attaque n'ira pas loin. Et puis sur un terrain comme celui de Lattaquié, peuplé par de nombreuses minorités, le risque de dérapage est grand. C'est une stratégie à courte vue. »

semaines dans son fief de Rakka, dans l'Est syrien.

Les hommes d'Al-Nosra sauront-ils éviter les exactions sectaires ? Aux yeux de ces radicaux, Arméniens et alaouites, en plus d'être soupçonnés de soutenir le régime, sont considérés comme des hérétiques. Grand classique du conflit syrien, la guerre des vidéos et des témoignages contradictoires a commencé. Un Arménien de Kassab, joint par téléphone à Lattaquié où il s'est réfugié, affirme que 800 familles ont fui l'arrivée des rebelles. Il assure que des obus ont été tirés de Turquie et que des maisons et une église ont été pillées. Dans ce village, rescapé du génocide de 1915, on voit volontiers la main d'Ankara derrière l'attaque des djihadistes. Mais une vidéo, tournée par un militant présent aux côtés des assaillants, montre une église intacte. « Nous sommes différents de l'EIIL, indique un rebelle joint par l'AFP. Nous n'avons pas de problème avec les communautés religieuses. Nous voulons juste que le régime s'en aille. » ■

BENJAMIN BARTHE  
AVEC GUILLAUME PERRIER

### Le pouvoir syrien a mobilisé des milliers de soldats. Il ne peut laisser ses adversaires prendre pied dans son sanctuaire

Cette fois-ci, l'attaque est menée par le Front Al-Nosra, une autre formation djihadiste, affiliée à Al-Qaida, mais davantage acceptée dans les milieux de l'opposition, ainsi que par d'autres bataillons islamistes. Attaqué par ses rivaux au début de l'année, l'EIIL s'est retranché il y a deux



# L'Irak est-il en train de perdre le Kurdistan?

Journalism Online Press

24 mars 2014

<http://www.jolpress.com>

**Les exportations de pétrole irakien ont connu un boom exceptionnel en février. Reste que la production aurait pu être encore supérieure si le différend qui oppose les autorités fédérales au Kurdistan avait été résolu, ont regretté les autorités irakiennes. Le Kurdistan, région jouissant d'une large autonomie au Nord du pays, exporte en effet les hydrocarbures gisant dans ses sous-sols en contournant Bagdad. Soit une perte financière sèche pour l'Etat fédéral. Surtout, ce denier n'est-il pas en train de perdre cette riche région, qui, en s'affranchissant de la tutelle irakienne sur la plan économique, deviendrait indépendante de fait ? C'est l'avis de Myriam Benraad, spécialiste de l'Irak associée au CERI et à l'IREMAM et analyste sur le Moyen-Orient au bureau parisien du Conseil européen sur les relations internationales (ECFR), qui nous aide à décrypter les enjeux de cette nouvelle donne.**

Les exportations de pétrole irakien ont connu un boom exceptionnel en février, a fait savoir Bagdad début mars. Plus de 2,8 millions de barils par jours !

Ce serait un record historique depuis l'invasion en 1990 du Koweït par l'ancien raïs Saddam Hussein, à la suite duquel l'Irak avait été sous le coup de sanctions internationales et placé sous embargo.

Mais... la production aurait pu être encore supérieure si le différend qui oppose les autorités fédérales au Kurdistan avait été résolu, a regretté le ministre responsable des affaires énergétiques.

La région autonome, située au nord de l'Irak, possède 30% des réserves pétrolières du pays. Les autorités d'Erbil - capitale du Kurdistan - considèrent que ces ressources énergétiques sont leurs ; Bagdad estime à l'inverse qu'elles appartiennent au pays tout entier, qui doit pouvoir profiter des revenus substantiels qu'elles génèrent.

## UN OLÉODUC KURDISTAN-TURQUIE POUR COURT-CIRCUITER BAGDAD

Pour contourner le contrôle des autorités fédérales, le Kurdistan a scellé un partenariat stratégique avec la Turquie. Il y a quelques mois s'est ainsi achevée la construction de l'oléoduc Fichkhabour, qui relie Tak-Tak, au sud d'Erbil, à Ceyan, sur la côte turque. Une pipeline longue de 281 kilomètres, qui permet aux Kurdes d'exporter directement leur brut.

Bagdad a répliqué en février en gelant les salaires des fonctionnaires du Kurdistan irakien. « Le message que les autorités fédérales envoient à Erbil est que la région ne peut pas tirer avantage des ressources qui regorgent dans ses sous-sols à son seul profil tout en profitant des revenus du pétrole générés au niveau national. », décrypte l'experte Ruba Husari, qui dirige le site spécialisé Iraq Oil Forum.

La construction de l'oléoduc soulève en effet la question de savoir si



A la suite de l'intervention américaine de 2003, qui a provoqué la chute de l'ex-président Saddam Hussein et à la redistribution des cartes politiques en Irak, les Kurdes ont renforcé l'autonomie dont ils jouissaient depuis la fin de la guerre du Golfe en 1992, et qui est désormais inscrite dans la constitution irakienne de 2005. Sur la photo : la capitale du Kurdistan irakien, Erbil

« le pétrole vendu à la Turquie est irakien ou kurde », analyse Ruba Husari. Et donc, in fine, « de définir si le Kurdistan est un Etat de l'Irak fédéral ou bien un Etat indépendant ».

## ERBIL, AUTONOME FINANCIÈREMENT ?

Jusqu'ici, s'il avait son propre drapeau, son propre gouvernement, ses propres forces de sécurité, d'un point de vue financier, le Kurdistan restait tributaire de l'Irak : « Selon les termes de la Constitution, la région se voit attribuer 17% du budget national, soit dix milliards de dollars par an. », rappelle Ruba Husari.

La manne pétrolière qu'il compte exploiter en contournant Bagdad peut-elle rendre le Kurdistan indépendant sur le plan économique ? Cela pourrait-il, alors, l'amener à réclamer la pleine souveraineté ?

**Éléments de réponse avec Myriam Benraad, spécialiste de l'Irak associée au CERI et à l'IREMAM et analyste sur le Moyen-Orient au bureau parisien du Conseil européen sur les relations internationales (ECFR).**

**JOL Press : Le gouvernement régional kurde (Kurdistan Regional Government ou KRG) affirme que l'oléoduc de Fichkhabour a une capacité de 300 000 barils/jour, un million en 2015 et deux millions de 2019. Quelle est la réalité des capacités de production pétrolière et gazière du Kurdistan ?**

**Myriam Benraad :** Les réserves en hydrocarbures (pétrole et gaz naturel) situées au Kurdistan irakien sont les deuxièmes plus importantes du pays derrière la région de Bassora au Sud. Elles comptent pour 45 des 143,1 milliards de barils de pétrole détenus par l'Irak et 1 100 milliards de mètres cubes de gaz.

Leur exploitation pourrait bientôt signifier deux millions de barils/jours acheminés, soit les deux tiers de la production irakienne actuelle. On estime qu'à l'horizon 2020, ce sont jusqu'à 3 millions de barils/jour qui pourraient quitter le Kurdistan vers le Nord et les marchés mondiaux.

Le KRG s'est fixé pour objectif prioritaire d'accroître sa production et ses exportations. L'achèvement de la construction et la mise en service du nouvel oléoduc de Fichkhabour, station de pompage située à la frontière entre la Turquie et le Kurdistan, va évidemment dans le sens de cet accroissement considérable des capacités d'exportations du KRG.

Jusqu'ici, seuls les hydrocarbures extraits du Sud irakien

étaient acheminés vers le port de Ceyhan, via l'oléoduc principal sous contrôle de Bagdad. Or le KRG, qui exporte pour l'essentiel ses réserves vers son voisin turc, se voyait contraint d'utiliser cet oléoduc et donc de négocier le niveau de sa production et de ses exportations avec les autorités centrales irakiennes.

Avec ce nouvel oléoduc, le pétrole kurde pourra être directement acheminé vers la Turquie et le reste du monde.

### **JOL Press : Pourquoi la solution aux tensions entre l'Irak et le KRG sur la question énergétique ne réside-t-elle pas dans la Constitution irakienne ?**

**Myriam Benraad :** C'est précisément la Constitution adoptée en 2005 et le flou des deux articles consacrés à la question des hydrocarbures et à leur partage qui ont conduit à ces tensions et au conflit qui oppose depuis près de dix ans maintenant le Kurdistan à Bagdad.

La Constitution dispose dans son article 111 que « le pétrole et le gaz sont la propriété de tous les Irakiens dans toutes les régions et les provinces », sans préciser quelles sont les responsabilités des différents niveaux de pouvoir.

L'article 112 dispose ainsi que « le gouvernement fédéral administrera le pétrole et le gaz extraits des champs existants en coopération avec les gouvernements des régions et provinces productrices à condition que les revenus soient distribués de manière juste et compatible avec la distribution démographique du pays ».

Or, l'immense richesse pétrolière détenue par l'Irak se situe essentiellement au Sud (Bassora) et au Nord (Kirkouk). Une première ébauche de loi nationale sur les hydrocarbures avait vu le jour en 2006, mais elle n'a jamais été adoptée en raison du différend entre les Kurdes et Bagdad quant au degré de décentralisation du secteur pétrolier.

Tandis que le KRG cherche à avoir le contrôle le plus grand possible sur ses ressources, Bagdad essaie au contraire de recentraliser autant que faire se peut le secteur énergétique et les revenus de la rente. Il s'agit là d'une bataille économique mais également éminemment politique et stratégique.

Dès 2007, l'impasse des discussions au Parlement a d'ailleurs conduit les Kurdes à se doter de leur propre législation régionale sur les hydrocarbures et à signer leurs propres contrats avec des dizaines de compagnies pétrolières. Depuis, le conflit entre Erbil et Bagdad n'a jamais cessé, et les nouveaux débouchés ouverts par l'oléoduc de Fichkhabour ne peuvent qu'aviver ces tensions.

### **JOL Press : L'oléoduc de Fichkhabour ne signe-t-il pas, de fait, l'indépendance énergétique du KRG ?**

**Myriam Benraad :** De fait, même si la dynamique d'autonomisation énergétique et économique du KRG est déjà à l'œuvre depuis plusieurs années. C'est bien pour cela que Bagdad, qui ne tient pas à perdre tout contrôle sur les richesses situées au Nord et craint que l'autonomie kurde n'aboutisse à une indépendance signifiant la fin de l'Irak national, n'a de cesse de condamner la politique pétrolière d'Erbil, la qualifiant d'illégal.

Les Kurdes ne semblent pas trop se soucier de la détérioration de leurs rapports avec Bagdad, sauf bien entendu si le conflit présent venait à dégénérer en provoquant une réaction armée de la part du gouvernement central.

Crainte qui n'est pas sans fondement dans la mesure où le Premier ministre chiite Nouri al-Maliki, au pouvoir depuis 2006, est aujourd'hui dans une logique de remilitarisation de l'Irak et de répression de ses « franges dissidentes » – dont les sunnites au premier plan, dans la grande province rebelle d'Al-Anbar.

Bagdad se fait livrer de nouvelles armes par les États-Unis, y compris des avions de chasse et des drones, ce qui n'est pas sans inquiéter les Kurdes.

### **JOL Press : Le KRG a ses propres forces de sécurité, son drapeau, etc. Ne lui manquait plus que l'indépendance financière pour pouvoir se détacher totalement de l'Irak. Maintenant que le KRG augmente sa production de pétrole, sa pleine souveraineté n'est-elle pas acquise dans les faits ?**

**Myriam Benraad :** Depuis 2005, les Kurdes ont leurs propres institutions, une Constitution régionale distincte de la Constitution ira-

kienne, et leur propre législation (ironiquement devenue un modèle pour le parlement fédéral...)

Ils possèdent leurs propres forces armées, les combattants peshmergas, qui protègent les frontières, même informelles, de leur région autonome et s'assurent que les territoires disputés, au premier rang desquels la ville pétrolière de Kirkouk, ne tombent pas entre les mains du camp arabe.

L'augmentation de la production et des exportations du KRG vont indubitablement dans le sens d'une plus grande autonomie, voire d'une indépendance de fait, ce qui signifierait bel et bien l'avènement d'un Kurdistan souverain.

### **JOL Press : Quelles seraient les conséquences d'une indépendance du Kurdistan sur le reste de l'Irak ?**

**Myriam Benraad :** Sur un plan économique, une indépendance du Kurdistan signifierait la perte officielle par l'Irak de ses deuxièmes réserves les plus importantes en pétrole et gaz.

Sur un plan politique, trois scénarios pourraient être envisagés :

1. dans la mesure où cette indépendance est aujourd'hui déjà presque acquise, Bagdad ne ferait finalement qu'acter celle-ci – scénario peu probable compte tenu de l'intransigeance d'Al-Maliki sur le dossier pétrolier, des territoires toujours disputés, et parce que les Kurdes sont très impliqués dans la vie politique fédérale et semblent vouloir le demeurer ;

2. Bagdad contesterait cette indépendance car elle signifierait la perte d'une portion conséquente de son territoire et de ses richesses, et surtout la fin de ses débouchés au Nord – cette contestation serait cependant politique, porte ouverte vers des négociations avec le nouvel État kurde ;

3. un conflit armé éclaterait entre les Kurdes et l'Irak, déclenché par Bagdad pour reconquérir la zone – pour l'heure ce scénario n'est pas de mise, mais il n'est pas à exclure dans le futur.

### **JOL Press : Quel serait l'impact d'une indépendance du Kurdistan sur les Kurdes résidant dans les trois autres pays frontaliers (Turquie, Iran, Syrie) ?**

**Myriam Benraad :** Les Kurdes ne forment pas une entité homogène. Cependant, dans les circonstances actuelles, leurs différences sont mises sous silence au profit d'une ligne nationaliste propre à toute leur histoire pendant le XX<sup>ème</sup> siècle. L'idéal du Kurdistan historique reste omniprésent et rapproche tous les Kurdes, qu'ils soient d'Irak, d'Iran, de Turquie ou de Syrie.

Le KRG est un modèle pour ses voisins, syriens en particulier, et son indépendance formelle pousserait certainement ces derniers à s'en rapprocher encore plus.

La question porte davantage ici sur la réaction qui serait celle des pays voisins. Il n'est pas sûr, de fait, que des États comme la Turquie – qui a certes adopté une position plus favorable à l'égard des Kurdes, mais pour des raisons avant tout économiques – ou l'Iran s'en accommodent.

### **JOL Press : Quelles seraient les conséquences d'une prise d'indépendance sur le Kurdistan lui-même ?**

**Myriam Benraad :** Cette indépendance, une nouvelle fois, ne ferait que sanctionner une autonomie déjà bien développée. Mais elle poserait plusieurs questions, à la fois au niveau interne et sur un plan extérieur.

La première concernerait les liens entre partis kurdes, PDK et UPK, qui se partagent actuellement les pouvoirs en bonne entente – Massoud Barzani (PDK) est leader du KRG et Jalal Talabani (UPK) de la fédération irakienne. Une indépendance formelle modifierait-elle ce statu quo en réveillant les divisions historiques entre forces kurdes ? Pour rappel, une guerre civile avait pris place dans la décennie 1990.

Quant à l'environnement extérieur du nouvel État kurde indépendant, il serait tout aussi porteur d'incertitudes : comment les régimes arabes voisins réagiraient-ils ? Les Kurdes seraient-ils capables de faire face seuls à une attaque armée les visant ?

### **JOL Press : Afin de mieux s'affranchir de la tutelle irakienne, le KRG a mis progressivement en place un partenariat énergétique étroit avec la Turquie. Le KRG, s'il**



**devenait indépendant, pourrait-il former d'autres alliances dans la région ? Si non, peut-il se contenter d'avoir un seul allié ? Ne risque-t-il pas de devenir dépendant d'Ankara ?**

**Myriam Benraad :** Il y aurait, en effet, un enjeu pour le Kurdistan à former de nouvelles alliances et de nouveaux partenariats à l'échelle régionale, ce qui supposerait de se doter d'une diplomatie souveraine et plus forte. Pour l'heure, le principal partenaire énergétique et économique des Kurdes reste la Turquie, ce qui crée une forte dépendance, mais qui n'est pas inéluctable.

Le marché kurde attire en effet beaucoup d'autres investisseurs, régionaux comme internationaux ; et les efforts d'Ankara pour accommoder Bagdad pourraient pousser le KRG à vouloir se défaire de son parrain turc à terme, ce pour être enfin pleinement indépendant.

**JOL Press :** Comment le KRG serait-il susceptible d'utiliser la carte pétrolière ? Quels seraient les débouchés de sa production ?

**Myriam Benraad :** Avec le nouvel oléoduc de Fichkhabour, qui représente une porte de sortie directe de leurs hydrocarbures, il est probable que les Kurdes cherchent à trouver d'autres débouchés pour leur pétrole, dont l'Europe au premier plan, par le biais du port de Ceyhan, en Méditerranée.

**JOL Press :** La production pétrolière croissante du Kurdistan peut-elle provoquer un bouleversement dans le jeu des interdépendances entre États sur la question énergétique ? Par exemple, est-ce que, à terme, le gaz kurde pourrait remplacer celui que la Russie livre à l'Europe ?

**Myriam Benraad :** Il est évident que la récente crise ukrainienne, et aujourd'hui l'annexion de la Crimée par la Russie, modifient en profondeur les cartes, notamment pour les Européens dans le cadre des sanctions qui visent d'ores et déjà Moscou.

Il faudra à l'Europe trouver de nouvelles sources d'approvisionnement,

et le gaz kurde pourrait en faire partie, d'autant qu'un certain nombre de compagnies européennes ont déjà signé des contrats avec les Kurdes, parmi lesquelles Total du côté français.

**JOL Press :** Les États-Unis ne veulent pas d'un Kurdistan indépendant car ils craignent un éclatement de l'Irak. Comment réagiraient-ils si cela advenait ?

**Myriam Benraad :** Les États-Unis ont poursuivi une politique pour le moins ambiguë à l'égard des Kurdes, car tout en s'opposant à leur indépendance formelle, ce sont tout de même eux qui ont soutenu le processus d'autonomisation de leur région, où ils conservent de forts intérêts économiques et politiques – les premiers investisseurs dans le secteur énergétique kurde sont américains – on peut citer ici ExxonMobil et Chevron – et les liens unissant le KRG à Washington demeurent étroits.

**JOL Press :** Kirkouk est revendiquée par les Kurdes, les Turkmènes et les Arabes, et est composée des trois groupes linguistiques précités plus les Assyriens. Que deviendrait la ville en cas d'indépendance du Kurdistan ?

**Myriam Benraad :** Pour l'heure, c'est très précisément sur la question des territoires disputés au Nord que butte la question d'une indépendance officielle des Kurdes. Le KRG n'est, de fait, pas disposé à y renoncer, tout comme Bagdad.

Dans cette compétition, Kirkouk constitue un enjeu majeur. Les Kurdes y représentent les trois quarts de la population et ont demandé, de longue date, leur rattachement au KRG. Mais leur référendum prévu par l'article 140 de la Constitution irakienne a été reporté plusieurs fois, les Arabes s'opposant à toute annexion.

Si les Kurdes procédaient à un rattachement unilatéral de Kirkouk à leur région autonome, ou à un nouvel État indépendant, des violences éclateraient sans aucun doute. Il faudrait même s'attendre à une réaction militaire de Bagdad, tant la situation serait alors devenue explosive. ■

*Propos recueillis par Coralie Muller pour JOL Press*



24 mars 2014

## La Turquie, grande gagnante de l'émancipation du Kurdistan irakien

Journalism Online Press  
24 mars 2014  
<http://www.jolpress.com>

Les exportations de pétrole de la région autonome du Kurdistan irakien se font via des oléoducs contrôlés par les autorités fédérales d'Irak. Pour contourner cet obstacle, le Kurdistan a noué un partenariat avec Ankara, matérialisé par la construction d'un pipeline permettant d'exporter directement le brut vers la Turquie. Si ce rapprochement est précieux pour Erbil dans sa démarche d'autonomisation accrue, il nourrit également l'ambition de la République turque de se positionner comme « hub » énergétique incontournable au Moyen-Orient.

Il serpente les terres depuis Taq-Taq jusqu'à Ceylan. L'oléoduc Fichkhabour, dont la construction s'est achevée il y a quelques mois seulement, relie le sud d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien, à la côte turque. 281 kilomètres où l'or noir coule à flot.

La région autonome du nord de l'Irak et la Turquie ont entamé un rapprochement aussi spectaculaire que surprenant. Depuis trois décennies, le conflit qui oppose la guérilla kurde du PKK, implantée



Le pétrole du Kurdistan irakien représente 7% des réserves mondiales et 30% des réserves d'Irak. (Photo Oleinik Dmitri / Shutterstock)

au sud-est de la Turquie, aux autorités d'Ankara a fait plus de 45 000 morts. La République turque n'a donc pas vu d'un très bon œil l'instauration d'un gouvernement autonome au Kurdistan irakien suite à l'invasion américaine en Irak en 2003, par peur que ce modèle ne s'étende et menace son intégrité territoriale.

### UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE

Le gouvernement turc, conduit par Recep Erdogan, a pourtant décidé depuis de s'en accommoder, au nom d'un choix stratégique : profiter des ressources pétrolières et gazières qui regorgent dans les sous-sols du Kurdistan d'Irak, en établissant un partenariat énergétique fort avec Erbil. La stratégie des autorités d'Ankara répond à trois impératifs cruciaux pour la Turquie.

Le premier : satisfaire le marché intérieur turc. « La Turquie est un pays qui a une croissance économique rapide [3% en 2013, ndlr] »

« et qui a des besoins énergétiques qui augmentent. », explique Francis Perrin, président de Stratégies et Politiques Énergétiques (SPE). Le pays aux 75 millions d'habitants importe déjà pour plus de cinquante milliards de dollars par an de gaz et de pétrole. Et sa consommation devrait être multipliée par deux d'ici dix ans selon les prévisionnistes.

Deuxième impératif : « réduire la dépendance de la Turquie vis-à-vis de ses principaux fournisseurs d'énergie que sont l'Iran, la Russie, et l'Azerbaïdjan », explique encore Francis Perrin. Ce qui passe nécessairement par une diversification de ses sources d'approvisionnement.

Enfin : « Conforter la place de la Turquie comme pays de transit ». Le pétrole et le gaz kurde qui transitent par la Turquie pour être reexportés vers d'autres pays génèrent pour Ankara de substantiels droits de transit. Surtout, « cela place la Turquie en position de carrefour énergétique, ce qui renforce son rôle géopolitique et stratégique, notam-

ment vis-à-vis de l'Union européenne».

#### COLÈRE DE BAGHDAD

D'autres projets énergétiques sont déjà dans les tuyaux entre Erbil et Ankara. Toutefois, la Turquie, sous pression américaine - Washington, qui redoute plus que tout un éclatement de l'Irak, craint que l'émancipation énergétique d'Erbil ne mène à l'indépendance de la région du Kurdistan -, et face à la colère de Baghdad, freine son apétit.

Ainsi, pour le moment, la Turquie stocke-t-elle le pétrole en provenance du Kurdistan irakien qui transite via l'oléoduc dans des citernes, sans le reexporter, afin de laisser une chance à un accord tripartite d'aboutir.

Mais si le dialogue devait conduire à une impasse, « Ankara fera passer ses intérêts énergétiques avant la préservation de ses relations avec Baghdad », pronostique Francis Perrin. ■



31 mars 2014

## TURQUIE ♦ Erdogan conforté par les urnes

Le parti du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan arrive en tête des élections municipales qui ont eu lieu le 30 mars. Que va faire Erdogan de cette victoire ?

www.courrierinternational.com

Pierre Vanrie

31 mars 2014

"IL NE FAIT aucun doute que le premier gagnant de cette élection est l'AKP [Parti de la justice et du développement]", écrit Rusen Cakir dans Vatan. "Que le parti au pouvoir obtienne un score proche de 45 % est incontestablement un succès. La stratégie du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan qui a fait en sorte que les urnes, et non pas la justice, soient la référence pour juger des allégations de corruption qui pèsent sur lui s'est avérée payante. Le calcul du réseau de Fethullah Gülen qui espérait se débarrasser d'Erdogan à l'occasion de cette élection était donc erroné."

"Le parti d'extrême droite MHP [Parti de l'action nationaliste] qui d'habitude ne brille guère dans les scrutins locaux", poursuit R. Cakir, "s'est cette fois distingué en remportant quelques mairies importantes (Adana et Mersin, respectivement cinquième et dixième villes de Turquie). Par ailleurs, en Anatolie centrale et orientale, et même dans les régions de la mer Noire, il a fait bonne figure face à un AKP dominant. Cela va avoir pour conséquence de compliquer la tâche du Premier ministre par rapport au processus de paix avec le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) auquel est opposé le MHP]." Quant au parti prokurde BDP [Parti pour la paix et la démocratie, proche du PKK], il renforce aussi ses positions dans le sud-est anatolien à majorité kurde. "Le processus de paix a donc bénéficié à ce parti." "Par ailleurs, notons la percée du parti islamiste kurde Hüda-Par, issu du Hizbullah kurde [sans rapport avec le Hezbollah chiite libanais] qui même s'il réalise des scores

relativement modestes [8 % à Batman et 4,5 % à Diyarbakır] devient la troisième force politique du sud-est anatolien après le BDP et l'AKP."

#### LE SCRUTIN PRÉSIDENTIEL ET LÉGISLATIF À VENIR

"Que le premier parti d'opposition, le CHP [Parti républicain du peuple, kémaliste] ne l'emporte ni à Istanbul ni à Ankara [où il est battu sur le fil par l'AKP] dans un contexte où de graves accusations de corruption pèsent sur le parti au pouvoir et qu'il ne parvienne pas à dépasser les 25 % sur le plan national annoncent des turbulences au sein d'un parti qui dans ces conditions a perdu sa qualité de principal parti d'opposition."

Fehmi Kuru, dans le quotidien progouvernemental Star, écrit que "le peuple a donné dans les urnes la réponse adéquate lorsqu'il a compris qu'il y avait une tentative pour manipuler une élection locale qui allait influencer le scrutin présidentiel et législatif à venir". Et l'éditorialiste de Star de critiquer la stratégie de l'opposition : "Si le CHP n'avait pas accepté l'aide venue de l'extérieur du monde politique [allusion au réseau Gülen] et avait compté sur ses propres forces, le résultat de cette élection aurait peut-être été différent."

#### LA PROVOCATION PERMANENTE

Taha Akyol dans Hürriyet estime que "les affaires de corruption n'ont pas influencé le scrutin dès lors que l'électeur estimait que celles-ci ne menaçaient pas sa relative prospérité économique. Il en aurait été tout autrement dans un contexte de crise économique. S'ajoute à cela le facteur 'men-



Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, sur le balcon du siège de l'AKP à Ankara, s'adresse à ses partisans, le 31 mars -AFP/Adem Altan

ace' que l'AKP a habilement utilisé en expliquant à l'électorat que 'le complot ourdi par le réseau Gülen et auquel ont collaboré le CHP et le MHP menaçait une stabilité économique acquise au cours de ces dix dernières années'. Dans ce cas de figure, si l'AKP perdait, les 'forces extérieures s'en prendraient aux acquis socio-économiques et au mode de vie conservateur'."

Hasan Cemal, qui avait appelé à voter pour le CHP, s'inquiète sur le site T24 de l'après-30 mars et pense que R.T. Erdogan "va lancer une chasse aux sorcières qui va affecter sérieusement les valeurs de démocratie et de justice en utilisant le prétexte de Fethullah Gülen". "Il n'y a qu'à écouter le discours qu'il a prononcé devant ses partisans le soir même de l'élection", poursuit Hasan Cemal. "On aurait dit qu'il faisait une déclaration de guerre. Il était dans la provocation permanente. Les propos qu'il a tenus sont autant de signes que la Turquie, qui va maintenant vers l'élection présidentielle [prévue en août 2014], va être marquée par encore plus de polarisation." ♦



# Oil pipeline politics take a toll on Kurdish business

Hadeel al Sayegh  
March 27, 2014  
www.thenational.ae

ERBIL // Maher Akrawe was making a killing with his business in Erbil late last year.

The surge of contracts and investment projects provided plentiful opportunities for the construction contractor.

Today, he is taking small works on existing projects and complaining that business has dried up ever since political tensions between Erbil and Baghdad peaked this year.

"It's not the same," Mr Akrawe said. "There's no money. Everyone is being affected here."

The political row was ignited late last year after it emerged that the Kurdistan Regional Authority (KRG) planned to build an oil pipeline and sell crude independently to Turkey, breaking sovereignty norms. The government in Baghdad retaliated by cutting the Kurdish region from the national budget.

"What was not expected was Baghdad taking such measures and mixing political files with the salaries of Kurdistan employees and the lives of its citizens, while talks continue between the two sides," said the KRG spokesman Safeen Dizayee.

This week, tensions simmered further after



a Kurdish officer employed as part of Iraq's presidential guard shot dead a Shiite journalist in Baghdad.

The prime minister, Nouri Al Maliki, said in televised address: "It will be my responsibility to avenge this killing and blood can only be expiated by blood."

The consequences of the political tension is reflected across the Kurdish region - from the ministries all the way down to the private sector.

The Arab League chose Erbil to be this year's Arab capital of tourism. Policymakers from the KRG and Baghdad provided a US\$20

million budget to promote the project, but it has become mired in the political stalemate.

"Some of the initiatives have been stopped due to money issues," said Nozad Hadi, the governor of Erbil. "This too has been affected by the Baghdad-Erbil relationship."

At Erbil's ancient Qaysari Bazaar, shopkeepers complain of a decline in sales as a result of austerity.

"Everyone here, all the business owners are just sitting," said Tony Fuad, who runs the Abu Jawdat jewellery shop at the bazaar. "Sales are down by 50 per cent."

Pavements, which were meant to be renovated through government contracts, have been left unattended, he said. "It's not walkable. The workers left after they didn't get their salaries for three months. It's miserable."

Tenders are being squeezed, while contracts are on the decline, said Mohannad Madi, the owner of the popular Al Afandi Lebanese restaurant in Erbil, along with a number of other businesses in varied sectors.

"It's a crisis," he said. "A big crisis. The first two quarters of the year - you can't compensate for the losses. The timing is critical. By the time Iraq's elections scheduled for next month are done we will soon be heading towards Ramadan, which is a dead season."

A breakthrough came on March 20 when the KRG agreed to export crude via Baghdad's oil pipeline through the Iraq government-controlled company State Oil Marketing Organisation as "a gesture of goodwill."

"Let's hope for this problem to be resolved soon," Mr Akrawe said. "It can't continue like this." ○

# Syrian Kurds escape homeland for safety and work in Kurdish Iraq

Hadeel al Sayegh  
March 29, 2014  
www.thenational.ae

ERBIL // Dara had dreams of being a popular oud player in his native Syria.

The Kurd, who escaped Qameshli, a town about 720 kilometres away from Damascus and enrolled in a music school before the almost three-year uprising that sought to unseat the president Bashar Al Assad.

Today, he is serving nargila pipes to customers at a cafe in Erbil, the capital of Iraq's Kurdish region.

"This isn't my plan, to work in a cafe," said Dara. "I'm a foreigner here, but what can I do? I have to work," he said. "My wish is to play my oud at one of the restaurants here."

Dara is one of the thousands of Syrian Kurds who have paid to be smuggled out of their war-torn homeland and who now work in the services sector.

Erbil is experiencing a burgeoning of



*Syrian Kurds, like those at the Quru Gusik refugee camp east of Erbil, above, were given residency permits, so long as they remained in the camps.*  
Safin Hamed / AFP

Lebanese restaurants that have introduced Levantine cuisine - shawarma, falafel, hummus. Many Kurds have taken up jobs as chefs and waiters, introducing a touch of Syrian flavour and hospitality. They have also sought

work at many of the new cafes and hair salons, while others have bought cars and work as cab drivers night and day.

With the region's economic growth expected to have reached 8 per cent last year, and bolstered by an estimated 45 billion barrels of oil reserves, Erbil is enjoying an economic boom.

The surge is trickling down to the hospitality sector - as many as 250 hotels opened last year. The growth has spearheaded numerous job opportunities in the sector.

For Syrian Kurds, their talent is scarce: with a strong fluency in Arabic, they are at an advantage over their Iraqi counterparts in catering to the growing number of Lebanese and Arabian Gulf businessmen and professionals who fly into or reside in the city.

Many Iraqi Kurds, and especially the young, are not fluent in Arabic. That is a result of the region's Kurdisation policies, which date to the early 1990s when a US-enforced no-fly zone loosened the Arab ➤

► dictator Saddam Hussein's grip on the region.

"Iraqi Kurds are not interested in working in services. They are mostly interested in business and trade, oil and gas or real estate," said Mohannad Madi, a Lebanese national who owns the popular Al Afandi restaurant in Erbil. "There's no calibre or human capital investment for catering to hospitality. I don't blame them because there's no schools for tourism."

The Syrian Kurds are attractive as cheap labour. But this is not their home, and their Iraqi hosts seem to have ambivalent feelings towards their Syrian guests.

As the uprising evolved into a full-scale war in Syria, the Kurdish Regional Government (KRG) in Iraq launched refugee tents in the village of Domiz to host Kurds who came in droves seeking a safe haven.

They were given residency permits, so long as they remained in the camps. Those who leave the camps to find work are defying the rules by so doing.

In July of 2012, KRG's president, Massoud Barzani, said Kurds fleeing Syria should return home to defend their homeland. Many are still being offered training by the Kurdish rebel forces, the Peshmerga, near the Iraqi village of Duhok.

And according to several Syrian Kurds interviewed, in June 2013 the Erbil government stopped renewing the refugees' residency permits.

"They've stopped giving residency permits here," says Lana, who works, illegally, as an interpreter at a Turkish company. "There's people who have been living here and their permits have expired for two years but there's no enforcement of the law."

For Lana, like Dara, Iraq's Kurdish region is a haven, but one with limits that have made their lives as working people difficult.

It is a partial freedom that did not come easily.

Lana paid a smuggler US\$600 to escape Syria's Qameshli for the Iraqi Domiz camp.

She then paid an additional \$100 each at a combined value of \$400 for her, her husband and two children, for a taxi to smuggle her out of the numerous checkpoints from Domiz to Erbil. By contrast, the price for an ordinary cab ride for the same journey costs 30,000 Iraqi dinar, a little under \$30.

"Because of this," Lana said, "we cannot leave the capital to Domiz for fear that we won't be allowed to get back into Erbil. The guys at the checkpoints tell us: You want a permit? Go to the camps." ○

Le Monde 31 mars 2014

## Turquie : Erdogan et l'AKP renforcés par les municipales

Le Monde.fr  
Guillaume Perrier  
(Istanbul, correspondance)

L'adage « qui remporte Istanbul, conquiert la Turquie » s'est une fois de plus vérifié. L'AKP (parti de la justice et du développement) est resté maître de la mégapole de 15 millions d'habitants, où vote un Turc sur cinq. Et il a de nouveau balayé les doutes sur l'état de sa popularité au niveau national, recueillant un large succès.

A Istanbul, le maire sortant Kadir Topbas, 69 ans, a été reconduit avec 47,8 % des voix, selon des résultats non définitifs, contre 40,1 % à son principal adversaire Mustafa Sarigül (CHP), dans ce qui était le principal enjeu local de ces municipales.

L'AKP garde la haute main sur le 'grand Istanbul' malgré les manifestations de la place Taksim au printemps dernier et la fronde contre la politique de grands travaux de l'équipe au pouvoir, et malgré les soupçons de corruption et de l'existence d'un vaste système de malversations et de marchés publics truqués.

POPULARITÉ À PEINE ÉRODÉE

L'opposition n'a pas réussi à ravir aux proches de Recep Tayyip Erdogan cette mairie, où le premier ministre avait fait ses

armes en politique entre 1994 et 1998... Même le maire de l'arrondissement conservateur de Fatih, Mustafa Demir, arrêté le 17 décembre et soupçonné d'avoir délivré des permis de construire frauduleux, a été confortablement réléu.

Mais c'est surtout par le score national que se mesure cette victoire pour Recep Tayyip Erdogan qui avait donné à ces municipales des allures de référendum. Avec 45,2 % des votes, en légère baisse par rapport aux dernières élections législatives (49,9 % en 2011), sa popularité s'est à peine érodée. Il améliore même son résultat de 2009 (38,8 %).

Vainqueur des municipales en Turquie, le chef du gouvernement Recep Tayyip Erdogan menace ses adversaires. L'AKP, son Parti de la justice et du développement, a recueilli près de 45 % de suffrages, loin devant le CHP, son principal opposant, qui ne décroche qu'un peu plus de 28 % des votes. Mais ce n'est pas à l'opposition que s'adressent les menaces du Premier ministre. Éclaboussé par un vaste scandale politico-financier, Erdogan défie son ancien mentor devenu son ennemi juré : l'imam Fethullah Gülen. Malgré le flot de critiques, l'homme fort du pays peut se vanter d'avoir remporté toutes les élections depuis 2002. Hier son parti a même



Recep Tayyip Erdogan fête la victoire de l'AKP au siège du parti, le 30 mars.

conservé le contrôle de la plus grande ville du pays, Istanbul. Un scrutin émaillé de violence. Des affrontements ont éclaté entre deux familles ennemies du village de Yuvacik, non loin de la frontière syrienne, faisant six morts. Dans le village de Golbasi, une autre fusillade entre clans rivaux a fait deux morts.

Les affaires, les révélations d'écoutes illégales et les règlements de compte qui l'oppose à la confrérie de l'imam Fethullah Gülen, ne semblent donc pas avoir affaibli celui qui domine déjà outrageusement la scène politique turque depuis 2002.

« NETTOYER DEVANT LA JUSTICE »

Au balcon du siège de l'AKP, à Ankara, tard dans la nuit, il a célébré sa « grande victoire »

contre le « statu quo » et « la défaite de la politique du montage » menée par ses adversaires. Il a promis de « faire payer » ceux qui, affirme-t-il, ont ourdi cette machination pour le faire tomber. « Nous les poursuivrons jusque dans leur repaire. L'heure est venue de les nettoyer devant la justice », a lancé le premier ministre.

Ces élections qui constituaient un test crucial pour M. Erdogan, l'auront conforté dans son bras de fer avec la justice et avec le mouvement Gülen. Mais elles ne devraient pas mettre fin à la crise politique qui déstabilise la Turquie depuis un an. D'autant que d'autres scrutins se profilent dans les prochains mois avec la présidentielle en août et des législatives, au plus tard, en 2015. ■



## Turkey's local elections

# A referendum on Erdogan's rule

Mar 31st 2014,  
by A.Z. | ISTANBUL  
www.economist.com

**TURKEY'S** prime minister, Recep Tayyip Erdogan, claimed victory after his party performed strongly in nationwide local polls that were billed as a referendum on his rule. With 98% of the ballots counted, his ruling Justice and Development (AK) party had bagged just over 45% of the vote. This strong showing in the face of corruption allegations against Mr Erdogan, his children and senior AK officials gives Mr Erdogan a mandate to run for the presidency when it becomes free in August.

Addressing party supporters from the balcony of his party's headquarters in Ankara, a triumphant Mr Erdogan hinted that his next move would be upstairs to the Cankaya palace, the seat of the president. Flanked by his wife, Emine, and his younger son, Bilal, who has figured prominently in the graft claims, Mr Erdogan said: "We are ready to devote ourselves to whatever mission we are entrusted with."

Mr Erdogan also threatened to settle scores with his enemies. "We will enter their lair. They will pay for this. From tomorrow there may be some who flee," he thundered. Mr Erdogan was referring to his former ally, Fethullah Gulen, a Sunni cleric who commands a global network of schools, media outlets and charities. The Pennsylvania-based preacher is thought to be behind a slew of leaked tape-recordings, part of a campaign to topple Mr Erdogan and his government. The most recent leak was of an illicitly recorded conversation between



Turkey's foreign minister Ahmet Davutoglu and several top officials including the country's spy chief, Hakan Fidan, during which they discuss plans to provoke war with Syria.

None of this boosted the ratings of the pro-secular main opposition party, the Republican People's Party (CHP), which trailed behind with 28% of the vote. The CHP was expected to squeeze AK in the country's largest city, Istanbul, and to win the capital, Ankara. In the event AK sailed through in Istanbul and squeaked past the CHP in Ankara.

The CHP leader, Kemal Kilicdaroglu, will be blamed by the Kemalist old guard, who disapprove of his efforts to reform the party and will almost certainly seek to oust him. "They already stacked the wood under him, poured kerosene over it and now they will strike the match," predicts a young CHP parliamentarian who backs Mr Kilicdaroglu.

Yesterday's other big winners were the Kurds. The pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) increased the number of cities under its control in the mainly Kurdish south-east region from eight to 11,

snatching the religiously conservative provinces of Mardin, Bitlis and Agri from AK.

Not surprisingly, the CHP received a miserable 1% in the Kurdish provinces; save for his native Tunceli, Mr Kilicdaroglu did not set foot in any of them during the campaign. Critics say the CHP's chronic failure to appeal to conservatives and Kurds lies at the heart of its humiliating defeat. Yet the left in Turkey has historically never won more than a third of the vote. Credible opposition to Mr Erdogan can come only from within his own party; the likelihood of a palace coup seems even more remote after yesterday's result.

Even so, Mr Erdogan cannot afford to be complacent. His increasingly authoritarian methods of stifling dissent (Twitter and YouTube have been blocked) may not cost him votes at home but they have tarnished his international image. Turkey's Western friends are increasingly nervous about Mr Erdogan's erratic ways. And though Turkey has managed to emerge largely unscathed from the global financial crisis, its economy is slowing down. AK may not be able to afford the big-ticket projects it has promised to deliver, including building a third airport and third bridge over the Bosphorus in Istanbul. AK's strong showing is linked to its strong economic performance in the past. Markets reacted positively to the outcome. After months in the doldrums, the Turkish lira rallied against the dollar.

It is the conflict in neighbouring Syria that may prove to be Mr Erdogan's biggest headache. Tellingly AK lost Antakya, the administrative capital of Hatay, home to the country's tiny Arab Alawite minority, who are co-religionists of Syria's president, Bashar Assad, to the CHP. Bordering Syria, Hatay has been flooded with Syrian refugees and opposition fighters, including jihadists. Most Turks are opposed to Mr Erdogan's overt backing for the Syrian rebels. In an ominous sign during his balcony address Mr Erdogan declared that Turkey was already at war against its former Ottoman dominion. ♦

REUTERS

## Turkey court frees 45 Kurdish suspects in militant case

ISTANBUL - March 27, 2014 (Reuters)

A Turkish court released 45 defendants, including journalists and political activists, accused of links to Kurdish militants on Thursday, a small step in the country's ongoing efforts to end a Kurdish insurgency.

Lawyers had demanded the release of the defendants, on trial for links to

the Kurdistan Workers' Party (PKK) militant group, after changes to Turkey's anti-terrorism laws which reduced the maximum pre-trial detention period from 10 years to five years.

PKK fighters began withdrawing from Turkey to bases in northern Iraq last May after a ceasefire was declared but stopped the move in September, citing government failures to take steps to advance the broader peace process. Their demands included the release of political prisoners.

The ceasefire is holding despite isolated incidents of unrest. The PKK is designated a terrorist group by Turkey, the European Union and United States.

The PKK insurgency has marred Turkey's human rights record and crippled the economy in the mainly Kurdish southeast. More than 40,000 people have been killed in fighting since 1984, most of them Kurds. ○

# Turkey's pro-Kurdish Peace and Democracy Party BDP won 3 metropolitan cities

## BDP wins 11 cities, 68 districts and 23 sub-districts

www.ekurd.net  
March 31, 2014

**DIYARBAKIR-AMED, Turkey's Kurdish region,**— According to unofficial results the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) has won 11 cities, including 3 metropolitan municipalities, 68 districts and 23 sub-districts at the local elections.

BDP fielded candidates in 22 provinces at the elections which took place yesterday. BDP Co-President Selahattin Demirtaş said the party had achieved its goals and forced the AKP into retreat in Kurdistan.

According to unconfirmed results the BDP has increased its number of municipalities to 102, including its gaining of three more cities. In some districts debate continues over the results. While the BDP lost votes in some provinces compared with the elections of 2009, it achieved record high votes in others.

In 2009 the BDP received 5.21% of the vote, whereas in yesterday's elections the combined BDP and HDP vote reached 6.36%.

Mardin, Ağrı and Bitlis were won by the BDP for the first time, while the party retained Amed, Batman, Van, Dersim, Siirt, Hakkari, Şırnak and Iğdır.

The Peace and Democracy Party (BDP) has won 3 metropolitan cities (Amed, Van and Mardin), 8 provinces and 66 districts in Kurdistan. Bitlis, Mardin and Ağrı are the new municipalities taken by the BDP.

In Amed, BDP took 54 percent of the votes and took 15 districts of the main Kurdish city.

In Van, BDP received 52 percent votes and won the municipalities of 12 districts.

This is the first time the BDP has taken the local administration in Bitlis, receiving 44 percent of the votes and also winning the municipalities of Hizan, Mutki, Güroymak and Ahlat.

Former chair of the DTK (Democratic Society Congress), Ahmet Türk who run as an independent candidate due to his political ban, won the elections getting 52 percent of the votes. BDP Also took the municipalities of Dargeçit, Derik, Kızıltepe, Mazıdağı and Nusaybin districts.

In Erzurum, BDP won the local administration of Karayazı, Tekman, Hınıs, Karaçoban districts for the first time, and also remained in the lead in Karakoçan district of Elazığ.

BDP has broken a record in Şırnak where it received some 60 percent of the votes and won all districts except for Güçlükönak district.

BDP also took the municipality of Hakkari and all its districts.

The municipality of Ağrı, and its Diyadin, Doğubeyazıt and Tutak districts were also won by the BDP.

BDP took the municipality of Iğdır, and its Tuzluca district, of Batman and its Beşiri and Gercüş districts, of Siirt and its Baykan and Eruh districts.

The municipality of Dersim was also won by the BDP.

BDP also won in Suruç, Viranşehir, Bozova and Halfeti districts of Urfa, as well as Malazgirt, Varto and Bulanık districts of Muş and Digor in Kars.

The Akdeniz district of Mersin has been the only municipality taken by the BDP in the west of Turkey.

### DEMİRTAŞ: RESULTS SHOW POLARIZED TURKEY

In a statement assessing the results of local elections, BDP co-chair Selahattin Demirtaş said the results have revealed the presence of a very sharp polarization in Turkey.

BDP co-chair said the process of local elections should be discussed for a long time for it didn't witness any discussion about local elections and passed instead as if a process of general elections.

According to Demirtaş, the Gezi uprising of last June, 17 December's corruption and bribery operation and recently leaked tapes have

affected the election process, adding that the results have also revealed that voters predominantly maintained their political view.

Remarking that the BDP reached 80 percent in the Kurdish region before the elections, BDP co-chair said the party had the potential to receive more votes but failed to do so because of the ongoing imprisonment of its politicians, the discrimination it has faced and the lack of media support for the party. Demirtaş said the state-run Anadolu Agency and TRT imposed an embargo on the BDP and gave no coverage to its propaganda within this process.

According to Demirtaş, women are the only winners of the local elections and that they have achieved a great success in both BDP and HDP (Peoples' Democratic Party).

BDP co-chair criticized Turkish Prime Minister Erdoğan for using a discriminative language during the election campaigning process as if the country would have a war not elections.

He said it was very important that BDP made AKP suffer a downfall in the areas it competed the AKP, and managed to increase the number of its municipalities.

BDP co-chair remarked that they would conduct researches in the areas where BDP has lost and received less votes.

Demirtaş said BDP stood by all the promises it made before the elections, and wouldwww.Ekurd.net be doing its best to fulfill them and conducting a much more comprehensive work in the coming period.

He said local elections have been a kind of rehearsal for the general elections when -he added- they expected to achieve a greater success.

Drawing attention to the success BDP and HDP have achieved, Demirtaş said it was not easy to achieve this as an opposition and grassroots movement.

### VOTE RATES ACROSS TURKEY

The difference between AA and Cihan News Agency in the process of vote counting has kept on.

According to both of the news agency the vote rates as of 11:30 am local time can be seen below:

According to Anatolia Agency, opened ballot boxes: 97.66

The percentages of the parties:

**AKP: 45.55%**  
**CHP: 27.91%**  
**MHP: 15.6%**  
**BDP: 4.01%**

According to Cihan News Agency, opened ballot boxes: 92.65

The percentages of the parties:

**AKP: 43.20%**  
**CHP: 26.13%**  
**MHP: 17.68%**  
**BDP: 4.54%**

According to the party assembly elections in 2009 the percentages of the vote distributions were as the following:

**AKP: 38.39%**  
**CHP: 23.08%**  
**MHP: 15.97%**  
**DTP: 5.70% (AS/BD)**

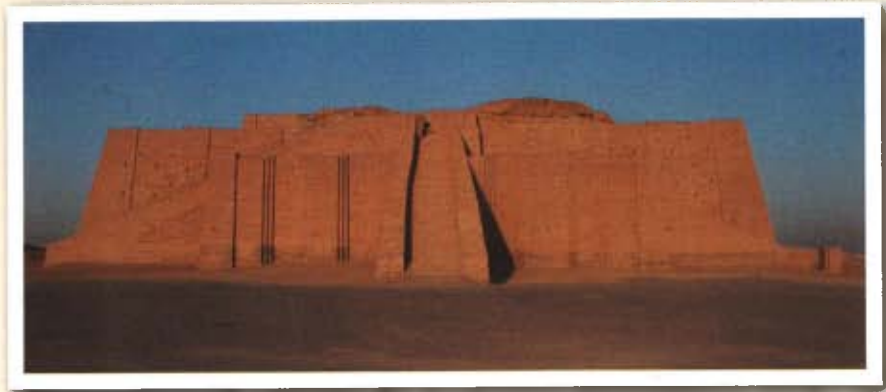


Ahmet Türk, an independent backed by the BDP, won polls in Mardin. AFP Photo



## La Mésopotamie berceau de la civilisation

La **Mésopotamie** (en grec ancien, ce mot signifie « entre deux fleuves ») du VI<sup>e</sup> au **début du II<sup>e</sup> millénaire** avant notre ère, est considérée comme le « berceau de la civilisation » car c'est ici que naissent les grands principes de la civilisation : l'agriculture intensive qui a permis la sédentarisation, entre 6000 et 5000 avant J.-C. (les périodes Hassuna, Samarra, Halaf) ; l'État et une forme d'écriture, entre 5000 et 3000 avant J.-C. (**Sumer**, périodes Obeid et Uruk) ; puis l'écriture, durant la période d'Uruk récent (3400-2900 avant J.-C.).



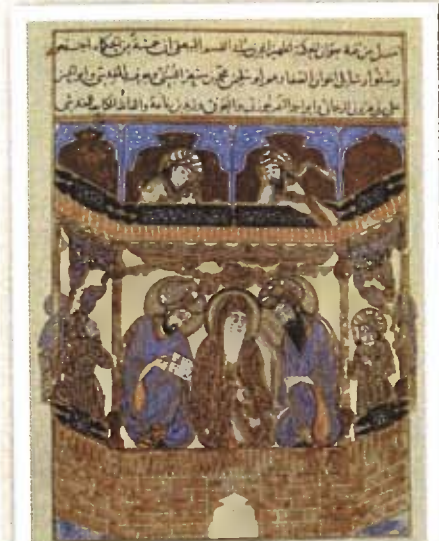
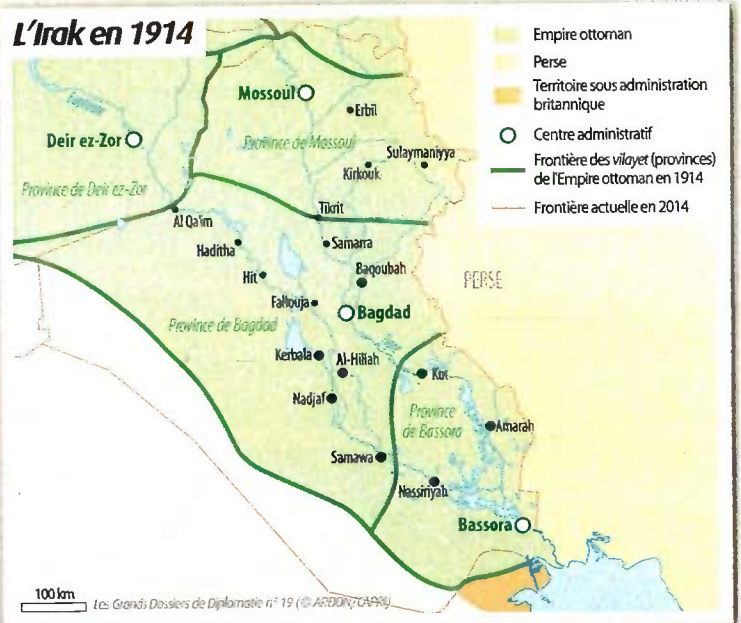
La ziggourat d'Ur. Cette cité sumérienne du III<sup>e</sup> millénaire av. J.-C., est considérée comme l'une des plus anciennes et des plus importantes villes de la Mésopotamie antique, dans l'actuel Irak. (© DR)

À partir du III<sup>e</sup> millénaire, pendant la période historique proprement dite, se succèdent les dynasties et les empires qui mettent fin aux cités-États au profit d'un vaste État territorial : **Akkad** (2340-2180 av. J.-C.), puis diverses dynasties (Ur, Elamistes, Amorrites, Kassites...) au cours du II<sup>e</sup> millénaire. Au cours du I<sup>er</sup> millénaire avant J.-C., les Empires **assyrien** et **babylonien** (de Nabuchodonosor) se disputent l'hégémonie, puis, au V<sup>e</sup> siècle avant J.-C., les **Perses** conquièrent la Mésopotamie et l'intègrent à leur empire. La Mésopotamie connaît alors une alternance de la domination des Grecs (**Alexandre le Grand**, puis **Parthes**) et des Perses, entre 331 avant J.-C. et 224 après J.-C.

## De la conquête arabe à l'Empire ottoman

Après l'avènement de l'**Islam**, au VII<sup>e</sup> siècle de notre ère, la Mésopotamie est conquise par les Arabes, sous le calife d'Omar, et islamisée. Le quatrième calife de l'islam, **Ali**, installe sa capitale à **Koufa**. Puis, à la mort d'Ali en 661, une guerre fratricide oppose les partisans d'Ali et ceux du gouverneur de Syrie, Mouawiyah, qui a pris la tête de l'Empire musulman. Le deuxième fils d'Ali, **Hussein**, est tué en 680 par le fils et successeur de Mouawiyah, Yazid I<sup>er</sup>, lors d'une bataille à **Karbala**. Le chiisme s'installe dans la région sud de l'Irak, ses partisans sont persécutés par les califes omeyyades et abbassides.

En **762**, **Bagdad** est fondée par les Abbassides (le calife Al-Mansour), elle devient rapidement le centre de l'Empire musulman, et connaît un essor scientifique et artistique qui va durer jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle.



- En 1055, les **Turcs seldjoukides** s'emparent de Bagdad, mais maintiennent le califat abbasside.
- En 1258, Bagdad est dévastée par les **Mongols de Houlagou**, petit-fils de Gengis Khan. La ville sombre

culturellement et politiquement, et le centre de l'islam se déplace au Caire, où s'affirme la **dynastie mamelouk**, qui va perpétuer le califat abbasside dans cette ville, endiguer l'avancée mongole aux limites ouest de l'Irak et chasser les Croisés (1291). En 1393, Bagdad est à nouveau mise à sac par les **Mongols de Tamerlan**. Les Mongols s'islamisent et s'établissent en Iran et en Irak.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, l'ensemble de l'Irak actuelle est sous la domination de l'**Empire ottoman**, dont il devient une province jusqu'en 1918. Les Safavides font des incursions contre les Ottomans et règnent pendant de courtes périodes entre 1508 et 1533 puis entre 1622 et 1638.





Les troupes britanniques entrent à Bagdad en 1917. (© Mrs. Stuart Menzies)

## L'Irak vers l'indépendance

• En 1918, c'est la **défaite de l'Empire ottoman**, qui s'était engagé dans la Première Guerre mondiale aux côtés des Allemands. En 1920, la **Grande-Bretagne** obtient un mandat de la Société des Nations pour contrôler l'Irak. En 1921, les Britanniques installent un monarque hachémite, **Fayçal**, à la tête de l'Irak. Une armée irakienne (quelques milliers d'hommes) est créée en 1921 pour contrer les ambitions turques à Mossoul. En 1927, l'exploitation du pétrole irakien est confiée à la société britannique Irak Petroleum Company.

• En 1932, **l'Irak, formellement indépendant**, accède à la SDN et n'est plus officiellement sous protectorat britannique. Mais les Britanniques continuent à contrôler le pays. En 1933, le roi Fayçal décède et son fils Rhazi lui succède. Ce dernier meurt en 1939 ; son jeune fils prend la relève et devient Fayçal II (avec une régence assurée par Abdallah jusqu'en 1953).

• Le 14 juillet 1958, le général Qasim renverse par un coup d'État la monarchie, instaure la **1<sup>re</sup> République en Irak**, et met en place des réformes (redistribution des terres, nationalisation du secteur pétrolier, changement du code de la famille,

modernisation du secteur de l'éducation). Il retire l'Irak du Pacte de Bagdad et se rapproche de l'Union soviétique. En février 1963, un **coup d'état baathiste, soutenu par la CIA**, renverse Qasim, qui est alors assassiné.

• En 1968, un coup d'état porte le parti Baath, mené par le général Ahmad al-Bakr, au pouvoir. En **1979, Saddam Hussein** écarte le général Al-Bakr et s'auto-proclame président de la République d'Irak. Il purge le parti Baath de ses opposants et gouverne avec sa « clique ».

• En 1980 débute la **guerre contre l'Iran**, officiellement justifiée pour des raisons territoriales, officiellement par crainte de la contagion révolutionnaire islamique. Le régime de Saddam est alors considéré comme un rempart contre l'Iran et bénéficie des transferts d'armes et de technologies des Occidentaux.

• En 1988, c'est la fin de la guerre Iran-Irak, qui a causé au moins 500 000 morts côté irakien, et c'est l'année de la campagne contre les Kurdes « **Anfal** », qui conduit au **génocide commis avec des armes chimiques, contre les Kurdes** de la ville d'Halabjah. « **Anfal** » fait en tout 180 000 morts et détruit plus de 2000 villages kurdes.

• En 1990, Saddam Hussein prend la décision (il n'est pas retenu par les États-Unis dans cette décision, l'ambassadrice Gaspie affirmant « nous n'avons pas d'opinion sur votre différend avec le Koweït ») **d'envahir et annexer le Koweït**. C'est le début de la fin pour Saddam Hussein. Il va s'ensuivre une guerre internationale dirigée par les États-Unis pour le repousser du Koweït, puis douze ans d'un régime de sanctions économiques strict, et des séries de frappes militaires incapacitantes.

• **En mars 2003, les États-Unis envahissent l'Irak et l'occupent jusqu'en décembre 2011.**

• **En décembre 2005, les premières élections législatives irakiennes portent Nouri al-Maliki au pouvoir.**

### Photo ci-dessous :

Le 9 avril 2003, deux membres des US Marines accrochent un drapeau américain sur une statue de Saddam Hussein à Bagdad. (© AFP / Ramzi Haidar)



La révolution du 14 juillet 1958 instaure la 1<sup>re</sup> république en Irak et met fin à l'influence britannique. (© DR)



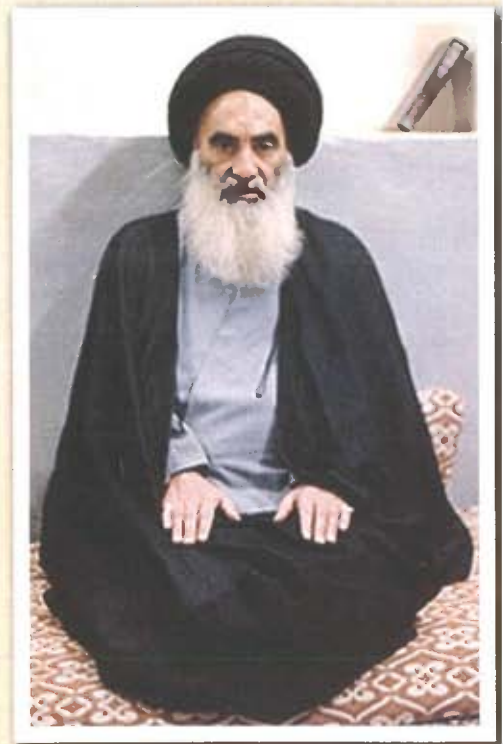


## Les religions en Irak

**L'islam est la religion de 95 à 97 % des Irakiens. Les musulmans sont en majorité (60 à 65 %) chiites** (la quasi-totalité sont des chiites duodécimains, c'est-à-dire qu'ils considèrent qu'il y a eu douze imams descendants de la maison du Prophète, Bani Hachim, qui sont légitimes et infaillibles). La conversion massive des musulmans au chiisme en Irak n'a eu lieu qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais l'Irak a toujours été considéré comme un haut lieu du chiisme, car il abrite les plus importants lieux saints du chiisme : Nadjaf où se trouve le mausolée de l'imam Ali, Kerbala avec le tombeau de l'imam Hussein, Khadimiya (à Bagdad) où se trouvent les tombeaux des imams Ja'far as-Sadiq et Moussa al-Khadhim (les 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> imams), Samarra qui abrite le mausolée des 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> imams Ali al-Hadi et Hassan al-Askari (c'est aussi le lieu où le 12<sup>e</sup> imam a été occulté, il est supposé réapparaître à Kufa ou à La Mecque). Par ailleurs, Nadjaf est le centre de la science religieuse chiite. Fondée en 1056, la **Hawza** (ensemble de séminaires et fondations caritatives) de Nadjaf est restée jusqu'à aujourd'hui le lieu de l'enseignement des plus illustres Grands Ayatollahs (les savants au sommet de la hiérarchie

cléricale chiite), même si elle a connu une période de paralysie sous la dictature de Saddam Hussein. Ce dernier, par crainte de la révolution islamique, a fait assassiner le Grand Ayatollah Baqir al-Sadr et des membres de sa famille, en 1980, ainsi que de nombreux clercs. Mais dans un premier temps, il s'est contenté d'imposer un régime de contrôle strict sur la **Hawza**, il ne visait pas à la détruire, car il voulait que le centre mondial du chiisme demeure en Irak (et pas à Qom en Iran). Après la révolte des chiites en 1991, la répression s'abat à nouveau sur la communauté chiite, avec notamment l'assassinat du Grand Ayatollah Mohammed-Sadiq al-Sadr en 1999 (le père de Moqtada), et la **Hawza** devient alors totalement ostracisée. Aujourd'hui, la **Hawza** a retrouvé sa place de centre du chiisme. Elle est dirigée moralement par le **Grand Ayatollah Ali al-Sistani** et trois autres Grands Ayatollahs : Iss-haq Fayadh (d'origine afghane), Bashir al-Nadjafi (d'origine pakistanaise) et Mohamed Saïd al-Hakim (d'origine arabo-persane). En se basant sur les déclarations des pèlerins à La Mecque, sur la collecte des dons et sur le taux de fréquentation des représentations, on estime que 80 % des chiites

Le Grand Ayatollah Sistani. (© AFP/HO)



dans le monde ont choisi Ali al-Sistani comme **marja** – le **marja** est une référence spirituelle, à qui on demande conseil, dont on suit les fatwas et à qui on verse le **Khums** (l'argent versé par les fidèles pour l'aumône)

L'**Islam sunnite** en Irak ne se structure pas autour du clergé, et n'est pas territorialisé par les lieux saints ou les lieux d'enseignement, comme le chiisme. Il a par ailleurs été au cœur de la politique d'emprise de l'Empire ottoman, qui d'une part ne pouvait s'appuyer que sur des sunnites pour interpréter et appliquer la jurisprudence sunnite, mais qui souhaitait aussi faire des provinces irakiennes une zone tampon face à l'ennemi historique, l'empire chiite safavide. En conséquence, l'islam sunnite en Irak a été lié au fait politique, national et régional, bien plus que le chiisme. Il a été influencé par la politique ottomane des réformes (les **tanzimat**) du XIX<sup>e</sup> siècle, qui a sécularisé la vie publique, en particulier l'éducation, le droit, et l'administration. La classe des religieux, les oulémas, a alors été reléguée à un rôle de gestion des affaires religieuses et des dons (**awqaf**), avec un effet, plus ou moins prononcé selon les époques, de cooptation par les pouvoirs successifs (ottoman, britannique, monarchie, dictature baathiste).

Les Kurdes sont surtout attachés aux ordres soufis (**tariqa**) qui ont joué un rôle historique central par leur caractère transtribal et transrégional. Ils ont en effet souvent été à l'origine des mouvements



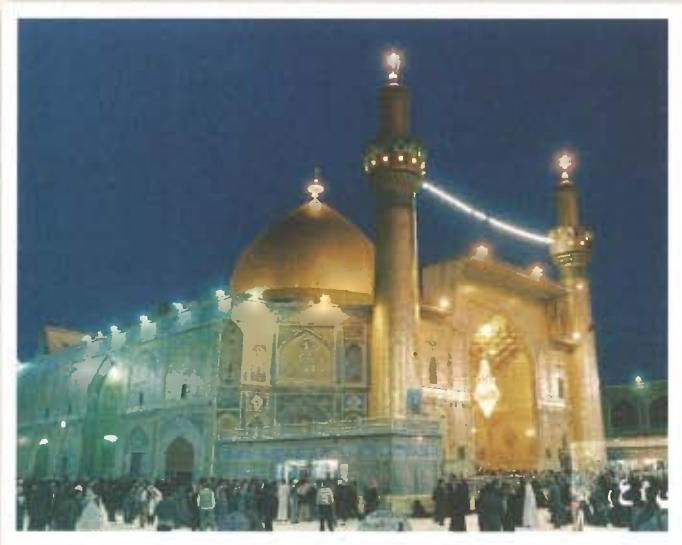
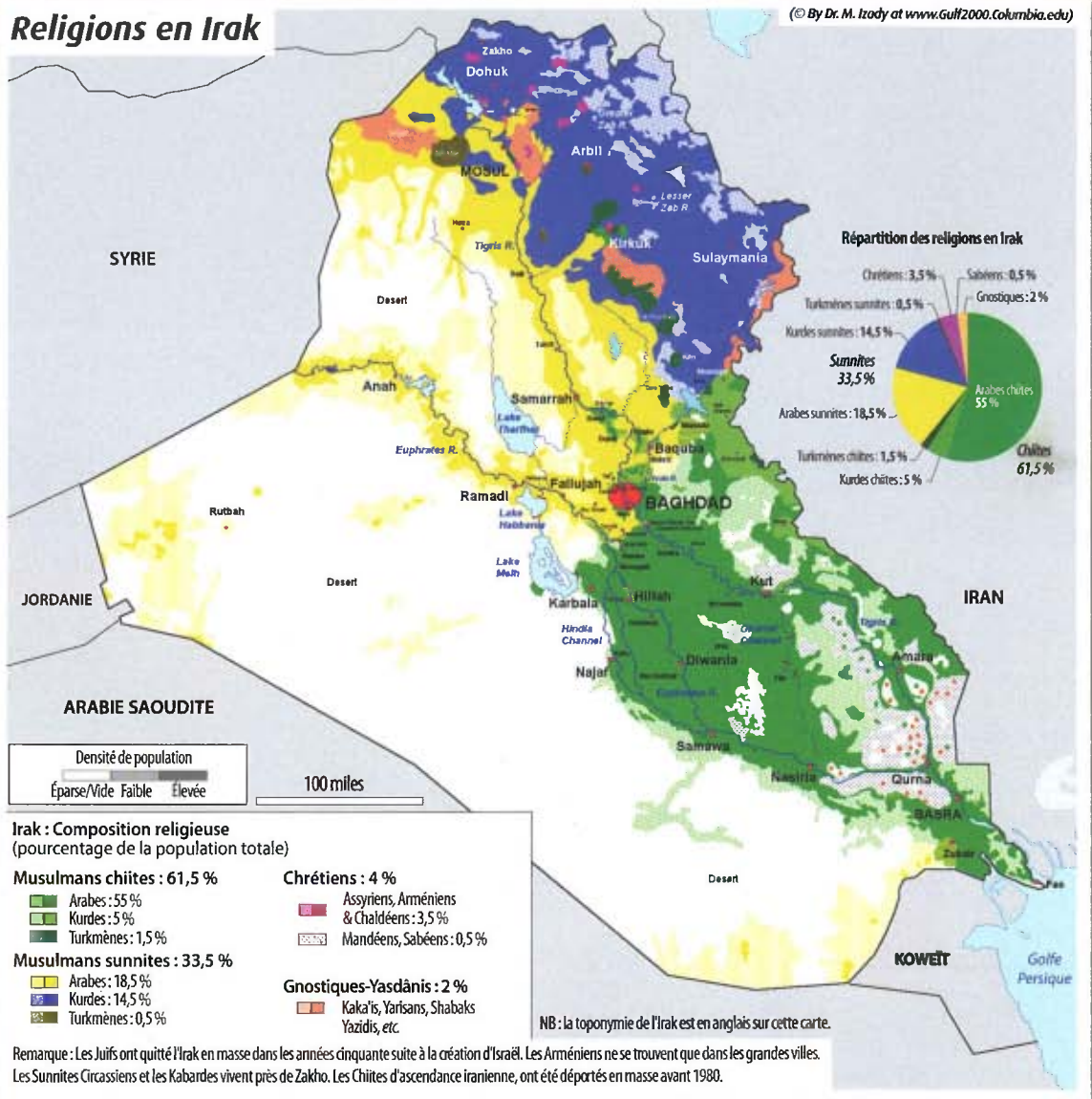
La grande mosquée de Samarra. (© Iraqi Ministry of Information)



d'union et de résistance, et ont donc, paradoxalement, alimenté le nationalisme kurde. L'ordre soufi sunnite le plus ancien en Irak est l'ordre des Qadiris, du nom de son fondateur Abdel Qadir Khaylani (mort et enterré à Bagdad en 1166). Il a été dépassé par un ordre plus contemporain, qui a émergé au début du XIX<sup>e</sup> siècle : l'ordre des Naqshbandis. La tribu des Talabani, dont fait partie l'actuel président de la République irakienne, et une grande partie des habitants du Sud du Kurdistan irakien (et en Iran), sont des Qadiris. L'ordre qadiri a son siège à Barzanja, près de Sulaymaniyya. L'ordre Naqshbandi, fondé par Baha al-Din Naqshband (mort en 1389), est suivi par les Kurdes du Nord du Kurdistan irakien, notamment par les Barzanis, dont est issu le président de la Région autonome.

**Les 3 à 5 % d'Irakiens non musulmans sont pour l'essentiel chrétiens, yazidis, ou mandéens.** Dans ces 3 à 5 %, les chrétiens sont majoritaires. Ils sont présents en Irak depuis le début de l'émergence du christianisme au Moyen-Orient. Ils constituaient 5 % de la population en 2003 et 8 % en 1987. Ils se répartissent en plusieurs rites et églises : les assyro-chaldéens (certains catholiques, d'autres orthodoxes) ; les arméniens (catholiques et orthodoxes) ; les melkites (catholiques et orthodoxes) ; les catholiques romains ; et les protestants. Particulièrement ciblés par les attentats, les chrétiens se sont réfugiés en masse au Kurdistan, et ont constitué un conseil des Églises chrétiennes d'Irak, en février 2010, afin de faire entendre leur voix.

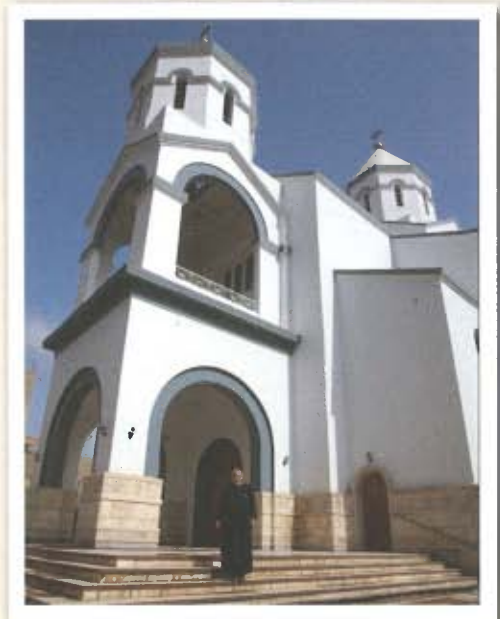
## Religions en Irak



Le mausolée de l'imam Ali à Nadjaf. (© Touthiro)

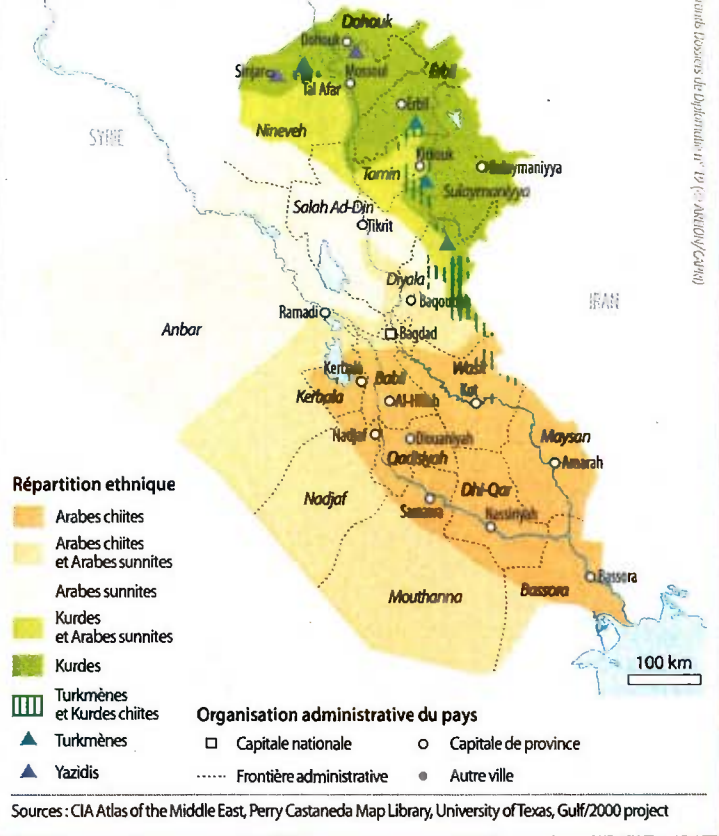
Le yazidisme est une religion pré-islamique proche du zoroastrisme, qui est pratiquée par des Kurdes, habitant la région de Mossoul et Dohouk. Le mandéisme, considéré par les musulmans comme la religion des « gens du livre » (lié à la tradition biblique), regroupe quelques milliers de fidèles en Irak. C'est un syncrétisme de plusieurs religions, fondé sur le gnosticisme et la croyance que Jean Baptiste était le dernier prophète.

Église arménienne à Bagdad. (© AFP / Ali Al-Saadi)

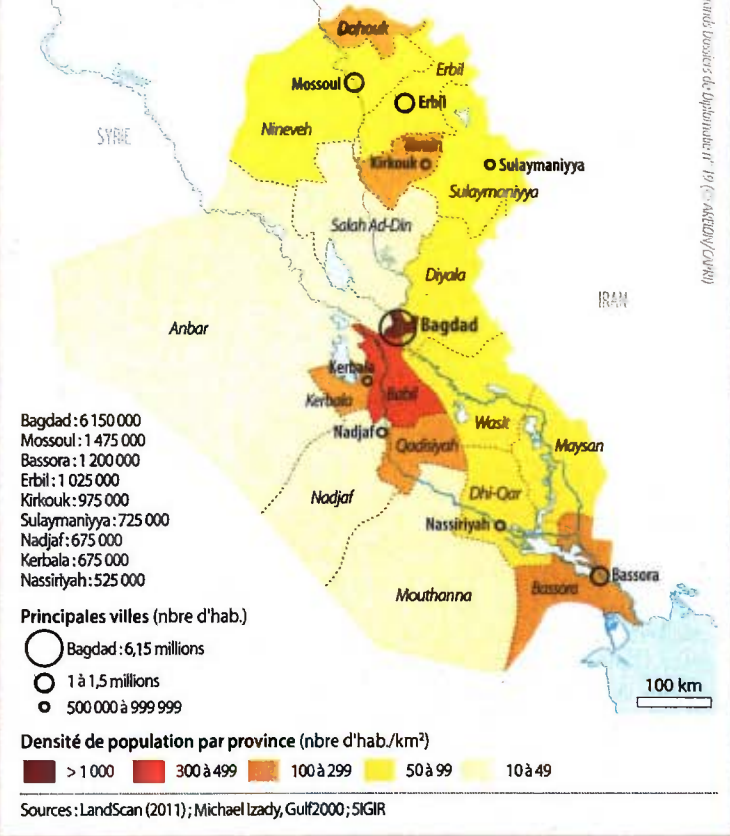




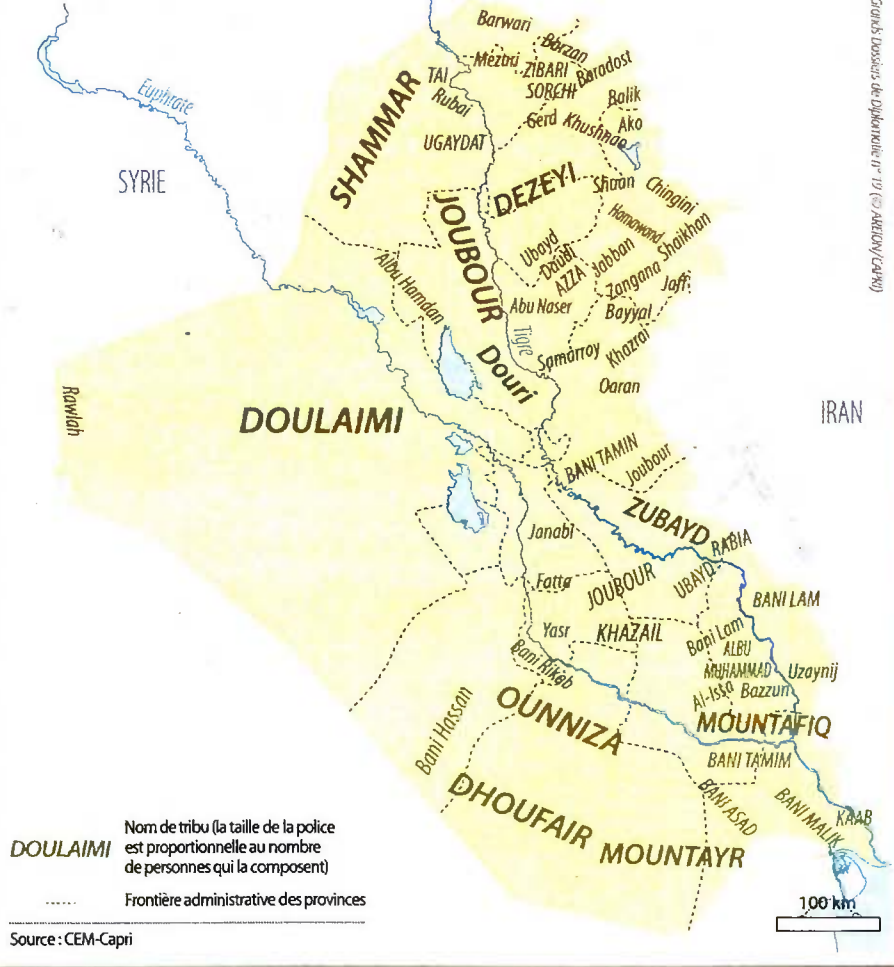
### Répartition ethnique et confessionnelle



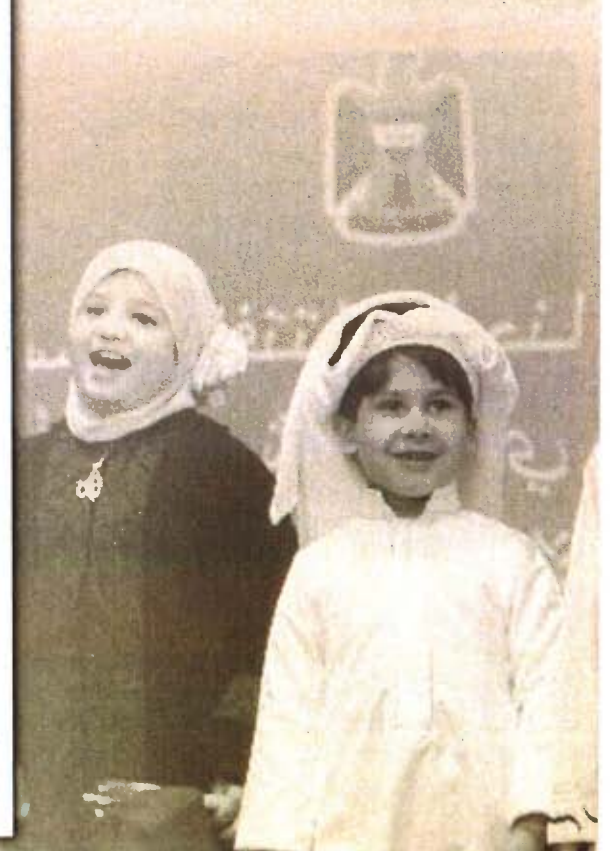
### Densité de population



### Principales tribus



**Photo ci-dessous :**  
Des enfants irakiens en tenue traditionnelle à l'ouverture du pavillon de l'Irak de l'Exposition universelle de Shanghai le 1<sup>er</sup> juin 2010. (© Xinhua/Ren Long)







## Les partis politiques majeurs en Irak

L'islamisme politique n'a jamais été un vecteur mobilisateur en Irak tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. C'est avec l'échec des régimes autoritaires nationalistes et une expérience traumatisante de la dictature que l'islamisme militant, chiite ou sunnite, a émergé. Depuis 2003, les partis politiques ont adopté la plupart du temps une position très confessionnelle, mais ils tendent à évoluer vers des référents moins exclusifs.

### Les principaux partis politiques chiites

#### L'héritage historique des partis politiques chiites

La pensée politique chiite dans l'Irak contemporain a été déterminée par les évolutions au sein de la société civile et de la *Hawza* (voir p. 14), à travers les différentes ruptures historiques, en particulier la décolonisation, la montée du nationalisme et du marxisme, et l'arrivée du parti Baath au pouvoir. Les deux courants majeurs de pensée politique issus de ces décennies de lutte et d'émulation intellectuelle sont

les tenants de : 1°) la guidance et la gouvernance directe de clercs (*wilayat al-faqih*), historiquement les adeptes de ce courant sont minoritaires parmi les chiites irakiens ; 2°) le principe d'une gouvernance par la communauté elle-même (*wilayat al-umma*), les clercs n'ayant qu'un rôle consultatif. Ces courants de pensée ont engendré deux types d'organisations politiques : 1°) le parti/mouvement dirigé par des religieux visant à établir un guide suprême à la tête de l'État

analyse

Par l'équipe du Centre  
d'études sur le Moyen-  
Orient du CAPRI.

**Photo ci-dessus :**  
Des Irakiens manifestent  
contre le mode de scrutin  
par listes fermées, sur la  
place Firdous à Bagdad, en  
octobre 2009. Malgré leur  
désaffection pour la classe  
politique, qu'ils jugent  
globalement incapable de  
répondre à leurs attentes, les  
Irakiens demeurent attachés  
à leurs droits civiques et à  
leur expression publique. La  
pression populaire constante  
a incité le Parlement à  
améliorer la loi électorale  
afin de rendre plus équitable  
le mode de scrutin. Depuis  
novembre 2013, cette loi  
instaure le principe de la  
distribution proportionnelle  
des sièges en se basant,  
en grande partie, sur la  
méthode Sainte-Laguë (du  
nom du mathématicien  
français qui l'a inventée) qui  
permet de préserver la place  
des petits partis. Ainsi toutes  
les voix comptent. (© AFP/  
Sabah Arar)



2°) le parti non dirigé par des religieux, ouvert à des alliances transconfessionnelles, et en faveur de la gouvernance par les technocrates (certes guidés par les principes éthiques religieux). Depuis 2003, les trois partis majeurs chiites irakiens se sont plus ou moins éloignés du premier modèle de pensée et de gouvernance pour s'acheminer vers le deuxième. Il est cependant important de considérer que la majeure partie des chiites irakiens sont favorables à la laïcité, même s'ils votent pour les partis religieux ; c'est la crise du courant laïc, elle-même reflet de la crise sociopolitique en Irak, qui a porté ces masses vers les partis confessionnels.

• *Le parti Da'awa*

Issu d'un courant politique chiite d'Irak, le parti Da'awa, créé à la fin des années cinquante, a contribué à façonner le débat réformateur (comment concilier religion et politique). Un de ses membres fondateurs était l'ayatollah Baqir al-Sadr, qui s'opposait à l'option de la *wilayat al-faqih* (gouvernance des clercs) et qui était en faveur de la *wilayat al-umma* (gouvernance par la communauté). Après la révolution iranienne (1979), Téhéran a voulu subordonner mécaniquement ce parti à ses instances et le faire fonctionner selon une stratégie globale décidée à



Téhéran. Quand le parti a essayé de résister à ce diktat, l'Irak de l'époque de l'ayatollah Khomeini a tout fait pour le diviser en plusieurs groupes. Ainsi, depuis les années quatre-vingt, ce « vieux » parti comporte au moins trois courants organiquement distincts :

– le *parti Da'awa al-Islamiyya* du Premier ministre Nouri al-Maliki. Depuis son premier congrès (avril 2007, et qui fut également son dernier !), le courant dirigé par Maliki s'est imposé, au détriment de l'ex-Premier ministre Ibrahim al-Jaafari ;

– le *parti Da'awa-Tamdim al-Iraq* (« Organisation de l'Irak »), dans sa première phase co-dirigé par Karim al-Anezi, l'ancien ministre de la Sécurité nationale (2005-2006), et par l'ex-ministre de l'Éducation nationale et actuel vice-président de la République, Khader al-Khouza'i ; aujourd'hui co-dirigé par

Hashem al-Moussawi et Khader al-Khouza'i. Karim al-Anezi a constitué son propre parti en 2008 : *al-Da'awa-Tamdim al-dakhil* (« Organisation de l'intérieur ») ;

– le *mouvement al-Da'awa al-Islamiyya*, qui fut dirigé par Azeddine Salim (assassiné en avril 2004 à la porte de la zone verte à Bagdad). Ce dernier courant est davantage implanté dans le Sud de l'Irak et particulièrement à Bassora.

Le Da'awa est allié avec d'autres partis, essentiellement chiites, dans la coalition « État de Droit ». Elle rassemble les différentes branches du Da'awa, quelques partis indépendants et, à l'occasion des élections provinciales d'avril 2013, il a été rejoint par l'Organisation Badr, le parti Mouvement pour la Réforme (*Al-Islah al-Watany*) et le parti Fadhila. L'Organisation Badr, qui a quitté le parti CSII (Conseil suprême islamique d'Irak) en 2012, ne jouit pas d'une grande popularité, étant marquée par son passé de milice proche de Téhéran – Badr est à l'origine un corps militaire, créé en 1980, encadré par les Pasdarans (la Force *Al-Qods*), qui a combattu auprès des forces iraniennes lors du conflit Iran-Irak. Le Mouvement pour la Réforme, fondé en 2008 par Sayyed Ibrahim al-Jaafari, Premier ministre entre 2005 et 2006, est devenu la quatrième force politique chiite lors des élections provinciales de 2009 (23 sièges), mais depuis a décliné (il n'a gagné que deux sièges aux élections législatives de 2010). Le parti Fadhila (*Hizb al-Fadhila al-Islamiyya*, parti de la vertu islamique), créé en 2003 par le Grand Ayatollah Mohammed al-Yacoubi, un disciple de l'ayatollah Sadiq al-Sadr, est considéré comme une branche dissidente du mouvement sadriste. Ne bénéficiant pas de la même aura que le mouvement sadriste (même s'il se revendique de l'héritage spirituel de Sadiq al-Sadr, il n'est pas lié à la maison des Al-Sadr), ni de la même base populaire, le Fadhila a perdu son électorat, étant perçu comme trop sectaire, pas assez nationaliste, et surtout corrompu. C'est aujourd'hui un parti avec une faible implantation provinciale et qui a perdu sa portée nationale (passant de 25 représentants au Parlement en 2005, à 5 en 2010-13).

• *Le mouvement sadriste*

Le mouvement sadriste, qui a été créé en 2003 avec pour leader Moqtada al-Sadr, fils du Grand Ayatollah Sadiq al-Sadr (assassiné en 1999), repose sur une base populaire large, acquise alors à la résistance contre l'occupant américain et à la promotion d'une gouvernance islamiste. Depuis la fin de l'occupation américaine, la direction politique du mouvement tente de contrôler la branche radicale du mouvement (certains éléments de l'armée du Mahdi) et de s'éloigner de l'image du parti-milice pour cultiver celle d'un parti qui pourrait prendre les rênes du pouvoir. C'est un parti lié à une maison religieuse, la famille Al-Sadr, mais la volonté d'élargir la base a marqué le parti dès sa création, préférant s'appeler « mouvement » plutôt que « parti » et recrutant au-delà des chiites (y compris parmi les ex-baathistes). Alors que Sadiq al-Sadr était partisan de la *wilayat al-faqih*, les sadristes n'ont jamais préconisé dans leurs plates-formes électorales la *wilayat al-faqih* et souhaitent aujourd'hui que les figures religieuses du parti se mettent au second plan. Dans les faits, les circonstances sociopolitiques entre l'époque de Sadiq al-Sadr et aujourd'hui ont considérablement évolué : la chute du dictateur baathiste qui éloigne la menace contre le chiisme en Irak ; l'affaiblissement (pour ne pas dire l'échec) du modèle de la révolution islamique iranienne ; la persistance de modes d'expression politiques sans

**Photo ci-contre :**

Le Grand Ayatollah Mohammad Baqir al-Sadr (né à Khadimiya en 1935 et mort exécuté sous la dictature de Saddam Hussein, en 1980 à Bagdad) est le fondateur idéologique du parti Da'awa. C'était un savant religieux et un philosophe de renom, qui a également eu recours aux sciences sociales pour établir un corpus modernisé de l'herméneutique islamique. Il a étudié le marxisme – qui, à partir des années cinquante, s'imposait en Irak comme une idéologie concurrente de l'islam – et le libéralisme. À partir de son analyse critique de ces deux courants et des apports de la pensée islamique, il a proposé un modèle social. C'est dans cette optique qu'il a jugé que la création d'un parti politique devenait nécessaire, mais il a refusé d'en prendre la direction. Il était en faveur d'une république islamique, mais avec un clergé cantonné au rôle de conseiller du gouvernement élu par le peuple. (© DR)



tutelle religieuse (instaurées en Irak par des années de baathisme et par des oppositions laïcisées) ; et également une jeunesse aux préoccupations bien différentes de celle d'il y a vingt ans. Par ailleurs, les institutions politiques irakiennes, en particulier le Parlement et les ministères, ont modifié les règles de comportements et de décision des hommes politiques sadristes : la rationalité organisationnelle, les instances et les stratégies conditionnent leurs actions bien plus que les mots d'ordre aux accents religieux et mahdistes (messianistes) que Moqtada a tenté d'imposer au début. Quoique très critiques, les sadristes demeurent au gouvernement de Nouri al-Maliki avec sept postes ministériels.



**Photo ci-dessus :**

Dans un entretien au journal *Asharq al-Awsat*, du 18 octobre 2013, Moqtada al-Sadr fait part de son pessimisme sur l'avenir proche de l'Irak, qu'il envisage comme étant « otage du terrorisme et de la violence ». Il insiste sur le fait que son mouvement garde une « identité islamique » de « nature paternelle », mais qu'il ne s'agit pas d'une « organisation réservée aux musulmans ». Sa plus grande crainte serait que le sectarisme, qui caractérise les partis politiques, finisse par atteindre la population irakienne. (© AFP/Safin Hamed)

• *Le Conseil suprême islamique d'Irak*

Le Conseil suprême islamique d'Irak (ex-Conseil suprême islamique de la révolution en Irak, CSIRI) a été fondé en 1982 par l'ayatollah Mohammed Baqir al-Hakim, le fils du Grand Ayatollah Mohsen al-Hakim, qui était le plus grand *marja* (voir p. 14) entre 1955 et 1970. Il s'agit donc d'un parti créé par des religieux pour des religieux, plus précisément pour une grande maison religieuse, les Al-Hakim. Le parti a été créé en Iran, durant la guerre Iran-Irak, et les autorités iraniennes ont recruté parmi les militants irakiens en exil, mais aussi parmi les prisonniers de guerre et les déserteurs irakiens pour établir en parallèle au parti une milice de combat, le Corps Badr. Bien qu'étant une émanation du parti Da'awa, le CSIRI, basé à Téhéran, a adopté la doctrine de la *wilayat al-faqih*, l'ayatollah Baqir al-Hakim devant être le futur guide suprême de la république islamique irakienne – cependant, à son retour en Irak en 2003, Baqir al-Hakim semblait avoir abandonné l'idée de la gouvernance par le clergé. Après 2003, grâce à des moyens financiers importants et des réseaux, mais également grâce à l'aura de l'ayatollah Baqir al-Hakim, le parti est devenu rapidement populaire. L'assassinat de Baqir al-Hakim en août 2003 à Najaf, les rivalités internes, puis les luttes entre vieille garde et jeune garde après la mort du successeur de Baqir al-Hakim, son frère Abdel Aziz al-Hakim, en 2009 (luttes qui ont conduit

en 2010 à la défection de l'Organisation Badr, aujourd'hui intégrée comme mouvement politique au sein de la liste de Maliki « État de Droit »), ont considérablement affaibli le parti. En 2007, le parti abandonne le terme « révolution » et dans le même temps tente de gommer son image de parti-satellite de l'Iran et de parti religieux exclusif. De même, il met au second plan la légitimité du martyr (2), en passant d'une liste électorale nommée « le Martyr du Mihraab » (lors des élections provinciales de 2009, où il perdit 143 sièges par rapport à l'élection précédente, avec 52 sièges) à une liste nommée « l'Alliance citoyenne » (aux élections provinciales de 2013, où il remporta 61 sièges). Les dissensions inter-chiites, la multiplication des adversaires de Nouri al-Maliki, la nouvelle ligne médiane adoptée par son jeune dirigeant et bon communicateur Ammar al-Hakim, ont créé une dynamique ascendante qui a permis de ramener le CSII au devant de la scène, en concurrençant les sadristes, et en talonnant le bloc politique et parlementaire de Nouri al-Maliki.

“ Dans les faits, ce sont autant les électeurs que les débats d'intellectuels qui ont incité les partis à se réformer vers moins de confessionnalisme. ”

**Les partis chiites face aux électeurs**

Les partis chiites sont loin de constituer un front uni, se disputant la légitimité de la représentation politique des chiites en Irak, mais également la capacité de diriger le pays de façon inclusive, au-delà de l'effet « majorité démographique », par des politiques consensuelles transconfessionnelles et des alliances politiques, de circonstance ou de long terme, avec des partis sunnites. Dans les faits, ce sont autant les électeurs que les débats d'intellectuels qui ont incité les partis à se réformer vers moins de confessionnalisme. Ainsi, après chaque scrutin, on assiste à des recompositions, parfois surprenantes, telle la coalition sadristes-CSII-Moutahidoun (sunnites) à la tête du gouvernement de Bagdad après les élections provinciales d'avril 2013. Lors de ces élections provinciales, aucune liste n'est sortie avec une majorité globale, et d'ailleurs le taux de participation était moyen (51 %, seulement 33 % à Bagdad). Des changements dans les rapports de force politiques apparaissent :

- la liste de Maliki, État de Droit (élargie par rapport à 2009, incluant le Fadila, l'organisation Badr et le parti d'Ibrahim al-Jaafari), reste en tête, mais a perdu 30 % de ses sièges à travers le pays (passant de 154 à 102 sièges) et a perdu la direction du gouvernement à Bagdad (20 sur 58 sièges, contre 28 en 2009) ainsi qu'à Bassorah (16 sur 35 sièges, contre 20 en 2009) ;
- les autres partis chiites ont renforcé leur posture : l'Alliance des Citoyens (*Al-Mouwatin*) du CSII a obtenu 61 sièges ; et les sadristes (quatre blocs : *Al-Ahrar*, le Partenariat national, le Mouvement des élites nationales, et l'État de la citoyenneté), ont obtenu 47 sièges ;
- à Diyala, les partis sunnites et kurdes ont reculé au profit des partis chiites réunis en une coalition qui a obtenu 13 sièges sur 29 ;
- le gouverneur indépendant de Salaheddine, Ahmed al



Joubouri, proche de Maliki, est arrivé en tête.

• à Al-Anbar et à Ninive, les partis sunnites en faveur de l'autonomie des provinces sunnites, voire de la création d'une région sunnite avec une autonomie proche de celle du Kurdistan, ont nettement reculé au profit des partis sunnites opposés à l'autonomie, voire proches de Maliki (voir l'article sur les partis sunnites ci-dessous).

Le paradoxe des élections provinciales de 2013 aura été que les chiites ont moins voté pour Maliki (par rapport à 2009), alors que les sunnites ont voté pour des candidats conciliants avec – voire proches de – Maliki. Les chiites ont avant tout sanctionné la gouvernance Maliki (qui est passé de 50 % à 33 % des voix dans les provinces à majorité chiite), mais également les sadristes (passés de 22 à 15 %) qui détenaient de nombreux portefeuilles ministériels. Par ailleurs, la montée du djihadisme transnational, revitalisé par le conflit syrien, fait craindre aux chiites le scénario de la minorité sunnite qui pourrait reprendre le pouvoir via une coalition islamistes – ex-baathistes à l'issue d'une guerre civile déclenchée par Al-Qaïda en Irak. Or, les sunnites par la voie des urnes ont montré qu'ils ne favorisent pas ce scénario, ni même celui d'une autonomisation régionale.

### Les partis chiites face aux religieux

La relation des partis politiques chiites aux religieux est ambiguë, parfois contradictoire. Il existe deux catégories

de partis chiites : les partis inspirés par la pensée de grandes figures religieuses sans être dirigés par des religieux, c'est le cas du Da'awa ; et les partis dirigés par des religieux, plus précisément par des maisons (familles) religieuses, tels les sadristes et le CSII. En conséquence, le Da'awa n'a pas à se positionner politiquement par rapport aux fatwas et déclarations des religieux, et ses dirigeants

**“ Aujourd'hui, la sécularisation de la société irakienne s'affirme et, dans un contexte de revendications sociopolitiques concrètes, le religieux passe au second plan. ”**

n'entendent pas que les religieux se mêlent de leur politique. Or depuis 2010, les critiques de la *Hawza* vis-à-vis des gouvernants, dénonçant leur incapacité à lutter contre la pauvreté, l'insécurité et la corruption, sont constantes. En août 2013, le parlementaire Izzat al-Shahbandar (un proche de Maliki) a ouvertement accusé Nadjaf de vouloir « dominer l'État ». C'était la première fois qu'un

homme politique chiite osait s'attaquer à la *Hawza*. Cette « audace » s'explique largement par le fait qu'aujourd'hui, la sécularisation de la société irakienne s'affirme et que, dans un contexte de revendications sociopolitiques concrètes, le religieux passe au second plan. Cependant, le Da'awa continue à rechercher le soutien de la *Hawza*, en réclamant des audiences auprès des grands ayatollahs, voire en leur demandant que des fatwas soient émises pour condamner les mouvements de protestations. Cette attitude contradictoire nuit à la crédibilité du parti et de la classe politique chiite en général.

Pour les partis religieux, la relation avec la *Hawza* n'apparaît pas aussi contradictoire, mais elle est ambiguë. Pour éviter d'être de simples « exécutants » de fatwas et de conseils éthico-religieux, les partis en tant que partis s'en réfèrent à des *marja* décédés, Sadiq al-Sadr et Baqir al-Hakim, alors que les dirigeants peuvent évoluer quant à leur choix personnel – Moqtada est passé de l'ayatollah Haeri à l'ayatollah Sistani (sans être vraiment clair sur son choix définitif !), et Ammar al-Hakim a choisi Sistani seulement depuis 2007. Ce positionnement ambigu permet de maintenir le lien avec les masses chiites, qui en très large majorité (quasi-totalité) en Irak ont Ali Sistani pour *marja* ; mais cela permet aussi de montrer à ces masses que le parti n'est pas issu de – ni lié à – l'élitisme nadjafi ; et c'est une façon de laisser ouverte l'option de la sécularisation du parti.

## Les principaux partis sunnites

**A**près 2003, la majorité des acteurs politiques arabes sunnites ont refusé de participer au système mis en place par l'autorité américaine chargée de gérer la transition au début de l'occupation, la Coalition Provisional Authority (CPA). Ils estimaient que le démantèlement des structures de l'État irakien, en particulier de l'armée et des ministères, ordonné par décrets par la CPA, et la politique de « débaathification » radicale, ne pouvaient qu'aboutir à l'exclusion des sunnites des cercles de décision, y compris les fonctionnaires et les officiers qui n'étaient pas compromis dans la répression et les exactions commises par le régime de Saddam. En conséquence, ils ont boycotté les instances gouvernementales intérimaires jusqu'aux élections provinciales de janvier 2005, quand ils se sont rendu compte que leur boycott était contre-productif, ne faisant que les exclure davantage d'un système que les occupants américains avaient

pourtant conçu pour qu'ils soient non seulement représentés, mais pour qu'ils puissent également servir de contrepoids à l'unilatéralisme des gouvernants chiites. Ce système, nommé « *power sharing* », ne satisfaisait pas les tenants du maintien des sunnites à la tête de l'État, ceux qui estimaient que les sunnites avaient construit l'État irakien moderne, et avaient donc la légitimité et l'expérience pour gouverner l'Irak. Ceux-là, ex-cadres du régime de Saddam Hussein, ont alimenté, à partir de l'Irak ou de l'étranger, une insurrection anti-américaine et anti-gouvernementale, souvent en collusion avec des éléments salafistes extrémistes, voire affiliés à Al-Qaïda. Leur but était de créer un chaos tel que les États-Unis finiraient par les rappeler aux affaires. Or, cette option extrémiste, qui a entraîné l'extension du djihadisme au point où une partie de l'Irak était sous le contrôle d'Al-Qaïda entre 2004 et 2007, a été rejetée par une grande majorité des





**Photo ci-contre :**

Le 19 décembre 2006, le vice-président irakien Tareq al-Hashimi s'exprime au siège des Nations Unies à New York. Vice-président du 22 avril 2006 au 31 mai 2011, ce sunnite, chef du Parti islamique irakien (PII) a été l'objet d'un mandat d'arrêt en décembre 2011 pour le meurtre de six juges et de plusieurs hauts responsables irakiens. Condamné par contumace à la mort par pendaison, il estime être l'objet d'une chasse aux sorcières à visée politique due à son opposition avec le Premier ministre Nouri al-Maliki. (© UN/Mark Garten)

sunnites (acteurs politiques, religieux et tribaux), qui à partir de décembre 2005 ont décidé de participer au processus politique.

**Un héritage politique difficilement dépassé**

Pour des raisons historiques évidentes, les sunnites n'ont pas développé de nombreuses formes d'expression politique de l'opposition. En effet, la minorité arabe sunnite en Irak a toujours fait partie des gouvernants pour plusieurs raisons. En premier lieu, le fait politique est demeuré pendant longtemps l'apanage des grandes villes, qui étaient majoritairement sunnites, la chiitisation massive du pays n'ayant eu lieu qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (avant, le chiisme était minoritaire et rural). Pendant le règne des Ottomans (1533-1918), les élites gouvernantes devaient être sunnites (pour gouverner selon la jurisprudence en vigueur dans l'Empire), alors que les Britanniques, pendant leur mandat (1920-1932) se sont appuyés sur cette tradition en installant sur le trône un roi hachémite, Fayçal Ibn Hussein. Les régimes qui se sont succédé à partir de 1958, étaient plutôt idéologiques (socialiste puis baathiste) et déconfessionnalisés, mais les élites demeuraient sunnites : les structures de l'État reçues en héritage étaient alors dominées par les fonctionnaires sunnites, et sous Saddam Hussein, la paranoïa engendrée par la révolution islamique en Iran, combinée aux effets de « la clique au pouvoir » (les proches de Saddam sont pour la plupart issus de sa région, donc sunnites), renforcèrent l'emprise sunnite sur le pouvoir politique. Les partis d'opposition spécifiquement sunnites n'existaient pas à l'exception du Parti islamique, créé en 1960, proche du mouvement des Frères musulmans, et qui a été interdit dès 1961.

En conséquence, parmi les partis arabes sunnites (légaux) d'aujourd'hui, on retrouve essentiellement : des « néo-baathistes » (idéologie pan-arabiste, laïciste) nationalistes ; et des islamistes. Les premiers dominent la scène politique sunnite ; les islamistes ont perdu tout crédit après des années de gouvernance locale désastreuse marquée par la corruption, et également à cause de leur rejet radical du nationalisme, qui demeure la valeur première parmi la population sunnite. Ainsi, si les premières élections auxquelles ont

participé les sunnites arabes d'Irak, les législatives de décembre 2005, ont donné une large place aux islamistes (Tawafuq, une coalition conduite par le Parti islamique irakien), ces derniers ont quasiment disparu du paysage politique lors des élections provinciales d'avril et juin 2013 dans les provinces à majorité sunnite. En somme, les sunnites rejettent le sectarisme (incarné par le « sunnisme » confessionnel porté par les islamistes), et ils favorisent non seulement les options nationalistes, mais plus précisément nationalistes centralistes (fédéralisme avec un pouvoir central fort). En effet, les résultats des dernières élections provinciales montrent qu'ils rejettent les candidats en faveur de la création d'une région autonome sunnite.

*“ L'évolution de l'électorat sunnite vers le nationalisme centraliste s'explique par la crainte de la guerre civile, avec une extension du chaos syrien. ”*

**Les partis sunnites face aux électeurs**

En 2010, l'ensemble des partis sunnites arabes avaient décidé de former une coalition, Iraqiya, englobant la totalité des partis sunnites dans l'optique de faire pression sur Maliki, dont la liste n'avait pu obtenir une majorité absolue aux élections législatives de 2009. Or, en décembre 2010, Maliki a pris la décision de former un gouvernement de coalition, intégrant des figures clés d'Iraqiya, tels Salih al-Moutlaq ou Rafie al-Issawi, ce qui a eu pour effet de créer la dissension au sein d'Iraqiya, son leader Iyad Alawi étant opposé à toute forme de collaboration avec Maliki. Trois scissions ont lieu en 2011-2012, opérées par des personnalités sunnites qui choisissent la négociation avec le gouvernement Maliki, tel Hassan Alawi, qui a créé le Bloc blanc (inclus dans la liste de Maliki « État de Droit » lors des élections provinciales de 2013), et Qutaiba al-Jbouri qui a créé Iraqiya Libre.



Le mandat d'arrêt lancé contre le vice-président Tareq al-Hashimi en janvier 2012 – accusé d'avoir organisé des attentats contre des officiels chiites – a approfondi les dissensions au sein d'Iraqiya qui voit en 2013, à l'occasion des élections provinciales d'avril, la création de nouvelles coalitions :

- Moutahidoun' (Unifiés) rassemblant les partis Iraqiyoun, dirigé par le président du Parlement Ossama al-Noujaïfi, la liste Al-Hadbaa, du gouverneur de Ninive Atheel al-Noujaïfi (le frère d'Ossama), Mustaqbal (Rassemblement national pour le futur) de l'ex-ministre des Finances Rafie al-Issawi, et la Conférence du réveil tribal d'Ahmed Abu Risha ;

- Iraqiya Arabe, réunissant Hiwar (le Dialogue irakien national) de Salih al-Moutlaq et Al-Hal (le Mouvement national pour la réforme et le développement) de Jamal al-Karbouli ;
- Wifaq (l'Entente nationale irakienne) d'Iyad Alawi.

Les élections provinciales ont été un moment de vérité pour les factions sunnites, qui dans un contexte de protestations persistantes dans les zones sunnites depuis début 2012 ont misé sur des discours radicaux, en appelant à la constitution d'une région autonome sunnite. Ces factions ont été désavouées par les électeurs, alors que les acteurs prônant un nationalisme centralisateur, voire des proches de Maliki, ont fait de bons scores. Ainsi :

- à Diyala, les partis sunnites et kurdes ont reculé au profit des partis chiites réunis dans une coalition, qui a obtenu 13 sièges sur 29 (Moutahidoun allié à



Iraqiya Arabe a obtenu 10 sièges, la Coalition Iraqiya 2 sièges et les Kurdes 3 sièges);

- le gouverneur indépendant de Salaheddine, Ahmed al-Jibouri, opposé à l'option de l'autonomie provinciale, et proche de Maliki, est arrivé en tête ;

- les Kurdes se sont renforcés à Kirkouk, grâce à une décision de la Cour fédérale irakienne d'août 2013 (sous pression de Maliki) supprimant l'article 23 du statut électoral, qui impliquait une représentation égale des différentes communautés ;

- à Ninive, Moutahidoun est arrivé en deuxième position avec 8 sièges, derrière les Kurdes qui ont obtenu 11 sièges (sur 39), à comparer avec 19 sièges sur 37 remportés par le parti d'Athil Noujaïfi, Hadba, lors des élections précédentes en 2009. Moutahidoun a obtenu moins de sièges que les trois partis sunnites qui soutiennent Maliki : 4 sièges pour Iraqiya arabe, 3 pour Ninive Unie (Abdallah Yawer), 3 pour l'Assemblée pour la Justice et la Reconstruction (Delbar Zebari) ;

- à Al-Anbar, Moutahidoun a obtenu un résultat un peu meilleur qu'à Ninive avec 8 sièges sur 31 ; le gouverneur sortant, Qasim al-Fahdawi, proche du gouvernement Maliki, a obtenu 5 sièges, et Iraqiya Arabe 4 ; la Coalition Iraqiya (Iyad Alawi) 3 sièges ; la Coalition nationale d'Al-Anbar (de Kamil al-Douleimi) 3 sièges ; le reste des sièges est allé à des petits partis indépendants.

Moutahidoun a commis l'erreur de remettre en cause les bases nationalistes arabes de sa plate-forme électorale traditionnelle en se rapprochant des Kurdes et en s'alliant avec des figures politiques ouvertement anti-nationalistes, le Parti islamique, ou en faveur de la création d'une région autonome, comme Rafie Issawi ou Ahmed Abou Risha. Oussama Noujaïfi est en faveur de la création d'une région sunnite, mais avec un niveau d'autonomie limité, sans création d'une armée. Par ailleurs, le nationalisme des électeurs des provinces sunnites les rend méfiants vis-à-vis de ces acteurs politiques qui cultivent des liens rapprochés avec les pays voisins, la Turquie et les pays du Golfe. Ces pays qui financent des mouvements insurrectionnels ou djihadistes en Irak, particulièrement actifs dans les zones sunnites, sont considérés comme des fauteurs de troubles qui souhaitent maintenir l'Irak dans le chaos pour l'empêcher de redevenir une puissance influente dans la région, voire pour mettre un terme à toute expérience pluraliste dans la région.

Cette évolution de l'électorat sunnite vers le nationalisme centraliste s'explique par la crainte de la guerre civile, avec une extension du chaos syrien, notamment par le biais de l'activisme transfrontalier du mouvement qaïdiste « l'État islamique en Irak et au Levant » (EIL). Ils ont rejeté l'extrémisme religieux d'Al-Qaïda dès 2005, notamment à travers le mouvement de réveil tribal, le Sahwa (voir p. 91). La majorité des sunnites considèrent le nationalisme comme un rempart contre la possibilité de création d'un « Chiistan » au Sud qui pourrait devenir une zone d'influence iranienne, alors qu'eux se retrouveraient dans une zone affaiblie, ouverte à toutes les influences régionales et au djihadisme. Mais cette évolution des sunnites vers le nationalisme centraliste a également été favorisée par Maliki, qui depuis 2008 pratique une politique d'ouverture envers les Arabes sunnites. En 2008, il s'est frontalement opposé aussi bien aux milices chiites qu'à l'armée kurde – les peshmergas –, et a entériné un processus d'allégement de la politique de débaathification, rappelant bon nombre de fonctionnaires et d'officiers de l'ancien régime aux affaires. En 2013, il a fait face aux mouvements de protestations par la répression (avec des arrestations ciblées

de dirigeants), mais également par des concessions importantes : il a débloqué des budgets pour les provinces (notamment 85 millions de dinars à Al-Anbar), il a envoyé des forces de police supplémentaires et retiré les troupes fédérales, il a libéré des prisonniers, et il a accepté d'alléger encore la politique de débaathification. Maliki semble peu inquiet concernant les (ex-)baathistes, même si une fraction d'entre eux maintient la pression insurrectionnelle. Il est plus préoccupé par les islamistes et la capacité d'agitation, via les mosquées, de certains dignitaires religieux. Le spectre du conflit syrien montre comment des islamistes, de type Frères musulmans, financés par les États du Golfe ou Ankara, peuvent s'allier circonstanciellement avec Al-Qaïda, et finalement se retrouver dépassés.

### Les partis sunnites face aux religieux

Les partis politiques sunnites, néo-baathistes, laïcistes, ou nationalistes, peuvent, par pragmatisme, s'allier aux partis politiques islamistes, mais ils peuvent également aller jusqu'à s'appuyer sur les autorités religieuses, notamment pour asseoir leur ancrage populaire. Ainsi le président du Parlement, Ossama Noujaïfi, s'est allié au Parti islamique, au sein de la coalition Moutahidoun, et cette coalition pourrait faire alliance avec la coalition de Saleh al-Moutlaq dans l'optique des

#### Photo ci-dessous :

Le 11 janvier 2013 à Bagdad le président de la fondation, au rang de ministre, des dotations religieuses (waqf) sunnites, le cheikh Ahmed Abdul Ghafour al-Samarrai (à gauche) et l'ex-ministre des Finances, Rafi al-Issawi, participent à la prière du Vendredi avant une manifestation contre le gouvernement de Maliki, pour dénoncer les discriminations dont sont victimes les Arabes sunnites. Pour marquer son désaccord avec la politique de Nouri al-Maliki et en soutien au mouvement sunnite de protestation, Issawi a démissionné du gouvernement en mars 2013. (© AFP/Ahmad al-Rubaye)



élections législatives de 2014. Par ailleurs, lors du mouvement de protestation sunnite, essentiellement dans les provinces d'Al-Anbar et de Ninive, entre fin 2012 et l'été 2013, l'ensemble des acteurs politiques sunnites se sont rapprochés des dignitaires religieux sunnites, en particulier du très populaire Abdel Malik al-Saadi. Ce dernier aurait pu devenir le Grand Mufti d'Irak en 2007, mais il a refusé ce statut, préférant demeurer à Al-Anbar (menacé de mort par Al-Qaïda en Irak, il a dû s'exiler en Jordanie en 2010), s'impliquant directement dans la lutte contre Al-Qaïda, par ses prêches, ses fatwas et ses actions sociales. Il est opposé à la création d'une région autonome sunnite et il a émis une fatwa en ce sens, car il craint la partition de l'Irak en trois.



## Les principaux partis politiques au Kurdistan

**C**onsidéré comme une « success-story » par certains observateurs, le développement économique au Kurdistan irakien cache bien des écueils : la corruption et le népotisme qui empêchent le marché de fonctionner correctement ; un manque de démocratie qui fait planer la menace du « printemps kurde » ; et surtout une incertitude concernant les successions politico-claniques et leurs effets sur les équilibres sociaux – contestation des jeunes, montée des mouvements identitaires et religieux, en particulier les islamistes et la contestation tribale. En somme, les effets « post-révolutionnaires » – après 80 ans de lutte armée – re-

pourraient en soi créer une vraie crise de légitimité, mais qui pourrait être surmontée, car il en va de l'intérêt et de la survie du clan au pouvoir. Le fils de Massoud, Masrou, actuel chef du Conseil de Sécurité (services de renseignement), bénéficie d'appuis certains au sein de la vieille garde, mais il est compromis par une réputation (méthodes expéditives) qui nuit à l'image de sa maison, de son parti et d'une manière générale du gouvernement régional. Nirchivan, quant à lui, revendique la légitimité du clan, son père Idris étant considéré comme l'héritier légitime sur le plan politique – Idris était le chef du parti, après la mort de son père, Moustafa. Dans les faits, il a acquis une stature de chef d'État que son cousin n'a pas. La succession va donc être déterminée par les liens entre le clan, et de façon plus restrictive la maison, Barzani et le parti PDKI, mais elle sera également influencée par les facteurs externes au parti : les tensions sociales, les évolutions politiques, notamment les risques d'écroulement de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak (UPKI), l'émergence d'une opposition structurée, et l'influence, voire l'ingérence plus importante des pays voisins clés de la région (la Turquie et l'Iran).

L'UPKI est déjà engagé dans la guerre de succession de Jalal Talabani, qui est âgé de 80 ans, et qu'on dit gravement malade. Le risque d'implosion du parti, en tous cas de son affaiblissement au point qu'il ne puisse plus maintenir ses relations équilibrées (de type « partage du pouvoir ») avec le PDKI, est avéré. Or, si l'UPKI implose après la disparition de Talabani, la victime ne sera pas l'UPKI lui-même, mais l'ensemble du système politico-clanique sur lequel repose la gouvernance kurde. Sans contrepoids, le PDKI devra gouverner avec des alliances qui inévitablement donneront du pouvoir aux partis émergents et contribueront à démanteler le système. Par ailleurs, sur la question de Kirkouk, l'UPKI est surdéterminant : c'est la base culturelle, linguistico-dialectale, confrérique (Qaderi *versus* Naqshabandi), régionale (Bahdinan *versus* Soran) tribale du parti-clan ; seul Talabani et les liens qu'il a consolidés au centre permettaient une ouverture sur la négociation de l'avenir de la région. En somme, le PDKI risque de forcer le chemin pour prendre brutalement en charge des dossiers politiquement et symboliquement lourds, tels que Kirkouk, les relations avec Bagdad, les liens avec l'Iran, mais également la dissidence grandissante et la contestation populaire. Si on lui ajoute ses propres problèmes de succession, le PDKI à terme connaîtra aussi des crises, particulièrement venant d'une contestation populaire, et surtout la montée du courant islamiste dans la région de Bahdinan.

Il faut ajouter que les schémas vieille garde *versus* jeune garde, conservateurs *versus* réformateurs, concernent également Goran et les partis islamistes. Goran, fondé en 2009 par Nashirwan Moustafa comme une dissidence de l'UPKI, se veut anti-clanique, plutôt de centre-gauche, et il vise ouvertement à mettre un terme à la mainmise des deux partis historiques sur la vie sociopolitique du Kurdistan. Les deux partis islamistes majeurs, le Mouvement islamique du Kurdistan (créé en 1979) et l'Union islamique du Kurdistan (créée en 1994), ont surtout une forte assise locale (Halabajah pour le premier, Erbil pour le second), et leur influence sur le système politique kurde se traduit en termes de poids dans les alliances.



### Photo ci-dessus :

Le 23 septembre 2011 à New York, le président irakien, Jalal Talabani, s'exprime lors de l'assemblée générale des Nations Unies. Originaire de la région de Sulaymaniyya, fondateur et chef de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak (UPKI), Jalal Talabani occupe le poste de président de la République depuis son élection par l'Assemblée nationale transitoire en 2005, puis sa réélection pour un second mandat en avril 2006. Il est très influent dans sa région, le Soran, ce qui lui permet de peser sur la question de Kirkouk, alors que son statut de président lui confère un rôle décisionnaire à Bagdad. (© UN/Marco Castro)

lèguent au second plan le nationalisme et révèlent les contradictions qui traversent la société kurde.

### Une domination bipartisane depuis des décennies

Au Kurdistan, les politiques publiques stratégiques, en particulier les décisions et orientations concernant le pétrole, sont du ressort du clan dominant politiquement, celui des Barzani. Les Barzani et leur parti, le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI), contrôlent une partie importante de la gouvernance kurde, et ce depuis les années quatre-vingt-dix (dans l'après-guerre du Golfe qui a entraîné une quasi-autonomie du Kurdistan). Massoud est président depuis 1994, son neveu et beau-fils Nirchivan est Premier ministre depuis 1999 (avec une alternance entre 2009 et 2012). Depuis les années trente – époque où les Barzani se soulèvent contre Bagdad, dirigés par Moustafa Barzani –, la succession s'opère selon une descendance patrilinéaire avec le PDKI comme instance politique de médiation. Or celle-ci agit selon des arbitrages constants entre la « vieille garde » et les courants émergents, plus ou moins réformateurs. On peut donc déjà prévoir deux types de dissensions entre les différents courants : sur le choix du leader, le neveu, Nirchivan, ou le fils aîné, Masrou ; et sur les options politiques. Les dissensions sur le choix du leader



## Les partis kurdes face aux électeurs

Le 21 septembre 2013, quelque 2,8 millions de citoyens kurdes se sont rendus aux urnes pour élire leur parlement régional, dans un contexte marqué par la crise syrienne et l'afflux de plus de 200 000 réfugiés syriens au Kurdistan, et par le retrait, pour des raisons de santé, du président Talabani, de la scène publique. Les élections kurdes ont été suivies avec intérêt en Iran, ainsi qu'en Turquie. Quels enseignements peut-on tirer de ce scrutin ?

1°) Le taux de participation a été supérieur à celui de la région arabe d'Irak : quelque 73 % d'inscrits ont voté (93 % parmi les forces de sécurité et l'armée locale) ; pour obtenir les 111 sièges qui constituent le parlement kurde, et pas moins de 31 groupes politiques se sont lancés dans la campagne électorale. Le PDKI de Massoud Barzani a remporté 38 sièges et l'opposition avec Goran (« Changement ») 24, tandis que l'UPKI de Jalal Talabani n'a obtenu que 18 sièges. Les deux groupes islamistes kurdes (l'Union islamique du Kurdistan et le Mouvement islamique du Kurdistan) ont gagné un peu de terrain en obtenant respectivement 9 et 6 sièges. Cinq sièges ont été attribués à des petits partis laïcs et à des notables. Onze sièges sont réservés aux différents groupes ethno-religieux : 5 pour les chrétiens, 5 pour les Turkmènes, et 1 pour les Yazidis. Ces sièges réservés par un système de quotas ont été subordonnés indirectement au parti de Barzani, moyennant argent, postes politiques et dividendes économiques. De plus – aspect à ne pas négliger – les minorités en Orient ont

toujours préféré se ranger du côté du plus fort, de peur d'être persécutées.

2°) À la différence des dernières élections, le parti de Jalal Talabani a été largement dépassé par ses concurrents, devenant ainsi la troisième force politique de la région. Cela peut laisser des traces dans une région où les scrutins se répètent sans produire nécessairement une culture d'alternance. Le perdant ne laisse pas facilement sa place aux nouveaux arrivés. L'imbrication entre partis établis et affairisme est inextricable.

3°) Si le parti de Barzani a enregistré un progrès dans sa région, cela n'a pas empêché les islamistes de se maintenir, et

**“ C'est la première fois que les Kurdes tentent de former un gouvernement avec une assise politique large, associant d'autres partis que les deux courants traditionnels de Barzani et de Talabani. ”**

même de progresser. Sans doute, dans des conditions un peu plus ouvertes, et avec une pression moindre, les islamistes pourraient-ils enregistrer de meilleurs résultats.

C'est la première fois que les Kurdes



**Photo ci-contre :**

Massoud Barzani est président du Gouvernement régional du Kurdistan et chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI) depuis 1979. En fonction depuis le 14 juin 2005, il a à nouveau remporté les élections de juin 2009. Le PDKI a été fondé en 1946 par Moustafa Barzani, père de l'actuel leader, et a représenté pendant des décennies l'un des partis majeurs de la cause kurde. (© Jan Sefti)

tentent de former un gouvernement avec une assise politique large, associant d'autres partis que les deux courants traditionnels de Barzani et de Talabani. Une participation de Goran au gouvernement introduirait probablement un peu de transparence dans la gestion économique et, pourquoi pas, dans la façon dont est géré le dossier pétrolier. Il faut noter l'existence d'un point de discordance qui oppose le parti de Barzani au reste de la classe politique locale, à savoir la question du changement de nature du régime politique qui s'est installé au Kurdistan depuis plusieurs années : à part le PDKI de Barzani, tous les autres partis réclament un changement profond et le retour vers un système parlementaire conforme à la Constitution irakienne. Erbil fonctionne selon un système présidentiel au suffrage universel, à côté d'une chambre amoindrie. Malgré la campagne virulente menée par Goran contre la corruption, le parti de l'opposition fera face immanquablement à des contraintes objectives, quoique non propres à la société kurde : des pratiques de cooptation et de népotisme, les ingérences des pays de la région (Iran et Turquie), les mauvaises relations avec Bagdad.

### Centre d'études sur le Moyen-Orient du CAPRI

#### Notes

(1) Il faut préciser que les religieux traditionalistes rejettent les formules de la *wilayat al-faqih* et de la *wilayat al-umma*, considérant que la vraie gouvernance relève de l'infailibilité et donc de l'Imam caché, et que d'ici le retour de ce dernier, les religieux doivent rester à l'écart des affaires politiques (et que *de jure* tout pouvoir politique est illégitime, même si *de facto* il est nécessaire).

(2) La légitimité des partis chiites passe par la référence aux grandes figures du chiisme irakien, qui ont combattu la tyrannie et ont été assassinées, ayant donc un statut de martyrs : les Grands Ayatollahs Baqir al-Sadr (assassiné en 1980), Sadiq al-Sadr (assassiné en 1999) et Baqir al-Hakim (assassiné en 2003).

**Photo ci-contre :**

Le 21 septembre 2013, des Kurdes irakiens font la queue dans un bureau de vote d'Erbil au Kurdistan pour élire leur parlement régional. La surprise de ce scrutin a été le score du parti de centre-gauche Goran, qui a dépassé celui de l'UPKI de Jalal Talabani (24,7 % contre 16,6 %).

Par ailleurs, les deux partis islamistes principaux, l'Union islamique du Kurdistan et le Mouvement islamique du Kurdistan, totalisent à eux deux presque autant que l'UPKI (15,9 %). L'affaiblissement de l'UPKI pourrait à terme fragiliser l'ensemble du système politico-clanique qui prédomine au Kurdistan irakien. (© Xinhua/ Zhang Shuhui)





LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE N° 19 FÉVRIER - MARS 2014  
**GÉOPOLITIQUE DE L'IRAK**

focus



Par l'équipe du Centre d'études sur le Moyen-Orient du CAPRI.

**Photo ci-dessus :**

Le 12 janvier 2014, Nouri al-Maliki, lors de sa participation à la Conférence pour la création d'une feuille de route sur la loi des provinces, a fait une proposition, validée le 23 janvier par son gouvernement, concernant la création de nouvelles provinces. Il est question notamment de former une province autour de la ville de Tuz Khurmatu, une autour de Fallouja et une autour de Tal Afar. Ce projet, qui doit être approuvé par le Parlement, n'a pas produit un large consensus, mais dans la perspective des élections législatives d'avril 2014, il peut assurer le soutien de certains à Maliki, car une province apporte un budget, des forces de sécurité et des projets de développement : les chrétiens et les Turkmènes concernant Tuz Khurmatu, les Turkmènes et les chiïtes pour Tal Afar, les tribus du Sahwa pour Fallouja. (© Iraqi Prime Minister Office)

# Nouri al-Maliki et ses stratégies politiques

**L**e Premier ministre irakien a traversé tout au long de son deuxième mandat (2010-2014) une série incessante de crises de légitimité politique. On constate depuis quatre ans parmi l'opinion arabe chiïte un certain recul de sa popularité. Le front des partis politiques chiïtes s'est fissuré, quand le courant sadriste s'est allié avec les Kurdes et avec le bloc Iraqiya pour demander la destitution (par vote d'une motion de censure au Parlement) de Maliki. Les dernières élections provinciales ne pouvaient que confirmer cette dispersion chiïte ; le courant sadriste, allié pour les circonstances au Conseil suprême islamique en Irak (CSII) d'Ammar al-Hakim, a réussi à récupérer la direction de la plupart des grandes villes irakiennes, Bagdad, la capitale, Bassora, la capitale économique, ainsi que dans la province de Diyala, etc. À signaler, un point positif (par défaut) pour le Premier ministre, les dissensions parmi ses adversaires : un certain nombre de députés du bloc Iraqiya se sont publiquement désolidarisés du bloc ; les classiques divisions inter-kurdes ; et le revirement des sadristes sur la question de la motion de censure (ils ont finalement rejeté l'option). Depuis peu, l'armée fédérale, sous l'impulsion du Premier ministre, mène une guerre, légitime aux yeux de l'opinion chiïte, contre Al-Qaïda et d'autres groupes djihadistes dans le Nord et l'Ouest du pays. Tout cela

semble avoir sérieusement atténué les risques de destitution du Premier ministre. De toute façon, la question ne se pose plus, car les Irakiens sont appelés à élire un nouveau Parlement le 21 avril prochain.

Ce revirement de situation n'est pas le simple fait de dissensions au sein de l'opposition, ni même de l'influence iranienne. Nouri al-Maliki a mené une campagne tous azimuts contre ses adversaires, utilisant pression, argent, menaces, mais aussi persuasion politique. Il a utilisé à son profit l'image négative des Kurdes dans la partie arabe de l'Irak. Il a réussi à rallier quelques députés et de nombreux notables sunnites à Kirkouk et à Mossoul, et même à Al-Anbar et Salaheddine. Sa première ligne de front est devenue les zones disputées (voir carte p. 42). En créant une brèche dans le camp kurde, Maliki est parvenu à isoler relativement Massoud Barzani, le président de la Région autonome du Kurdistan, et à montrer à l'opinion irakienne que l'intransigeance de celui-ci s'expliquait surtout par son combat pour le pétrole. Grâce à cette question, il se maintient, et parfois gagne du terrain, dans les zones arabes chiïtes et partiellement en zone sunnite. En retour, la Région autonome du Kurdistan accuse Maliki d'incompétence, d'immobilisme et d'aveuglement par rapport aux réalités du marché international.



### Sistani, du silence critique à la critique véhémement

Le Grand Ayatollah Ali al-Sistani ne cesse d'exprimer, aussi bien en privé qu'en public, son mécontentement sur la gestion du pays par le gouvernement Maliki. Son angle d'attaque, qui s'amplifie depuis trois ans, est toujours le même : l'incompétence, la corruption, et la surdité de la classe politique à l'égard des souffrances du peuple et sa légèreté quant à l'intervention de plus en plus flagrante des pays de la région. Depuis deux ans, le Grand Ayatollah refuse même de rencontrer tout homme politique, aussi bien issu du sillage du Premier ministre que de l'opposition. Sistani est convaincu que la classe politique, particulièrement chite, se rend auprès de lui davantage pour exploiter et manipuler son image que pour s'enquérir de ses vues et conseils.

**“ En créant une brèche dans le camp kurde, Maliki est parvenu à isoler relativement Massoud Barzani, le président de la Région autonome du Kurdistan, et à montrer à l'opinion irakienne que l'intransigeance de celui-ci s'expliquait surtout par son combat pour le pétrole. ”**

À partir de là, il était prévisible que l'entente entre le grand dignitaire religieux et le gouvernant politique ne soit pas des meilleures. Maliki est à la fois attaché au pouvoir et pragmatique. À ses yeux, tout moyen lui permettant d'accroître son autorité est légitime. Dès lors, le Premier ministre estime qu'il est normal que, par solidarité confessionnelle, Sistani vole à son secours chaque fois qu'il se trouve fragilisé. Quant au Grand Ayatollah, qui se méfie depuis longtemps du parti Da'awa, il tolère de moins en moins l'irrévérence des acteurs politiques à sa fonction de Grand Marja (voir pp. 14 et 28). Il ne cesse d'imaginer des scénarios de changement à la tête du gouvernement qui n'entraîneraient pas l'écroulement d'un système politique déjà fragilisé, ou la perte de pouvoir par les chiïtes, et qui n'aboutiraient pas à l'interventionnisme accru des pays de la région.

Cependant rien n'est simple dans cet Irak divisé, y compris au sein de ses grands segments. Les relations entre Sistani et la plupart des représentants de la maison Al-Sadr sont pires encore que celles qu'il entretient avec Nouri al-Maliki. Un lourd passif opposait déjà Sistani au père de Moqtada (Mohammed-Sadiq al-Sadr). Les deux hommes se disputaient, dès le début des années quatre-vingt-dix, la plus haute autorité religieuse du chiïsme, celle du plus Grand Ayatollah et source d'imitation (*marja al-taqlid*). Le courant sadriste reproche aujourd'hui encore à Sistani de s'être rendu complice par sa passivité et son silence de l'assassinat en 1999 du père de Moqtada, par Saddam Hussein. L'invasion de l'Irak en 2003 et la chute du régime de Saddam Hussein n'ont pas arrangé les choses pour autant. Aucun rapprochement ayant pu résulter de leur



opposition objective à Maliki ne s'est opérée entre les deux hommes. Ce qui les sépare est demeuré plus fort que ce qui aurait pu les unir. Sistani – bien qu'il n'ignore pas le poids des sadristes – voit en Moqtada al-Sadr davantage un encombrant opposant à Maliki qu'une source crédible d'alternative.

Malgré son hostilité maintes fois affirmée à l'égard du gouvernement Maliki, Sistani a maintenu sa position de retrait. Ainsi, le légendaire silence du Grand Ayatollah Sistani a sauvé, malgré lui, le Premier ministre Nouri al-Maliki !

### La question kurde

Les Kurdes ont entériné le retrait et l'affaiblissement de l'acteur américain et ils ont compris que, via une stratégie d'engagement direct avec les États extrarégionaux et régionaux, ils n'obtiendraient probablement pas dans l'immédiat ce qu'ils cherchent. En revanche, ils ont développé des liens très privilégiés, politiques, sécuritaires et pétroliers, avec la Turquie (c'est particulièrement le cas de Barzani). Parallèlement, ils ont mis en place une stratégie indirecte, en mobilisant les grandes majors du pétrole. Il s'agit en gros d'arracher aux grandes puissances, par la politique pétrolière, un soutien qu'ils n'ont pas réussi à gagner par la diplomatie. En favorisant l'investissement des compagnies étrangères, et en particulier américaines, dans les zones disputées, Barzani vise à établir *de facto* une légitimité de l'emprise du Gouvernement régional kurde sur ces zones. Il a été conseillé, particulièrement par certains militaires et diplomates américains à la retraite travaillant auprès de lui, et qui soutiennent fortement l'idée selon laquelle le pétrole kurde, à un prix plus attractif (et via des accords de partage), pourrait se transformer en protection politique et militaire d'un futur État kurde indépendant. Il se peut que les avantages économiques soient grands, mais que le prix politique pour les États soit toutefois exorbitant. C'est ainsi qu'on peut comprendre la perplexité de l'administration américaine devant l'avancée d'ExxonMobil au Kurdistan.

En face, la stratégie de Maliki de division entre Talabani et Barzani n'est pas forcément efficace, si on prend en compte que Jalal Talabani est malade et retiré de la scène politique, et que son parti (l'UPKI) est sérieusement affaibli, au profit de l'opposition.

Depuis 1991, le Kurdistan ne vit pas dans un système fédéral. Les Kurdes sont dans une configuration juridico-politique proche de ce que nous pouvons qualifier d'État associatif. Ils ont beaucoup plus travaillé sur ce qui les distingue politiquement de Bagdad et ethniquement des Arabes, que sur ce qui les unit entre eux. Il est aisément compréhensible qu'Erbil se méfie du retour en force de Bagdad, capitale fédérale, et mise sur sa (propre) reconnaissance à l'échelle régionale et internationale. Rien n'est joué d'avance quant à l'éventuelle indépendance du Kurdistan.

### Photo ci-contre :

Le Premier ministre Nouri al-Maliki, accompagné du ministre intérimaire de la Défense, Sadoun al-Doulaïmi (à droite), le 12 décembre 2013, signe un accord de transfert d'armements (24 avions de combat T-50) avec le ministre de l'Industrie militaire sud-coréen Lee Yong Gul. Nouri al-Maliki veut accélérer l'équipement des forces armées irakiennes dans leur effort de guerre contre l'insurrection djihadiste. Pour parvenir à éliminer cette menace, Maliki, ou son successeur après avril 2014, devra adjoindre aux moyens militaires une stratégie d'engagement politique et de développement socioéconomique dans l'ensemble de la région Nord-Ouest, en particulier à Al-Anbar. (© Iraqi Prime Minister Office)



**Photo ci-contre :**

Le 23 août 2013, à New Delhi, le président indien, Pranab Mukherjee (à gauche), rencontre le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, alors que ce dernier effectue une visite de quatre jours en Inde pour renforcer les relations bilatérales et signer des accords concernant le commerce et les investissements. (© Xinhua/Partha Sarkar)

**Photo ci-dessous :**

Le Premier ministre Nouri al-Maliki (à gauche), accompagné du vice-Premier ministre en charge des questions énergétiques, Hussein al-Shahrestani (à sa gauche), et du directeur de la South Oil Iraqi Company, Diya Jaafar, le 21 septembre 2013 à l'inauguration du champ pétrolier de Garraf (à Nassiriyah, dans la province de Dhi Qar), champ exploité par les compagnies Petronas et Japex. La reconstruction économique, permise par le développement du secteur pétrolier, est une priorité du gouvernement Maliki. Son bilan économique et social sera sanctionné par les électeurs lors des prochaines élections législatives, en avril 2014. (© Iraqi Prime Minister Office)

Cela dépend de l'ouverture du Centre, de l'équipe au pouvoir, des enjeux au niveau régional, mais aussi de la capacité de la direction kurde à adopter une posture de compromis. Avoir recours à l'autodétermination en déclarant l'indépendance du Kurdistan serait non seulement prématuré, mais lourd de dangers, et générerait inmanquablement des conflits dans plusieurs régions arabo-kurdes dites disputées. Si l'indépendance du Kurdistan incitait d'autres régions de l'Irak à devenir autonomes, cela accroîtrait l'implication des puissances régionales en Irak, voire provoquerait probablement, avec la crise syrienne, des confrontations interétatiques. Il est évident qu'une entité chiite arabe riche deviendrait une zone d'influence iranienne et serait un atout stratégique majeur pour Téhéran. Les Kurdes se retrouveraient, en revanche, quasi-annexés à la Turquie, en tous cas subordonnés à elle, tandis que les Arabes sunnites seraient les grands perdants, dans la mesure où ils manquent d'unité politique, et subissent les assauts des djihadistes transnationaux, en particulier de la mouvance d'Al-Qaïda. Qui plus est, si les Kurdes sont aujourd'hui quasi-autonomes politiquement, ils dépendent toujours de Bagdad pour leur budget. Le rêve de l'indépendance n'est donc pour l'instant pas réalisable.

**L'opposition sunnite**

Les dernières élections provinciales, d'avril-juin 2013, ont définitivement affaibli Iyad Alawi, adversaire traditionnel de Maliki (voir l'analyse sur les partis sunnites p. 31). En revanche, Oussama Noujaïfi demeure un adversaire sérieux, s'il s'allie avec Saleh al-Moutlaq dans la perspective de créer une coalition pour les élections législatives de 2014. En accédant au troisième poste de l'État, celui de président de l'Assemblée nationale, Oussama Noujaïfi a peu à peu été gagné par l'idée que son avenir politique ne s'arrêterait pas à ce niveau-là. Il a multiplié les sorties et les voyages accompagnés de déclarations provoquant parfois un tollé au sein de la classe politique irakienne. Quoiqu'il ait commencé en étant un ardent défenseur du nationalisme arabe irakien, il a peu à peu acquis la conviction que la société irakienne est marquée par des discriminations communautaires (ethnoconfessionnelles) amplifiées par l'orientation du Premier ministre Nouri al-Maliki. Oussama Noujaïfi a adopté un discours sunnito-arabo-irakien, lui qui était jusqu'à hier un irako-arabo-sunnite. Ce n'est pas un simple changement



de l'ordonnement syntaxique, mais bel et bien une reformulation politico-stratégique qui, une fois adoptée, ne demande qu'à être mise en œuvre. Les appels d'Oussama Noujaïfi à la création d'un pouvoir provincial décentralisé se sont heurtés à une contre-attaque chiite pro-Maliki et sadriste l'accusant de brader l'unité de l'Irak. Chemin faisant, Noujaïfi a soudainement trouvé une oreille attentive auprès des Kurdes.

*“ Maliki n'a donc pas d'autre choix que de jouer irakien, chiite, homme de poigne, commandant des forces armées, quitte à surfer sur une vague nationaliste unitaire. ”*

Pour conclure, en dépit de l'hostilité suscitée par sa politique, le pari du Premier ministre irakien est d'apparaître comme un dirigeant capable de transcender sa base d'origine (chiite) et de jouer le rôle d'arbitre souhaité par une partie de la population. À quelques semaines d'élections législatives cruciales, ses calculs sont simples : il est conscient d'être le chef d'un parti confessionnel minoritaire (Da'awa), mais il est devenu Premier ministre en profitant des dissensions inter-chiites ; les Arabes sunnites le critiquent pour son sectarisme, et une minorité d'entre eux vont jusqu'à manifester leur opposition en rejoignant les rangs de l'insurrection djihadiste ; les Kurdes le soupçonnent de despotisme « non-éclairé ». Il n'a donc pas d'autre choix que de jouer irakien, chiite, homme de poigne, commandant des forces armées, quitte à surfer sur une vague nationaliste unitaire. Ce faisant, Nouri al-Maliki est devenu aux yeux d'une partie importante des Irakiens le porteur d'un pouvoir musclé, s'imposant plus souvent par la force que par le consentement. Or, pour cette majorité d'Irakiens, le chef d'État fort ne peut être légitimé dans ses prérogatives sécuritaires exceptionnelles que s'il est capable d'apporter la sécurité (et le développement), et si l'État d'exception ne dure pas.

Centre d'études sur le Moyen-Orient du CAPRI

LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE N° 19  
FÉVRIER - MARS 2014





# L'opinion publique irakienne en faveur de l'unification du pays et de la démocratie

Extraits de l'Iraq Poll February 2009 (ABC News, the BBC and NHK by D3 Systems of Vienna, Va., and KA Research Ltd. of Istanbul, Turkey).  
(Les entretiens ont été conduits en personne, en arabe ou en kurde, auprès d'un échantillon national aléatoire de 2228 Irakiens âgés de 18 ans et plus, entre les 17 et 25 février 2009.)

**Question 1 : Parmi les options suivantes, laquelle conviendrait à l'Irak dans l'avenir ? (en %)**

	Fév. 09	Mars 08	Août 07	Fév. 07	2005	2004
Un Irak unifié avec un gouvernement central à Bagdad	70	66	62	58	70	79
Un groupe d'États régionaux avec chacun son propre gouvernement, et un gouvernement à Bagdad	20	23	28	28	18	14
Un pays divisé en États séparés indépendants	7	9	9	14	9	4
Refuse de répondre/Ne sait pas	3	1	1	-	3	3

**Question 2 : Parmi ces trois options de système politique, quelle serait la meilleure pour l'Irak aujourd'hui ? (en %)**

	Fév. 09	Fév. 07	2005	2004
Un dirigeant fort : un gouvernement dirigé par un homme à vie	14	34	26	28
Un État islamique : les hommes politiques gouvernent selon les principes religieux	19	22	14	21
La démocratie : un gouvernement dont le dirigeant peut être changé	64	43	57	49
Refuse de répondre/Ne sait pas	3	-	3	4

**Question 3 : Approuvez-vous ou désapprouvez-vous la façon dont Nouri al-Maliki dirige le pays ? (en %)**

	Fév. 09	Mars 08	Août 07	Fév. 07
Approuve	55	40	33	43
Désapprouve	43	58	66	57
Refuse de répondre/Ne sait pas	2	2	1	-

**Question 4 : Comme vous le savez, les sunnites ont boycotté les élections de janvier 2005, mais ont participé aux dernières élections : est-ce une bonne chose pour la situation politique en Irak, ou est-ce que cela sera sans effet ? (en %)**

	Février 09
Effet positif	67
Effet négatif	10
Pas de réel effet	20
Refuse de répondre/Ne sait pas	3

**Question 5 : Quel est l'avenir des relations entre sunnites et chiïtes : la réconciliation et la coopération, ou la séparation et la division ? (en %)**

	Février 09
Réconciliation et coopération	79
Séparation et division	17
Refuse de répondre/Ne sait pas	3

**Question 6 : Quel est l'avenir des relations entre les Kurdes et les Arabes : la réconciliation et la coopération, ou la séparation et la division ? (en %)**

	Février 09
Réconciliation et coopération	53
Séparation et division	43
Refuse de répondre/Ne sait pas	4

**Question 7 : Pensez-vous que la séparation et l'indépendance des provinces kurdes est très possible, plutôt possible, quasi impossible, ou plutôt impossible ? (en %)**

	Février 09
Très possible	31
Plutôt possible	27
Quasi impossible	23
Plutôt impossible	17
Refuse de répondre/Ne sait pas	2

**Question 8 : Est-ce que vous soutiendriez, ou vous opposeriez à la séparation des provinces kurdes ? (en %)**

	Février 09
Je soutiendrais fortement	11
Je soutiendrais	12
Je m'y opposerais	27
Je m'y opposerais fortement	48
Refuse de répondre/Ne sait pas	1



LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE N° 19  
FEBVRIER - MARS 2014  
**GÉOPOLITIQUE DE L'IRAK**



nalyse

Par **Hosham Dawed**,  
anthropologue au CNRS  
basé en Irak.

**Photo ci-dessus :**  
Le 22 avril 2003, à  
Dukan, dans le Nord de  
l'Irak, l'ancien général  
américain, Jay Garner (au  
centre), administrateur  
de l'Irak d'après-guerre,  
rencontre les dirigeants  
kurdes Jalal Talabani (à  
gauche), actuel président  
de la République irakienne  
et fondateur de l'Union  
patriotique du Kurdistan  
(UPK), et Massoud Barzani  
(à droite), actuel président  
du Gouvernement régional  
du Kurdistan et chef du  
Parti démocratique du  
Kurdistan (PDK). (© AFP/  
Odd Andersen)

## Kurdistan d'Irak : un et multiple

Jamais, dans l'Histoire moderne, les Kurdes d'Irak n'ont été aussi forts qu'aujourd'hui. Mais cette force ne fait pas pour autant diminuer leurs inquiétudes, lesquelles sont d'ailleurs de plusieurs natures, aussi bien propres à leur région et à l'Irak que liées aux pays environnants.

### Brève histoire du Kurdistan irakien

Rappelons un fait historique, le mot « Kurdistan » désigne un espace géographique peuplé par des gens parlant la langue kurde, qui se décline en plusieurs dialectes parfois fort éloignés entre eux. Il n'y a jamais eu dans l'Histoire d'État kurde indépendant, si ce n'est quelques principautés aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, tolérées généralement par l'Empire ottoman moyennant leur allégeance. Comme partout dans le monde non occidental, les Kurdes ont été eux aussi emportés, avant et après la Première Guerre mondiale, par des revendications nationalistes. Les vainqueurs de la Grande Guerre ont songé un moment à accorder aux Kurdes un foyer national (traité de Sèvres de 1920), comme il en a été pour d'autres peuples, mais quelques années plus tard à Lausanne (1923) la promesse faite ne fut pas tenue. Une partie de l'Europe victorieuse reprochait

à certaines tribus kurdes leur participation, quelques années auparavant, au massacre des Arméniens. En outre, deux facteurs ont pesé lourdement dans l'échec kurde : l'indécision de leurs chefs et l'émergence d'un État turc avec à sa tête Mustafa Kemal.

La deuxième grande conséquence de cette période est l'apparition des États modernes autour d'un groupe ethnique dominant, turc, arabe ou autre. Jamais les États modernes du Moyen-Orient n'ont été monochromes ; ils ont toujours été pluri-ethniques, pluri-religieux et pluri-confessionnels. L'histoire de l'Irak moderne a été scellée entre 1918 et 1924. La première date est celle de la défaite de l'Empire ottoman et de la victoire des Alliés, et du début de l'occupation par les pays occidentaux du Proche-Orient, dont la Mésopotamie. Au départ, l'Irak sous mandat britannique comprenait deux



provinces (*wilayat*), celle centrale de Bagdad et celle méridionale de Bassora. La troisième province, Mossoul, n'a été annexée à l'Irak qu'en 1924 par un arrangement franco-britannique dirigé contre les Turcs et dans le souci, à l'époque, d'équilibrer les rapports démographiques entre sunnites et chiïtes (déjà !). De fait, un Irak sans la province de Mossoul eut été un pays à majorité chiïte. Or, les Britanniques commençaient à avoir de sérieux problèmes avec les chiïtes, leurs dignitaires religieux et leurs notables, dans la partie arabe de ce qui allait devenir l'Irak.

“ L'acceptation par l'ONU de la proposition française de protéger la zone de peuplement kurde du Nord de l'Irak (mars-avril 1991) eut pour effet le retrait de l'armée irakienne de la zone kurde, laquelle devenait de facto quasi indépendante. ”

Sur le plan religieux, les Kurdes sont musulmans de rite cha-féite (1). Leur nombre dans le monde varie selon les sources. Les intéressés parlent de 30 à 35 millions d'âmes, tandis que les États où ils se trouvent minimisent de beaucoup leur nombre. Une chose est sûre, il y a plus de Kurdes en Turquie, voire en Iran, qu'en Irak. En Irak, faute de statistiques vérifiables, leur nombre est estimé entre 4,5 et 5,5 millions. Ils se trouvent majoritairement dans la partie Nord-Est du pays.

La première reconnaissance officielle de l'identité kurde en Irak remonte à 1959, un an après la chute de la monarchie et la promulgation d'une Constitution provisoire qui associait Arabes et Kurdes dans la patrie irakienne – ce qui n'empêcha pas la violence d'éclater deux ans après ; elle devait dominer la majeure partie de leur histoire commune. La dernière tentative sérieuse de conciliation nationale remonte à 1970,

lorsqu'un accord fut scellé entre Bagdad et les dirigeants kurdes, conférant à ces derniers une autonomie locale. Dès 1975, par un arrangement d'État à État, l'Irak du Shah lâcha les Kurdes contre le partage d'une partie du Chatt al-Arab au Sud de l'Irak (ledit « accord d'Alger »). Les Kurdes ne purent résister plus de quelques semaines à la défection de leurs alliés, et ce fut leur longue traversée du désert (leur chef légendaire Moustafa Barzani mourut en 1978). La révolution khomeyniste et la guerre Iran-Irak (1980-1988) n'arrangèrent pas les choses – Bagdad accusait systématiquement les Kurdes de collusion avec l'Iran, ce qui ne manqua pas d'entraîner de terribles représailles : destruction massive de villages, déportations en masse, et même recours aux armes chimiques. Ce long épisode dramatique dans l'histoire moderne des Kurdes irakiens a laissé des séquelles. Mais il leur a appris le pragmatisme, et à défendre davantage leurs intérêts qu'une idéologie.

Curieusement, c'est l'occupation du Koweït (1990) qui leur a apporté un soulagement. Après avoir été chassée du Koweït, l'armée irakienne, et tout particulièrement la garde prémoniale de Saddam Hussein, rentra humiliée dans un pays en pleine effervescence. Une des rares décisions de l'époque, qui eut des conséquences majeures, est l'acceptation par l'ONU de la proposition française de protéger la zone de peuplement kurde du Nord de l'Irak (mars-avril 1991). Cette initiative eut pour effet le retrait de l'armée irakienne de la zone kurde, laquelle devenait *de facto* quasi indépendante.

Cette situation, qui aurait pu sembler une délivrance historique, n'a pas empêché les Kurdes de s'entretuer. La « paix armée » entre le parti de Massoud Barzani (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, PDKI) et celui de Jalal Talabani (Union patriotique du Kurdistan d'Irak, UPKI) n'a été effective qu'à partir de 1995-1996, lorsqu'on commença à construire des services communs et des ministères couvrant toute la région. Mais les deux partis ont échoué, et c'est encore le cas aujourd'hui, dans la création d'une armée et d'un service de renseignement régionaux.

#### Quelle est la nature des dissensions kurdo-kurdes ?

Comme d'autres populations dans le monde, les Kurdes connaissent en leur sein des différences qui les séparent en deux régions principales : Bahdînan, qui s'étend du Nord d'Erbil à la frontière turque, est connue par son dialecte spécifique et, politiquement, pour son dévouement aux Barzani ; Soran, qui couvre un espace allant du Sud d'Erbil à Sulaymaniyya, ainsi qu'une partie du Nord-Est de Diyala, était jusqu'à hier le fief incontesté du parti du président irakien, Jalal Talabani. Celui-ci fait face à de fortes contestations internes, au point d'avoir été détrôné lors des dernières élections législatives régionales (22 septembre 2013) par son rival, le parti Goran (« Changement »). Quant à Kirkouk, province riche en pétrole, si elle est linguistiquement plus proche de Soran, elle est revendiquée par les deux parties pour sa valeur symbolique et surtout économique.

Il faut encore signaler la présence du sous-groupe kurde Faîli, qui s'étend de



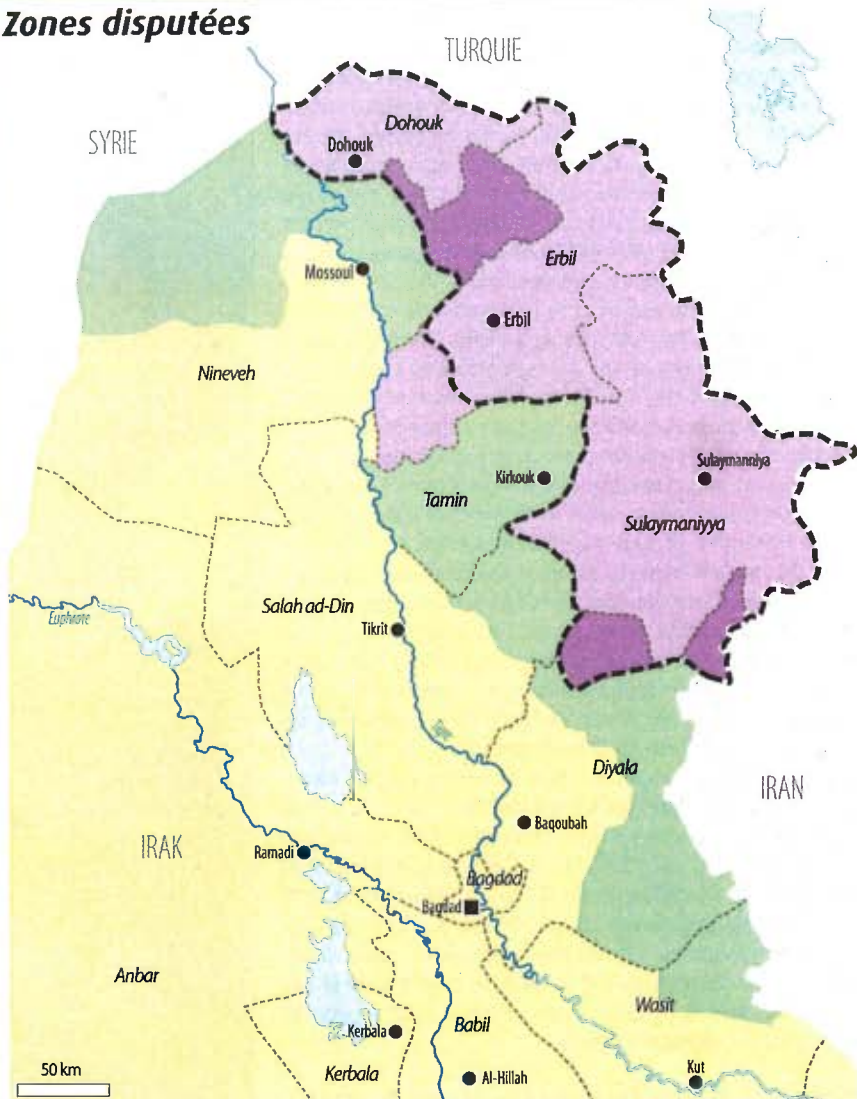
**Photo ci-dessus :** Mahmud Barzanji, roi autoproclamé du Royaume du Kurdistan, de 1922 jusqu'à sa dissolution par les Britanniques en 1924. La capitale du Royaume était Sulaymaniyya, dans le Nord-Est de l'Irak. (© DR)



**Photo ci-contre :** Des femmes députées devant le Parlement du Kurdistan en Irak, le 6 novembre 2013. Le Kurdistan est une région autonome, mais pas indépendante. Les citoyens kurdes votent pour leur parlement et également pour le Parlement national, alors que les deux partis majeurs, l'UPKI dirigé par Jalal Talabani, président de la République irakienne, et le PDKI de Massoud Barzani, jouent un rôle non négligeable dans la vie politique à Bagdad. (© AFP/Safin Hamed)



**Zones disputées**



Zones disputées du territoire irakien, selon l'article 140 de la Constitution irakienne

- Frontière de facto de la région autonome du Kurdistan irakien (2005)
- Frontière de province irakienne
- Zones disputées
- Chef-lieu de province
- Provinces kurdes
- Capitale nationale
- Zones à majorité kurde, de facto rattachées à la région du Kurdistan irakien

Sources : Maximilian Dörbecker, *The Independent*

Les Grands Dossiers de Diplomatie n° 19 (E-ARBEION/ÇAPÊ)

la frontière orientale de l'Iran jusqu'à Bagdad. On les trouve aussi dans la province de Wassit. Ils étaient en nombre important à Diyala et plus encore à Bagdad. Les Faïli pratiquent un dialecte très différent et sont de confession chiite, c'est pourquoi le régime de Saddam Hussein les avait accusés d'être d'origine iranienne, et avait procédé à leur déportation massive dans les années soixante-dix/quatre-vingt. Après 2003, un grand nombre d'entre eux est retourné en Irak, et lors des élections locales et législatives, ils ont davantage voté pour les listes chiites que kurdes, ce qui a affaibli le poids des Kurdes dans la capitale irakienne.

Outre les différences dialectales et politiques qui distinguent les deux régions, les gens de Soran reprochent à ceux de Bahdinan d'être trop fidèles à l'éthique tribale, au service d'un chef et d'une famille (Barzani). De leur côté, les Bahdini

accusent les Sorani d'avoir rompu avec les traditions et de manquer de fidélité à leurs valeurs. Les hommes de la vieille génération bahdini jugent avec suspicion la modernité culturelle et sociale urbaine. Il est vrai que la ville de Sulaymaniyya incarne historiquement la culture vivante kurde et, ce faisant, elle vit mal d'être supplantée par la capitale Erbil. Bahdinan et Soran sont également différentes eu égard à leurs confréries religieuses majoritaires : la Naqchabandiyya plutôt à Bahdinan et la Qadiriyya plutôt à Soran. Et ce n'est pas un hasard si nous trouvons parmi les chefs de la Naqchabandiyya des membres de la famille Barzani, et parmi la Qadiriyya des membres de la famille Talabani. Sur le plan politique, la famille Barzani fut à l'origine du mouvement national kurde dès les années trente. Talabani lui-même faisait partie de ce mouvement, jusqu'au moment où il fit scission dans les années soixante. Tout ce qui a été dit précédemment sur les différences entre les deux régions a pesé dans cette scission, ainsi que des différences entre les hommes : à l'époque, Talabani était un militant de tendance maoïste, tandis que les Barzani restaient très traditionnal-nationalistes, marqués par un fort pragmatisme. Sur le fond, rien n'a changé, excepté que Talabani est devenu à son tour « kurdo-nationalisto-

**“ Quoique les deux partis insistent sur l'importance de l'économie, ils restent profondément prisonniers d'une culture rentière et d'un fonctionariat hypertrophié. ”**

pragmatique ». En définitive, leur différence tient au degré de contrôle du pouvoir. En période de conflit, ils exacerbent leurs différences, tandis qu'en période de paix, ils brandissent leurs ressemblances.

Au-delà de leurs différences, quels sont les points communs et les pratiques partagées par les deux partis issus des deux régions ? Ils s'appuient largement sur leur réseau familial sans déléguer de fonctions sensibles au-delà de leur réseau de confiance et de parentèle. Quoique les deux partis insistent sur l'importance de l'économie, ils restent profondément prisonniers d'une culture rentière et d'un fonctionariat hypertrophié. Malgré l'importance des rapports de parenté dans le fonctionnement politique des deux partis, force est de constater que la base du PDKI (Barzani) reste plus traditionnelle que celle de l'UPKI (Talabani) et de Goran (Nashirwan Mustapha). C'est pourquoi l'on observe plus fréquemment des contestations, voire des scissions, dans le parti de Talabani, fait plus difficilement perceptible aujourd'hui dans le camp Barzani.

**Les inquiétudes irakiennes des Kurdes**

Deux données majeures ont avantagé les Kurdes depuis vingt ans. Premièrement, la zone de protection imposée par l'Occident entre 1991 et 2003. Deuxièmement, de compter parmi les vainqueurs après l'intervention américaine et la chute du régime de Saddam Hussein. Cela les a placés parmi les décideurs à Bagdad et en a fait les principaux rédacteurs



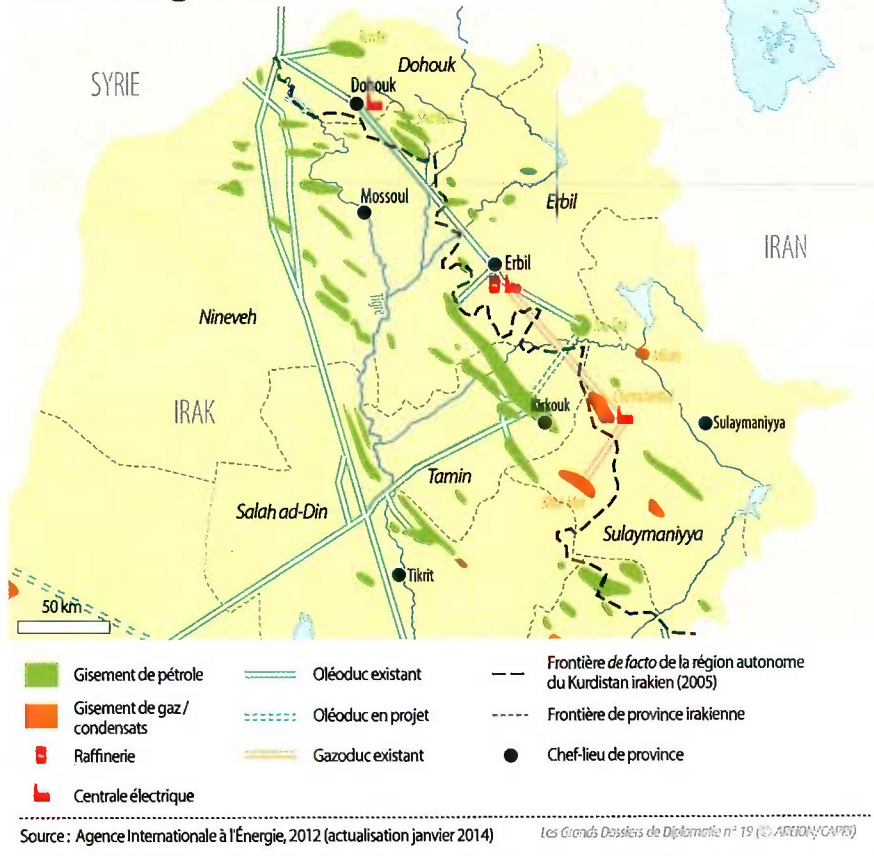
de la Constitution irakienne de 2005 avec les chiïtes. Mais leurs inquiétudes n'ont pas disparu pour autant. Ils demeurent méfiants d'un centre fort. Pour les Kurdes, un pouvoir fort à Bagdad est synonyme d'autoritarisme, dangereux pour la périphérie. Ils détestent un éventuel contrôle fédéral sur la gestion de leur budget, voire sur leur politique de production et d'exportation du pétrole de leur région. Leur éthique économique relève davantage de l'économie de redistribution confortée par la rente pétrolière, ce qui explique que leur référence reste Dubaï et les pays du Golfe et non pas le marché turc émergent, par exemple. Les Kurdes prônent et imposent un modèle fédéral très lâche, quelquefois en rupture avec l'idée même d'État fédéral. Ils sont allergiques non seulement à un centre crédible, à la primauté de la loi fédérale sur la loi régionale, mais aussi à une économie nationale et à une armée unifiée irakiennes. Ils disposent de fait de leurs propres frontières, d'un drapeau, d'une armée, et d'une représentation internationale propre. Dès lors, il est naturel que leur forte autonomie pétrolière ne puisse qu'irriter Bagdad, qui accuse la région autonome de visées indépendantistes ; aux yeux du pouvoir central, le fait que les Kurdes aient créé *de facto* une zone pétrolière autonome est le prélude à une indépendance prochaine. Il est indéniable que les Kurdes réussissent à imposer leur différence. Ils sont conscients que Bagdad est affaiblie et s'entredéchire. Seulement, les conditions régionales et internationales ont leurs limites. Un Kurdistan indépendant n'est envisageable qu'en cas d'émiettement irréversible de l'Irak et d'un débordement régional de la crise syrienne. En conséquence, résoudre le problème de la riche province de Kirkouk par la violence constituerait une déclaration de guerre. Cela est aussi valable pour ce que l'on appelle communément les « zones disputées » dans la plaine de Ninive et au nord de Diyala. Conscients de leurs difficultés, les Kurdes tentent de donner une autre image d'eux-mêmes, autant en Irak que dans le reste du Moyen-Orient. Il n'est pas moins juste de dire que l'attitude qui prédomine chez les Kurdes révèle une inquiétude à peine dissimulée, s'il est vrai que tout ce qu'ils ont pu arracher depuis vingt ans reste susceptible de s'effondrer.

**Hosham Dawod**

**Note**

(1) Rappelons que l'islam sunnite connaît quatre principaux rites (écoles de pensée jurisprudentielle) : hanafite, de loin majoritaire parmi les sunnites dans

**Pétrole et gaz au Kurdistan irakien**



le monde ; malékite, majoritaire en Afrique du Nord ; chaféite, principalement chez les Kurdes, dans le Hijaz, au Yémen et un peu en Asie de l'Est ; hanbalite, enfin, qui est le rite sunnite le plus rigoureux, et se trouve essentiellement dans la partie centrale de l'Arabie saoudite ; ce dernier rite est à la source du wahhabisme et du néo-salafisme.



**Photo ci-contre :** Famille kurde vivant dans le camp de réfugiés de Mahmur, au Nord de l'Irak, près d'Erbil. Ce camp rassemble 12 000 Kurdes de Turquie, chassés par les violences opposant le gouvernement turc au PKK. (© Sadik Gulec)



# Les relations entre l'Irak et l'Iran



**Photo ci-contre :** Le président iranien Hassan Rohani (à droite) reçoit le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki à Téhéran, le 5 décembre 2013. Le président iranien a proposé de mettre en pratique les Accords d'Alger, conclus en 1975 entre les deux pays. Or si ces accords visent à mettre un terme aux différends territoriaux (sur le Chatt al-Arab et le Khouzeistan), ils inscrivent également pour chacun les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre et l'engagement à ne pas favoriser l'interventionnisme des puissances extrarégionales. La réactualisation des accords serait un pas vers la normalisation des relations entre l'Irak et l'Iran, mais également une étape importante pour l'intégration géopolitique régionale de l'Irak, et à terme le retour à son rang international. (© President.Ir)

**I**l est indéniable qu'un des effets de la chute de Saddam Hussein a été la tendance à surdimensionner la relation Iran-Irak. Par crainte exagérée ou par manque d'éléments d'analyse, bon nombre d'observateurs ont décrit le nouveau régime irakien comme un simple satellite, avéré ou potentiel, de Téhéran. Or, rien dans l'histoire moderne des relations entre les deux pays, ne laissait entendre que la « vassalisation » de l'Irak serait une suite logique de la fin du régime de Saddam, qui coïncidait avec la fin d'une longue période de monopolisation du pouvoir par les sunnites. En effet, historiquement, l'acteur régional qui a dominé l'Irak pendant quatre siècles est l'Empire ottoman (1), alors que les nationalismes arabe et kurde ont plutôt constitué des remparts à l'influence iranienne (renforcés par le traumatisme de la guerre de 1980-1988, qui a fait plus de 500 000 morts de chaque côté), et que les centres religieux chiites en Irak n'ont pas établi des relations hiérarchisées avec les centres religieux iraniens, et encore moins avec Téhéran.

Les craintes pouvaient certes être justifiées par la possibilité de chaos

après 2003, et surtout après 2011, qui aurait pu faire de l'Irak un terrain de confrontation entre les puissances régionales, l'Iran bénéficiant alors des liens avec certains groupes chiites irakiens qu'il avait soutenus (formés et armés parfois) pendant les années de lutte contre Saddam. Or une telle analyse fait l'impasse sur les objectifs stratégiques des États-Unis, qui, a priori, n'ont pas dépensé près de 1000 milliards de dollars et perdu près de 4500 soldats (et près de 35 000 blessés) pour offrir l'Irak sur un plateau à Téhéran. Ils ont développé une stratégie en Irak qui prend en compte le facteur iranien. Dès lors, les relations irako-iraniennes impliquent aujourd'hui inévitablement une relation triangulaire Iran/Irak/États-Unis.

L'Iran s'est opposé à la guerre des États-Unis contre l'Irak en 2003 : il aurait été préférable pour Téhéran que le régime de Saddam s'écroule de lui-même, ou par le fait d'une révolution islamique – que les Iraniens préparaient depuis 1980 en entraînant des déserteurs des prisonniers et des exilés, notamment via les milices Badr. Au lieu de cela, les Iraniens

ont dû composer avec une présence militaire et une influence politique accrues des États-Unis dans le Golfe et en Irak. La première conséquence a été une radicalisation du pouvoir iranien, avec une montée des conservateurs, mais sur le terrain irakien, le changement a été dans le sens contraire. En effet, la *realpolitik* commandait aux Iraniens d'abandonner l'option de la révolution, ou même du gouvernement par des religieux chiites, tant les rapports de forces et les risques sécuritaires n'étaient pas en faveur de cette option. Non seulement la présence militaire américaine n'autorisait pas cette configuration, mais la montée de l'insurrection sunnite (baathiste, islamiste, Al-Qaïda) risquait de mettre en danger la gouvernance majoritaire chiite, et, qui plus est, le gouvernement de Maliki a fini par s'allier avec les Américains dans la lutte contre les milices chiites. Téhéran a dès lors mis en place une politique d'engagement et d'influence plus « *softpower* ».

Sur le plan économique, les Iraniens ont offert leur aide dans la reconstruction, devenant l'un des premiers (derrière la Turquie) partenaires commerciaux et économiques de l'Irak – le volume commercial entre les deux pays a atteint onze milliards de dollars en 2012. Les projets logistiques – comme le gazoduc de 1500 kilomètres devant relier l'Iran, l'Irak et la Syrie – préfigurent une intégration sous-régionale dans la

perspective de la fin des sanctions contre l'Iran et de la sortie du conflit syrien – la « reconstruction » des trois pays va ouvrir des opportunités d'investissements considérables, créant un boom économique régional sans précédent.

Sur le plan politique, les Iraniens ont joué un subtil jeu triangulaire : depuis 2003, les orientations politiques en Irak se font en partie dans le cadre de limites imposées par des compromis tacites entre Téhéran et Washington. On peut citer parmi ces compromis :

- le soutien à Maliki, les Américains apportant leur soutien sécuritaire et en renseignement, et les Iraniens ont incité les partis chiites majeurs à soutenir le Premier ministre (menacé par des motions de censure en 2010 et en 2013) ;
- la neutralisation des milices chiites, pour éviter le scénario de guerre civile, les Américains luttant sécuritairement (combats directs, puis actions indirectes) contre elles, et les Iraniens les dissuadant de mener une lutte armée contre l'insurrection sunnite sur le sol irakien (en revanche ces milices sont encouragées par Téhéran à aller combattre en Syrie) ;
- le rôle d'intermédiaires, joué par Washington et Téhéran, dans le conflit Kurdistan-Bagdad, voire kurdo-kurde. Au-delà de ce jeu triangulaire, une relation, certes pas équilibrée, d'État à État s'instaure, notamment avec le changement de pouvoir en Iran qui consacre le recul de l'alliance



**Photo ci-contre :** L'ayatollah Mahmoud Hashemi Sharoudi, aux côtés de l'ayatollah Hashemi Rafсандjani (à droite), président du Conseil du discernement iranien, d'Ali Haddad-Adel, président du Parlement iranien à cette époque, et de Mahmoud Ahmadinejad (à gauche, président iranien à la date du cliché), au mausolée de l'ayatollah Khomeini à Téhéran, le 4 juin 2006. Sharoudi tente d'asseoir son influence à Nadjaf, espérant apparaître comme un successeur potentiel du Grand Ayatollah Ali Sistani à la tête de la *marja'iyya*. C'est certes un grand savant reconnu parmi ses pairs, mais il a été chef du pouvoir judiciaire en Iran, et sa politisation autant que sa proximité à Téhéran le disqualifient. (© AFP/Hassan Ammar)



néoconservateurs-Pasdarans (qui avaient tendance à considérer l'Irak comme un simple terrain de jeu géostratégique). Ainsi, le président Hassan Rohani a indiqué au Premier ministre Al-Maliki, en visite officielle à Téhéran début décembre 2013, que l'Iran était prêt à mettre en œuvre les termes des Accords d'Alger, signés en 1975 entre les deux pays pour régler les différends frontaliers (2). Il s'agit là d'un acte fondateur dans les relations entre les deux pays, qui tourne la page de la guerre.

Sur le plan politico-religieux, Téhéran tente d'asseoir son pouvoir en Irak, pas seulement pour influencer le jeu irakien, mais surtout pour éviter que son modèle de gouvernance par les religieux (*wilayat al-faqih*) ne soit remis en cause. En effet, depuis 2003,

la politique d'influence de Téhéran en Irak passe par un positionnement consolidé à Nadjaf : des religieux de petite envergure y ont été envoyés pour créer et maintenir des milices et des factions favorables aux intérêts iraniens, alors que des ayatollahs plus importants s'y sont installés pour faire de l'émulation et servir de médiateurs entre les différents partis chiites. Ainsi, le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, a ouvert une représentation à Nadjaf, dirigé par l'ayatollah Mehdi al-Asefi, qui finance des étudiants de la Hawza, publie régulièrement des communiqués sur la situation en Irak et dans la région et dispose de puissants moyens de communication, notamment une chaîne de télévision en langue arabe. Depuis 2009, l'ayatollah Mahmoud Hashemi Shahroudi – qui est né en Irak, nadjafi,

réfugié en Iran sous Saddam, nommé par Khamenei à la tête du Conseil des Gardiens de la Constitution en tant que chef du pouvoir judiciaire (1999-2009) – tente d'asseoir son influence à Nadjaf (3). Dans leur volonté de préserver la base idéologique et populaire (directement par les médias et indirectement par la formation des clercs qui jouent encore un rôle premier en milieu rural), les mollahs du régime de Téhéran s'opposent donc à l'ayatollah Sistani, qui est contre la gouvernance par les religieux, car il pense que la politisation du religieux porte préjudice à la religion et peut conduire à une désislamisation de la société (ce qui est plutôt le cas aujourd'hui en Iran). La crise syrienne a ainsi mis en exergue cette opposition en Irak entre l'écrasante majorité des religieux représentée par Sistani et certains religieux proches de l'Iran. Ces derniers ont appelé les chiites irakiens à aller combattre en Syrie, alors que Sistani, et les autres Grands Ayatollahs à Nadjaf, ont émis des fatwas l'interdisant.

Est-ce que l'arrivée de Rohani au pouvoir va changer la donne ? Cela va dépendre des rapports de force au sein du régime iranien. Au-delà de

la nécessité d'ouverture nécessaire pour favoriser la fin du régime des sanctions et une normalisation des relations avec les acteurs régionaux et les États-Unis, il est possible que les religieux réforment leur système de gouvernance. Ils peuvent décider de prendre en compte la contestation montante au sein des classes moyennes et de la jeunesse, ou tout simplement de faire face aux contradictions fondamentales du système (l'impossibilité de faire d'une idée/religion un appareil d'État sans détruire l'idée).

#### Notes

(1) Du début du XVI<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle, avec deux très courts intermèdes safavides (entre 1508 et 1533 puis entre 1622 et 1638).

(2) « Iran wants better ties with Iraq », UPI, 5 décembre 2013, [www.upi.com/Top\\_News/Special/2013/12/05/Iran-wants-better-ties-with-Iraq/UPI-91821386259258/](http://www.upi.com/Top_News/Special/2013/12/05/Iran-wants-better-ties-with-Iraq/UPI-91821386259258/)

(3) Il a repris son nom irakien, Hashemi al-Musseini (qu'il avait abandonné pour son pouvoir s'intégrer au système iranien), il a ouvert un bureau à Nadjaf (mais il demeure à Qom) et se positionne comme le futur *marja* de la Hawza, successeur d'Ali Sistani. Sharoudi a de réels atouts : c'est un grand savant ; il est associé à la figure du martyr Mohammed-Baqir al-Sadr ; il bénéficie des moyens financiers et médiatiques considérables assurés par l'État iranien. Sa faiblesse majeure est qu'il ne bénéficie pas du soutien de la Hawza de Nadjaf, et qu'il est considéré comme un envoyé de Téhéran.



**Photo ci-contre :** Le 2 mars 2008 à Bagdad, le président iranien d'alors, Mahmoud Ahmadinejad (à droite) passe en revue la garde d'honneur irakienne en compagnie de son homologue irakien Jalal Talabani (à gauche) lors d'une visite historique, la première du genre depuis la guerre Iran/Irak (1980-1988). (© AFP/Présidence irakienne)





nalyse

Par **Jean Marcou**, directeur des relations internationales de Sciences Po Grenoble.

**Photo ci-dessus :**

Le 28 mars 2011, à Bagdad, le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki (à droite), reçoit son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, lors d'une visite de deux jours du dirigeant turc en Irak. Le « néo-ottomanisme » des dirigeants d'Ankara les conduit à vouloir rétablir une influence turque en Irak, mais les obstacles sont nombreux : l'épineuse question de l'irréductibilité kurde ; le vide juridique sur lequel reposent l'exploitation et les exportations de pétrole du Kurdistan irakien ; le conflit syrien qui oppose Ankara à Bagdad et Téhéran (et soulève la question des minorités en Turquie – Alevites et Alaouites notamment) ; les ambitions iraniennes en Irak et dans la région. (© AFP/HO/PMO)

## Turquie-Irak : des relations marquées par l'inconstance

Bien qu'elles aient été souvent meilleures qu'avec d'autres pays arabes voisins, les relations turco-irakiennes ne sont pas simples et sont souvent marquées par des crises. La dernière décennie a confirmé cette inconstance, puisqu'après avoir connu une amélioration croissante, les rapports entre le nouveau régime de Bagdad et le gouvernement de l'AKP sont devenus extrêmement conflictuels entre 2011 et 2013.

### Quelques repères historiques

Les conventions internationales qui ont suivi la Première Guerre mondiale et la guerre d'indépendance conduite par Mustafa Kemal (traité de Lausanne de 1923, traité anglo-irako-turc de 1926, en particulier) ont produit une sorte de frustration territoriale turque à l'égard de l'Irak. Certes, la Turquie ne conteste pas sa frontière avec ce pays et n'a pas aujourd'hui à proprement parler de revendication territoriale à l'égard de l'Irak. Toutefois, elle n'a accepté que de mauvaise grâce la reconnaissance de la souveraineté irakienne sur le vilayet de Mossoul (1) par la SDN en 1925, et finalement par le traité anglo-irako-turc en 1926. C'est ce qui explique qu'elle ait fait

savoir à plusieurs reprises que, si l'Irak venait à disparaître ou à imposer, elle estimerait que cette reconnaissance serait alors caduque et que ses droits antérieurs sur Mossoul et Kirkouk devraient être à nouveau pris en compte. En outre, le traité de 1926 prévoit que, dans une zone de 75 kilomètres d'un côté et de l'autre de la frontière, les deux États doivent s'abstenir de tout acte hostile, ce qui a amené la Turquie à invoquer à maintes reprises cette disposition pour intervenir en Irak contre les bases arrière du PKK.

Après la Seconde Guerre mondiale, dans les années cinquante alors que ses relations avec le monde arabe se dégradent du fait de sa reconnaissance de l'État d'Israël, de son entrée dan-



L'OTAN et de son antagonisme corrélatif avec l'Égypte de Nasser, la Turquie rejoint néanmoins le Pacte de Bagdad, aux côtés de l'Irak de Nouri Saïd. Les deux pays constituent alors avec l'Iran du Shah un axe occidental au Moyen-Orient face à l'Égypte, qui depuis la conférence de Bandung est devenue le porte-parole du nationalisme arabe et de la contestation de l'impérialisme des grandes puissances dans la région.

Mais, après le coup d'État du général Qasim en juillet 1958, l'Irak ne tarde pas à basculer dans l'autre camp et se retire du Pacte de Bagdad en 1959. En dépit de la situation politique confuse que connaît ce pays dans les années soixante, cette orientation nationaliste arabe est confirmée et suivie, dans les années soixante-dix, par l'établissement de liens privilégiés entre Bagdad et l'Union soviétique. Jusqu'à la fin du monde bipolaire, la Turquie et l'Irak occupent ainsi des positions antagoniques sur l'échiquier politique mondial. Toutefois, pendant les années quatre-vingt, les relations turco-irakiennes bénéficient, notamment en matière économique et commerciale, des efforts de rapprochement que Turgut Ozal entreprend en direction de ses voisins arabes.

Alliée traditionnelle des Occidentaux, la Turquie reste néanmoins prudente lors des deux interventions qui vont frapper l'Irak de Saddam Hussein. Lors de la guerre du Golfe en 1990-91, bien que membre de la coalition internationale, elle se refuse à participer aux combats. Il faut dire que, comme elle l'avait pressenti, ce conflit se révèle désastreux économiquement pour elle, car il lui occasionne près de sept milliards de dollars de pertes qui ne seront que partiellement indemnisés par les États-Unis. Lors de la guerre d'Irak, en 2003, si Ankara accepte que la base d'Incirlik puisse servir au ravitaillement de la coalition qui intervient alors, le Parlement turc s'oppose à ce que des troupes américaines débarquent sur son territoire pour envahir l'Irak par le Nord.



### Les relations turco-irakiennes après la chute de Saddam Hussein

Après la chute de Saddam Hussein, la Turquie s'investit fortement dans la reconstruction économique de l'Irak et, sur le plan politique, affirme vouloir contribuer à la préservation de l'intégrité territoriale de ce pays et aider son nouveau gouvernement fédéral à y établir son autorité. Ce rapprochement turco-irakien culmine à la fin des années deux mille.

En juillet 2008, Recep Tayyip Erdogan est ainsi le premier chef de gouvernement turc, depuis vingt ans, à se rendre chez ce voisin arabe, à l'occasion d'un séjour qui a d'abord pour objectif d'apaiser les inquiétudes provoquées, quelques mois auparavant, par les incursions de l'armée turque dans le Nord de l'Irak, pour y traquer les rebelles du PKK (2). À cette occasion, Ankara s'inquiète également du sort non réglé de Kirkouk et d'une annexion possible de cette ville multiethnique (kurdes, arabes et turkmènes) par les Kurdes irakiens à leur province autonome. Par la suite d'ailleurs, les responsables turcs ne cessent d'affirmer leur attachement à l'unité de l'Irak, en tentant d'atténuer d'ailleurs la portée de la fédéralisation de ce pays (3).

Cette convergence entre les deux gouvernements débouche en 2009 (comme en Syrie au même moment) sur l'établissement d'un partenariat stratégique, donc d'une coopération permanente au plus haut niveau, conduite dans de multiples domaines (économie, commerce, sécurité, culture...). Cet engagement turc, non seulement économique, mais aussi politique en Irak, se confirme en 2010, lorsqu'Ankara joue un rôle particulièrement actif pour rapprocher chiïtes, Kurdes et sunnites, et les convaincre, en formant un gouvernement de coalition, de clore des tractations politiques qui s'éternisaient depuis la tenue d'élections générales plusieurs mois auparavant.

Champ d'expérience d'une stratégie de bon voisinage, résumé par la fameuse formule « zéro problème avec nos voisins », et de la frénésie médiatrice du gouvernement turc pour neutraliser les conflits potentiels dans son environnement régional (4), l'Irak se voit donc appliquer les recettes de la nouvelle politique étrangère turque, qui est en train de s'affirmer et de culminer alors même qu'Ahmed Davutoglu, son inspirateur, vient d'accéder au ministère des Affaires étrangères.

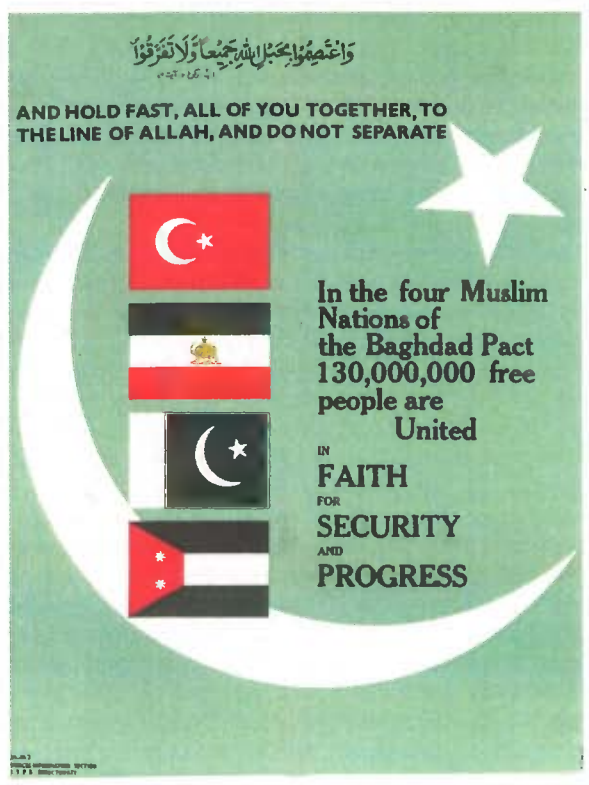
Cette nouvelle approche diplomatique turque de l'Irak concerne en outre le Gouvernement régional du Kurdistan

### Photo ci-dessus :

Le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu en visite à Nadjaf le 11 novembre 2013. Lors de cette visite, il s'est entretenu avec le Grand Ayatollah Sistani, qui l'a interpellé sur la question de l'eau et des projets turcs de construction de barrages en amont des deux fleuves. M. Davutoglu lui a répondu que les Irakiens ne devaient pas s'inquiéter, car en cas de besoin, les Turcs leur donneraient de l'eau, ce qui a vraisemblablement fâché Sistani qui a rétorqué : « Il faudra que l'Irak s'en réfère aux instances d'arbitrage internationales ». M. Davutoglu ne s'est pas rendu compte de la teneur morale de la question de Sistani, ni de l'immoralité de sa réponse : c'est comme si un riche arrachait un morceau de pain de la bouche d'un pauvre, en lui disant « quand tu en auras vraiment besoin, je te donnerai des miettes ». (© Mfa.gov.tr)

### Photo ci-contre :

Affiche de propagande pour le Pacte de Bagdad, signé le 24 février 1955 par quatre pays du Moyen-Orient (Irak, Turquie, Iran, Pakistan) et par le Royaume-Uni, rejoints par les États-Unis en 1958. L'Irak s'est retiré du Pacte en mars 1959. Cette organisation avait pour objectif principal de contenir la poussée soviétique au Moyen-Orient. (© Nations Archives)





## Pour aller plus loin

Jean Marcou, Füsün Türkmen (dir.), *Vingt ans de changements en Turquie : 1992-2012*, Paris, L'Harmattan, 2014, 154 p.



(GRK) dans le Nord de ce pays. Depuis 2007, la Turquie a établi des relations directes avec le régime de Massoud Barzani. Ce changement d'attitude est lié aussi à une évolution de l'approche turque de la question kurde. Le gouvernement de l'AKP qui, depuis sa confortable réélection de 2007, dispose d'une plus grande marge de manœuvre vis-à-vis de l'armée, pense qu'en établissant de bonnes relations avec Massoud Barzani, il affaiblira les soutiens que le PKK trouve en Irak. La Turquie établit donc des instances bilatérales de travail permanentes avec le GRK, et ouvre un consulat à Erbil où, depuis 2009, Ahmet Davutoglu et plusieurs autres officiels turcs (y compris Recep Tayyip Erdogan) se sont rendus, parfois à plusieurs reprises. Pour sa part, depuis 2010, Massoud Barzani a été régulièrement reçu en Turquie comme un chef d'État (5). Condamnant l'usage de la violence, il a appelé les Kurdes de Turquie à user de voies pacifiques pour défendre leurs droits, et soutient les initiatives lancées par le gouvernement turc pour tenter de trouver une solution politique à la question kurde, notamment « le processus de règlement », actuellement en cours (6).

### La détérioration des relations en 2011-2012

On a l'impression que les « printemps arabes » et la crise syrienne sont la cause directe de la détérioration des relations turco-irakiennes. Pourtant, au premier semestre 2011, même après le déclenchement de la révolte syrienne, ces relations restent relativement bonnes.

Au printemps 2011, Recep Tayyip Erdogan effectue une nouvelle visite officielle en Irak dans un esprit de pacification des tensions politiques et religieuses qui perdurent dans ce pays



### Photo ci-contre :

Le 16 novembre 2013 à Diyarbakir, en Turquie, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan (à droite), et le président du Gouvernement régional kurde irakien, Massoud Barzani (au centre). Cette rencontre avait comme premier objectif de raviver le processus de règlement de la question kurde, entré en sommeil depuis les manifestations qui ont ébranlé la Turquie en mai et juin 2013. (© Xinhua/Mustafa Kaya)

et se développent dans la région. Il se rend notamment à Nadjaf sur les lieux saints (7) et rencontre l'ayatollah Ali al-Sistani. Alors même que la révolte bahreïnie est en train d'être écrasée avec l'aide du Conseil de coopération du Golfe et que l'on évoque le retour d'un antagonisme entre chiïtes et sunnites au Moyen-Orient, la Turquie entend montrer alors qu'elle se tient à l'écart d'une perception sectaire des rééquilibres stratégiques qui sont en train de s'opérer dans son environnement.

Pour autant, le gouvernement fédéral de Bagdad accueille de façon mitigée les immixtions, même bien intentionnées, d'Ankara dans la politique intérieure irakienne, s'agace des menaces d'intervention de l'armée turque dans le Nord du pays et redoute que l'affaiblissement de la Syrie ne favorise une montée en force de la Turquie dans la région. La question de l'eau, qui a continué à perturber les relations Irak-Syrie-Turquie pendant les années précédentes, mais de façon feutrée, ressurgit alors également. En mai 2011, Bagdad critique Ankara sur le partage des eaux du Tigre et de l'Euphrate et soumet la poursuite du fonctionnement des institutions du partenariat stratégique qu'elle a conclu avec la Turquie à la signature d'un accord durable dans ce domaine.

Mais en réalité, c'est surtout la question kurde qui va être la cause de la détérioration rapide des relations turco-irakiennes à partir du deuxième semestre de l'année 2011. L'échec de deux tentatives successives de résolution politique de ce problème difficile, par le gouvernement turc entre 2009 et 2011 (8), débouche sur une reprise des activités de la guérilla. Le 14 juillet 2011, l'embuscade de Silvan (dans la province de Diyarbakir), qui se solde par la mort de treize soldats turcs, provoque une forte émotion dans le pays. En août, comme elle l'avait fait après la dernière grande embuscade meurtrière du PKK en octobre 2007, la Turquie bombarde les positions du PKK en Irak du Nord. Ces raids aériens ponctuels vont durer pendant près d'un an. Parallèlement, Ankara met le gouvernement fédéral irakien et le GRK sous pression, en menaçant d'intervenir à nouveau militairement (comme en 2007-2008), s'ils ne se chargent pas eux-mêmes de déloger le PKK de ses bases de repli. Cette mise en demeure produit peu d'effets, car si les autorités de Bagdad et d'Erbil condamnent les attaques conduites par le PKK en Turquie à partir de leur territoire, elles ne sont pas en mesure de neutraliser une guérilla insaisissable.

À partir de décembre 2011, un autre dossier va favoriser l'approfondissement du différend turco-irakien : l'affaire Tareq al-Hachémi. Poursuivi et bientôt condamné à mort par contumace (9), l'ancien vice-président sunnite irakien reçoit en effet le soutien du GRK et du gouvernement turc. Après avoir fui en Irak du Nord, il finit par se réfugier en Turquie, d'où il ne cesse de dénoncer le « comportement sectaire » du gouvernement fédéral irakien et de louer le « modèle turc » de l'AKP. Cette situation, qui voit Ankara refuser notamment d'extrader le leader sunnite alors qu'il fait l'objet d'un mandat d'arrêt international, déclenche l'ire du Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, qui accuse la Turquie d'ingérence dans les affaires intérieures de son pays. Dès lors, le torchon brûle entre les deux pays. Les ambassadeurs sont convoqués à plusieurs reprises de part et d'autre, des manifestations chiïtes ont lieu devant le consulat turc de Bassora, Ankara se réjouit même au printemps 2012 des difficultés que rencontre au sein de son Parlement le gouvernement de Nouri al-Maliki, peu après que ce dernier ait qualifié la Turquie de « pays ennemi ».



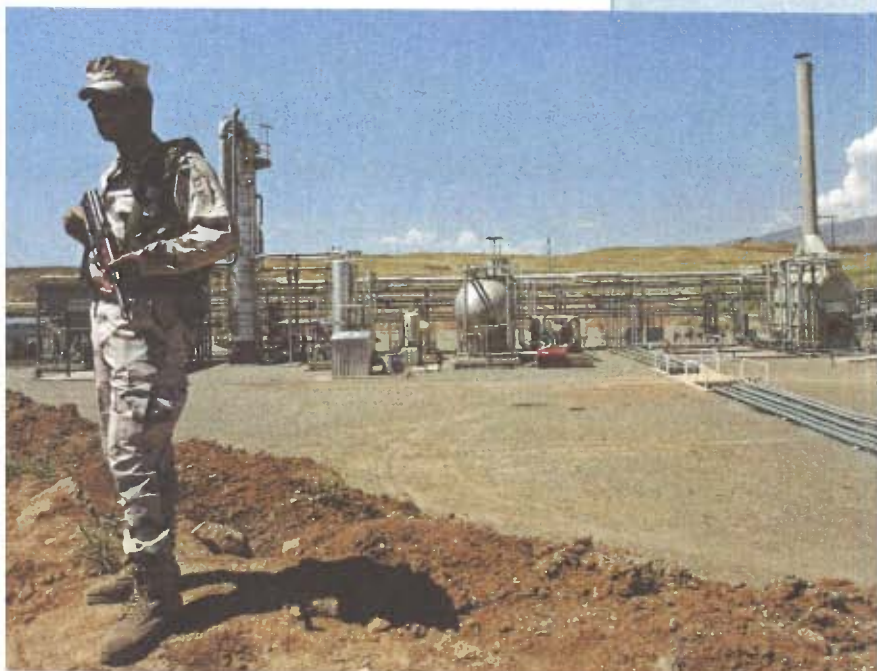
## Les enjeux stratégiques et énergétiques de la région

Deux ans de crise entre les deux pays ont progressivement dévoilé des antagonismes nouveaux et profonds qui, au-delà de l'affaire Tareq al-Hachémi, sont susceptibles de les opposer durablement.

En premier lieu, la transformation des équilibres stratégiques issue des « printemps arabes » a éloigné Bagdad et Ankara. Se posant dès février 2011 en « source d'inspiration »<sup>(10)</sup> pour les régimes en construction dans la région, la Turquie a dû rapidement déchanter, notamment lorsque le soulèvement contre le régime de Bachar al-Assad l'a amenée à rompre avec son ancien allié syrien et à apporter un démenti cinglant à sa politique de bon voisinage<sup>(11)</sup>. Le gouvernement fédéral irakien, chiite et arabe, n'a pas accueilli favorablement le soutien initial sans réserve d'Ankara aux rebelles syriens. Ceci n'a fait qu'accroître la méfiance de la Turquie vis-à-vis de Bagdad, au moment même où elle s'est retrouvée très isolée dans la zone, face à des puissances favorables (Russie, Iran) à la survie de la Syrie baathiste. Cette recomposition stratégique a probablement accentué la convergence entre le gouvernement turc et le GRK, qui s'est aussi nourrie d'une évolution parallèle sensible de la géopolitique kurde. L'évacuation du Nord de la Syrie par l'armée de Bachar al-Assad a laissé le champ libre au PYD<sup>(12)</sup>, la branche syrienne du PKK. Cette situation a amené la Turquie à craindre que Téhéran et Damas n'instrumentalisent la question kurde avec la complicité de Bagdad et à s'inquiéter de l'apparition en Syrie d'une région kurde, contrôlée par un allié du PKK. Ces inquiétudes sont partagées par le GRK, qui doit faire face à des retombées du conflit syrien assez similaires à celles que la Turquie doit affronter pour sa part (afflux de réfugiés, infiltrations de groupes islamistes radicaux, relations avec les nouvelles autorités kurdes syriennes...). Le rapprochement entre Ankara et Erbil s'est ainsi traduit par des gestes spectaculaires. En août 2012, le GRK a favorisé une visite surprise d'Ahmet Davutoglu à Kirkouk, au grand dam du gouvernement de Bagdad. Plus récemment, le 16 novembre 2013, Massoud Barzani et Erdogan ont tenu un meeting conjoint à Diyarbakir pour soutenir le « processus de règlement » en cours et réagir à la montée en force du PYD. Paradoxalement, le Kurdistan irakien est devenu le seul allié d'Ankara dans une région particulièrement instable.

En second lieu, le dossier énergétique, qui a conforté également le rapprochement entre la Turquie et le Kurdistan irakien, contribue durablement à détériorer la relation entre le gouvernement de Erdogan et celui de Maliki. Les Kurdes irakiens estiment être dans leur droit en concluant de tels contrats sans l'aval du gouvernement fédéral. Soucieux d'éviter que cette autonomie énergétique ne favorise une indépendance politique du KRG, qui entamerait l'intégrité territoriale de l'Irak et pousserait ce dernier dans les bras de Téhéran, les États-Unis ont fortement incité Ankara et Erbil à ne pas laisser Bagdad en dehors de ce grand jeu.

Le mécanisme tripartite, mis au point en décembre 2013, pour rétablir un droit de regard du gouvernement fédéral irakien sur les accords énergétiques passés entre Turcs et Kurdes irakiens, semble pourtant ne pas fonctionner. Le 10 janvier 2014, le ministre irakien du Pétrole a accueilli « avec regret et surprise » le début des exportations kurdes irakiennes vers la Turquie, en estimant qu'il s'agissait d'une « violation flagrante » de la Constitution de 2005<sup>(13)</sup>. Les États-Unis ont à nouveau encouragé Massoud Barzani à négocier avec Bagdad. Quant aux Turcs, satisfaits de voir le brut nord-irakien



arriver au terminal de Ceyhan, ils ont fait savoir que le différend pétrolier entre Bagdad et Erbil était une question intérieure irakienne dans laquelle ils n'avaient pas l'intention de s'ingérer<sup>(14)</sup>...

Jean Marcou

### Notes

- (1) Incluant alors la ville de Kirkouk.
- (2) Précédée par des bombardements des positions du PKK en Irak dès le mois de décembre 2007, cette incursion s'est traduite par une démonstration de force de plusieurs milliers de soldats turcs et d'une soixantaine de chars, dans une bande de cinq à dix kilomètres à l'intérieur du territoire irakien.
- (3) En marge du G20 à Londres, le 3 avril 2009, répondant à des questions à l'issue d'un discours prononcé au Chatham House Royal Institute of Foreign Affairs, le Premier ministre turc n'a pas hésité à déclarer : « Nous défendons l'établissement d'un État irakien sur la base d'une nationalité irakienne... Si vous créez un État kurde, d'autres voudront mettre en place un État chiite, et d'autres un État arabe. Dès lors, vous divisez l'Irak en trois. Et cela risque de conduire l'Irak à une guerre civile. » Cf. Today's Zaman, 3 avril 2009.
- (4) La même année, la Turquie a aidé à la résolution d'une crise politique similaire au Liban et deux ans auparavant, elle a mené une médiation entre Israël et la Syrie.
- (5) En juin 2010, novembre 2011, avril 2012 et novembre 2013.
- (6) Sur ce processus, cf. Jean Marcou, « Négocier avec le PKK, une issue inéluctable ? », *Diplomatie* n° 61, mars-avril 2013, pp. 30-35.
- (7) Il aurait été, à cette occasion, l'un des premiers dirigeants sunnites à se rendre au mausolée d'Ali.
- (8) Ces tentatives ont été d'une part – entre l'été 2009 et le début de l'année 2010 – « l'ouverture démocratique », un processus de réformes mené avec le parti parlementaire kurde d'alors (DTP), et d'autre part – fin 2010-début 2011 – « le processus d'Oslo », une série de contacts secrets entre les services de renseignements turcs (MIT) et le PKK dans la capitale norvégienne.
- (9) Il est accusé avec ses gardes du corps de meurtres dont il se dit innocent.
- (10) Interview de Recep Tayyip Erdogan à l'AFP, 23 février 2011.
- (11) Jean Marcou, « La Turquie face au cauchemar syrien », in François Burgat et Bruno Paoli, *Pas de printemps pour la Syrie*, Paris, La Découverte, 2013, p. 250 et s.
- (12) Partiya Yekitiya Demokrat (Parti de l'Union démocratique).
- (13) Cf. « Iraq denounces Kurdish Oil Exports via pipeline to Turkey », *Hürriyet Daily News*, 10 janvier 2014.
- (14) « Turkey won't interfere in internal Iraqi Row: Energy Minister », *Hürriyet Daily News*, 14 janvier 2014.

### Photo ci-dessus :

Le 31 mai 2009, un soldat kurde irakien monte la garde devant le gisement pétrolier de Tawke, situé dans la province de Dohouk, au Kurdistan irakien. En juin 2009, la région exportait pour la première fois son pétrole vers un pays étranger. En conflit ouvert avec le gouvernement irakien concernant le partage du pétrole se trouvant dans la région, le Kurdistan irakien revendique son droit à exporter du pétrole à l'étranger, comme en atteste la multiplication des contrats passés avec des compagnies étrangères et la construction de pipelines d'exportation vers la Turquie. Les compagnies étrangères telles que Total, Chevron ou Gazprom, ont fait le pari d'un accord entre le gouvernement central et la région, certaines estimations, non confirmées par l'Agence internationale de l'Énergie, faisant état de réserves s'élevant à 45 milliards de barils. (© AFP/Muhannad Fala'ah/Getty Image)





nalyse

Par **Hosham Dawod**,  
anthropologue au CNRS,  
basé en Irak.

## Les Irakiens face à la crise syrienne

Le gouvernement irakien a été le premier à s'alarmer des conséquences régionales violentes et déstabilisatrices du conflit syrien. Quand, en avril 2013, le mouvement qaïdiste irakien opère une fusion avec les mouvements djihadistes syriens pour devenir l'État islamique en Irak et au Levant, les craintes des autorités irakiennes se justifient aux yeux de la communauté internationale.

**C**é n'est plus un secret pour quiconque que la crise syrienne, avec ses interactions et ses développements, affecte profondément l'Irak. Le legs de l'époque dictatoriale, l'occupation du pays entre 2003 et 2011, la quasi-guerre civile (2006-2008), l'éclatement ethno-religieux surpolitisé ont déjà eu profondément raison de l'ancienne identité du pays. Le conflit en Syrie, propulsé par une extraordinaire dynamique de déflagration régionale, stimule de façon croissante les ingérences étrangères. L'Irak est sans doute au rang des premiers pays moyen-orientaux (avec le Liban) à subir de plein fouet les retombées du conflit syrien, que le régime d'Assad se maintienne ou non au pouvoir.

Vue de l'intérieur, la position officielle irakienne vis-à-vis de la crise syrienne paraît contradictoire. Sans doute est-ce ce

qui a conduit à parler de l'opacité de Bagdad vis-à-vis de la crise. Aux yeux des oppositions syriennes, de certains pays de la région et de quelques chancelleries européennes dont la France, l'Irak, du fait même de son insistance sur la nécessité de trouver une solution interne pacifique, adopte une posture « neutre » qui ne signifie rien d'autre pour ceux-ci qu'un soutien implicite au régime de Bachar al-Assad – et cela malgré des annonces sporadiques du gouvernement irakien évoquant le despotisme du régime d'Al-Assad.

Cette ambiguïté contribue à diviser plus encore la société irakienne : la position « favorable » à Al-Assad est généralement attribuée aux courants politiques chiites ; les camps sunnites, et partiellement kurdes, se tournent quant à eux vers ce qu'ils nommaient hier encore la « Révolution syrienne ». Certains

**Photo ci-dessus :**

Le 22 juillet 2012, des gardes-frontières irakiens surveillent le passage frontalier d'Abou Kamal, entre l'Irak et la Syrie. (© AFP/Azhar Shallal)



cheikhs de tribus arabes sunnites et notables d'Al-Anbar ont marqué leur soutien en envoyant des combattants, des armes, et des fonds – et ils ont fermé les yeux sur l'installation de plus en plus pérenne de camps d'entraînement d'Al-Qaïda en plein désert d'Al-Anbar. C'est de ces camps que la plupart des djihadistes qui occupent aujourd'hui (mi-janvier 2014) Ramadié et Fallouja proviennent.

Les Kurdes n'étaient pas en reste, au moins dans la première phase, allant jusqu'à ouvrir des camps d'entraînement pour former des combattants kurdes syriens (d'après le président de la région autonome du Kurdistan, Massoud Barzani, en juillet 2012). Si l'on ajoute à cela le soutien de certaines milices irakiennes chiïtes au régime de Damas (notamment les brigades d'Abu Fadhel al-Abbas, 'Asaib Ahl al-Haq, le Hezbollah irakien, Ketaib Sayyid al-Shouheda, Fa'laq al-Wa'd al-Sadiq, etc.), il devient clair que le traitement de la crise syrienne en Irak a dépassé la simple prise de position politique pour atteindre la participation armée directe dans le conflit, transférant ainsi vers la Syrie « une mini-guerre civile » irakienne, et, par un mouvement de retour, en réimportant chez eux

mieux s'organiser, en étendant leurs actions au-delà des frontières, en Irak et désormais aussi au Liban.

### La crise syrienne vue d'Irak

L'impact de la crise syrienne pour l'Irak est de trois ordres : 1°) intérieur, avec les répercussions au Kurdistan et le rapport politique chiïte-sunnite ; 2°) régional, en particulier pour ses rapports avec la Turquie, l'Iran et l'Arabie saoudite ; 3°) international, en premier lieu pour sa relation avec les États-Unis. Dans un premier temps le Premier ministre, Nouri al-Maliki, ne s'est pas montré un ardent défenseur du régime d'Al-Assad (2) (étant donné le différend passé sur le soutien de Damas aux réseaux d'insurgés et/ou ex-baathistes). Mais rapidement, grâce à leur expérience de ces trois dernières années, et au vu des récents développements politico-militaires dans la province d'Al-Anbar, les Irakiens ont pris la mesure du risque de chaos que la crise syrienne allait susciter. C'est la raison pour laquelle ils sont passés d'une hostilité tous azimuts à une neutralité « de discours » pour adopter aujourd'hui une position

*“ La perspective de voir s'installer en Syrie un régime islamiste sunnite extrémiste est considérée, à Bagdad, comme le pire des scénarios, celui qui plongera l'Irak dans la guerre civile interconfessionnelle. ”*

ce même conflit. Pourtant l'Irak était quasiment le seul pays moyen-oriental à penser que le conflit syrien perdurerait pour se transformer en guerre civile au potentiel régional (1). De fait, les contestations contre le régime syrien se sont transformées en une guerre civile destructrice hautement militarisée depuis plus de deux ans et demi, et cela ne connaîtra probablement pas, malgré les médiations onusienne et internationale, une issue rapide étant donné les forces en présence qui s'équilibrent et l'ingérence internationale qui ne faiblit pas.

Vus de Bagdad, les rebelles sont forts d'un soutien international (politique, financier, armements) venant en particulier des pays du Golfe, de la Turquie, des États-Unis, et de l'Europe ; le régime d'Al-Assad, quant à lui, bénéficie du soutien politique et armé de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah libanais, et du soutien politique de la Chine. La crainte irakienne pour sa survie politique, voire même territoriale, bénéficie également au régime syrien. Pour Bagdad, la persévérance du gouvernement de Bachar al-Assad interdira une éventuelle jonction transfrontalière sunnite subversive, telle qu'on l'a vue dernièrement. La fusion d'Al-Qaïda en Irak et en Syrie (devenant l'État islamique en Irak et au Levant, EIL, ou Daash selon l'acronyme arabe) et le retour par centaines de djihadistes de la Syrie vers l'Irak, lors de l'amplification récente du conflit d'Al-Anbar (janvier 2014), ne peut que conforter la position de Bagdad sur ce point. Pour le gouvernement irakien, il ne faisait aucun doute que la rébellion syrienne était profondément divisée, fait qui a conduit les groupes sunnites extrémistes à



de « non-ingérence ». La perspective de voir s'installer en Syrie un régime islamiste sunnite extrémiste est considérée, à Bagdad, comme le pire des scénarios, celui qui plongera l'Irak dans la guerre civile interconfessionnelle.

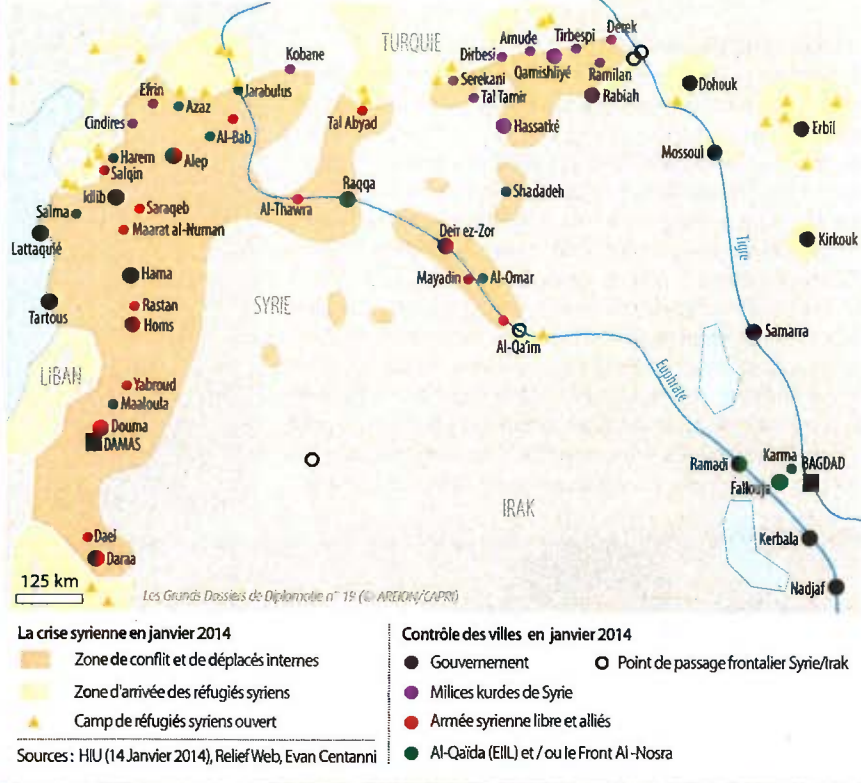
La position des Kurdes d'Irak se trouve plutôt fragilisée par la crise syrienne. Le rapprochement que Massoud Barzani a opéré vis-à-vis des factions kurdes syriennes (qu'il a tenté d'unifier en créant le Haut Conseil kurde), notamment en apportant une aide économique à ce qu'on nomme le « Kurdistan occidental », constitue de toute évidence un atout dans la relation avec la Turquie. Cependant, la faction kurde syrienne dominante, l'Union démocratique (PYD), proche du PKK, n'est pas alliée au projet de Barzani, mais a créé des liens avec le parti de Jalal Talabani (Union patriotique du Kurdistan d'Irak – UPKI), encore président de l'Irak malgré son absence due à sa maladie, et qui, quoi qu'il en soit, demeure objectivement non-hostile au régime d'Al-Assad.

#### Photo ci-dessus :

Le 12 février 2011 à Damas, le président irakien Jalal Talabani rencontre son homologue syrien, Bachar al-Assad, lors d'une visite officielle en Syrie. Défenseur du régime syrien dans un premier temps, l'Irak adopte aujourd'hui une politique de non-ingérence vis-à-vis de la crise syrienne, même si la chute du régime de Bachar al-Assad et la prise de pouvoir par un régime islamiste sunnite extrémiste constituent le pire des scénarios. (© AFP/Louai Beshara)



## Les foyers de la guerre civile en Syrie



### Les sunnites d'Irak à l'aune de la crise syrienne

Les conséquences de la crise syrienne pour les sunnites irakiens sont de plusieurs ordres : l'irruption d'un bloc politique sunnite local hétéroclite (élites locales, chefs de tribus, anciens membres des organisations insurrectionnelles, déçus des partis établis) ; l'approfondissement de la crise entre le gouvernement fédéral et les régions sunnites, ce qui a conduit à une amplification d'un djihadisme sunnite de type Al-Qaïda, et à la recrudescence d'attentats importants dans les grandes villes irakiennes, rappelant les années noires de la quasi-guerre civile de 2006-2007.

La segmentation de la société irakienne est aujourd'hui une réalité où les différents groupes emploient des identités particularistes, en premier lieu pour parvenir à certains acquis au niveau national. Cette définition de soi multiple est antérieure à l'invasion de l'Irak en 2003. Malgré le poids de l'État baathiste de Saddam Hussein, la société irakienne se reproduisait déjà en partie sur une base ethno-confessionnelle. L'invasion américaine a sensiblement accentué ces traits, en liquidant l'État et ses institutions, et en en construisant un autre, fondamentalement basé sur une approche culturaliste : chiite, sunnite et kurde. Pour Washington, les choses étaient évidentes au moins entre 2003 et 2006 : les chiites constituant une majorité démographique, il fallait leur confier le pouvoir au risque de devoir faire face à une insurrection généralisée (qui aurait pu impliquer davantage l'Iran). Au début, les Arabes sunnites, soutenus par la Syrie et les pays du Golfe, ont largement boycotté ce processus. Une partie d'entre eux est tombée dans l'insurrection et le radicalisme, voire le djihadisme intérieur ou importé, ce qui mena l'Irak au bord de la guerre civile en 2006-2007. De leur côté, les chiites et les Kurdes ont continué

à bâtir leur pouvoir, allant jusqu'à occuper la place laissée vacante par les sunnites. L'espace d'expression politique des Arabes sunnites s'est rétréci *de facto* dans la société et au sein de l'État naissant et de ses institutions en construction. L'Irak a donc basculé, dans un mouvement de balancier, d'un ordre politique marginalisant les chiites et les Kurdes à un autre qui marginalise désormais les sunnites.

C'est dans ce contexte de contestation et de confrontation rampantes des acteurs arabes sunnites (tribaux, religieux, politiques) que la crise syrienne a surgi, à un moment où s'amorçait une amélioration dans les relations entre Damas et Bagdad. Sans aller jusqu'à expulser les opposants irakiens hostiles au gouvernement de Nouri al-Maliki, le pouvoir de Bachar al-Assad, dès le début de l'insurrection, s'est trouvé contraint à s'ouvrir davantage à l'Irak, au moment où il se détournait de la Turquie. Dès le début du soulèvement en mars 2011, les sunnites irakiens ont opéré un retournement idéologique complet : au lieu de voir dans le pouvoir syrien un pôle du nationalisme arabe « anti-impérialiste et anti-sioniste », ainsi que le revendique la terminologie nationalitaire, ils ont réduit du jour au lendemain le gouvernement de Bachar al-Assad à un pouvoir usurpateur, confessionnel et clanique. De ce fait, et objectivement, une *assabiyya* (solidarité de corps) s'est établie tout naturellement entre la population arabe sunnite d'Irak et les insurgés syriens au fur et à mesure qu'ils sont devenus anti-alaoouites et par ricochet anti-chiites. Quelques grandes tribus arabes sunnites qui se trouvent des deux côtés de la frontière irako-syrienne ont pour leur part facilité, depuis 2011, les flux d'hommes et d'armes de l'Irak vers la Syrie. Bagdad n'avait alors pas la possibilité d'établir un contrôle étanche de cette frontière, d'autant que le pouvoir autonome du Kurdistan d'Irak avait lui-même ouvert sa frontière avec la partie nord-est de la Syrie, recevant réfugiés et combattants et ouvrant même, sous l'impulsion de la Turquie et de l'Occident, des camps d'entraînement pour de futurs combattants.

### L'irruption d'Al-Qaïda

Il est essentiel, quand on pense depuis l'Irak l'évolution du conflit syrien, de prendre en considération toutes les dynamiques qui ont mené à l'émergence de nouveaux acteurs trans-frontaliers. L'échec des manifestations pacifiques de masse dans l'Ouest de l'Irak, et celles des oppositions syriennes, ont laissé graduellement la place aux innombrables milices rebelles, qualifiées de « djihadistes » et dont certaines se réclament

**Photo ci-contre :** Le 27 août 2013, deux enfants syriens jouent dans le camp de réfugiés de Quru Gusik, en Irak. En août 2013, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) avait appelé les pays voisins de la Syrie à accepter tous les Syriens qui ont dû fuir leur patrie. Le mois suivant, l'Irak décidait de fermer ses frontières avec la Syrie, suite à l'arrivée massive de réfugiés. Le 7 janvier 2014, le HCR a signalé la réouverture d'un point de passage entre la Syrie et l'Irak dans le Kurdistan. Au total, près de 210 000 Syriens auraient trouvé refuge en Irak depuis le début du conflit. (© Xinhua/Liang Youchang)





ouvertement d'Al-Qaïda. En vérité, la révolte syrienne a cessé, six mois après son déclenchement, d'être une quête de libertés, pour sombrer dans une effroyable guerre civile, qui a désormais pour carburant la confrontation sectaire et la haine de l'autre.

À ce propos, et bien que se développe après les derniers événements contre l'État islamique en Irak et au Levant une littérature journalistique pléthorique, on mesure encore mal la place de cette organisation et de sa sœur syrienne, Jabhat al-Nosra, au sein de l'opposition armée. Agissent-elles d'une manière totalement autonome, ou reçoivent-elles de l'aide de certains pays de la région ? Quelles positions occupent-elles sur l'échiquier général des milices ? Qui les dirige réellement ? Quelle est leur base ?

S'agit-il en majorité de combattants syriens ou arabes ? Sont-elles responsables des explosions que l'on a qualifiées de « terroristes », qui ont frappé Damas et d'autres villes syriennes, et pour lesquelles des techniques estampillées Al-Qaïda ont visiblement été employées (kamikazes, voitures piégées, etc.) ? La guerre déclarée dernièrement par



l'opposition syrienne à l'EIL ne change rien à ces interrogations. L'opposition syrienne vient de déclarer la guerre à l'EIL, tant cette guerre a pour conséquence de légitimer d'autres organisations d'Al-Qaïda comme Jabhat al-Nosra.

Quoi qu'il en soit, cette entrée fracassante des djihadistes locaux et transfrontaliers représente une transformation réelle, non seulement dans le cheminement de la révolte syrienne, mais aussi dans celui d'Al-Qaïda au Proche-Orient. Face à la question classique, « que vise-t-on d'abord, l'ennemi lointain, ou l'ennemi proche ? », on constate que la réponse est contrastée selon les contextes et les terrains : en Irak, Al-Qaïda visait aussi bien les Américains que le gouvernement et la population locale ; en Syrie, Al-Qaïda avait jusqu'à hier le même adversaire que l'Occident, c'est-à-dire le régime syrien. Son combat se base non seulement sur des postulats confessionnels, mais aussi sur une islamisation rigoureuse des territoires et populations conquis. C'est en cela qu'elle a participé à la dérive de la « révolution syrienne » vers l'affrontement sectaire dans toute la région.

Dans ce contexte, l'EIL avait tenu, par la voix de son émir Abou Baker al-Baghdadi, à réaffirmer sa participation à la lutte contre le régime d'Al-Assad. Il s'agissait alors de la première organisation ayant publié des communiqués appelant de manière explicite à « soutenir les moudjahidins » en Syrie. Personne n'ignorait l'implication continue de ses combattants, notamment dans les batailles d'Alep (mi-juillet 2012), au point d'être considérée comme une des milices armées les plus zélées. On sait depuis que quelques-unes des milices armées syriennes, d'obédience djihadiste, comme Jabhat al-Nosrah, furent créées, administrées et dirigées dans leur première phase, par l'État islamique en Irak.

Il s'agit là du premier rôle extérieur joué par la branche irakienne d'Al-Qaïda, ce qui a mené à des changements importants en son sein (3). Ainsi, après que son action et son développement sont restés longtemps prisonniers de divisions internes (du fait

du parachutage puis de l'enracinement de ses chefs au niveau local), ses vues se sont progressivement éloignées de celles de l'organisation mondiale d'Al-Qaïda en se radicalisant plus encore. Cette concordance fut mise à mal quand l'État islamique en Irak décida unilatéralement en 2013 de fusionner dans un même organisme les branches irakienne et syrienne d'Al-Qaïda (devenant l'État islamique en Irak et au Levant). Cette décision a vite été contestée publiquement, aussi bien par Jabhat al-Nosrah et son chef, Abu Mohammed al-Joulani, que par Aymen al-Zawaheri, le chef d'Al-Qaïda mondial. Ces deux déclarations n'ont cependant rien changé à l'expansion imposée par la branche irakienne d'Al-Qaïda. En étendant sa capacité

d'influence externe, à rebours, elle espère regagner une influence en Irak auprès des sunnites en conflit avec le pouvoir à majorité chiite de Bagdad. La crise syrienne devient de fait un vecteur vital pour que l'EIL retrouve la confiance dont il jouissait et reconstruise les viviers qu'il avait perdus lors des dures confrontations de 2005-2008 avec les forces américaines et les Conseils de Sahwa

(voir encadré p. 91). Or, toute intensification de l'activité d'Al-Qaïda entraîne en contrepartie une réactivation de certaines milices chiites, dont la grande majorité était entrée en sommeil en 2008 après les opérations des forces gouvernementales.

Entre renaissance de l'insurrection sunnite, principalement du fait du mouvement de contestation tribalo-religieux dans l'Ouest du pays qui tente de rallier d'autres opposants par-delà le clivage confessionnel, et renaissance de l'EIL, la situation politique de l'Irak, à quelques semaines d'élections législatives cruciales (avril 2014), demeure incertaine. Le conflit syrien s'ajoute à ce contexte explosif et exacerbe plus encore la crise irakienne. La mise à l'écart de l'option de l'intervention armée directe des Occidentaux pour renverser le régime de Bachar al-Assad et la recherche d'une solution politique négociée au conflit pourront contribuer à faire retomber les tensions dans la région. Mais la guerre civile en Syrie va sans doute perdurer sous une forme ou une autre, et le gouvernement irakien, quelle que soit la coalition qui le dirige, se trouvera obligé de renforcer ses options sécuritaires et géostratégiques.

**Hosham Dawod**

**Notes**

- (1) Hosham Dawod, « Quand le régime syrien tombera », *Le Monde*, 12 juillet 2011.
- (2) Le gouvernement de Maliki fut le seul à porter plainte devant le Conseil de Sécurité pour avoir facilité, voire télécommandé des opérations terroristes en Irak. C'était il y a à peine quatre ans, période durant laquelle Bachar al-Assad était un allié fréquentable et même présentable – on se souvient de l'invitation dont il a fait l'objet au moment des festivités nationales françaises du 14 juillet notamment.
- (3) Après l'élimination des chefs d'Al-Qaïda en Irak, du Jordanien Abou Moussab al-Zarkaoui en 2006, et de l'Égyptien Abou Ayoub al-Masri en 2010, la direction djihadiste se territorialise sans rejeter toutefois le flot des combattants étrangers. Depuis, la branche irakienne d'Al-Qaïda est gérée par des djihadistes locaux : Abou Orner al-Baghdadi puis Abou Baker al-Baghdadi. Ce dernier a transgressé une limite rarement franchie par ses semblables djihadis-salafistes, à savoir contester le bien-fondé de son *Emir*, en refusant de se plier à l'ordre d'Aymen al-Zawaheri de se soumettre à la légitimité de Jabhat al-Nosrah en Syrie.

**Photo ci-contre :**  
Le 4 janvier 2014, la capture d'écran d'une vidéo diffusée par l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) montre de prétendus combattants d'Al-Qaïda. Active en Irak sous le nom d'État islamique en Irak (EIL), l'organisation a cherché par la suite à s'étendre en Syrie à la faveur de la révolution contre le régime de Bachar al-Assad. (© AFP/Al-Furqan Media)





## Le secteur des hydrocarbures : ses atouts et ses limites

Le développement du secteur des hydrocarbures a été considéré comme la priorité absolue par les dirigeants irakiens. Base de l'économie irakienne, le pétrole est la condition de la reconstruction, mais également du retour de l'Irak vers son rang géopolitique dans la région et sur la scène internationale.

**L**e secteur des hydrocarbures a été considéré dès 2003 comme une option de sortie de crise. Il est évident que le développement de ce secteur sinistré par les guerres successives et l'embargo est une condition *sine qua non* de l'intégration aux meilleures conditions de l'Irak dans la zone Moyen-Orient, et à moyen terme dans le *continuum* Golfe-Méditerranée-Europe. Les progrès dans le secteur sont certes au niveau des attentes : l'Irak est revenu à son rang sur le marché et l'Agence internationale de l'Énergie lui prédit un proche avenir de « *game changer* » mondial. Cependant, il faut éviter l'écueil qui consiste à aborder la croissance du secteur des hydrocarbures comme une réalité indépendante,

sanctuarisée par rapport aux troubles sociopolitiques et aux dysfonctionnements structurels. Dans les faits, la question des hydrocarbures est conditionnée par les facteurs sociopolitiques, géopolitiques et structurels, et les conditionne en retour.

### Les ressources

L'Irak possède la quatrième réserve pétrolière prouvée du monde (derrière le Vénézuéla, l'Arabie saoudite et l'Iran), soit 150 milliards de barils (1), et potentiellement la première, car les réserves des blocs non encore exploités de l'Ouest sont estimées à près de 100 milliards de barils (selon des experts irakiens, tels Tariq Shafiq et Ahmed Jiyad, la totalité des

analys

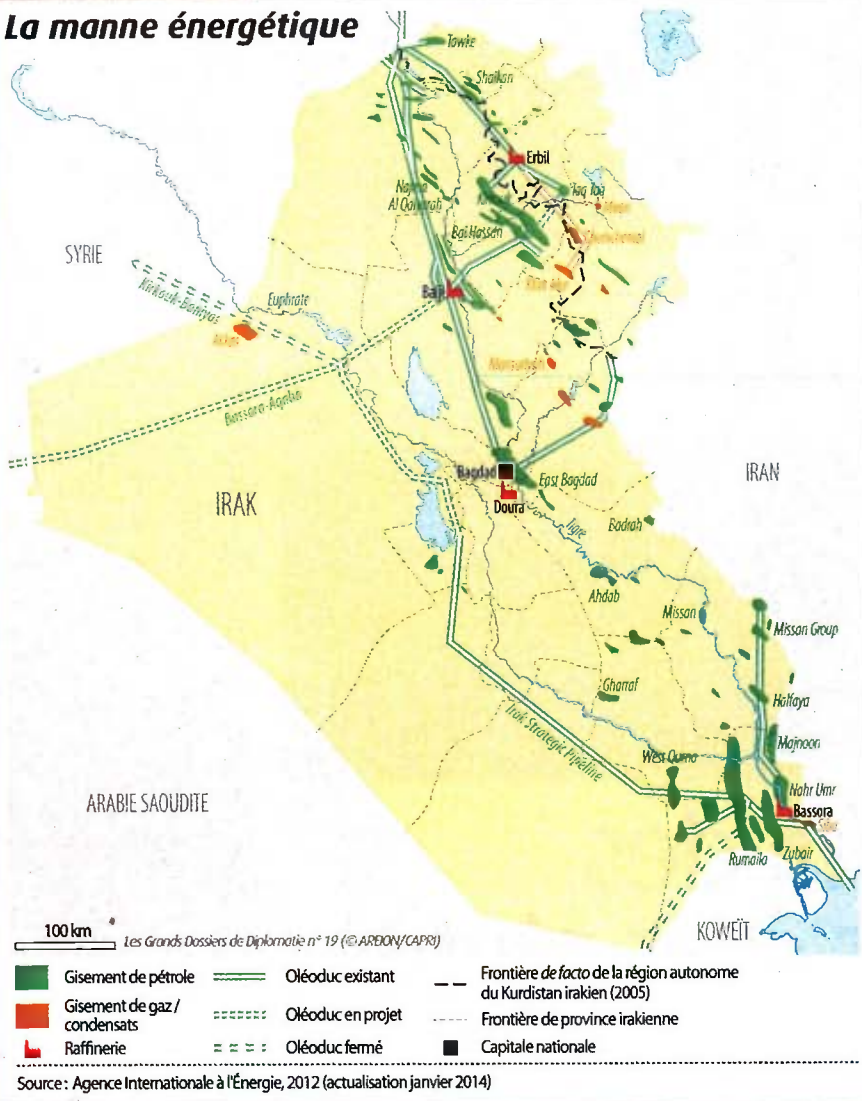
Par l'équipe du Centre  
d'études sur le  
Moyen-Orient du CAPRI

### Photo ci-dessus :

Un ingénieur passe devant les cheminées du gisement de Zubair, près de la ville de Bassora, dans le Sud de l'Irak. Considéré comme l'un des principaux gisements du pays, avec une réserve prouvée de 4,5 milliards de barils, il appartient pour 32,8% à l'entreprise italienne ENI, qui a négocié un accroissement de la production à 850 000 barils par jour d'ici 2016. (© AFP/Essam Al Sudani)



## La manne énergétique



réserves s'élèverait en fait à 380 milliards de barils) (2). La production actuelle est de 3,2 millions de barils par jour (bpj), et le but du gouvernement irakien est d'augmenter la production à 12 millions d'ici 2017 – objectif révisé à la baisse, selon le conseiller pétrolier irakien Thamir Ghadhban, avec un scénario « moyen » à 9 millions de bpj d'ici 2020, et un scénario « haut » à 13 millions de bpj d'ici 2020 (3).

Les réserves gazières prouvées sont estimées à 112 000 milliards de pieds cubes (11<sup>e</sup> rang mondial, les réserves probables se situant entre 275 000 et 300 000 milliards de pieds cubes). Les infrastructures d'acheminement des hydrocarbures sont à moderniser, et la capacité de raffinage à développer (l'Irak doit à l'heure actuelle importer du pétrole raffiné). L'appel à l'investissement étranger constitue donc une priorité pour le ministère des Hydrocarbures irakien, qui a conclu des accords de services et lancé des cycles d'appels d'offres pour la co-exploitation des champs – le cinquième cycle interviendra au cours de 2014.

### Les cadres constitutionnels et législatifs : les enjeux de la loi sur le pétrole

Alors que l'environnement sécuritaire de l'industrie des

hydrocarbures demeure plutôt favorable (Police du pétrole, sécurité privée), ses cadres normatifs demeurent en équilibre sur un vide législatif. En effet, quatre points fondamentaux pour l'avenir de l'industrie demeurent en suspens : le partage des revenus pétroliers (les 17 % revenant au Kurdistan sont remis en cause) ; la taxation des compagnies étrangères ; la reconstitution de la Compagnie nationale du pétrole irakienne et la réorganisation du ministère.

La difficulté de la mise en œuvre d'une loi sur le pétrole repose moins sur les tensions entre les provinces, et entre le Kurdistan et Bagdad, que sur les fondements constitutionnels et juridico-politiques. L'absence de convergence sur les visions et les orientations du développement économique et sociopolitique du pays ne permet pas une convergence d'interprétation de la Constitution. Selon Ahmed Jiyad, il faudrait modifier les principes opérationnels s'ils ne sont pas aptes à mettre en œuvre les principes fondamentaux, qui sont : le pétrole et le gaz sont la propriété du peuple irakien ; il faut exploiter les ressources d'une façon qui rapporte le plus au peuple irakien ; les ressources sont cogérées au niveau fédéral, provincial et régional (4). Selon Ahmed Jiyad, il faudrait rationaliser la cogestion de la politique pétrolière entre les niveaux régional, provincial et fédéral, en supprimant les « zones grises » concernant le mandat de chaque autorité – cela devrait être l'objectif premier de la loi sur le pétrole.

### Les facteurs géopolitiques et stratégiques

Les facteurs géopolitiques liés aux hydrocarbures relèvent autant de la question des frontières intérieures (zones disputées, Kirkouk, mais également régionalisation potentielle des provinces), du conflit entre Erbil et Bagdad, que des frontières extérieures (champs transfrontaliers avec l'Iran, le Koweït, la Syrie, et potentiellement, par le biais des blocs d'exploration à l'Ouest, avec la Jordanie et l'Arabie saoudite), et des sous-ensembles régionaux (hubs régionaux, pipelines transnationaux). La politique pétrolière de l'État irakien conditionne en grande partie sa politique extérieure, en particulier avec son voisinage immédiat, et à terme avec les pays/blocs auxquels ses réseaux énergétiques seront connectés (Europe/Asie). L'Irak a besoin de développer les projets avec les États voisins qui abritent des terminaux, des voies et des hubs pour l'évacuation et la sécurisation de ses flux. Ce désenclavement géopétrolier ouvrira à terme la voie vers des options de la diversification économique (notamment la pétrochimie, les énergies renouvelables).

#### • Géopolitique des hydrocarbures intérieure

**Le Kurdistan et Kirkouk.** Le pétrole, les questions juridiques et territoriales qu'il implique, sont au cœur des tensions entre Erbil et Bagdad. Pour Erbil, le pétrole qui permet l'autonomie est également ce qui empêche d'envisager l'indépendance. En effet, on peut envisager une pérennisation de l'autonomie économique du Kurdistan sur la seule base de l'exploitation des ressources qui se trouvent à l'intérieur des frontières « non disputées » – si les différends entre Erbil et Bagdad sur les conditions d'exploitation de ses ressources et sur la part du budget national revenant au GRK (gouvernement kurde) sont réglés. Un accord durable sur l'exploitation pétrolière au Kurdistan pourrait être trouvé dans le cadre de l'établissement de la loi sur le pétrole, concernant les modes de transfert des revenus (fonds communs, budget centralisé



reversé) et les conditions d'accès aux infrastructures nationales.

Par contre, les conditions de l'accession à l'indépendance semblent plus complexes : les Kurdes peuvent-ils envisager leur indépendance sans les zones disputées, qui doubleraient la surface du Kurdistan et abritent des champs exploités et des zones explorées, et sans Kirkouk (ressources estimées à 10 milliards de barils, production de 600 000 b/j dont 400 000 sont exportés via le pipeline vers Ceyhan en Turquie) (5) ? Bagdad, ne transigera pas sur Kirkouk, qui représente 20 % de sa production pétrolière et qui constitue également un verrou géostratégique (contre l'irréductibilité kurde, le régionalisme du Nord, l'entrisme turc). Le gouvernement central se considère comme ayant la seule légitimité sur l'exploitation et la commercialisation du pétrole du Nord de l'Irak, y compris le Kurdistan (juridiction de la compagnie nationale Northern Oil Company) (6), alors que le GRK estime qu'en l'absence de loi sur le pétrole (prévue par la Constitution) il est en droit d'adopter une politique autonome d'exploitation. Bagdad a fait directement pression sur le GRK en réduisant la part du budget national lui revenant de 17 à 12 % et a demandé aux compagnies internationales de renoncer à leur contrat d'exploitation/exploration au Kurdistan et dans les zones disputées (7). Par ailleurs, Bagdad négocierait un accord pour que BP apporte sa technologie dans l'exploitation des champs de Kirkouk. Mais le plus difficile pour Bagdad est de dissuader Ankara de négocier directement avec le GRK pour ses investissements massifs au Kurdistan dans les secteurs du pétrole et du gaz. Le gouvernement irakien a certes reçu l'appui de l'administration américaine, qui a condamné tout accord sur les hydrocarbures qui ne passerait pas par Bagdad. Mais les enjeux pour Ankara sont assez stratégiques pour se passer de l'aval de Washington. L'accès aux hydrocarbures (irako-)kurdes, moins chers que les hydrocarbures russes (de 40 %) et moins risqués que les importations en provenance d'Iran, permettra à la Turquie de réduire son endettement et le déficit de sa balance des comptes courants - 60 milliards de dollars, le plus élevé au monde après celui des États-Unis (110 milliards de dollars), le pétrole kurde devrait réduire ce déficit à 43 milliards de dollars d'ici 2017 - tout en pérennisant ses approvisionnements.

### Comparatif des coûts de développement et de production pétroliers dans quelques pays

PAYS	TYPE DE PROJET	ÉCHELLE DU PROJET (MB/j)	COÛT D'INVESTISSEMENT* PAR BARIL DE CAPACITÉ (\$2011)	COÛT D'EXPLOITATION** PAR BARIL (\$2011)
Irak	Expansion des super-géants*** (Sud)	1,00	7 000-12 000	2
	Nouveaux super-géants (Sud)	1,00	10 000-15 000	2
	Taille moyenne (Nord)	0,25	15 000-20 000	2-3
Arabie saoudite	Expansion générique	0,50	15 000	2-3
Brésil	Eau profonde pré-salifère	0,25	70 000-80 000	15-20
Kazakhstan	Offshore dans le Nord de la mer Caspienne	0,25	70 000-80 000	15-20
Canada	Valorisation des sables bitumeux	0,25	100 000-120 000	25-30

\*Coût d'investissement par baril de capacité de plateau de production. \*\*Coût d'exploitation comprenant toutes les dépenses engendrées par l'opérateur lors d'opérations quotidiennes mais excluant aussi bien les taxes et les royalties qui peuvent être prélevées par le gouvernement que les compensations perçues par l'opérateur, telles que les frais de rémunération.

\*\*\*Les gisements super-géants correspondent aux champs dont les ressources récupérables dépassent 5 milliards de barils.

Source : IEA Analysis. (\$2011 = en dollars constants 2011.)

### Ressources pétrolières en Irak par région et gisement « super-géant »\*\* (en milliards de barils)

	RÉSERVES PROUVÉES** FIN 2011	RESSOURCES ULTIMES RÉCUPÉRABLES	PRODUCTION CUMULÉE FIN 2011	RESSOURCES RÉCUPÉRABLES RÉSIDUELLES	TAUX DES RESSOURCES ULTIMES RÉCUPÉRABLES (%)
<b>Sud de l'Irak</b>	<b>107</b>	<b>135</b>	<b>18</b>	<b>116</b>	<b>86</b>
Qurna Ouest	43	44	1	43	98
Rumaila	17	31	14	17	54
Majnoon	12	12	0	12	99
Zubair	8	10	2	8	80
Nahr Umr	6	6	0	6	98
<b>Centre de l'Irak</b>	<b>12</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>18</b>	<b>99</b>
Bagdad Est	8	8	0	8	100
<b>Nord des monts Zagros</b>	<b>24</b>	<b>66</b>	<b>17</b>	<b>49</b>	<b>75</b>
Kirkouk	9	23	14	9	38
Désert Ouest	0	13	0	13	100
<b>Total Irak</b>	<b>143</b>	<b>232</b>	<b>35</b>	<b>197</b>	<b>85</b>

\*Les chiffres incluent le pétrole brut et les liquides de gaz naturel.

\*\*Les réserves prouvées sont approximativement réparties par bassins, d'après les informations du ministère du Pétrole irakien et les données des compagnies concernant la zone du Kurdistan.

Sources : US Geological Survey, ministère du Pétrole irakien, bases de données de l'AIE.

Un accord pour un contrat à long terme sur le pétrole et le gaz aurait été signé entre le GRK et Ankara, en mars 2013, avec le projet de prolonger le pipeline Ceyhan-Kirkouk et une prise de participation majoritaire turque, en remplacement du GRK, dans les accords avec Exxon (8). On comprend que cet accord, s'il est poursuivi malgré les pressions américaines, et si Exxon se maintient au Kurdistan, en particulier dans les zones

disputées, va mettre la Turquie au devant du conflit entre le GRK et Bagdad. Il faut prendre également en compte le facteur inter-kurdes, en sachant que c'est Nerchivan Barzani, le ministre du Pétrole du GRK, qui a construit la configuration actuelle, et que cette dernière peut évoluer au gré des rapports de force claniques.

**Les provinces, les tribus et les syndicats.** Les provinces ne sont pas



## Ressources gazières en Irak par région et gisement « super-géant » (en milliards de m<sup>3</sup>)

	RÉSERVES PROUVÉES* FIN 2011	RESSOURCES ULTIMES RÉCUPÉRABLES**	PRODUCTION CUMULÉE FIN 2011	RESSOURCES RÉCUPÉRABLES RÉSIDUELLES	TAUX DES RESSOURCES ULTIMES RÉCUPÉRABLES (%)
<b>Sud de l'Irak</b>	<b>2202</b>	<b>4298</b>	<b>351</b>	<b>3947</b>	<b>92</b>
Qurna Ouest	780	1139	18	1121	98
Rumaila	332	838	288	550	66
Majnoon	203	388	2	386	99
Zubair	156	334	39	295	88
Nahr Umr	193	379	4	375	99
<b>Centre de l'Irak</b>	<b>179</b>	<b>700</b>	<b>1</b>	<b>700</b>	<b>100</b>
Bagdad Est	126	367	1	367	100
<b>Nord des monts Zagros</b>	<b>993</b>	<b>2027</b>	<b>158</b>	<b>1869</b>	<b>92</b>
Kirkouk	248	256	154	102	40
<b>Désert Ouest</b>	<b>60</b>	<b>906</b>	<b>0</b>	<b>906</b>	<b>100</b>
<b>Total Irak</b>	<b>3435</b>	<b>7932</b>	<b>510</b>	<b>7422</b>	<b>94</b>
<i>Associé</i>	<i>2558</i>	<i>5279</i>	<i>505</i>	<i>4773</i>	<i>90</i>
<i>Non-associé</i>	<i>876</i>	<i>2653</i>	<i>5</i>	<i>2649</i>	<i>100</i>

\*Les réserves prouvées sont réparties approximativement par bassin, sur la base de renseignements fournis par le ministère du Pétrole irakien. \*\*Les ressources ultimes récupérables (RUC) du gaz associé sont issues des RUC du pétrole et des ratios gaz-pétrole connus. Cela indique un taux de gaz associé supérieur à celui issu de l'analyse de l'USGS (US Geological Survey). Dans la mesure où les ressources ultimes récupérables proviennent des données de l'USGS, il s'ensuit un taux inférieur de ressources ultimes récupérables de gaz associé, pouvant être sous-estimé de plusieurs centaines de milliards de mètres cubes.

Sources : US Geological Survey, ministère du Pétrole irakien, bases de données de l'AIE.



parvenues à se constituer en régions, et leurs relations avec Bagdad relèvent plus du schéma classique centre/périphéries que de la négociation sur les termes d'une autonomisation poussée. En effet, les provinces n'ont pas développé les moyens administratifs et économiques (ni technocratiques) de l'autonomie, alors que politiquement les acteurs qui dominent les gouvernorats fluctuent entre la volonté de s'affirmer dans le jeu de pouvoir à Bagdad et donc de renforcer l'autorité centrale, et la tendance au repli provincial. En conséquence, tant que les provinces n'ont pas développé les paramètres de l'autonomie, les revendications sur le pétrole (et autres ressources) au niveau des gouvernorats ne seront pas effectives, et ce d'autant plus que Bagdad continue à assurer une répartition équitable des revenus nationaux, notamment par la répartition des grands projets de développement.

Il ne faut pas négliger deux types de phénomènes, potentiellement convergents, qui peuvent contribuer à l'ancrage local des politiques pétrolières :

les revendications des tribus et celles des syndicats. Le secteur pétrolier génère peu d'emplois en Irak et les employés du secteur ne sont pas majoritairement syndiqués – exemple : à Bassora sur 46 000 employés, 10 000 étaient syndiqués en 2009. Mais le secteur est tellement vital pour l'économie et l'État irakiens, que si le quart seulement des ouvriers du secteur se mettait en grève, cela aurait des conséquences perturbatrices certaines. Le droit d'association est reconnu dans la Constitution, mais pas le droit de grève en tant que tel, et un décret datant de Saddam Hussein interdisant la grève dans le secteur public n'a pas été abrogé. Dans les faits, depuis 2003, les manifestations d'ouvriers sont durement réprimées – y compris avec l'aide des forces armées américaines et britanniques pendant l'occupation –, et la grève est assimilée à du sabotage, voire du terrorisme. Or, les syndicats, qui se sont construits après 2003 sur la base du rejet du modèle des factions ethniques et confessionnelles, consolident

leur base de recrutement et acquièrent peu à peu une stature politique. C'est le cas dans le Sud pour la Fédération des syndicats du pétrole, dirigée par l'emblématique Hassan Juma, poursuivi pour avoir organisé des grèves. Alors que les gouvernorats demandent à Bagdad et aux compagnies pétrolières internationales de respecter le quota de 85 % d'employés irakiens – les compagnies s'y engagent par contrat –, ce sont les syndicats qui dans les faits se battent pour que le quota soit respecté et que des ouvriers locaux soient employés (9). Les syndicats du pétrole peuvent se renforcer à partir de leur base de recrutement, mais également par le fait de la convergence avec les mouvements paysans/tribaux.

En effet, les paysans qui ont été affectés par le développement industriel pétrolier en termes de pertes d'emplois et de récoltes (ils ne sont pas propriétaires, la terre appartient à l'État et Saddam Hussein n'autorisait que la location annuelle des terres près des installations pétrolières), mènent des mouvements de protestations récurrents, près des installations ou devant le siège de la Southern Oil Company – et parfois dans les installations, avec quelques destructions. Ces « paysans sans terre » (comme ils se nomment) revendiquent de meilleures compensations et des emplois en utilisant le canal de la tribu mais n'ont pas créé de syndicats paysans.

### • Géopolitique des hydrocarbures frontalière et transfrontalière

La position géographique de l'Irak pose les problèmes du désenclavement et de la gestion transfrontalière des ressources et des flux. Pour évacuer ses produits (hydrocarbures) et importer les produits manquant dans son industrie pétrolière (pétrochimiques) l'Irak doit pouvoir accéder à des terminaux régionaux et participer à la construction de pipelines et voies transrégionales. Pour permettre l'interconnexion et l'intégration aux systèmes logistiques transrégionaux, l'Irak doit moderniser son propre système logistique (routes/ponts, rail, pipelines, terminaux). Cette modernisation et la sécurisation des infrastructures sont la condition géopolitique d'une certaine « réciprocité » vis-à-vis des pays voisins, évitant les effets « contournement » (fermeture de pipelines/voies et ouvertures de pipelines/voies concurrents). Les projets



en cours sont : le gazoduc Iran-Irak-Syrie, avec à terme la connexion au Liban et à l'Europe (accord trilatéral de février 2013, construction prévue sur cinq ans, coût de 10 milliards de dollars) ; et un oléoduc Irak-Jordanie, Aqaba/mer Rouge (accord signé en avril 2013, 18 milliards de dollars, achèvement en 2017).

Plus politique encore est la question de l'exploitation des champs transfrontaliers. Cette question ne recouvre pas celle des tracés des frontières, car même quand le tracé est juridiquement déterminé, les ressources du sous-sol peuvent faire l'objet d'une surexploitation menant à un épuisement prématuré des champs, et ce d'autant plus que les technologies avancées le permettent (forage directionnel, en profondeur). L'Irak a quinze champs en commun avec l'Iran, trois avec le Koweït, deux avec la Syrie, et probablement (en cas d'exploration) un nombre indéterminé avec la Jordanie et l'Arabie saoudite. Il faut également prendre en compte que le règlement de la guerre Irak-Koweït a abouti à un déplacement de la frontière qui permet au Koweït d'accéder à des réserves plus importantes des champs à Roumaila Sud, Zubair et Umm Qasr. L'Irak a perdu quatorze puits et le Koweït en a construit 59 supplémentaires dans ces zones. On comprend donc que cette question de la frontière irako-koweïtienne va finir par ressurgir.

#### • Géopolitique des hydrocarbures internationale

L'État irakien envisage le développement du secteur des hydrocarbures comme la condition de son retour sur la scène internationale. Falah Amri, directeur de la State Oil Marketing Organisation (SOMO), a clairement dit lors d'une réunion de l'OPEP en décembre 2012, que l'Irak vise à augmenter sa production de pétrole et « dans le même temps, renforcer sa puissance politique internationale ». Il a mis en avant le fait que l'Irak allait assumer ses nouvelles responsabilités de grand producteur mondial en respectant la politique des quotas de l'OPEP pour maintenir la stabilité des prix. Avec une production de 4,5 millions de bpj en 2015, l'Irak pourrait, si nécessaire (pour la stabilité des prix) mettre une partie de sa production en réserve. Or, c'est cette capacité supplémentaire qui conférerait à l'Irak un rôle stratégique sur le marché et en ferait un rival direct de l'Arabie saoudite dans sa capacité à combler tous déficits ou ruptures d'approvisionnement en pétrole. Dans le long terme, seule la perspective du développement du pétrole irakien permet d'envisager une évolution stable du marché des hydrocarbures mondial et donc de l'économie mondiale : sans le pétrole irakien, les prix risqueraient de flamber et de conduire à la récession. L'AIE estime que la production irakienne atteindra 6,1 millions de bpj d'ici 2020 et 8,3 d'ici 2030, et l'Irak devra investir 530 milliards de dollars dans le secteur d'ici 2030 (le prix du baril sera d'environ 215 dollars) (10).

L'État irakien a choisi de développer le secteur des hydrocarbures en faisant appel aux compagnies pétrolières internationales sur la base de mises aux enchères des champs et de contrats d'exploitation/exploration à rémunérations fixes – l'option du partage de production a été rejetée, étant jugée contraire aux intérêts nationaux. Les compagnies internationales qui ont obtenu des contrats d'exploitation/exploration sont très diversifiées – les majors, mais également les compagnies nationales chinoises et des pays émergents. Par contre, les compagnies internationales de forage, services

et équipements, qui sont les premières engagées dans la reconstruction du secteur (et à engranger les bénéficiaires), sont en grande partie des compagnies américaines, principalement Halliburton, Baker Hughes, Weatherford, Schlumberger. Cependant, l'intérêt premier des États-Unis vis-à-vis du pétrole irakien est d'assurer la stabilité du marché (et de l'économie mondiale) par l'accès aux réserves irakiennes – thématique récurrente depuis les années quatre-vingt : en ce sens, les deux guerres du Golfe sont des guerres pétrolières. Que ce soient des compagnies américaines, russes ou chinoises qui prennent en charge le développement (et les risques), cela ne change pas vraiment la donne.

Par ailleurs, la dépendance accrue de la Chine au pétrole du Golfe, et désormais son implantation en Irak, crée un facteur majeur de vulnérabilité qui va peser dans les relations sino-américaines. Selon l'AIE, 80 % du pétrole irakien sera exporté vers l'Asie, et un tiers de la production irakienne proviendra de champs exploités ou coexploités par des compagnies chinoises. Ceci implique à terme pour l'Irak un voisinage marqué par les rivalités des puissances globales : les Chinois vont militariser leur présence (Gwadar, développement de l'option des porte-avions) pour sécuriser les flux ; les États-Unis vont consolider leur présence et les partenariats (accords de défense, liens OTAN/CCG) ; les Russes envisagent comme une unité (un *continuum*) les régions du Caucase, de l'Asie centrale, du Moyen-Orient et du Golfe et vont donc poursuivre leur stratégie d'influence.

#### Centre d'études sur le Moyen-Orient du CAPRI

##### Notes

(1) Kadhim Ajrash & Nayla Razzouk, « Iraq Revises Its Oil Reserves to 150 Billion Barrels », *Bloomberg*, 10 avril 2013, [www.bloomberg.com/news/2013-04-10/iraq-revises-its-oil-reserves-to-150-billion-barrels.html](http://www.bloomberg.com/news/2013-04-10/iraq-revises-its-oil-reserves-to-150-billion-barrels.html).

(2) Ahmed M. Jiyad, « Federal Petroleum Policy in Iraq: Feasibility and Challenges », document présenté en prélude à la troisième conférence de l'International Association of Contemporary Iraqi Studies (IACIS), SOAS, Londres, 16-17 juillet 2008, p.2

(3) « Iraq oil production seen gaining momentum », *Gulf News*, 26 mars 2013, <http://gulfnnews.com/business/oil-gas/iraq-oil-production-seen-gaining-momentum-1.1162911>.

(4) Ahmed M. Jiyad, *op. cit.*, p. 7.

(5) Chiffres officiels du directeur de la North Oil Company : <http://kirkuknow.com/english/index.php/2013/01/150-cubic-meters-of-natural-gas-is-wasted-daily>.

(6) D'après le site officiel de la compagnie, « North Oil Company's jurisdiction extends from the Turkish borders in the North to Latitude 32.5 degrees in the South, and from Iranian borders in the East to Syrian and Jordanian borders in the West. » [www.noc.oil.gov.iq/english\\_ver/homepage\\_en.htm](http://www.noc.oil.gov.iq/english_ver/homepage_en.htm).

(7) Le gouvernement irakien a déclaré que les contrats signés entre le gouvernement régional kurde et des compagnies pétrolières (50 selon le *CIA Factbook* 2013) sont illégaux et a menacé de représailles (remise en cause des contrats dans le reste de l'Irak) les compagnies ayant des accords d'exploitation dans les zones disputées. Pour le gouvernement central, le gouvernement kurde n'a pas autorité pour signer des contrats d'exploitation, mais il réclame en particulier les termes des contrats, qui sont des contrats de partage de production et de rétribution partielle en pétrole. Ces termes sont considérés comme humiliants pour l'Irak, cela apparaît comme brader les ressources provenant du sol irakien à des étrangers.

(8) Ercan Ersoy « Kurd's Oil Skirting Baghdad Offers Deficit Buster », *Bloomberg*, 24 avril 2013, [www.bloomberg.com/news/2013-04-24/turkey-said-to-sign-oil-deal-with-kurds-defying-baghdad.html](http://www.bloomberg.com/news/2013-04-24/turkey-said-to-sign-oil-deal-with-kurds-defying-baghdad.html)

(9) David Bacon, « For Unionists, Iraq's Oil War Rages On », *In These Times*, 2 avril 2013, [http://inthesetimes.com/article/14808/for\\_unionists\\_iraqs\\_oil\\_war\\_rages\\_on](http://inthesetimes.com/article/14808/for_unionists_iraqs_oil_war_rages_on).

(10) « Iraq's flood of "cheap oil" could rock world markets », *Washington Times*, 3 février 2013, [www.washingtontimes.com/news/2013/feb/3/iraqs-flood-of-cheap-oil-could-rock-world-markets-/?page=all](http://www.washingtontimes.com/news/2013/feb/3/iraqs-flood-of-cheap-oil-could-rock-world-markets-/?page=all)

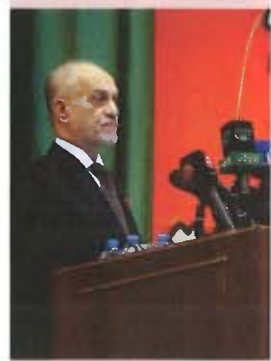


Photo ci-dessus :

Le 12 juin 2013 à Bagdad, en Irak, le vice-Premier ministre irakien, Hussein al-Shahristani, s'exprime au cours de la cérémonie de lancement de la conférence sur la Stratégie nationale pour l'énergie en Irak, au cours de laquelle le gouvernement irakien a dévoilé une stratégie énergétique ambitieuse, qui prévoit un investissement de 620 milliards de dollars au cours des deux prochaines décennies, dans le but d'augmenter le niveau de vie et les niveaux d'emploi du pays, durement touché par des décennies de conflits. (© AFP/Ahmad Al-Rubaye)



# La géographie humaine de l'Irak

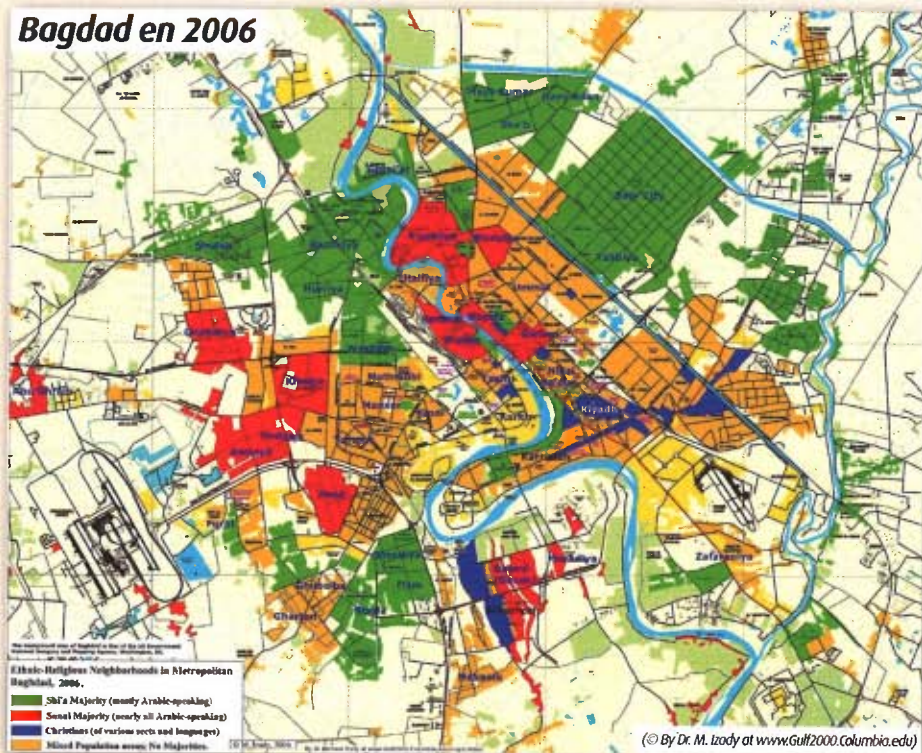
Par l'équipe du **Centre d'études sur le Moyen-Orient** du CAPRI

Composition ethno-confessionnelle de Bagdad avant et après la campagne contre-insurrectionnelle (« *surge* ») des États-Unis

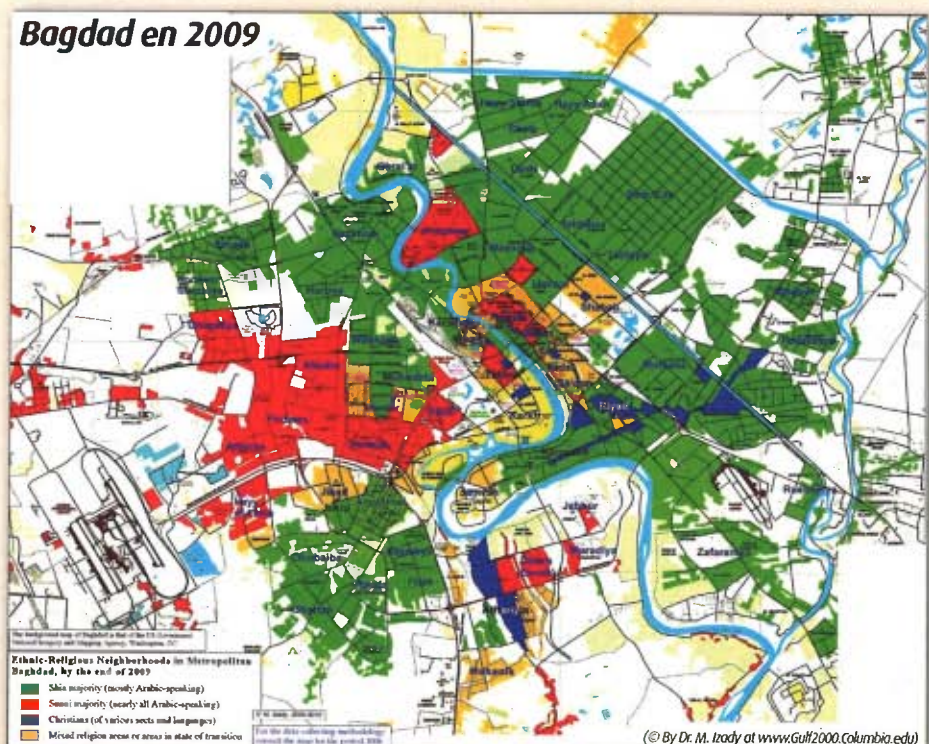
L'Irak est un pays pluriel, qui rassemble différents groupes socioculturels, marqués par l'ethnie, la confession, l'origine tribale ou régionale, qui à travers l'histoire ont interagi dans un ensemble culturel et sociopolitique plus large : la nation irakienne, puis l'État-nation irakien. Les référents identitaires ethniques, confessionnels et tribaux, n'ont rien d'essentialistes et ont évolué au gré des mutations et des rapports de forces au sein de la sphère sociopolitique. Il est cependant indéniable que la rupture de 2003, et le recul consécutif de l'État, ont remis au centre de la vie sociale les divers réseaux de solidarité particularistes, et que les conflits, violents ou pas, ont des frontières ethno-confessionnelles. Mais si les frontières sont ethno-confessionnelles, la nature même des conflits ne l'est pas, tant l'enjeu demeure politique : les Kurdes se positionnent sur la garantie de l'intégrité de leur État et de leur souveraineté ; les « minorités » (Turkomans, Yazidis, chrétiens...) revendiquent une représentation politique, locale et nationale ; les sunnites militent pour ne plus être marginalisés et considérés comme des terroristes en puissance, et retrouver une place au sein de l'appareil d'État ; les chiites craignent le scénario des sunnites islamobathistes, financés par les monarchies du Golfe, qui profiteraient du chaos créé par Al-Qaïda pour tenter de revenir au pouvoir.

Ce que montrent difficilement les cartes, c'est le niveau de mixité ethno-confessionnelle dans les grandes villes majeures, qui à elles seules représentent la moitié de la population irakienne. Mais, comme le montre la carte sur Bagdad (ci-contre), la quasi-guerre civile, et plus précisément l'opération de contre-insurrection menée par les Américains qui ont bâti des murs autour des quartiers (qu'ils ont nommé les « *gated communities* »), en 2006 et 2007, a eu un effet « nettoyage confessionnel » sur le terrain.

**Bagdad en 2006**



**Bagdad en 2009**



**Quartiers ethniques et religieux de Bagdad**

- Majorité chiite (parlant surtout l'arabe) ■
- Majorité sunnite (presque tous de langue arabe) ■
- Chrétiens (de langues et branches différentes) ■
- Zone de population mixte ■

Source : By Dr. M. Izady at [www.Gulf2000.Columbia.edu](http://www.Gulf2000.Columbia.edu)